



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



General Fisheries Commission
for the Mediterranean
Commission générale des pêches
pour la Méditerranée

ISSN 1020-7244

COMMISSION GÉNÉRALE DES PÊCHES POUR LA MÉDITERRANÉE



Rapport de la quarante et unième session

Budva, Monténégro, 16-20 octobre 2017

41

COMMISSION GÉNÉRALE DES PÊCHES POUR LA MÉDITERRANÉE

RAPPORT DE LA QUARANTE ET UNIÈME SESSION

Budva, Monténégro, 16-20 octobre 2017

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

ISBN 978-92-5-130379-5
© FAO, 2018

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

PRÉPARATION DE CE DOCUMENT

Le présent document est la version finale du rapport adopté le 20 octobre 2017 par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée à sa quarante et unième session tenue à Budva, Monténégro.

FAO. 2018. *Rapport de la quarante et unième session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), Budva, Monténégro, 16-20 octobre 2017*. Rapport CGPM No. 41. Rome, Italie.

RÉSUMÉ

La quarante et unième session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée et la huitième session du Comité de l'administration et des finances ont réuni les délégués de 22 parties contractantes, ainsi que les délégués de trois parties non contractantes coopérantes et d'une partie non contractante. Les représentants de 20 organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ses projets régionaux ainsi que des bureaux de la Commission et de ses organes subsidiaires étaient également présents.

Au cours de la session, les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire ont été examinés, y compris au titre de la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017. Par ailleurs, les activités de coopération menées dans le cadre d'accords avec les parties contractantes, les parties non contractantes coopérantes et des organisations partenaires ont été discutées. À la lumière de la coopération croissante de la République de Moldova avec la CGPM, la Commission lui a accordé le statut de partie non contractante coopérante.

S'agissant de la gestion des pêches et de l'aquaculture dans la zone d'application de la CGPM, un total de huit recommandations contraignantes ont été adoptées et portait sur: la communication de données et d'informations sur l'aquaculture; la gestion de la pêche à la dorade rose en mer d'Alboran; l'établissement d'une zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka en mer Adriatique; un plan de gestion pluriannuel des pêcheries de turbot en mer Noire; la mise en place d'un plan régional de gestion adaptative pour l'exploitation du corail rouge en mer Méditerranée; la communication de données sur les activités de pêche dans la zone d'application de la CGPM; un plan d'action régional visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM et un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile. De plus, la Commission a adopté six résolutions, notamment: une stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire; des lignes directrices pour la simplification des processus d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'aquaculture; la reprise des activités du Groupe de travail sur la technologie des pêches; un groupe de travail permanent sur les écosystèmes marins vulnérables; un réseau d'habitats halieutiques essentiels et l'application d'un numéro de l'Organisation maritime internationale.

Enfin, la Commission est convenue de son programme de travail pour la prochaine période intersessions et a adopté son budget, s'élevant à 2 532 162 USD pour l'année 2018, ainsi qu'une série d'actions stratégiques qui seront financées par des ressources extrabudgétaires. Elle a également approuvé à l'unanimité la nouvelle constitution des bureaux du Comité scientifique consultatif de l'aquaculture, du Groupe de travail sur la mer Noire et du Comité d'application.

TABLE DES MATIÈRES

OUVERTURE ET ORGANISATION DE LA SESSION	6
PROGRÈS EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS DE COOPÉRATION	7
RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS INTERSESSIONS DE 2016-2017 EN MATIÈRE DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE	9
Comité scientifique consultatif de l'aquaculture	9
Comité scientifique consultatif des pêches	9
Groupe de travail sur la mer Noire	10
Comité d'application	10
ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE À MOYEN TERME EN FAVEUR DE LA DURABILITÉ DES PÊCHES EN MÉDITERRANÉE ET EN MER NOIRE, NOTAMMENT EN RELATION AVEC LA DÉCLARATION MEDFISH4EVER	11
VERSION PRÉLIMINAIRE DE LA STRATÉGIE DE LA CGPM POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AQUACULTURE EN MÉDITERRANÉE ET EN MER NOIRE	12
GESTION DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE EN MÉDITERRANÉE ET EN MER NOIRE	13
Avis en matière de gestion de l'aquaculture	13
Avis en matière de gestion des pêches et de conservation des ressources halieutiques	14
Avis en matière d'application émanant du Comité d'application	21
PROGRAMME DE TRAVAIL	23
CAQ et WGBS (aquaculture)	23
CSC et WGBS (pêche)	24
Comité d'application (application)	25
Réunions	26
RAPPORT DU COMITÉ D'APPLICATION	29
POSSIBILITÉ D'ACTIVER LE GROUPE D'EXAMEN	30
HUITIÈME SESSION DU COMITÉ DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES	30
Rapport sur les questions administratives et financières	30
Budget de la CGPM et contributions des parties contractantes pour 2017-2019	31
Élection du bureau du CAF	32

ÉLECTION DU BUREAU DE LA CGPM ET APPROBATION DU BUREAU DU CAQ, DU WGBS, DU COMITÉ D'APPLICATION ET DU CAF	32
QUESTIONS DIVERSES	33
DATE ET LIEU DE LA QUARANTE-DEUXIÈME SESSION	33
ADOPTION DU RAPPORT	33

ANNEXES

ANNEXE 1 – Ordre du jour	36
ANNEXE 2 – Liste des participants	37
ANNEXE 3 – Liste des documents	50
ANNEXE 4 – Discours prononcés à la quarante et unième session de la Commission	52
ANNEXE 5 – Recommandation CGPM/41/2017/1 relative à la communication de données et d'informations sur l'aquaculture, abrogeant la Recommandation CGPM/35/2011/6	64
ANNEXE 6 – Recommandation CGPM/41/2017/2 relative à la gestion des pêcheries de dorade rose en mer d'Alboran (sous-régions géographiques 1 à 3) pour une période transitoire de deux ans	66
ANNEXE 7 – Recommandation CGPM/41/2017/3 relative à l'établissement d'une zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka en mer Adriatique	72
ANNEXE 8 – Recommandation CGPM/41/2017/4 relative à un plan de gestion pluriannuel pour les pêcheries de turbot en mer Noire (sous-région géographique 29)	79
ANNEXE 9 – Recommandation CGPM/41/2017/5 relative à la mise en place d'un plan régional de gestion adaptative pour l'exploitation du corail rouge en mer Méditerranée	88
ANNEXE 10 – Recommandation CGPM/41/2017/6 relative à la communication de données sur les activités de pêche dans la zone d'application de la CGPM	96
ANNEXE 11 – Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM	107
ANNEXE 12 – Recommandation CGPM/41/2017/8 relative à un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16)	117
ANNEXE 13 – Résolution CGPM/41/2017/1 relative à une stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire	131
ANNEXE 14 – Résolution CGPM/41/2017/2 relative à des lignes directrices pour la simplification des processus d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'aquaculture	150
ANNEXE 15 – Résolution CGPM/41/2017/3 relative à la reprise des activités du Groupe de travail sur la technologie des pêches	162
ANNEXE 16 – Résolution CGPM/41/2017/4 relative à un groupe de travail permanent sur les écosystèmes marins vulnérables	164
ANNEXE 17 – Résolution CGPM/41/2017/5 relative à l'établissement d'un réseau d'habitats halieutiques essentiels dans la zone d'application de la CGPM	167
ANNEXE 18 – Résolution CGPM/41/2017/6 relative à l'application d'un numéro de l'Organisation maritime internationale	169
ANNEXE 19 – Proposition de recommandation en attente relative à l'établissement d'une taille minimale de référence pour la conservation de la dorade rose en mer Méditerranée	172

ANNEXE 20 – Proposition de recommandation en attente relative à des mesures concernant les activités de pêche récréative en mer Méditerranée	174
ANNEXE 21 – Proposition de recommandation en attente relative à des mesures de gestion des pêches pour la conservation des requins et des raies dans la zone d’application la CPGM, amendant la Recommandation CGPM/36/2012/3	176
ANNEXE 22 – Mandats relatifs à certaines activités	180
ANNEXE 23 (1) – Budget autonome de la CGPM et contributions pour 2018	181
ANNEXE 23 (2) – Contributions au budget de la CGPM pour 2018 (sur la base des moyennes 2013-2015)	182

OUVERTURE ET ORGANISATION DE LA SESSION

1. La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) et son Comité de l'administration et des finances (CAF) ont tenu à Budva (Monténégro), du 16 au 20 octobre 2017, leurs quarante et unième et huitième sessions, respectivement. Ont participé des délégués de 22 parties contractantes, de trois parties non contractantes coopérantes et d'une partie non contractante, ainsi que des observateurs, parmi lesquels des représentants de 20 organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses projets régionaux, des bureaux de la Commission et de ses organes subsidiaires et du Secrétariat de la CGPM. On trouvera la liste des participants à l'annexe 2.

2. M. Milutin Simovic, Ministre monténégrin de l'agriculture et du développement rural, a souhaité la bienvenue aux participants. Il a souligné que son pays souscrivait pleinement à l'action de la CGPM en faveur du développement durable des pêches et de l'aquaculture. Les économies nationales pourraient ainsi prospérer alors que les secteurs de la pêche et de l'aquaculture seraient rendus plus attrayants pour les générations actuelles et futures, dans le cadre de la croissance bleue.

3. M. Árni M. Mathiesen, Sous-Directeur général chargé du Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO, s'est adressé aux participants au nom du Directeur général de la FAO, M. José Graziano da Silva, faisant observer que la séance d'ouverture de la Commission se tenait en concomitance avec la Journée mondiale de l'alimentation, qui était une manifestation phare de la FAO. À ce propos, il a insisté sur l'importance du rôle que jouaient la pêche et l'aquaculture dans l'élimination de la faim, estimant par ailleurs que la CGPM, en tant qu'organe relevant de l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO, avait un rôle essentiel à jouer dans la région de la Méditerranée et de la mer Noire.

4. M. Stefano Cataudella, Président de la CGPM, a vivement remercié le Gouvernement monténégrin d'accueillir la session. Il a appelé l'attention des participants sur la stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire, que la Commission avait adoptée à sa quarantième session (Malte, juin 2016). Cet instrument offrait un cadre d'action provisoire, en vue d'inverser l'évolution alarmante de la situation des pêches dans la région. Il avait également pour objectif d'améliorer les interactions entre la pêche et l'aquaculture conformément au Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO.

5. Dans le cadre de l'allocution de l'Union européenne (UE), un message vidéo de M. Karmenu Vella, Commissaire européen à l'environnement, aux affaires maritimes et à la pêche, a dégagé les grands axes et les objectifs de la Déclaration ministérielle de Malte de 2017 (Déclaration MedFish4Ever) et de la Déclaration de Bucarest de la Conférence de haut niveau pour l'amélioration de la coopération sur la pêche et l'aquaculture en mer Noire (Déclaration de Bucarest). Ces déclarations régionales constituaient deux étapes importantes en vue de parvenir à une utilisation durable des ressources halieutiques, de protéger l'environnement marin et de promouvoir la coopération régionale. En outre, l'adhésion d'un nombre croissant de pays riverains à la Déclaration MedFish4Ever – désormais signée par 15 d'entre eux – a été soulignée, faisant écho à l'impression générale parmi les États riverains que les parties contractantes et parties non contractantes coopérantes (PCC) de la CGPM devaient agir rapidement afin d'inverser la tendance actuelle.

6. À l'issue de ces allocutions d'ouverture, M. Abdellah Srouf, Secrétaire exécutif de la CGPM, a présenté les délégations et les observateurs et les a informés de l'organisation de la réunion. Il a ensuite fait rapport sur les pouvoirs reçus, précisant que 21 pays avaient présenté leurs pouvoirs et invitant ceux qui ne l'avaient pas encore fait à procéder à cette formalité.

7. Les délégués de la Bulgarie, de l'Espagne et du Liban ont évoqué la mise en place d'unités sous-régionales dans leurs pays respectifs, au titre de l'approche sous-régionale de gestion des pêches suivie au sein de la CGPM. Ces unités permettraient d'assurer une interaction plus étroite entre les activités de la Commission et l'action menée par les pays au niveau sous-régional. Ces trois pays, qui avaient tous progressé considérablement dans ce domaine, notamment en menant des consultations avec la FAO, ont exprimé l'espoir que les unités qu'ils accueilleraient puissent être opérationnelles dès la période intersessions suivante.

8. Les délégués de l'Albanie, de l'Algérie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Libye et du Maroc se sont félicités des efforts que la CGPM consacrait à la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme en étroite coordination avec les pays. Cette initiative était particulièrement pertinente compte tenu de l'élan politique conféré par la Déclaration MedFish4Ever et de la reconnaissance croissante, au niveau mondial, de l'importance des océans pour la promotion du développement durable et l'élimination de la faim, comme l'a relevé la déléguée de Monaco. Ils ont aussi exprimé leur vive satisfaction quant aux mesures de soutien prises par la Commission, notamment en matière d'assistance technique.

9. La Commission a été informée de la déclaration relative aux compétences et aux droits de vote présentée par l'UE et ses États membres, qui figure dans le document portant la cote GFCM:41/2017/Inf.4. L'ordre du jour, reproduit à l'annexe 1, a été adopté sans modification. La liste des documents mise à la disposition de la Commission figure à l'annexe 3.

10. Les allocutions d'ouverture et les déclarations sont reproduites intégralement, dans leur langue d'origine, à l'annexe 4.

PROGRÈS EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS DE COOPÉRATION

11. En s'appuyant sur le document GFCM:41/2017/Inf.5, le Secrétariat de la CGPM a fait le point sur les questions de coopération, notamment avec les PCC dans le cadre des lettres d'accord adoptées et conformément à la stratégie à moyen terme. Des informations sur la participation du Secrétariat de la CGPM aux instances mondiales et régionales pertinentes ont également été présentées, accompagnées d'un rapport intérimaire sur la mise en œuvre des protocoles d'accord existants.

12. Concernant les lettres d'accord, les délégués de l'Albanie, du Maroc, de la Tunisie, de la Géorgie et de l'Ukraine ont souligné qu'elles étaient importantes pour soutenir les efforts nationaux consentis dans le but de tenir les engagements communs relatifs à la gestion des pêches, à la collecte des données, à l'aquaculture et au système de surveillance des navires par satellite (SSN).

13. La Commission a salué le mécanisme des lettres d'accord en ce qu'il rationalisait les actions à l'appui des PCC. La reconduction des lettres d'accord en vigueur a ainsi été encouragée afin que les activités prévues qui y figurent puissent être menées à bien. La Commission a par ailleurs demandé aux PCC qui négocient actuellement des lettres d'accord avec la CGPM d'adopter rapidement ces instruments.

14. Les délégués de l'Algérie, de l'Égypte, du Liban, de la Libye et du Maroc ont évoqué les consultations nationales avec le Secrétariat de la CGPM, dans le cadre d'une mise en œuvre efficace de la stratégie à moyen terme. Ces dernières avaient fortement contribué à mieux faire connaître les priorités nationales établies, et il apparaissait donc important de maintenir ces consultations, notamment en coordination avec les projets régionaux de la FAO.

15. La déléguée de l'UE a préconisé que des informations sur la fourniture d'une assistance technique aux PCC soient régulièrement communiquées, afin de garantir la cohérence tout en évitant

les activités en concurrence. Outre sa participation aux programmes régionaux de la CGPM et de la FAO, l'UE mettait également en œuvre plusieurs programmes d'aide en lien avec sa politique de voisinage. Elle a donc demandé à la Commission de fournir un rapport d'activité succinct sur l'assistance technique dispensée à chaque PCC, et a exprimé l'engagement réciproque de l'UE de fournir en retour les informations pertinentes à la Commission.

16. La Commission, notant que la République de Moldova demandait à devenir une partie non contractante coopérante, lui a, de manière consensuelle, accordé ce statut.

17. Le délégué de la Tunisie a souligné qu'il était important que la CGPM participe de manière active aux instances internationales et régionales pertinentes dans le contexte d'une approche écosystémique des pêches, dans la mesure où cela correspondait au mandat de la Commission en matière de pêches et d'aquaculture. Ces vues ont été pleinement soutenues par la Commission.

18. Le représentant de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) a mentionné la coopération en vigueur entre les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et a souligné que la CICTA accordait une attention particulière aux mesures de conservation et de gestion adoptées par la CGPM et concernant des problèmes d'intérêt commun, comme la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR).

19. Les représentants de l'Accord de Monaco sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente (ACCOBAMS), de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et du Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement (ONU Environnement/PAM) ont évoqué les progrès réalisés dans la mise en œuvre du protocole d'accord en cours avec la CGPM. Ils ont pris note avec satisfaction des activités communes menées dans le cadre de l'Objectif de développement durable (ODD) 14 et se sont déclarés prêts à poursuivre leur collaboration avec la CGPM sur des questions en lien avec la pêche durable et la préservation des écosystèmes marins.

20. Le représentant de l'Organisation arabe de développement agricole (OADA) a souligné l'importance pour son organisation de coopérer avec la CGPM et a demandé à la Commission de conclure un protocole d'accord portant sur les activités liées, entre autres, à la collecte des données, à la pêche artisanale et à l'aquaculture.

21. De même, la représentante de l'Union pour la Méditerranée (UPM) a indiqué que, compte tenu de la coordination croissante avec la CGPM, confirmée par le Secrétariat de la CGPM, il était nécessaire d'officialiser cette coopération. En conséquence, elle a demandé à la Commission de conclure un protocole d'accord portant sur les activités liées, entre autres, à l'économie bleue, la gouvernance et la coopération en matière de recherche.

22. La Commission est convenue de conclure un protocole d'accord avec l'OADA et l'UPM, et a demandé au Secrétaire exécutif de la CGPM de les signer durant la période intersessions, après obtention des approbations nécessaires de la FAO.

23. Le délégué de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (BSEC) s'est félicité de la coopération existante avec la CGPM. Il a informé les participants que la BSEC organiserait une conférence régionale sur la croissance bleue en mer Noire et les a invités à partager leurs connaissances et leurs compétences spécialisées à cette occasion.

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS INTERSESSIONS DE 2016-2017 EN MATIÈRE DE PÊCHE ET D'AQUACULTURE

Comité scientifique consultatif de l'aquaculture

24. M. François René, Président du Comité scientifique consultatif de l'aquaculture (CAQ), a fait le point sur les activités du CAQ, en s'appuyant sur les documents GFCM:41/2017/3 et GFCM:41/2017/Inf.10. Parmi ces activités figuraient les réunions de l'Équipe spéciale chargée d'élaborer une stratégie en faveur du développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire de la CGPM et des groupes de travail pertinents du CAQ, ainsi que les travaux de la Plateforme aquacole multi-acteurs de la CGPM (AMShP).

25. Le représentant de la Tunisie a rappelé la contribution cruciale du CAQ aux résultats concrets et techniques obtenus dans le domaine de l'aquaculture et a souligné tout spécialement que la participation active des pays, y compris le sien, aux côtés des aquaculteurs et des autres parties prenantes, était essentielle pour y parvenir. Plus particulièrement, il a insisté sur la coopération fructueuse de la Tunisie avec le CAQ au sujet de l'établissement d'une zone affectée à l'aquaculture (AZA) dans la baie de Monastir, en lien notamment avec une aire marine protégée (AMP) dans cette région. Il a réitéré l'intérêt de la Tunisie à l'égard de la création d'un centre de formation régional sur l'aquaculture, dont l'objectif serait de promouvoir le renforcement des capacités dans le sud de la Méditerranée.

26. La déléguée de l'UE a réaffirmé que celle-ci était favorable au processus de réorganisation du CAQ. Elle a souligné la pertinence des principaux volets de la durabilité qui ont été définis, notamment la gouvernance, les interactions entre aquaculture et environnement, la santé animale et les marchés, et a indiqué qu'il était important que les parties prenantes participent à la concrétisation des principes inscrits dans les déclarations de Bucarest et de Malte (MedFish4Ever).

27. Plusieurs autres délégations se sont également déclarées satisfaites de l'ampleur et de la qualité des travaux menés par le CAQ pendant la période intersessions, à l'appui du développement de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire.

Comité scientifique consultatif des pêches

28. M. Othman Jarboui, Président du Comité scientifique consultatif des pêches (CSC), a fait le point sur les activités du Comité et de ses groupes d'experts, en s'appuyant sur les documents GFCM:41/2017/2 et GFCM:41/2017/Inf.9. Il a, en particulier, mentionné les activités régionales menées dans les domaines de l'évaluation des stocks, de l'environnement et des écosystèmes marins, de la collecte de données et de la pêche artisanale et de loisir, ainsi qu'aux travaux réalisés au titre de l'approche sous-régionale.

29. Le CSC a été félicité à maintes reprises pour la multiplicité des sujets traités par ses comités sous-régionaux et groupes techniques spéciaux, mais aussi pour les avis pertinents fournis sur de nombreuses questions régionales et sous-régionales.

30. La représentante de l'UE s'est réjouie de la contribution importante du CSC à la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme, en reconnaissant que la qualité des avis scientifiques formulés s'était améliorée, ce qui les rendait plus utiles aux travaux de la Commission et aux gestionnaires. Elle a insisté sur la nécessité de renforcer les synergies avec les instituts nationaux et d'autres organes pertinents de sorte que tous les stocks principaux soient évalués d'ici à 2020, comme le prévoit la Déclaration MedFish4Ever.

31. Plusieurs délégations, en particulier celles de l'Égypte et du Maroc, ont reconnu la pertinence de l'approche sous-régionale en matière de gestion des pêches et ont souligné son importance dans le contexte de débats ciblés au sein des comités sous-régionaux. Elles ont d'ailleurs invité la Commission à poursuivre ses travaux conformément à cette approche.

32. En outre, la délégation du Maroc a précisé que les formations, comme celles concernant les nouvelles méthodes d'évaluation des stocks qui ont été dispensées depuis le lancement de la stratégie à moyen terme, étaient essentielles à l'amélioration constante des avis. Le membre de la délégation de l'Égypte, quant à lui, a salué les travaux de la CGPM et de l'ONU Environnement/PAM sur les espèces non indigènes. Enfin, le délégué de la Tunisie a fait état des avancées concernant la pêche artisanale. À cet égard, il s'est félicité du lancement des activités techniques destinées à produire des avis sur la gestion de ce secteur important.

33. Le Président de la CGPM a souligné qu'il était important de prendre pleinement conscience du potentiel des méthodes existantes mais aussi d'étudier des approches plus adaptées en matière d'évaluation et de gestion.

Groupe de travail sur la mer Noire

34. M. Simion Nicolaev, Coordonnateur du Groupe de travail sur la mer Noire (WGBS), a fait le point sur les activités du Groupe de travail et de ses groupes d'experts, en s'appuyant sur les documents GFCM:41/2017/2 et GFCM:41/2017/Inf.11. À la demande de la Commission, le WGBS avait communiqué des avis spécifiques à l'appui de la gestion.

35. Le membre de la délégation de l'UE a salué les travaux menés dans le cadre du WGBS, en particulier la formidable contribution des experts nationaux à la réalisation de la première évaluation des mesures de gestion pour le turbot. Dans ce contexte, la mise en place du projet BlackSea4Fish était essentielle en ce qu'elle permettait de faciliter l'échange de connaissances, d'améliorer la formulation d'avis et de promouvoir la coopération en mer Noire.

36. La représentante de la Turquie s'est félicitée des résultats de la réunion du WGBS sur la création d'un centre de démonstration aquacole en mer Noire et s'est réjouie du fait que l'Institut national roumain pour la recherche et le développement marins (NIMRD) soit disposé à accueillir un module du centre de démonstration sur la mytiliculture. Par ailleurs, elle a rappelé que la Turquie était prête à accueillir des modules de démonstration sur la pisciculture et à mettre à disposition les compétences spécialisées et les installations aquacoles de l'Institut central de recherche halieutique (CFRI) à Trabzon, en précisant la longue expérience du CFRI en matière de collaboration avec le secteur privé dans des activités de formation pratique et de renforcement des capacités en lien avec l'aquaculture.

Comité d'application

37. M. Samir Majdalani, Président du Comité d'application, a fait un point rapide sur les activités relatives à l'application qui avaient été menées pendant la période intersessions, en s'appuyant sur les documents GFCM:41/2017/4 et GFCM:41/2017/Inf.8. Parmi ces activités figuraient le processus d'éclaircissements et d'identification, la mise à jour de la liste des navires se livrant à la pêche INDNR, les travaux de création d'un système pilote de SSN et de contrôle, et la lutte contre la pêche INDNR. Le Président du Comité d'application a rappelé que quatre réunions portant sur ces activités avaient été organisées avec succès.

38. Le délégué de l'UE a fait observer que le Comité d'application avait traité efficacement les diverses questions pendant la période intersessions et qu'il favorisait une culture du respect des règles. Les activités menées, notamment dans le cadre des groupes de travail, avaient été remarquables et

d'autres résultats étaient attendus dans un proche avenir. À cet effet, le déléguée de l'UE a mentionné le projet pilote novateur sur le contrôle dans le canal de Sicile, qui avait renforcé le rôle du Comité d'application.

39. La délégation de la Turquie a donné des informations sur les progrès accomplis concernant la mise en place du SSN, qui était en passe d'être étendu à tous les navires de pêche de plus de 12 mètres. Ce système, y compris l'instauration du journal de bord électronique, avait été financé par le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage. Par ailleurs, elle a communiqué qu'un centre de surveillance des pêches avait récemment été établi à Ankara. Grâce à ce système, les navires de pêche pouvaient être surveillés simultanément par les inspecteurs des pêches des directions provinciales et par le commandement de la garde côtière.

40. Les délégations de l'Algérie et de la Tunisie ont reconnu que le Comité d'application avait franchi une nouvelle étape. Elles ont souligné que le projet pilote sur le canal de Sicile devait devenir un modèle à suivre afin de rendre opérationnels des contrôles dans d'autres sous-régions et ont dit espérer que le Comité d'application continuerait de promouvoir ce type d'activité.

41. La déléguée du Maroc a abordé la question de la rationalisation des rapports nationaux présentés au Comité d'application. Elle a précisé que cela aiderait davantage les PCC dans le cadre du processus d'éclaircissements et d'identification.

42. La délégation de la Libye s'est référée à la pêche INDNR et a exhorté le Comité d'application à redoubler d'efforts pour combattre ce fléau.

43. Les représentantes de Shark Trust et de Project Aware ont remercié le Comité d'application de l'approche participative qu'il avait adoptée sur la question de la conservation des requins. Elles ont indiqué qu'une première étape visant à évaluer la mise en œuvre des mesures de conservation était en cours et que des efforts supplémentaires seraient nécessaires, notamment de la part des PCC ainsi que du Secrétariat de la CGPM.

44. La Commission a pris acte avec satisfaction des travaux considérables effectués par tous les organes subsidiaires.

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE À MOYEN TERME EN FAVEUR DE LA DURABILITÉ DES PÊCHES EN MÉDITERRANÉE ET EN MER NOIRE, NOTAMMENT EN RELATION AVEC LA DÉCLARATION MEDFISH4EVER

45. Après l'adoption de la stratégie à moyen terme, affinée par la Commission en septembre 2016, la mise en œuvre de cette stratégie avait reçu un appui supplémentaire par l'intermédiaire des déclarations de Malte (MedFish4Ever) et de Bucarest. Les activités prioritaires des cinq cibles principales de la stratégie à moyen terme avaient été définies, présentées et examinées au sein des instances pertinentes, ce qui avait permis de veiller à la participation des pays et à la consultation des parties prenantes. Ces activités ont ensuite été lancées afin que la collecte de données et d'informations utiles puisse commencer dès 2018, une fois que les décisions sur les moyens de mise en œuvre et sur les points focaux nationaux auraient été prises et que les méthodes et/ou directives et les plans d'exécution seraient au point. On a souligné la forte complémentarité entre les activités de la stratégie à moyen terme et les objectifs de la Déclaration MedFish4Ever.

46. Une vue schématique des étapes déjà franchies et des tâches déjà entreprises pour chaque activité prioritaire a été présentée, offrant notamment un aperçu, dans un format de présentation proposé, de l'état d'avancement des activités de la stratégie à moyen terme jusqu'ici. La Commission a

accueilli avec satisfaction ce format détaillé de présentation des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie.

47. S'agissant de la Déclaration MedFish4Ever, le délégué de la Lybie a évoqué les dispositions et les échéances que celle-ci contenait en matière de capacité de pêche. Il a relevé que son pays n'avait pas signé cette déclaration et ne serait pas en mesure de respecter les engagements qu'elle prévoyait. Le délégué du Liban a également observé qu'étant donné que son pays n'avait pas participé à la Conférence ministérielle de Malte et attendait de recevoir une copie de la Déclaration MedFish4Ever par les voies diplomatiques, le Liban n'était pas lié par cet instrument.

48. La déléguée de la Turquie a fait part de sa gratitude au Secrétariat de la CGPM et au projet EastMed pour les consultations très fructueuses qui s'étaient tenues au niveau des pays. Il était important de continuer à organiser ce type de consultations de façon périodique, afin d'assurer une mise en œuvre coordonnée de la stratégie à moyen terme.

49. La délégation de la Tunisie a souligné l'importance de cette stratégie, et notamment de son approche globaliste, et a appelé à rationaliser sa mise en œuvre sur la base des cibles, des sous-régions et des délais prévus.

50. La délégation de l'Égypte a également souligné l'importance des consultations nationales, notant que le processus amorcé par le Secrétariat de la CGPM pour associer les PCC, y compris par l'intermédiaire de leurs stratégies nationales, avait été productif et devait être poursuivi.

51. La déléguée de l'UE a mentionné en particulier le Forum CGPM sur les sciences halieutiques (Fish Forum de la CGPM), car cette manifestation devrait réunir des experts renommés venus du monde entier qui pourraient mettre leurs compétences spécialisées au profit de cette activité essentielle dans le contexte de la stratégie à moyen terme. Elle a ajouté que cela apporterait un immense soutien aux futurs travaux scientifiques de la CGPM et pourrait devenir une référence pour d'autres ORGP.

52. La représentante d'OceanCare a indiqué que son organisation soutenait pleinement la stratégie à moyen terme, en particulier la Cible 4. Pour apporter une contribution concrète à cette cible, elle invitait les PCC à s'associer aux travaux d'OceanCare sur les effets de la pollution sonore des mers sur les pêches.

53. La Commission a salué le travail effectué pour mettre en œuvre la stratégie à moyen terme et elle a invité le Secrétariat de la CGPM à maintenir la cadence pour atteindre pleinement les cibles de cette stratégie et concrétiser ses produits.

VERSION PRÉLIMINAIRE DE LA STRATÉGIE DE LA CGPM POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AQUACULTURE EN MÉDITERRANÉE ET EN MER NOIRE

54. Le Secrétaire de la CGPM a présenté le projet de stratégie de la Commission pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire, s'appuyant pour ce faire sur le document GFCM:41/2017/3.

55. La déléguée de l'UE a manifesté un soutien plein et entier à la structure, aux buts et à la vision de cette stratégie, soulignant son exhaustivité et son utilité, notamment lorsqu'il s'agissait d'aider les pays à tenir les engagements pris dans les déclarations de Malte (MedFish4Ever) et de Bucarest. Elle a insisté sur le fait que la stratégie était aussi un instrument efficace, qui pourrait servir de base à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies nationales.

56. Le délégué de la Tunisie a lui aussi accueilli favorablement le projet de stratégie. Il a rappelé l'état des stocks de poissons en Méditerranée et la nécessité de réfléchir au développement de l'aquaculture pour faire face à la demande croissante de produits comestibles de la mer. À cette fin, il a noté qu'il importait d'aborder ce développement de façon organisée et rationnelle, en prenant aussi en considération ses interactions avec la pêche et ses conséquences potentielles sur les scénarios de gestion.

57. La délégation du Maroc a mis en évidence le socle commun sur lequel la stratégie avait été développée, soulignant que l'approche participative avait permis de s'assurer que la stratégie était bien alignée sur les ambitions nationales, et suffisamment exhaustive pour relever des défis divers.

58. De la même façon, la déléguée de l'Algérie a fait part de ses remerciements pour l'élaboration d'un cadre aussi complet qui s'adaptait parfaitement à la stratégie de l'Algérie et contribuait à la réalisation des objectifs nationaux.

59. Le Président de la CGPM a rappelé que le travail préparatoire avait été mené par l'Équipe spéciale chargée d'élaborer une stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire, conformément au mandat donné par la Commission. Il a réaffirmé que la stratégie trouvait sa source dans les pays eux-mêmes, qui avaient fourni d'importantes contributions. À ce titre, elle était le fruit d'années de travail coordonné.

60. La Commission s'est félicitée de la stratégie pour l'aquaculture ainsi que des contributions fournies par les pays et, sur la base d'une proposition de l'UE, a décidé d'adopter la Résolution CGPM/41/2017/1 relative à une stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire, reproduite en annexe 13.

GESTION DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE EN MÉDITERRANÉE ET EN MER NOIRE

Avis en matière de gestion de l'aquaculture

61. Le Président du CAQ a présenté les principales conclusions et les avis émanant des organes subsidiaires, en s'appuyant sur les documents GFCM:41/2017/3 et GFCM:41/2017/Inf.10. Il a informé la Commission de la réorganisation du CAQ compte tenu du nombre croissant de problèmes à traiter.

62. Le délégué de la Tunisie a rappelé le mandat confié au CAQ consistant à élaborer des directives sur la simplification des procédures administratives relatives aux autorisations et l'octroi de concessions dans le secteur de l'aquaculture. Il a proposé l'adoption de ces directives telles qu'elles avaient été élaborées par le Secrétariat de la CGPM.

63. La déléguée de l'UE a reconnu que l'élaboration des directives était une étape importante vers l'assouplissement des procédures administratives. Elle a demandé des éclaircissements sur la définition des permis dans le secteur de l'aquaculture et a jugé nécessaire de la reformuler en faisant état de l'ensemble du processus d'autorisation qui aboutit à la délivrance des permis.

64. Après l'insertion de quelques modifications mineures, la Commission a adopté la Résolution CGPM/41/2017/2 relative à des lignes directrices pour la simplification des processus d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'aquaculture, dont le texte est reproduit à l'annexe 14.

65. En se fondant sur l'avis du CAQ, la Commission a révisé la Recommandation CGPM/35/2011/6 relative à la communication de données et d'informations sur l'aquaculture, modifiant la Recommandation CGPM/33/2009/4 et a décidé de fixer de nouvelles échéances pour communiquer les données (le 31 décembre de chaque année civile) et de supprimer la présentation de

données liées aux aliments pour animaux, à la farine de poisson et à l'huile de poisson, car elles n'étaient pas pertinentes pour le secteur. En revanche, elle a accepté que les dispositions en matière de données sur le commerce et la consommation soient légèrement modifiées.

66. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/41/2017/1 relative à la communication de données et d'informations sur l'aquaculture, abrogeant la Recommandation CGPM/35/2011/6, telle qu'elle figure à l'annexe 5.

67. Le représentant de l'UICN s'est de nouveau félicité de la coopération entre son organisation et le CAQ, en particulier en ce qui concerne les interactions entre l'aquaculture méditerranéenne et la préservation de l'environnement marin, principalement dans les AMP. Il a rappelé le caractère distinctif de la CGPM, qui est une ORGP qui s'occupe également d'aquaculture, ainsi que le travail de pionnier que celle-ci réalisait dans le secteur. Il a reçu le soutien de la Fédération européenne des producteurs aquacoles (FEAP) lorsqu'il a exprimé l'espoir que la Commission adopte à l'avenir des décisions contraignantes en matière de gestion de l'aquaculture afin de traiter les questions transversales.

Avis en matière de gestion des pêches et de conservation des ressources halieutiques

68. Le Président du CSC et le Coordonnateur du WGBS ont présenté les avis concernant l'état des stocks des espèces prioritaires, la gestion de certaines pêches au niveau sous-régional, la collecte des données, la pêche artisanale et de loisir et les interactions entre la pêche et les écosystèmes marins.

État général des stocks

69. Un aperçu de la couverture des stocks prioritaires pour lesquels un avis a été formulé par le CSC a été présenté pour chaque sous-région.

70. Les délégations de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ont souligné l'importance d'une couverture adéquate de toutes les espèces prioritaires dans toutes les sous-régions, comme le prévoit la stratégie à moyen terme. Lorsque des lacunes étaient relevées, il était nécessaire de déterminer si les données n'étaient pas disponibles ou pas accessibles.

71. La délégation de l'Égypte a noté que des évaluations d'une seule espèce pourraient ne pas être suffisantes pour fournir un avis susceptible d'aider la Commission à adopter des mesures efficaces, et que le CSC devait s'orienter vers des évaluations plurispécifiques.

72. Les délégations de l'Albanie et du Monténégro ont souligné la petite taille de leurs flottes nationales et ont fait remarquer que leurs pays faisaient de réels efforts pour améliorer la collecte de données à l'appui des avis scientifiques et pour les rendre disponibles le plus tôt possible. Elles ont remercié le projet AdriaMed pour l'aide apportée à l'organisation des travaux.

73. Le Président de la CGPM a fait observer que l'étendue des avis scientifiques fournis par le CSC reflétait les forces et les faiblesses, en matière de données et de capacités, des différentes sous-régions. Il a par ailleurs invité les experts nationaux à partager, comme il leur incombe de le faire, les données disponibles au sein du CSC en vue d'améliorer l'évaluation scientifique des espèces prioritaires.

74. La Commission est convenue qu'afin d'améliorer la qualité des données à l'appui des avis ainsi que la couverture actuelle des espèces prioritaires, les PCC devaient systématiquement recueillir les données et les mettre à disposition de l'évaluation des stocks, et qu'une aide devait être apportée aux PCC lorsque ces données n'étaient pas disponibles. Des mesures de précaution devaient être prises, le cas échéant.

75. La délégation de l'UE a déclaré qu'il était urgent d'améliorer la coordination entre le CSC et les autres organes, notamment le Comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP), en matière de travaux relatifs à l'évaluation des stocks d'espèces prioritaires.

76. En ce qui concerne l'évaluation du bon état écologique des populations faisant l'objet d'une exploitation commerciale, l'avis relatif à la poursuite des travaux sur la définition d'indicateurs régionaux et sous-régionaux, par l'intermédiaire du CSC et du WGBS, et en coordination avec l'ONU Environnement/PAM et la Commission de la mer Noire, a été approuvé.

Pêche à la dorade rose, y compris en mer d'Alboran

77. La déléguée de l'UE a présenté une proposition de recommandation relative à l'établissement d'une taille minimale de référence pour la conservation de la dorade rose en Méditerranée.

78. La taille minimale proposée par la déléguée de l'UE était de 33 cm, mais il a été décidé que, sur cette mesure technique, un avis du CSC était nécessaire. En conséquence, la Commission a accepté de garder la proposition en attente, de sorte qu'elle puisse être réexaminée à la prochaine session qui suivrait une réunion technique spéciale entre pays concernés, réunion dont les contributions devraient être validées par le CSC. On trouvera la proposition mise en attente à l'annexe 19.

79. Une nouvelle proposition de recommandation concernant la gestion de la pêche à la dorade rose en mer d'Alboran (sous-régions géographiques 1, 2 et 3 de la CGPM) a été présentée par la déléguée de l'UE.

80. Le but de cette proposition était d'améliorer le mode d'exploitation de ces pêches dans la mer d'Alboran, tout en renforçant les connaissances scientifiques, techniques et socioéconomiques sur ces pêches. La mise en œuvre de la proposition se ferait par l'application de mesures initiales de transition, pendant que les données essentielles nécessaires au CSC pour établir des points de référence pertinents étaient recueillies. Cela préparerait le terrain en vue d'un futur plan de gestion, tout en réduisant le risque que, en l'absence d'avis scientifique complet et à jour, le niveau de biomasse du stock ne tombe en dessous des niveaux souhaitables, entraînant des conséquences dommageables pour la pêche.

81. Le délégué du Maroc a souligné que, pendant des années, on avait tenté de fournir des avis sur l'état de cette espèce, mais que les données disponibles étaient insuffisantes et qu'une approche de précaution s'imposait. Il a souligné que le manque de données était lié au coût de la collecte de données adéquates, compte tenu de la grande valeur de l'espèce, et a indiqué qu'à ce titre le Maroc avait demandé l'assistance de CopeMed et de la CGPM. Il a fait remarquer en outre qu'étant donné que cette pêche était avant tout artisanale, une analyse socioéconomique des effets des différentes options de gestion de l'espèce serait également nécessaire.

82. La déléguée de l'UE a confirmé que l'UE serait prête à contribuer à un programme de collecte de données sur la pêche à la dorade rose en mer d'Alboran dans le cadre du projet CopeMed.

83. Après un examen et une consultation approfondis, la Commission a adopté la Recommandation CGPM/41/2017/2 relative à la gestion des pêcheries de dorade rose dans la mer d'Alboran (sous-régions géographiques 1 à 3) pour une période transitoire de deux ans. Le texte correspondant figure à l'annexe 6.

Pêche démersale dans le canal de Sicile

84. La Commission a pris note des résultats de l'évaluation des mesures qui découlent de la Recommandation CGPM/40/2016/4 établissant un plan de gestion pluriannuel des pêcheries exploitant

le merlu européen et la crevette rose du large dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16), qui préconise une réduction de 30 pour cent au minimum pour faciliter un accroissement de la biomasse de ces deux espèces. Il a été convenu que le plan de gestion en cours serait révisé à la session annuelle suivante, en tant que de besoin, sur la base des avis communiqués par le CSC.

85. La délégation de la Tunisie a souligné qu'il était nécessaire de travailler sur la question de la sélectivité des engins de pêche en vue de réduire la mortalité par pêche des deux espèces concernées.

Pêche aux petits pélagiques et aux espèces démersales en mer Adriatique

86. Il a été rappelé à la Commission que des PCC appliquaient actuellement des mesures d'urgence visant les stocks de petits pélagiques dans les sous-régions géographiques 17 et 18, mesures qui seraient en place jusqu'en 2018, et que le CSC examinait actuellement les points de référence. Il a été convenu que le plan de gestion relatif à la pêche aux petits pélagiques serait révisé à la session annuelle suivante, sur la base des avis formulés par le CSC.

87. La délégation de l'UE a présenté une proposition de recommandation concernant la création d'une zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka. Cette proposition était le fruit d'une collaboration entre les PCC, qui s'appuyait sur les avis scientifiques du CSC, à savoir qu'il s'agissait d'une mesure importante en ce qu'elle ciblait un habitat essentiel d'espèces précieuses et des écosystèmes marins vulnérables.

88. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/41/2017/3 relative à l'établissement d'une zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka en mer Adriatique, dont le texte est reproduit à l'annexe 7.

89. La représentante de MedReAct a félicité la Commission de cette mesure cruciale et a appelé à déployer des efforts considérables en matière de contrôle dans la nouvelle zone, afin de veiller à ce que la pêche INDNR ne compromette pas les importantes étapes atteintes.

Pêche en Méditerranée orientale

90. La Commission a pris note de l'avis communiqué par le CSC au sujet de la sous-région Méditerranée orientale, en précisant qu'il était nécessaire d'utiliser des méthodes applicables aux stocks pour lesquels on dispose de données limitées lorsqu'il s'agissait d'évaluer, notamment, l'état du gambon rouge (*Aristeomorpha foliacea*) et de la crevette rouge (*Aristeus antennatus*). En outre, elle a reconnu qu'il fallait faire progresser l'élaboration d'un plan de gestion de la pêche à la crevette d'eau profonde, compte tenu des recommandations du Groupe de travail sur les écosystèmes marins vulnérables (WGVME) de la CGPM.

91. Le délégué de l'Égypte a souligné qu'il était important de travailler sur la technologie des engins de pêche en Méditerranée orientale et a mentionné les travaux en cours qui visaient à accroître la quantité de données disponibles, avec l'assistance du projet EastMed. Il a insisté sur le fait que la réussite des travaux scientifiques dans la sous-région dépendrait des résultats de la collaboration entre les PCC.

Pêche en mer Noire

92. La déléguée de l'UE a mis en garde au sujet de l'état des stocks d'espèces prioritaires en mer Noire, s'agissant en particulier des stocks de turbot, d'aiguillat commun et d'anchois. Prévoyant la nécessité de mettre en place des plans de gestion pour ces trois espèces dans un avenir proche, elle a invité le WGBS à proposer des mesures de gestion à la Commission, à sa prochaine session. Elle a

également appelé à renforcer les efforts conjoints de lutte contre la pêche INDNR. Elle a reconnu par ailleurs l'importance croissante que revêtait l'espèce envahissante rapana veiné (*rapana venosa*) sur le plan commercial.

93. La déléguée de l'UE a présenté une nouvelle proposition de recommandation relative à un plan de gestion pour les pêcheries de turbot. Elle a souligné que ce plan représenterait un pas en avant important dans la mise en place de mesures de conservation fondées sur la coopération scientifique, le contrôle conjoint et le suivi. Cette recommandation serait mise en œuvre en deux temps, la première étape consistant à mettre en place les outils pour la gestion et la réduction de la pêche INDNR (au moyen de quotas, par exemple), et l'autre comportant le lancement d'un plan de gestion à part entière, dès 2020.

94. La délégation de la Turquie a appuyé la proposition de l'UE relative à un plan de gestion de la pêche au turbot.

95. Le délégué de l'Ukraine a demandé des précisions sur les principes qui étaient à la base du calcul des quotas nationaux relatifs au turbot utilisés aux fins de l'élaboration de la proposition de l'UE, notant que le WGBS avait émis un avis scientifique différent. S'agissant de la position de son pays au regard de la mise en œuvre des mesures découlant de cette proposition, il a indiqué que l'Ukraine en informerait le Secrétariat de la CGPM en temps utile.

96. Le délégué de la Fédération de Russie a fait remarquer que les quotas proposés pour le turbot n'étaient pas fondés sur des données scientifiques suffisantes et ne tenaient pas compte de la répartition zonale de l'espèce. Il a ajouté que ces quotas n'avaient fait l'objet d'aucune discussion préalable dans le cadre du WGBS. Le délégué de la Fédération de Russie a rappelé que, aux termes de la Partie V de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, les États côtiers devaient prendre des mesures appropriées de gestion, compte tenu des données scientifiques les plus fiables disponibles, y compris par le biais des organisations régionales compétentes. Ces États pouvaient également déterminer les espèces susceptibles d'être pêchées et fixer des quotas, pour les captures de stocks ou de groupes de stocks particuliers par leurs ressortissants. La Fédération de Russie menant actuellement une enquête nationale, elle présenterait les résultats de cette initiative et informerait le Secrétariat de la CGPM de sa décision avant la fin de l'année 2017. On s'efforcerait également d'engager de nouveaux travaux scientifiques dans le cadre du WGBS.

97. La déléguée de la Géorgie a rappelé la position de son pays selon laquelle, même en l'absence de pêcheries industrielles de turbot, il convenait de prendre en compte les captures non déclarées issues de la pêche artisanale aux fins de l'établissement des quotas. En outre, elle a souligné que la pêche côtière n'était pas prise en compte dans les chiffres sur les captures et que le manque d'un suivi complet pouvait éventuellement expliquer le fait que les chiffres réels ne soient pas représentés. Étant donné qu'à la dernière réunion du WGBS un autre avis avait été formulé pour le calcul des quotas, elle a demandé des éclaircissements quant à la base utilisée pour élaborer les chiffres figurant dans la recommandation.

98. La déléguée de l'UE a expliqué que la proposition s'appuyait sur les données des PCC concernées. Cependant, la porte restait ouverte à tous les pays riverains, qui pouvaient communiquer des données officielles concernant le turbot en vue d'améliorer l'évaluation du stock et, le cas échéant, de revoir les limites de captures conformément à la recommandation proposée.

99. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/41/2017/4 relative à un plan de gestion pluriannuel des pêcheries de turbot en mer Noire (sous-région géographique 29), dont le texte figure à l'annexe 8.

100. Le Président de la CGPM a rappelé qu'il était important de faire preuve de souplesse et d'ouverture vis-à-vis des parties non contractantes actuelles à la CGPM afin d'assurer leur pleine participation aux travaux de la CGPM en mer Noire.

Corail rouge

101. La déléguée de l'UE a présenté une proposition de recommandation relative à un plan régional de gestion adaptative pour l'exploitation du corail rouge en Méditerranée, élaborée en étroite collaboration avec les autres pays concernés, en particulier l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

102. L'objectif était d'approfondir les connaissances scientifiques, techniques et socioéconomiques sur l'exploitation du corail rouge et de prendre des mesures comme la limitation de la récolte et la fermeture préventive de zones où les colonies sont de petite taille. La recommandation appelait à concevoir un programme de recherche sur le corail rouge, en soulignant que ces activités nécessitaient une attention particulière, et prévoyait de prolonger l'utilisation de véhicules commandés à distance à des fins scientifiques jusqu'au 31 décembre 2020.

103. Suite à quelques modifications apportées par l'UE et la Tunisie, la Commission a adopté la Recommandation CGPM/41/2017/5 relative à la mise en place d'un plan régional de gestion adaptative pour l'exploitation du corail rouge en mer Méditerranée, dont le texte est reproduit à l'annexe 9.

Technologie des pêches

104. La délégation de la Tunisie ayant demandé que le Groupe de travail sur la technologie des pêches reprenne ses activités, compte tenu de la nécessité d'améliorer la gestion des pêcheries démersales dans le canal de Sicile, une résolution de la CGPM a été élaborée et proposée.

105. Les délégations de l'Algérie, de l'Égypte, du Maroc et de l'UE ont pleinement souscrit à la résolution et à son adoption tout en soulignant que celle-ci devrait être élargie à l'ensemble du bassin méditerranéen.

106. La Commission a adopté la proposition dans sa Résolution CGPM/41/2017/3 relative à la reprise des activités du Groupe de travail sur la technologie de pêche, dont le texte est reproduit à l'annexe 15.

Anguille européenne

107. Les participants ont pris acte de l'état critique du stock d'anguille européenne en Méditerranée ainsi que de la nécessité d'agir pour améliorer l'état du stock. À ce titre, la déléguée de l'UE a, conjointement avec la Tunisie, exprimé l'intention de proposer un plan de gestion de l'anguille européenne l'année suivante. Ce plan reposerait sur les constatations présentées sous une forme condensée dans le cadre d'un groupe de travail spécial sur l'anguille européenne.

Collecte de données à l'appui des avis

108. Le président du CSC a rappelé que la Recommandation CGPM/40/2016/2 relative à la mise en œuvre progressive de la communication de données conformément au Cadre de référence pour la collecte de données de la CGPM (DCRF) avait été adoptée pour un an seulement et que, après réalisation des travaux nécessaires durant la période intersessions, une nouvelle proposition avait été présentée. Il a également fait part de l'avis préconisant d'appliquer provisoirement des contrôles de qualité – utilisant des seuils préliminaires – aux données communiquées par les PCC au Secrétariat de la CGPM.

109. La déléguée de l'UE a pris la parole pour souligner qu'il était essentiel d'approuver la nouvelle recommandation, afin de permettre la collecte et la présentation périodiques de données solides. Elle a indiqué que le type des données sur l'anguille européenne requises par cette recommandation devrait être revu à un stade ultérieur en se fondant sur l'avis fourni par le Groupe de travail CECPAI/CIEM/CGPM sur l'anguille européenne (WGEEL).

110. La Commission a décidé d'adopter la proposition en tant que Recommandation CGPM/41/2017/6 relative à la communication de données sur les activités de pêche dans la zone d'application de la CGPM, telle qu'elle figure à l'annexe 10. Elle est également convenue d'appliquer des indicateurs de conformité, de stabilité et de cohérence (avec des seuils préliminaires) pour vérifier la qualité des données durant la période intersessions suivante, dans la perspective éventuelle de les intégrer de façon permanente dans les protocoles de communication des données.

111. La déléguée de l'UE a ensuite présenté une proposition de résolution sur le respect des procédures de transmission de données scientifiques et d'informations sur les politiques dans la zone d'application de la CGPM. Elle a indiqué que la proposition visait à améliorer la transparence et à faciliter les échanges de données entre les scientifiques et avec d'autres institutions compétentes, afin d'étayer de manière plus solide la formulation d'avis scientifiques.

112. Les délégués de l'Albanie, du Monténégro et du Maroc se sont référés à la pratique de la mise en commun de données aux fins de l'évaluation des stocks dans le cadre du CSC, en expliquant que les groupes de travail du Comité chargés de l'évaluation des stocks menaient des activités de qualité et s'avéraient efficaces pour ce qui était de fournir des avis éclairés.

113. La délégation de l'Égypte a souligné qu'il était important de mettre les données en commun une fois celles-ci validées, conformément à la procédure en vigueur au CSC, dont les formulaires d'évaluation des stocks étaient publiés après chaque session annuelle.

114. Le délégué du Liban a indiqué que son pays ne serait pas en mesure de communiquer des données brutes hors des groupes de travail du CSC sur l'évaluation des stocks.

115. À l'issue de débats approfondis et en l'absence de consensus, la proposition a été retirée et il a été demandé au CSC d'analyser la question plus en détail pendant la période intersessions.

Pêche artisanale et pêche récréative

116. Le Président du CSC a rappelé qu'une proposition de recommandation sur des mesures concernant la pêche récréative en Méditerranée était en attente depuis la quarantième session de la Commission. Compte tenu des activités fructueuses du Groupe de travail sur la pêche artisanale et la pêche récréative (WGSSF) et du CSC, la déléguée de l'UE, avec le soutien de la délégation turque, a suggéré de laisser la proposition en suspens et de revenir à la session suivante avec une proposition enrichie, permettant d'examiner les progrès accomplis et les travaux réalisés. Elle a encouragé le CSC à effectuer une évaluation d'impact de la pêche récréative sur les principales espèces, afin de pouvoir évaluer plus précisément la situation de ces espèces.

117. Les délégations de l'Égypte et de la Tunisie étaient aussi d'avis qu'il convenait de consacrer davantage de temps à l'étude de la proposition, en faisant observer qu'il était nécessaire de disposer d'un complément de données et d'informations sur les activités de pêche en question et de prendre des mesures fortes correspondant à la réalité de la région.

118. La Commission a décidé de maintenir en attente la proposition reproduite à l'annexe 20, de sorte qu'elle puisse être réexaminée à la prochaine session.

Écosystèmes marins vulnérables

119. Le Président du CSC a rappelé les travaux effectués pendant la période intersessions sur les écosystèmes marins vulnérables qui avait abouti à une recommandation en faveur de l'adoption de mesures pour leur protection en Méditerranée, fondée sur des éléments techniques concernant l'établissement d'un protocole à appliquer en cas de rencontre d'un écosystème marin vulnérable, la cartographie des zones de pêche en eaux profondes existantes et la mise au point d'un protocole de pêche exploratoire en eaux profondes.

120. La déléguée de l'UE a présenté une proposition de résolution concernant l'établissement d'un groupe de travail permanent sur les écosystèmes marins vulnérables. Elle a indiqué que cette résolution renforcerait le mandat du groupe de travail et a souligné l'importance de la mise en œuvre de mesures de gestion reposant sur une base scientifique, conformes aux engagements internationaux sur les écosystèmes marins vulnérables.

121. La déléguée du Maroc a souligné que la Commission, à sa quarantième session, avait confié le mandat à un groupe de travail ad hoc d'examiner des mesures adéquates à prendre afin d'assurer la protection des écosystèmes marins vulnérables, dans le cadre des activités prévues par le programme de travail de la CGPM. En conséquence, la création d'un groupe permanent constituerait une duplication.

122. Après quelques modifications apportées au texte en vue de préciser que la résolution renforçait un groupe de travail déjà établi par le CSC, la Commission a adopté la proposition de l'UE en tant que Résolution CGPM/41/2017/4 relative à un groupe de travail permanent sur les écosystèmes marins vulnérables, dont le texte figure à l'annexe 16.

Habitats halieutiques essentiels

123. La déléguée de l'UE a présenté une proposition de résolution concernant l'établissement d'un réseau d'habitats halieutiques essentiels. Cette proposition était conforme aux engagements pris dans la Déclaration MedFish4Ever concernant la création d'aires protégées.

124. Les délégations de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ont fait part de leur soutien à cette proposition.

125. La Commission a adopté la Résolution CGPM/41/2017/5 relative à un réseau d'habitats halieutiques essentiels dans la zone d'application de la CGPM, dont le texte figure à l'annexe 16.

Requins

126. La déléguée de l'UE a présenté une proposition d'amendement à la Recommandation CGPM/36/2012/3 concernant des mesures de gestion des pêches pour la conservation des requins et des raies dans la zone d'application de la CGPM. Elle a souligné que cette recommandation avait pour objectif d'aligner la recommandation existante sur celles appliquées ailleurs.

127. Les délégations de l'Algérie, de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie, tout en convenant qu'il importait de définir des mesures de gestion pour la conservation des requins et des raies, ont toutes déclaré qu'il leur était impossible d'évaluer correctement la proposition en raison de sa présentation tardive.

128. Les déléguées de Shark Trust et de Project Aware ont apprécié la possibilité offerte de pouvoir s'exprimer sur cette importante mesure pour les requins. Elles ont remercié l'UE d'avoir présenté cette

proposition et de chercher à renforcer la réglementation de la CGPM concernant le prélèvement d'ailerons de requin. Elles ont rappelé leur intervention précédente, dans laquelle elles exhortaient la CGPM à saisir l'occasion d'aligner son interdiction du prélèvement d'ailerons sur les normes pour l'application des pratiques optimales adoptées ces dernières années par les organisations de gestion des pêches de l'Atlantique Nord. Elles ont de nouveau souligné l'importance cruciale d'interdire au sein de la CGPM, sans exception, le prélèvement d'ailerons de requin à bord des navires.

129. La Commission est convenue de mettre en attente la proposition reproduite en annexe 21 et de la réexaminer lors de la session suivante.

Avis en matière d'application émanant du Comité d'application

130. Le Président du Comité d'application a présenté les grandes lignes de l'avis émanant du Comité concernant la gestion des pêches, qui avait conduit à la formulation de propositions qui soutiendraient les travaux de la Commission aux fins de l'application des mesures en vigueur.

Plan d'action régional pour la lutte contre la pêche INDNR

131. Le délégué de l'UE a présenté une proposition relative au Plan d'action régional de lutte contre la pêche INDNR s'appuyant sur le projet élaboré par le Secrétariat de la CGPM. Il a précisé que l'UE avait apporté quelques petits changements de formulation du texte.

132. Après insertion de quelques modifications proposées par la délégation de la Turquie, la Commission a adopté le Plan d'action régional comme Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM, dont le texte figure à l'annexe 11.

Numéro de l'Organisation maritime internationale

133. Le délégué de l'UE a présenté une proposition relative à l'application d'un numéro de l'Organisation maritime internationale (OMI). Dans ce cas également, sa délégation avait affiné un projet élaboré par le Secrétariat de la CGPM. Il a demandé instamment à la Commission d'adopter cette proposition en tant que recommandation, conformément à la pratique largement répandue dans d'autres ORGP.

134. Les délégations de la Libye, du Maroc et de la Tunisie ont souscrit à la proposition de l'UE, sous réserve de légères modifications. Elles sont cependant convenues de l'adopter en tant que résolution.

135. La représentante de l'organisme Pew Charitable Trusts a encouragé les PCC à prendre pour modèle la pratique suivie par d'autres ORGP et à adopter une recommandation. Elle a souligné l'importance de ces numéros d'identification des navires pour lutter contre la pêche INDNR et a demandé à la Commission de porter une attention particulière à l'évolution de la situation au sein de l'Organisation maritime internationale.

136. La Commission a adopté la Résolution CGPM/41/2017/6 relative à l'application d'un numéro de l'Organisation maritime internationale, dont le texte est reproduit à l'annexe 18.

137. Après l'adoption de cette résolution, le délégué de l'UE a déclaré que sa délégation demanderait à ce que le Comité d'application procède à une évaluation annuelle afin de proposer d'éventuelles modifications au texte. Il a souligné, par ailleurs, que la CGPM ne devrait pas s'écarter de la pratique

suivie par les autres ORGP, invitant donc à procéder à un changement de statut, de résolution à recommandation, le moment venu.

138. Le Secrétariat de la CGPM a rappelé que l'adoption de cet instrument rendait nécessaire d'apporter un certain nombre d'ajustements aux champs de données figurant dans les recommandations CGPM/33/2009/5 concernant l'établissement du registre régional des navires de pêche de la CGPM et CGPM/33/2009/6 concernant l'établissement d'un registre des navires mesurant plus de 15 mètres autorisés à pêcher dans la zone d'application de la CGPM, modifiant la Recommandation CGPM/29/2005/2.

Dispositif d'inspections conjointes

139. Le représentant de l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECP) a présenté les résultats du projet d'inspections conjointes visant les chalutiers de pêche démersale dans le canal de Sicile, intitulé «Projet Rym» du nom du fonctionnaire tunisien qui s'était beaucoup investi dans sa mise en œuvre. Il a reconnu la précieuse contribution que plusieurs PCC avaient apportée aux inspections effectuées. Compte tenu des caractéristiques spécifiques de la Méditerranée, ce projet avait permis de dégager la nécessité de mettre en place un dispositif d'inspections conjointes adapté à la CGPM.

140. Les délégations de l'Égypte, de la Libye et de la Tunisie ont fait part de leur sincère gratitude à l'AECP pour avoir coordonné ce projet, qui avait été d'une grande utilité. Cependant, un certain nombre de difficultés techniques avaient été signalées concernant l'identification des navires de pêche dont les captures correspondaient au pourcentage fixé pour les inspections. Des ressources supplémentaires seraient nécessaires à l'avenir pour permettre la participation d'autres PCC et la mise en œuvre de projets de ce type dans d'autres sous-régions.

141. Le délégué de l'UE a présenté une proposition relative à un programme d'inspection conjoint dans le canal de Sicile, élaborée sur la base des résultats du projet commun et tenant compte des dispositions de la Recommandation CGPM/40/2016/4. La finalité du programme était de contribuer à la lutte contre la pêche INDNR en renforçant les capacités de la CGPM en matière de mise en application des mesures de gestion en place.

142. Le délégué de la Tunisie a évoqué un certain nombre d'aspects techniques afférant au programme proposé qui, selon lui, justifiaient l'introduction d'une phase de transition, préalablement à l'adoption d'une recommandation à part entière par la Commission. Il fallait laisser davantage de temps à certaines PCC afin qu'elles soient en mesure d'adhérer pleinement au programme.

143. Le délégué de l'UE était prêt à reconnaître la nécessité d'un déploiement progressif dans la mesure où la mise en œuvre du programme aurait lieu en 2018 et ferait l'objet d'une évaluation cette année-là. L'UE pourrait ainsi assurer l'apport des ressources nécessaires à l'appui de la mise en œuvre du programme pendant la période intersessions.

144. La Commission a adopté la Recommandation CGPM/41/2017/8 relative à un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16), dont le texte est reproduit à l'annexe 12.

145. Le Président de la CGPM a été heureux de constater l'évolution continue de la Commission, qui s'aventurait désormais dans de nouveaux secteurs. Le programme d'inspection témoignerait de l'acquisition d'un nouveau niveau de maturité.

Système de surveillance des navires par satellite (SSN)

146. La Commission s'est félicitée des progrès qui étaient régulièrement accomplis quant à la mise en œuvre d'un système SSN régional et des systèmes de contrôle connexes, et elle a indiqué qu'il était important d'aller de l'avant.

147. Le Secrétariat de la CGPM a indiqué que, grâce au système pilote, quatre navires de pêche chinois avaient récemment été signalés en Méditerranée. À la suite de l'activation du dispositif d'assistance mutuelle, les PCC avaient été rapidement informées de leur présence. Ces navires avaient bien transité en Méditerranée, mais aucune activité de pêche n'avait été détectée.

PROGRAMME DE TRAVAIL

148. La Commission a été informée du programme de travail proposé par ses organes subsidiaires pendant la période intersessions, programme qui découlait des activités ou de la stratégie à moyen terme ainsi que des nouvelles décisions adoptées au cours de la session. Le programme de travail a été approuvé tel qu'il figure ci-après.

CAQ et WGBS (aquaculture)

Groupe de travail sur la gouvernance et les aspects réglementaires (WGGRA)

- Poursuivre les travaux visant à réaliser une enquête au niveau régional afin d'évaluer l'acceptabilité sociale du développement de l'aquaculture et élaborer des lignes directrices, dans le cadre du projet en cours MedAid «Mediterranean Aquaculture Integrated Development », financé par le programme Horizon 2020 de l'UE, dirigé par le CIHEAM en partenariat avec la CGPM et la FAO par l'intermédiaire de Globefish (Sous-division chargée des questions relatives aux produits, aux échanges et à la commercialisation).
- Mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités et de formation afin d'appuyer la mise en place d'AZA et d'améliorer la planification du développement de l'aquaculture dans les zones côtières.

Groupe de travail sur l'environnement et la santé des animaux aquatiques (WGEAA)

- Mettre au point un guide: i) sur les méthodes d'analyse des risques en aquaculture et sur l'enregistrement des données; ii) sur la santé et le bien-être des animaux aquatiques; et iii) sur les fongiques et les espèces allogènes dans le secteur de l'aquaculture.
- Mener une enquête régionale sur la réglementation, le contrôle et la prévention des pathologies dans le secteur de l'aquaculture.
- Approfondir les analyses sur les facteurs qui entravent la mise en œuvre de la surveillance environnementale des activités aquacoles et progresser sur les modalités d'aide à la mise en œuvre fournie aux PCC.

Groupe de travail sur la qualité et le marché des produits aquacoles (WGQMA)

- Mettre au point des méthodes et des lignes directrices pour la réalisation d'études de marché, en tenant compte des facteurs de distorsion.

Plateforme aquacole multi-acteurs (AMShP)

- Soutenir et promouvoir la coopération en vue de la création de plateformes multi-acteurs à l'échelon national.

Système d'information pour la promotion de l'aquaculture en Méditerranée (SIPAM)

- Organiser des activités de formation et de renforcement des capacités à l'intention des points de contact nationaux et d'autres membres du personnel participant à la collecte et au traitement des données (y compris les données relatives aux marchés).

WGBS

- Élaborer un projet visant à la création de centres de démonstration destinés à promouvoir l'aquaculture en mer Noire, y compris la mise en place de modules de démonstration et d'activités de formation.

Coopération, assistance technique et autres priorités en matière d'aquaculture

- Élaborer des documents d'information sur les interactions entre l'aquaculture et les AMP adaptés à la région de la Méditerranée et de la mer Noire, en collaboration avec l'UICN.

CSC et WGBS (pêche)

Questions régionales

- Élaborer le rapport 2018 sur la situation des pêches en Méditerranée et en mer Noire (SoMFi) en s'appuyant sur des données et des informations aussi exhaustives, actualisées et complètes que possible.

Amélioration des connaissances et renforcement des avis

- Élaborer un cadre plus complet pour l'évaluation de la stratégie de gestion, qui intègre des facteurs d'incertitude, des données socioéconomiques et des analyses fondées sur les flottes.
- Mettre en œuvre des campagnes scientifiques en mer harmonisées.
- Étendre la collecte de données socioéconomiques sur la pêche, y compris la pêche artisanale, conformément à la méthode d'études convenue et à la feuille de route sur la collecte de données.

Pêche artisanale durable

- Collaborer aux activités menées dans les pays et à la finalisation des résultats de l'étude de la FAO sur la protection sociale en Méditerranée afin que les décideurs puissent disposer de nouveaux outils et de pratiques optimales à l'appui des moyens d'existence des petits pêcheurs, tout en améliorant la gestion des ressources naturelles.
- Formuler des avis techniques, dans le cadre d'une réunion préparatoire à la réunion de haut niveau sur la pêche artisanale, à l'appui des débats sur la gestion de la pêche artisanale, sur la base des informations communiquées par les pays.
- Tester la technologie de suivi, contrôle et surveillance de la pêche artisanale au moyen de cas pilotes, en coordination avec les organisations d'artisans pêcheurs.

Pêche récréative durable

- Rassembler les contributions d'experts et collecter les informations supplémentaires disponibles sur la pêche récréative afin de compléter les informations communiquées dans le questionnaire consacré à ce secteur, qui doit être présenté aux pays pour validation.

Pêche INDNR

- Appuyer la mise en œuvre de la feuille de route concernant l'évaluation de la pêche INDNR.

Interactions entre la pêche et l'environnement marin

- Mettre en œuvre le programme de surveillance des rejets au moyen d'observateurs scientifiques embarqués.

- Travailler sur l'évaluation des effets potentiels du changement climatique sur la pêche et sur les écosystèmes, en vue d'élaborer une stratégie d'adaptation régionale.
- Rassembler des informations sur la répartition et l'abondance des espèces allochtones et sur leur impact sur la pêche et les écosystèmes en Méditerranée, et proposer une feuille de route en vue de l'élaboration d'une stratégie d'adaptation régionale à la présence de ces espèces.
- Établir un programme de recherche sur le corail rouge en Méditerranée, sur la base d'un mandat mentionnant les coûts, les services, les besoins et les conditions, en vue d'un éventuel appel d'offres.
- Poursuivre le travail pour la protection des écosystèmes marins vulnérables, en révisant et en actualisant les éléments techniques relatifs à l'établissement d'un protocole en cas de rencontre imprévue avec des écosystèmes marins vulnérables, à une cartographie des zones de pêche existantes en eaux profondes et à l'établissement d'un protocole de pêche exploratoire en eaux profondes.
- Œuvrer à la mise en place d'un réseau d'habitats essentiels en mer Méditerranée et à cette fin revoir les informations existantes concernant la répartition des habitats essentiels et des habitats sensibles, en mettant en évidence les éventuelles lacunes dans les connaissances et en les comblant à l'aide de la modélisation prédictive et d'une cartographie des habitats.

Questions sous-régionales

Méditerranée occidentale

- Organiser une réunion technique d'experts sur la dorade rose afin d'étudier les progrès accomplis s'agissant des mesures suggérées dans le document d'information élaboré par le Comité sous-régional pour la Méditerranée occidentale (2017), y compris des travaux techniques préparatoires bilatéraux entre le Maroc et l'Espagne.

Méditerranée centrale

- Dans le cadre de la mise en œuvre de campagnes en mer, étudier des zones de nourricerie du merlu européen et de la crevette rose du large dans le canal de Sicile.

Méditerranée orientale

- Procéder à une analyse approfondie des captures et des informations par espèce en vue d'une éventuelle révision de la liste des espèces prioritaires en Méditerranée orientale.

Mer Noire

- Élaborer un projet de recensement des stocks qui permette d'étudier les limites des stocks des principales espèces prioritaires, en particulier le turbot, l'anchois, le rapana veiné et l'aiguillat commun.

Comité d'application (application)

- Mettre en œuvre le plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM.
- Poursuivre la mise en place progressive d'un SSN régional et de systèmes de contrôle, au moyen de l'étude pilote régionale en cours, et faire rapport à ce sujet au Groupe de travail sur le SSN et les systèmes de contrôle connexes.
- Soutenir les activités relatives à la Journée internationale de la lutte contre la pêche INDNR.
- Organiser la formation d'inspecteurs et fournir une assistance technique aux PCC en vue de la mise en œuvre du SSN et des systèmes de contrôle.

- Recenser les politiques qui permettent d'obtenir des résultats dans la lutte contre la pêche INDNR, dans le cadre de la coopération en cours avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'étude «Lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée».
- Mettre en œuvre un projet pilote en mer Noire, en collaboration avec l'AIECP, pour établir un programme volontaire d'observation et d'inspection afin d'assurer l'application des mesures de conservation et de gestion.

Réunions

149. La Commission a approuvé les réunions suivantes¹, dont certaines dépendront des moyens disponibles en ressources humaines, de l'application d'éventuelles nouvelles règles ou circulaires administratives de la FAO et des fonds disponibles. La Commission a pris acte de l'offre généreuse de certaines PCC d'accueillir les réunions des organes subsidiaires, sous réserve de la confirmation de leurs autorités compétentes.

RÉUNIONS DU CAQ/WGBS	DATE	LIEU
Réunion régionale pour la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie en faveur du développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire	13-15 mars 2018	Turquie
Réunion technique axée sur les centres de démonstration (3)		
WGGA – Atelier sur l'importance de l'acceptabilité sociale du développement de l'aquaculture en Méditerranée: prochaines étapes (MedAID, CIHEAM en collaboration avec les sociétés d'aquaculture européennes et internationales) (2)	25-29 août 2018	Montpellier (France)
WGGA – Atelier sur l'enregistrement des données et les méthodes d'analyse des risques (par exemple, les indicateurs de sécurité, les espèces allogènes ou les agents pathogènes) (3)	2-5 octobre 2018	Italie (à confirmer)
WGGA – Atelier régional sur la gouvernance de l'aquaculture et les questions réglementaires (3)		

RÉUNIONS DU CSC/WGBS	DATE	LIEU
Groupe de travail sur l'évaluation des stocks d'espèces démersales (WGSAD) et Groupe de travail sur l'évaluation des stocks de petits pélagiques (WGSASP)	13-18 novembre 2017	Siège de la FAO, Rome (Italie)

¹ 1* = budget autonome (* fonds supplémentaires requis pour couvrir la participation), 2 = fonds déjà assurés (par le Programme cadre et/ou par d'autres initiatives externes), 3 = fonds non assurés.

RÉUNIONS DU CSC/WGBS	DATE	LIEU
Sixième réunion du Groupe sous-régional sur l'évaluation des stocks en mer Noire (SGSABS)	4-9 décembre 2017	Batoumi (Géorgie)
Groupe de travail sur les écosystèmes marins vulnérables (WGVME) (3)	27-28 février 2018	Siège de la FAO, Rome (Italie)
Réunion sur la formulation des avis du CSC	1 mars 2018	
Réunion préparatoire à la Réunion de haut niveau sur la pêche artisanale (3)	2 mars 2018	
Réunion d'experts sur les espèces allogènes en Méditerranée orientale (3)	6-8 mars 2018 (à confirmer)	Chania, Crète (Grèce)
Réunion techniques sur les stocks pour lesquels on dispose de données limitées (3)		
Réunion technique sur la crevette rose du large (3)		
Comité sous-régional pour la Méditerranée orientale (SRC-EM) (1)*		
Réunion d'experts sur la réduction des interactions entre la pêche et les prédateurs et espèces vulnérables (3)	20-23 mars 2018	Malaga (Espagne)
Réunion technique sur la dorade rose (3)		
Comité sous-régional pour la Méditerranée occidentale (SRC-WM) (1)*		
Atelier sur l'évaluation de scénarios de gestion relatifs à des études de cas en Méditerranée, y compris une session ad hoc sur les petits pélagiques en mer Adriatique (3)	9-13 avril 2018	Croatie (lieu à confirmer)
Comité sous-régional pour la mer Adriatique (SRC-AS) (1)*		
Groupe de travail sur la technologie des pêches (WGFiT) (3)	16-18 avril 2018	Tunis (Tunisie) (à confirmer)
Atelier sur la gestion de l'anguille européenne (3)		
Réunion d'experts sur les espèces allogènes en Méditerranée centrale (3)	19-20 avril 2018	
Comité sous-régional pour la Méditerranée centrale (SRC-CM) (1)*		
Conférence de haut niveau sur les pêches et l'aquaculture en mer Noire (3)	8-9 juin 2018	Sofia (Bulgarie)
Vingtième session du CSC (1)	26-29 juin 2018	Marrakech (Maroc)

RÉUNIONS DU CSC/WGBS	DATE	LIEU
Atelier sur l'évaluation des mesures de gestion relatives à des études de cas en mer Noire (3)	10-13 juillet 2018	Burgas (Bulgarie)
Septième réunion du WGBS (1)		
Groupes de travail sur l'évaluation des stocks d'espèces démersales et des stocks de petits pélagiques (WGSAD/WGSASP) (1)	19-23 novembre 2018	Siège de la FAO, Rome (Italie)
Septième réunion du Groupe sous-régional sur l'évaluation des stocks en mer Noire (SGSABS) (1)*	26-30 novembre 2018	à déterminer
Groupe de travail sur le corail rouge (WKREDCORAL)	2019 (à déterminer)	à déterminer

RÉUNIONS DU COMITÉ D'APPLICATION	DATE	LIEU
Groupe de travail sur la pêche INDNR, y compris une session du Comité d'application sur le processus d'éclaircissements et d'identification (3)	23-27 avril 2018	Beyrouth (Liban)
Groupe de travail sur le SSN et les systèmes de contrôle (3)		
Groupe de travail sur l'élaboration de mesures suivies, de contrôle et de surveillance pour le turbot en mer Noire (3)		
Douzième session du Comité d'application	5-6 juillet 2018	Espagne (lieu à confirmer)

RÉUNIONS DE LA CGPM (RÉUNIONS TRANSVERSALES)	DATE	LIEU
Réunion de haut niveau sur la pêche artisanale (2)	25-26 septembre 2018	Malte (lieu à confirmer)
Quarante-deuxième session de la Commission (1)	22-26 octobre 2018	Bucarest (Roumanie)
Forum CGPM sur les sciences halieutiques (2)	10-14 décembre 2018	Siège de la FAO Rome (Italie)

150. Le Secrétaire exécutif de la CGPM est intervenu afin d'attirer l'attention de la Commission sur le grand nombre de réunions et d'activités, dont certaines ne pourraient avoir lieu sans l'apport de contributions financières volontaires. Par ailleurs, il a noté que ce programme chargé posait des défis en matière de planification et a souligné que de nouveaux aménagements pratiques seraient nécessaires au cours de la période intersessions afin de rendre leur exécution possible.

151. Le délégué du Liban a demandé qu'à l'avenir, des informations budgétaires soient fournies à

l'appui des délibérations sur le programme de travail. Le Secrétaire exécutif de la CGPM a toutefois fait remarquer que, dans certains cas, le financement provenait de contributions extrabudgétaires et que, par conséquent, certaines activités ne disposeraient d'un budget que lorsqu'un financement extrabudgétaire serait assuré.

152. La Commission s'est félicitée de la proposition de la Turquie, qui souhaitait accueillir la réunion du Groupe de travail sur l'allocation des captures totales autorisées (TAC) pour le turbot en mer Noire, qui devrait se tenir en 2019, immédiatement avant ou après la huitième réunion du WGBS.

153. Dans ses observations sur la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme, la Commission a rappelé l'importance de la coordination. En particulier, concernant les campagnes en mer, elle a insisté sur la promotion des synergies avec d'autres acteurs pertinents, notamment les projets régionaux de la FAO, ainsi que sur l'importance de coordonner la fourniture et le partage des données. En outre, le délégué de l'Égypte a insisté sur le rôle crucial joué par les organisations partenaires dans la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme, en particulier de la Cible 4, et a rappelé que cette stratégie était un effort commun et qu'il était important de veiller à la cohérence entre les activités en cours.

154. La Commission a fait sienne la conclusion du WGSSF, à savoir diviser le groupe de travail en deux groupes, un pour la pêche artisanale et un pour la pêche récréative, conformément au mandat qui figure à l'annexe 22. Les délégués de l'Algérie, de l'Égypte, et de la Tunisie, en particulier, ont fait part de leur soutien à cette proposition, soulignant les différentes caractéristiques de ces types de pêche. Par ailleurs, la déléguée de l'UE a suggéré que le Secrétaire exécutif de la CGPM préside le nouveau groupe de travail.

RAPPORT DU COMITÉ D'APPLICATION

155. Le Président du Comité d'application a présenté, en s'appuyant sur les documents GFCM:41/2017/4 et GFCM: 41/2017/Inf.8, les avis émanant du Comité tels qu'ils figurent dans le rapport de sa onzième session.

156. La Commission a décidé qu'aucune PCC n'avait été identifiée comme non conforme en 2017. Cependant, puisque le processus d'éclaircissements et d'identification devrait se poursuivre, la Commission a également décidé que, dès 2018, les PCC qui, durant la prochaine intersession, n'auront pas transposé les recommandations de la CGPM dans leur législation nationale ou n'auront pas transmis leurs données seront automatiquement identifiées comme étant en défaut de conformité si: i) elles n'ont pas sollicité une assistance technique auprès du Secrétariat de la GCPM en vue de rectifier la situation de non-conformité; ii) après avoir sollicité une assistance technique, elles n'ont pas facilité sa fourniture; iii) elles n'ont pas présenté une justification adéquate concernant la situation de non-conformité; iv) elles n'ont pas réussi à démontrer qu'un processus est en cours au niveau national pour transposer les recommandations pertinentes de la CGPM dans leur législation nationale. Il a également été convenu que le Comité d'application devrait proposer un réseau permanent d'assistance technique en matière d'application, qui serait créé par la Commission à sa prochaine session.

157. La liste CGPM actualisée des navires pratiquant la pêche INDNR a été présentée, avec, comme support, le document portant la cote GFCM:41/2017/Inf.16.

158. Le délégué de l'Égypte a informé que le navire Al' Amir Muhammad, inscrit dans la liste CGPM actualisée, avait été sanctionné en application de la législation nationale car il s'était livré à des activités de pêche INDNR dans le canal de Sicile.

159. Le délégué de l'UE a demandé la suppression du navire de pêche Tchaw (précédemment connu sous le nom de Viking), qui avait été démantelé, et du navire de pêche Octopus 1, qui avait été coulé par l'Indonésie.

160. La Commission a adopté la liste CGPM actualisée des navires pratiquant la pêche INDNR et a demandé au Secrétariat de la CGPM de la publier.

161. Rappelant la proposition de déclaration de la Journée internationale de la lutte contre la pêche INDNR, la Commission a recommandé que les PCC se coordonnent avec leurs missions permanentes à New York afin de s'assurer que l'Assemblée générale des Nations Unies proclame cette journée.

POSSIBILITÉ D'ACTIVER LE GROUPE D'EXAMEN

162. Le délégué de la Tunisie a attiré l'attention de la Commission sur sa demande concernant la possibilité d'activer le Groupe d'examen, conformément à la procédure convenue lors de la session sur le Groupe d'examen (Siège de la FAO, janvier 2017).

163. Le Secrétaire exécutif de la CGPM a relevé que, suite à la réception de la demande de la Tunisie, le Secrétariat de la CGPM avait informé toutes les PCC et avait en conséquence inscrit un point à l'ordre du jour de la quarante et unième session, conformément aux instructions.

164. La déléguée de la Turquie a expliqué que, si la question relative à la possibilité d'activer le Groupe d'examen était soulevée en lien avec les avis fournis par le WGBS, celle-ci ne serait pas envisageable étant donné qu'un mécanisme à l'appui de la prise de décision pour la mer Noire avait déjà été mis en place au sein de la CGPM. Par ailleurs, l'examen éventuel des avis fournis par le CSC devait être discuté par tous les membres de la CGPM. Par conséquent, si la Commission décidait d'activer le Groupe d'examen, la Turquie n'accepterait pas la sélection de cinq parties contractantes uniquement pour faire partie de ce mécanisme. La participation ne devait pas être restreinte et, au vu de l'approche sous-régionale de la gestion des pêches, il pourrait être opportun d'envisager un groupe d'examen pour chaque sous-région méditerranéenne de manière à ce que les parties contractantes puissent participer en fonction de leurs intérêts.

165. La déléguée de l'UE a indiqué qu'il était encore prématuré d'activer le Groupe d'examen.

166. À la suite de ces interventions, le délégué de la Tunisie a retiré sa demande. Il a cependant souligné l'importance du Groupe d'examen et a invité la Commission à envisager la possibilité d'y faire appel en temps utile.

HUITIÈME SESSION DU COMITÉ DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES

Rapport sur les questions administratives et financières

167. M. Hachemi Missaoui, Président du CAF, a ouvert la huitième session du CAF. Il a présenté les questions administratives et financières, en s'appuyant sur le document GFCM:41/2017/5. Il a également informé le Comité de certains aspects liés au fonctionnement du Secrétariat de la CGPM (dotation en personnel, questions administratives et financières, systèmes informatiques et télématiques, par exemple).

168. Le Président a fait le point sur la situation financière, en expliquant que les contributions annuelles versées par les PCC en 2016 représentaient 93,75 pour cent du budget autonome adopté, auquel s'ajoutaient les arriérés de contribution réglés par Chypre, la Grèce, le Japon, la Roumanie et la

Tunisie. Il a indiqué que la trésorerie de l'exercice s'élevait à 768 073 USD et que le montant cumulé des contributions non acquittées sur la période 2005-2016 était de 762 593 USD. Il a été rappelé aux PCC qu'elles étaient tenues de verser leurs contributions au cours des premières semaines de l'année et que les arriérés devaient être réglés au plus tôt. Après avoir illustré les dépenses effectives par chapitre du budget autonome et les dépenses financées par des fonds extrabudgétaires, le Président a fait valoir que le solde était positif tant pour le budget autonome que pour les activités extrabudgétaires.

169. Faisant observer que seules les contributions reçues pendant l'année comptable étaient incluses dans le rapport, les délégués du Liban et de la Roumanie ont précisé que leurs contributions respectives pour 2016 avaient été payées au début de 2017.

170. Le délégué de la Libye a déploré que son pays n'ait pas été en mesure de verser ses contributions récemment, compte tenu de la situation politique; il a néanmoins indiqué que l'État libyen s'engageait à remplir ses obligations comme il le faisait auparavant.

171. Le Comité est convenu que tous les arriérés, les soldes créditeurs découlant de taux de change favorables au moment de la clôture de projets et toutes les autres ressources financières non utilisées seraient transférés au fonds de roulement de la CGPM à la fin de chaque année, à titre de réserve, et a précisé que la mesure prenait effet immédiatement.

172. Le Comité a pris note des résultats positifs de l'approche sous-régionale, en soulignant la participation accrue, la meilleure intégration des avis de toutes les parties prenantes et l'harmonisation avec les projets régionaux de la FAO, entre autres aspects. Il a aussi pris acte des progrès accomplis dans la création d'unités techniques en Bulgarie (WGBS), au Liban (SRC-EM) et en Espagne (SRC-WM). Le Comité a souscrit à l'idée d'évaluer de manière plus approfondie les résultats de l'approche sous-régionale en prolongeant l'étude de faisabilité.

Budget de la CGPM et contributions des parties contractantes pour 2017-2019

173. Le Président du Comité a présenté, en s'appuyant sur le document portant la cote GFCM/41/2017/6, une proposition de budget définitif pour 2018 et un budget indicatif pour 2019, pour examen par le Comité.

174. La Commission a pris note de la contribution extrabudgétaire de la Fondation Mava, d'un montant d'environ 400 000 EUR pour soutenir la réalisation d'un projet sur le suivi et l'atténuation des captures accidentelles d'espèces vulnérables en Méditerranée, élaboré dans le cadre de la Cible 4 de la stratégie à moyen terme. Dans le cadre d'une contribution totale d'environ 3,2 millions EUR sur trois ans, cette action serait mise en œuvre en collaboration avec les partenaires du projet, à savoir l'ACCOBAMS, BirdLife International, MEDASSET, le Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (CAR/ASP) de l'ONU Environnement/PAM et l'UICN-Med.

175. La déléguée de l'UE a souligné qu'il était important d'assurer un soutien financier suffisant à la mise en œuvre des stratégies relatives à la pêche et à l'aquaculture dans les années à venir. À cet égard, elle a annoncé que la Commission européenne participerait à cet effort, en octroyant une subvention d'un montant de 3,7 millions EUR. Elle a néanmoins précisé que le budget autonome ne devait pas être augmenté par rapport à celui de l'année précédente.

176. Le délégué de la Libye a signalé que la contribution libyenne avait été calculée sur la base d'estimations qui ne tenaient pas compte de la situation réelle de son pays et a dit espérer que les discussions avec le Secrétaire exécutif de la CGPM pourraient se poursuivre afin de trouver une solution au problème des arriérés de contributions de la Libye.

177. Le Comité s'est félicité de la création du fonds d'aide à la participation. Il est convenu que 40 pour cent du montant de ce fonds serait utilisé pour aider les pays qui accueillent des réunions statutaires à couvrir les dépenses y afférentes, et que les 60 pour cent restants permettraient de financer la participation d'un représentant par pays à ces réunions, la priorité étant donnée aux pays en développement, compte tenu des ressources limitées qui étaient disponibles actuellement.

178. Après avoir consulté les délégations, il a été convenu de maintenir le montant du budget au niveau de 2017 et le Secrétariat de la CGPM a procédé aux ajustements correspondants. Le budget pour 2018, d'un montant de 2 532 162 USD, a été adopté tel qu'il figure à l'annexe 23(1). Les contributions attendues des parties contractantes sont présentées à l'annexe 23(2). Le budget prévoyait le recrutement d'un fonctionnaire principal (ressources halieutiques) de classe P-5, d'un assistant de direction/adjoint aux programmes (G-6/7) et d'un agent de sécurité (G-2/3).

Élection du bureau du CAF

179. Le Secrétaire exécutif a évoqué l'Article VII du Règlement intérieur concernant l'élection des bureaux des organes subsidiaires de la CGPM, qui dispose que les membres peuvent exercer un mandat de deux ans, renouvelable une fois, et doivent être élus parmi les délégués ou les suppléants présents à la session au cours de laquelle l'élection a lieu.

180. En l'absence de candidats pour le bureau du Comité, actuellement composé de M. Hachemi Missaoui (Tunisie), Président, et de M. Aleksandar Joksimovic (Monténégro) et Mme Mimoza Cobani (Albanie), respectivement premier et second Vice-Présidents, le Comité est convenu, à l'unanimité, de reporter l'élection de ses membres à sa prochaine session. Le délégué de l'Albanie ayant fait savoir que la seconde Vice-Présidente du bureau prendrait bientôt sa retraite, le Comité a élu Mme Nadia Bouhafs (Algérie), qui s'était portée candidate, pour exercer la fonction de second Vice-Président du CAF.

ÉLECTION DU BUREAU DE LA CGPM ET APPROBATION DU BUREAU DU CAQ, DU WGBS, DU COMITÉ D'APPLICATION ET DU CAF

181. La Commission a rendu hommage au travail remarquable effectué et aux progrès accomplis dans divers domaines par le bureau sortant de la CGPM ainsi que par les bureaux du CAQ, du WGBS, du Comité d'application et du CAF.

182. Le Secrétaire exécutif a fait référence à l'Article VII du Règlement intérieur de la Commission, qui concerne l'élection des bureaux des organes subsidiaires de la CGPM et selon lequel les membres peuvent exercer un mandat de deux ans, renouvelable une fois, et doivent être élus parmi les délégués ou les suppléants présents à la session au cours de laquelle l'élection a lieu.

183. La Commission a approuvé à l'unanimité le nouveau bureau du CAQ, composé de MM. Ramón De La Figuera Morales (Espagne), Houssam Hamza (Tunisie) et Özerdem Maltaş (Turquie) respectivement aux fonctions de Président, premier Vice-Président et deuxième Vice-Président, ainsi que la reconduction du bureau du WGBS, composé de MM. Simion Nicolaev (Roumanie), Coordinateur, Galin Nikolov (Bulgarie), Vice-Coordinateur, et Ilhan Aydin (Turquie), second Vice-Coordinateur, et le nouveau bureau du Comité d'application, composé de M. Randall Caruana (Malte), Président, M. Arian Palluqi (Albanie), premier Vice-Président, et Mme Bouchra Haoujar (Maroc), deuxième Vice-Présidente. Elle a en outre approuvé la nouvelle composition du bureau du CAF.

184. En l'absence de candidats pour le bureau de la CGPM, actuellement composé de M. Stefano Cataudella (Italie), Président, Mme Esra Fatma Denizci (Turquie), première Vice-Présidente, et M. Madani Ali Madani (Égypte), deuxième Vice-Président, la Commission est convenue à l'unanimité de reporter l'élection à sa prochaine session.

185. En vue de l'élection de plusieurs bureaux, dont celui de la Commission, en 2018, il a été demandé au Secrétaire exécutif d'inciter toutes les PCC à participer activement à la préparation des candidatures de nouveaux membres, en diffusant un appel à candidatures spécifique et en organisant des consultations bilatérales, le cas échéant. Cela permettrait d'attirer des candidats hautement qualifiés et d'assurer à la Commission et à ses organes subsidiaires une présidence solide pendant la délicate mise en œuvre des stratégies dans les domaines des pêches et de l'aquaculture.

QUESTIONS DIVERSES

186. La déléguée de l'UE, appuyée par les délégations de l'Algérie et de la Tunisie, a noté que les projets régionaux de la FAO jouaient un rôle extrêmement important d'accompagnement dans la mise en œuvre d'activités pertinentes et a formé le vœu que la Commission soit régulièrement informée des résultats de ces activités à sa session annuelle.

187. Compte tenu du grand nombre de questions à examiner pendant le temps très limité de la session, la Commission a décidé qu'un rapport sur les activités menées dans le cadre des projets régionaux devrait lui être présenté avant la session et que les principales activités seraient illustrées à l'occasion d'une manifestation parallèle spécialement organisée à cet effet.

188. La Commission a remercié à plusieurs reprises le Gouvernement du Monténégro pour sa remarquable hospitalité ainsi que pour l'excellente organisation de la quarante et unième session et pour l'aide précieuse fournie afin d'en assurer le bon déroulement.

189. Les participants ont remercié le Secrétariat de la CGPM pour son travail acharné durant la préparation et au cours de la session.

DATE ET LIEU DE LA QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

190. La Commission a pris note de l'aimable invitation de la délégation de la Roumanie, qui a proposé d'accueillir la quarante-deuxième session en 2018.

ADOPTION DU RAPPORT

191. Le rapport, y compris ses annexes, a été adopté le 20 octobre 2017.

Liste des annexes

- 1) **Ordre du jour**
- 2) **Liste des participants**
- 3) **Liste des documents**
- 4) **Discours prononcés à la quarantième session de la Commission**
- 5) **Recommandation CGPM/41/2017/1 relative à la communication de données et d'informations sur l'aquaculture, abrogeant la Recommandation CGPM/35/2011/6** (langue de référence: anglais)
- 6) **Recommandation CGPM/41/2017/2 relative à la gestion de la pêche à la dorade rose dans la mer d'Alborán (sous-régions géographiques 1 à 3), pour une période transitoire de deux ans** (langue de référence: français)
- 7) **Recommandation CGPM/41/2017/3 relative à l'établissement d'une zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka en mer Adriatique** (langue de référence: anglais)
- 8) **Recommandation CGPM/41/2017/4 relative à un plan de gestion pluriannuel des pêcheries de turbot en mer Noire (sous-région géographique 29)** (langue de référence: anglais)
- 9) **Recommandation CGPM/41/2017/5 relative à la mise en place d'un plan régional de gestion adaptative pour l'exploitation du corail rouge en mer Méditerranée** (langue de référence: français)
- 10) **Recommandation CGPM/41/2017/6 relative à la communication de données sur les activités de pêche dans la zone d'application de la CGPM** (langue de référence: anglais)
- 11) **Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM** (langue de référence: anglais)
- 12) **Recommandation CGPM/41/2017/8 relative à un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16)** (langue de référence: anglais)
- 13) **Résolution CGPM/41/2017/1 relative à une stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire** (langue de référence: anglais)
- 14) **Résolution CGPM/41/2017/2 relative à des lignes directrices pour la simplification des processus d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'aquaculture** (langue de référence: anglais)
- 15) **Résolution CGPM/41/2017/3 sur la réactivation du Groupe de travail sur la technologie de pêche** (langue de référence: anglais)
- 16) **Résolution CGPM/41/2017/4 relative à un groupe de travail permanent sur les écosystèmes marins vulnérables** (langue de référence: français)
- 17) **Résolution CGPM/41/2017/5 relative à un réseau d'habitats halieutiques essentiels** (langue de référence: français)
- 18) **Résolution CGPM/41/2017/6 relative à l'application d'un numéro de l'Organisation maritime internationale** (langue de référence: français)

- 19) Proposition de recommandation en attente relative à l'établissement d'une taille minimale de référence pour la conservation de la dorade rose en mer Méditerranée**
(langue de référence: français)
- 20) Proposition de recommandation en attente relative à des mesures concernant les activités de pêche récréative en mer Méditerranée** (langue de référence: anglais)
- 21) Proposition de recommandation en attente relative à des mesures de gestion des pêches pour la conservation des requins et des raies dans la zone d'application la CPGM, amendant la Recommandation CGPM/36/2012/3** (langue de référence: anglais)
- 22) Mandats relatifs à certaines activités**
 - 1) Groupe de travail sur la pêche artisanale (WGSSF)
 - 2) Groupe de travail sur la pêche récréatives (WGRF)
- 23) Budget autonome de la CGPM et contributions pour 2018**
 - 1) GFCM autonomous budget for 2018
 - 2) Contributions of the CPCs to the autonomous budget for 2018

Ordre du jour

- 1.** Ouverture et organisation de la session
- 2.** Progrès en ce qui concerne les questions de coopération
- 3.** Rapport sur les activités intersessions 2016-2017
- 4.** État d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire, notamment en relation avec la Déclaration ministérielle de Malte
- 5.** Version préliminaire de la stratégie de la CGPM pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire
- 6.** Gestion des pêches et de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire
- 7.** Programme de travail pour la période 2017-2019
- 8.** Rapport du Comité d'application
- 9.** Activation du Groupe d'examen
- 10.** Huitième session du Comité de l'administration et des finances
- 11.** Élection du Bureau de la CGPM et approbation du bureau du Comité scientifique consultatif de l'aquaculture, du Groupe de travail ad hoc sur la mer Noire, du Comité d'application et du Comité de l'administration et des finances
- 12.** Questions diverses
- 13.** Date et lieu de la quarante-deuxième session
- 14.** Examen et adoption du rapport

Liste des participants

PARTIES CONTRACTANTES

ALBANIE

Roland KRISTO *
Deputy Minister
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Blv . “Deshmoret e Kombit”, Nr.2 , kp.1001,
Tirana
Tel.: +355692060801
E-mail: roland.kristo@bujqesia.gov.al

Arian PALLUQI
Director of Fisheries
Fishery Directorate
Ministry of Agriculture, Rural Development
and Water Administration
Blv . “Deshmoret e Kombit”, Nr.2 , kp.1001,
Tirana
Tel.: +355 672055778
E-mail: arian.palluqi@bujqesia.gov.al

ALGÉRIE

Nadia BOUHAFS
Ministère de l’agriculture, du développement
rural et de la pêche
Rue des quatre canons
16000 Alger
Tel.: + 213 21433048/ + 213 21433939
E-mail: nabouhafs@yahoo.fr

BULGARIE

Galin NIKOLOV *
Executive Director
Executive Agency for Fisheries and
Aquaculture (EAFA)
“Knyaz Aleksander Batenberg” 1, str.
Burgas
E-mail: office@iara.government.bg

Konstantin PETROV
Fisheries Attaché
Permanent Representation of the Republic of
Bulgaria to the European Union
Square Marie-Louise 49,
Brussels 1000, Belgium
Tel: + 32 2 235 83 40
E-mail: konstantin.petrov@bg-permrep.eu

CROATIE

Josip MARKOVIĆ *
Head of Sector
Sector for Management of Resources, Fleet
and Fisheries
Directorate of Fisheries
Ministry of Agriculture
Planinska 2a
10000 Zagreb
Tel.: + 385 1 6443189
E-mail: josip.markovic@mps.hr

Nedo VRGOČ
Director, Head of Laboratory Prof
Institute of Oceanography and Fisheries
Šetalište I. Meštrovića 63, 21000
Split
Tel.: +385915066070
E-mail: vrgoc@izor.hr

Lav BAVČEVIĆ
Head of Departement of fisheries Savjetodavna
služba
Ivana Mažuranića 30,
23000 Zadar
Tel.: +38598809162
E-mail: lav.bavcevic@savjetodavna.hr

CHYPRE

Lavrentios VASILIADES *
Fisheries Officer
Fisheries Licenses and Statistics
Department of Fisheries and Marine
Research
Department of Fisheries and
Marine Research
Vithleem 101 Street
1416 Nicosia
E-mail: lvasiliades@dfmr.moa.gov.cy

ÉGYPTE

Nasser ELSHARAWEE *
Head
Central Department of Projects and
Development
General Authority for Fish Resources
Development (GAFRD)
4, Tayaran st., Nasr City
Cairo
Tel.: + 20222620118
E-mail: gafrd_eg@hotmail.com

Alaa EL HAWEET
Dean
College of Fisheries Technology
and Aquaculture
Arab Academy for Science, Technology &
Maritime transport
Alexandria
E-mail: el_haweet@yahoo.com

UNION EUROPÉENNE - ORGANISATION MEMBRE

Valerie LAINÉ *
Head of Unit
D-2: Fisheries Conservation and Control in the
Mediterranean and Black Sea
Directorate General for Maritime Affairs and
Fisheries
European Commission of the European Union
Rue Joseph II 99
1049 Brussels
E-mail: Valerie.Laine@ec.europa.eu

François ZIEGLER
Desk Officer for Mediterranean and Black Sea
D-2: Fisheries Conservation and Control in the
Mediterranean and Black Sea
Directorate General for Maritime Affairs and
Fisheries
European Commission of the European Union
Rue Joseph II 99
1049 Brussels
E-mail: Francois.ZIEGLER@ec.europa.eu

Chato OSIO
Policy Officer
D-2: Fisheries Conservation and Control in the
Mediterranean and Black Sea
Directorate General for Maritime Affairs and
Fisheries
European Commission of the European Union
Rue Joseph II 99
1049 Brussels
E-mail: Giacomo-Chato.OSIO@ec.europa.eu

Ramune GENZBIGELYTE-VENTURI
Policy Officer
D-2: Fisheries Conservation and Control in the
Mediterranean and Black Sea
Directorate General for Maritime Affairs and
Fisheries
European Commission of the European Union
Rue Joseph II 99
1049 Brussels
E-mail: ramune.genzbigelyte-venturi@ec.europa.eu

Pinelopi BEKELOU
D-2: Fisheries Conservation and Control in the
Mediterranean and Black Sea
Directorate General for Maritime Affairs and
Fisheries
European Commission of the European Union
Rue Joseph II 99
1049 Brussels
E-mail: Pinelopi.BELEKOU@ec.europa.eu

Annette WESTBERG
Assistant Policy Officer
D-2: Fisheries Conservation and Control in the
Mediterranean and Black Sea
Directorate General for Maritime Affairs and
Fisheries
European Commission of the European Union
Rue Joseph II 99
1049 Brussels
E-mail: Annette.Westberg@ec.europa.eu

Neil ANSELL
Desk Manager
International Dimension, Cooperation and
Coastguard
European Fisheries Control Agency (EFCA)
Av. Garcia Barbon 4, Vigo,
Spain
E-mail: neil.ansell@efca.europa.eu

Christina KAATZ
Political Administrator
General Secretariat of the Council of the
European Union
Unit A - Fisheries
Directorate 2 - Fisheries, Food chain and
Veterinary questions
Directorate General Agriculture, Fisheries,
Social Affairs and Health
JL 40 GH 19 Rue de la Loi/Wetstraat 175 1048
Brussels
E-mail: christina.kaatz@consilium.europa.eu

FRANCE

Benoît ARCHAMBAULT *
Bureau des affaires européennes et
internationales
Direction des pêches maritimes et de
l'aquaculture
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Grande Arche – Paroi Sud
92055 La Défense cedex
Paris
Tel. : +33 140818936
E-mail: benoit.archambault@developpement-durable.gouv.fr

GRÈCE

Panagiotis TSACHAGEAS *
Fisheries Officer
Directorate General for Fisheries
Ministry of Rural Development and Food
150 Sygrou av., 17671, Kallithea
Greece
E-mail: syg013@minagric.gr

ISRAËL

ITALIE

Mauro COLAROSSO *
Direzione Generale della Pesca marittima e
dell'Acquacultura
Dipartimento delle politiche competitive, della
qualità agroalimentare e della pesca
Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari
e Forestali
Via XX Settembre 20
Rome Tel.: +39 3497645360
E-mail: m.colarossi@politicheagricole.it

Ilaria FERRARO
Direzione Generale della Pesca marittima e
dell'Acquacultura
Dipartimento delle politiche competitive, della
qualità agroalimentare e della pesca
Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari
e Forestali
Via XX Settembre 20
Rome
E-mail: i.ferraro@agriconsulting.it

JAPON

Takaaki UMEDA *
First Secretary
Embassy of Japan in Italy
Via Quintino Sella, 60, 00187, Roma
Italy
Tel.: +39 0648799411
E-mail: takaaki.umeda@mofa.go.jp

LIBAN

Samir MAJDALANI *
Head
Department of Fisheries & Wildlife
Ministry of Agriculture
Embassies Street, Bir Hassan
Beirut,
Tel: + (961)1849622 (office)
E-mail: sem@cyberia.net.lb

LIBYE

Rida Ibrahim DUZAN *
Chair
General Authority for Marine Wealth
Dahra Street,
Tripoli
E-mail: ridaduzan@gmail.com

Ahmed Eisa MAAYUF
Advisor
General Authority for Marine Wealth
Dahra Street,
Tripoli
E-mail: a_e_maayuf@yahoo.com

Taher Mohamed SHAABAN
Marine protection and inspection manager
General Authority for Marine Wealth
Dahra Street,
Tripoli
E-mail: shaaban5840@yahoo.com

MALTE

Andreina FENECH FARRUGIA *
Director General
Department of Fisheries and Aquaculture
Ministry for Sustainable Development,
Environment and Climate Change
Government Farm Ghammieri
Ingiered Road, Marsa, MRS 3303
Tel.: +356 22926841
E-mail: andreina.fenech-farrugia@gov.mt

Randall CARUANA
Director
Department of Fisheries and Aquaculture
Ministry for Sustainable Development,
Environment and Climate Change
Government Farm Ghammieri
Ingiered Road, Marsa, MRS 3303
Tel.: +356 22926862
E-mail: randall.caruana@gov.mt

Reno MICALLEF
Research Analyst
Department of Fisheries and Aquaculture
Ministry for Sustainable Development,
Environment and Climate Change
Ingiered Road, Marsa, MRS 3303
E-mail: reno.micallef@gov.mt

MONACO

Martine GARCIA-MASCARENHAS *
Deuxième Secrétaire de l'Ambassade
Représentant suppléant adjoint auprès la FAO
Ambassade de la Principauté de Monaco
Via Antonio Bertoloni 36
00197 Rome, Italie
E-mail: info@ambasciatamonaco.it

MONTÉNÉGRO

H.E. Milutin SIMOVIC'
Minister for Agriculture and Rural
Development
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Rimski Trg 46, 81000
Podgorica
E-mail: kabinet@mpr.gov.me

Slavica PAVLOVIC *
Director General
Directorate for Fisheries
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Rimski trg 46, 81 000
Podgorica
Tel.: +38267255972
E-mail: slavica.pavlovic@mpr.gov.me

Aleksandar JOKSIMOVIC
Director
Institute of Marine Biology
Dobrota bb
85330 Kotor
Tel.: +282 32 344 569
E-mail: acojo@ac.me

Observers to the Montenegrin delegation
Milena KRASIĆ
Directorate for Fisheries
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Rimski trg 46, 81 000
Podgorica
E-mail: milena.krasic@mpr.gov.me

Deniz FRLJUČKIĆ
Directorate for Fisheries
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Rimski trg 46, 81 000
Podgorica
E-mail: deniz.frljuckic@mpr.gov.me

Igor VUJOVIĆ
Directorate for Fisheries
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Rimski trg 46, 81 000
Podgorica
E-mail: igor.vujovic@mpr.gov.me

Milica DIVANOVIĆ
Directorate for Fisheries
Ministry of Agriculture and Rural
Development
Rimski trg 46, 81 000
Podgorica
E-mail: milica.divanovic@mpr.gov.me

MAROC

Fatima Zohra HASSOUNI *
Chef de Division
Division de la Durabilité et Aménagement des
Ressources Halieutiques
Ministère de l'Agriculture, de la
Pêche Maritime, du développement rural et
des eaux et des forêts
Av. Belhassan Ouazzani, Nouveau
quartier administratif - Haut Agdal
Rabat
E-mail: hassouni@mpm.gov.ma

Bouchra HAOUJAR
Chargée suivi des pêcheries en Méditerranée
Division de la Durabilité et Aménagement des
Ressources Halieutiques
Département de la pêche maritime
Ministère de l'Agriculture, de la
Pêche Maritime, du développement rural et
des eaux et des forêts
Av. Belhassan Ouazzani, Nouveau
quartier administratif - Haut Agdal
Rabat
E-mail: haoujar@mpm.gov.ma

Khalid ALLOUSSI
Chef de service
Division de Structures de la pêche
Ministère de l'Agriculture, de la
Pêche Maritime, du développement rural et
des eaux et des forêts
Av. Belhassan Ouazzani, Nouveau
quartier administratif - Haut Agdal
Rabat
E-mail: elalloussi@mpm.gov.ma

Mohammed MALOULI IDRISI
Chef de Département
Département des Ressources Halieutiques
Institut National des Ressources Halieutiques
(INRH)
Casablanca
E-mail: idrissi.malouli@gmail.com

Abdelali LAMOUDNI
Directeur Exploitation et Animation
Commerciale Ports de pêche et VDP
Office National des Pêches
E-mail: a.lamoudni@onp.ma

Mohamed Amine MANSOURI
Chef de service des études
Agence Nationale pour le
Développement de l'Aquaculture (ANDA)
Avenue Annakhil, Immeuble les Patios
4ème étage, Hay Ryad,
Rabat
Email : a.mansouri@anda.gov.ma

ROUMANIE

Ancuta KAZIMIROVICZ *
Public Manager
National Agency for Fishery and
Aquaculture (NAFA)
Strada Transilvaniei nr 2, Bucharest
E-mail: ancuta.kazimirovicz@anpa.ro

Constantin STROIE
Counsellor
National Agency for Fishery and
Aquaculture (NAFA)
Strada Transilvaniei nr 2, Bucharest
Tel.: +40747287444
E-mail: constantin.stroie@anpa.ro

Valodia MAXIMOV
Head
Living Marine Resources Department
National Institute for Marine Research and
Development "Grigore Antipa"
Blv. Mamaia 300, 900581
Constanta
E-mail: vmaximov@alpha.rmri.ro

Gheorghe RADU
Senior researcher
National Institute for Marine Research and
Development "Grigore Antipa"
Blv. Mamaia 300, 900581
Constanta
E-mail: gradu@alpha.rmri.ro

SLOVÉNIE

Matej ZAGORC *
Head of Unit
Ministry of Agriculture, Forestry and Food of
the Republic of Slovenia
Dunajska cesta 22
1000 Ljubljana
Tel.: +38614789387
E-mail: matej.zagorc@gov.si

Urška SRNEC
Secretary
Ministry of Agriculture, Forestry and Food of
the Republic of Slovenia
Dunajska cesta 22
1000 Ljubljana
Tel.: +38614789018
E-mail: urska.srnec@gov.si

Roman ČIČMIRKO
Senior Counsellor
Ministry of Agriculture and the Environment
Dunajska cesta 22
1000 Ljubljana
Tel.: +386 41356573
E-mail: roman.cicmirko@gov.si

ESPAGNE

Encarnación BENITO REVUELTA *
Jefa de Area
Dirección General de Recursos Pesqueros y
Acuicultura
Secretaría General de Pesca
Ministerio de Agricultura, Alimentación y
Medio Ambiente
C/ Velázquez 144 - 28071 Madrid
Tel. / Fax: +34 913476161 / 6046
E-mail: ebenitor@magrama.es

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

TUNISIE

Ridha M'RABET *
Directeur général
Direction générale de la pêche et
de l'aquaculture
Ministère de l'Agriculture, des Ressources
Hydrauliques et de la Pêche
30 Rue Alain Savary
1002 Tunis
E-mail: ridha.mrabet@iresa.agrinet.tn

Houssam HAMZA
Conseiller
Direction générale de la pêche et
de l'aquaculture
Ministère de l'Agriculture, des Ressources
Hydrauliques et de la Pêche
30, rue Alain Savary
1002 Tunis
E-mail: houssam.hamza@gmail.com

TURQUIE

Esra Fatma DENIZCI CAKMAK *
Senior Fisheries Officer
General Directorate of Fisheries
and Aquaculture
Ministry of Food, Agriculture
and Livestock
Eskisehir Yolu 9. Km. Lodumlu
Ankara
E-mail: esrafatma.denizci@tarim.gov.tr

Cağla TOZLU
EU Expert
General Directorate for EU and External
Relations
Ministry of Food, Agriculture
and Livestock
Eskisehir Yolu 9. Km. Lodumlu
Ankara
E-mail: cagla.tozlu@tarim.gov.tr

Erdinc GUNES
Head
Statistics and Information Systems Department
General Directorate of Fisheries and
Aquaculture
Ministry of Food, Agriculture and Livestock
Eskisehir Yolu 9. Km. Lodumlu
Ankara
E-mail: erdinc.gunes@tarim.gov.tr

İbrahim Cem ŞAHINKAYA
Ministry of Foreign Affairs Turkey
Head of Department
Doktor Sadık Ahmet Caddesi. No:8.
Balgat 06100 Ankara
E-mail: isahinkaya@mfa.gov.tr

PARTIES NON CONTRACTANTES COOPÉRANTES

BOSNIE HERZÉGOVINE

Hamdo TINJAK *
State Secretary
Ministry of Foreign Trade and
Economic Relations
Musala 9,
E-mail: hamdo.tinjak@mvteo.gov.ba

Suada HADZIC
Head of Department
International Cooperation and Project
Coordination in the Sector of Agriculture
Ministry of Foreign Trade and
Economic Relations
Musala 9,
Sarajevo
E-mail: suada.hadzic@mvteo.gov.ba

GÉORGIE

Irine LOMASHVILI *
Chief Specialist
Biodiversity Protection Service
Ministry of Environment and Natural
Resources Protection of Georgia
6, Gulua street, 0114,
Tbilisi
E-mail: irinaloma@yahoo.com

UCRAINE

Vasyl TUROK *
Head
Department of International Cooperation
State Agency of Fisheries of Ukraine
45a, Sichovykh Striltsiv str.
Kyiv, 04053
E-mail: inter@darg.gov.ua

PARTIES NON CONTRACTANTES

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Alexander OKHANOV
Counselor
Permanent mission of the Russian Federation
to FAO
Via Gaeta 5, 00185 Rome,
Italy,
E-mail: rusfishfao@mail.ru

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTER-GOUVERNEMENTALES

ACCOBAMS

Chedly RAIS
Consultant
ACCOBAMS (Agreement on the
Conservation of Cetaceans in the Black
Sea Mediterranean Sea and Contiguous
Atlantic Area)
Jardin de l'UNESCO
Les Terrasses de Fontvieille
MC-98000 Monaco
Principality of Monaco
E-mail: chedly.rais@okianos.org

BSEC

Traian CHEBELEU
Deputy Secretary General
Permanent International Secretariat of the
Black Sea Economic Cooperation
Organization
Dartuşşafaka Caddesi, Seba Center İş Merkezi,
No: 45, Kat 3, İstinye, Sarıyer – Istanbul,
Turkey
Tel.: +905305481192
E-mail: traian.chebeleu@bsec-organization.org

AOAD

Nidhal MELAOUAH
Expert peche et aquaculture
Organisation Arabe pour le
Developpement Agricole
Street 7th, El Emarat, POBox 474
11111 Kartoum, Sudan
E-mail: dr.melaouah@yahoo.fr

CIHEAM

Massimo ZUCCARO
Consultant
International Centre for Advanced
Mediterranean Agronomic Studies
(CIHEAM)
Mediterranean Agronomic Institute of
Bari (IAMB)
Via ceglie 9, 70010 Valenzano (Ba)
Italy
Tel.: +393477626900
E-mail: zuccaro@iamb.it

BISAC

Marian Sorinel MANAILA
President
Black Sea Advisory Council (BISAC)
Str Orhid Nr 26 Varna
Bulgaria
Tel.: +40730381808
E-mail: sorin.manaila@blsaceu.eu

ICCAT

Driss MESKI
Executive Secretary
International Commission for the
Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT)
Calle Corazón de María No. 8, Madrid,
Spain
Tel.: +34 629178257
E-mail: driss.meski@iccat.int

MEDAC

Rosa CAGGIANO
Executive Secretary
Mediterranean Advisory Council (MEDAC)
Via Nazionale 243
00184 Rome
Italy
E-mail: r.caggiano@med-ac.eu

UN Environment-MAP

Jelena KNEZEVIC
MED POL Programme Management Officer
United Nations Environment Programme –
Mediterranean Action Plan
Vassileos Konstantinou 48, Athens 11635,
Greece
E-mail: jelena.knezevic@un.org

UNION FOR THE MEDITERRANEAN

Alessandra SENSI
Senior Programme Manager
Secretariat of the Union for the Mediterranean
Palacio de Pedralbes
Calle Pere Duran Farell, 11
08034 Barcelona
Spain
Tel. : +34 935 214 165
E-mail: alessandra.sensi@ufmsecretariat.org

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES / DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

EUROFISH

Aina AFANASJEVA
Director
H.C Andersens Boulevard 44-46
1553 Copenhagen
Denmark
Tel: + 45 333 777 68
Fax: + 45 333 777 56
E-mail: aina.afanasjeva@eurofish.dk

EUROPECHE

Paolo PELUSI
Member of Europêche
Director of the Consorzio Mediterraneo
Rue Montoyer 24 - 1000 Bruxelles
Belgium
E-mail: pelusi@mediterraneo.coop

FEAP

Javier OJEDA
General Manager
Asociación Empresarial de Acuicultura
de España
11130 Chiclana, Cádiz, España
Tel.: +34 956 404 216
E-mail: ojeda@apromar.es

IUCN

Francois SIMARD
Global Marine Programme, Deputy Director
International Union for Conservation of
Nature (IUCN)
Rue Mauverney 28 1196 Gland
Switzerland
Tel.: +41797511162
E-mail: francois.simard@iucn.org

MEDREACT

Domitilla SENNI
Executive Director
MedReAct
Via urbana 143, 00184 Rome
Italy
E-mail: domitilla.senni@medreact.org

Vittoria GNETTI
Outreach Coordinator
Adriatic Recovery Project
MedReAct
Via Antonio Mordini 14, 00195 Rome
Italy
E-mail: vittoriagnetti@gmail.com

OCEANCARE

Sigrid LÜBER
President
OceanCare
Gerbestrasse 6, P.O. Box 372
CH-8820 Waedenswil
Switzerland
E-mail: slueber@oceancare.org

THE PEW CHARITABLE TRUSTS

Dawn BORG COSTANZI
Officer, Ending Illegal Fishing Project
The Pew Charitable Trusts
The Grove, 248a Marylebone Road NW1 6JZ,
London
United Kingdom
E-mail: dborgcostanzi@pewtrusts.org

Mona SAMARI
The Pew Charitable Trusts
The Grove, 248a Marylebone Road NW1 6JZ,
London
United Kingdom
E-mail: samarimonaocean@gmail.com

Project AWARE

Ania BUDZIAK
Associate Director, Programs
Project AWARE
30151 Tomas, Rancho Santa Margarita, CA
92688, USA
E-mail: ania.budziak@projectaware.org

THE SHARK TRUST

Ali HOOD
Director of Conservation
The Shark Trust
Creykes Court, The Millfields, Plymouth
United Kingdom
E-mail: ali@sharktrust.org

BUREAU DE LA CGPM ET DE SES ORGANES SUBSIDIAIRES

GFCM Bureau

Stefano CATAUDELLA
Chairperson
Università di Tor Vergata
Via Orazio Raimondo, 8
00173 Rome
Tel: +39 0672595954
Fax: +39 062026189
E-mail: cataudel@uniroma2.it

Chairperson of the Scientific Advisory Committee on Fisheries (SAC)

Othman JARBOUI
Directeur du laboratoire Sciences Halieutiques
Institut National des Sciences et Technologies
de la Mer (INSTM)
Centre de Sfax - BP 1035
3018 Sfax
Tunisie
Tel.: + 216 74 497117
Fax: + 216 497989
E-mail: othman.jarboui@instm.rnrt.tn

Chairperson of the Scientific Advisory Committee on Aquaculture (CAQ)

François RENÉ
Station expérimentale de l'Ifremer
Chemin de Maguelone
34110 Palavas les Flots
Tel.: + 33663266901
Fax: +33 4 67682885
E-mail: francoisrene34@gmail.com

Chairperson of the Compliance Committee (CoC)

Samir MAJDALANI
Head
Department of Fisheries & Wildlife
Ministry of Agriculture
Embassies Street, Bir Hassan
Beirut,
Tel: + (961)1849622 (office)
E-mail: sem@cyberia.net.lb

Chairperson of the Committee on Administration and Finance (CAF)

Hachemi MISSAOUI
Directeur Général
Institut National des Sciences et Technologies
de la Mer (INSTM)
28 rue du 2 mars 1934
2025 Salammbô
Tunisie
Tel.: +216 71 892253
Fax: +216 71 799401
E-mail: Hechmi.Missaoui@instm.rnrt.tn

Coordinator of the Working Group on the Black Sea (WGBS)

Simion NICOLAEV
Director
National Institute for Marine Research and
Development "Grigore Antipa"
900581 Constanta, Blv. Mamaia 300
Tel.: +4 0241 543288
Fax: +4 0241 831274
E-mail: nicolaev@alpha.rmri.ro

DÉPARTEMENT DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE DE LA FAO

Àrni M. MATHIESEN
Assistant Director-General
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organization of the
United Nations (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy
Tel.: +39 06 570 56423
E-mail: FI-ADG@fao.org

Victoria CHOMO
Senior Fisheries and Aquaculture Officer
FAO Regional Office for Europe and
Central Asia (REU)
Benczur utca 34
Budapest 1068
E-mail: victoria.chomo@fao.org

PROJETS RÉGIONAUX DE LA FAO

AdriaMed/MedSudMed

Enrico ARNERI
Project Coordinator
Marine and Inland Fisheries Branch (FIAF)
FAO Fisheries and Aquaculture Department
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy
Tel.: + 39 06 57056092
E-mail: enrico.arneri@fao.org

Luca CERIOLA
Fishery Monitoring Expert
MedSudMed
Marine and Inland Fisheries Branch (FIAF)
FAO Fisheries and Aquaculture Department
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy
Tel.: + 39 06 570 54492
Fax: + 39 06 570 53020
E-mail: luca.ceriola@fao.org

Nicoletta MILONE
Fisheries Information Officer
AdriaMed
Marine and Inland Fisheries Branch (FIAF)
FAO Fisheries and Aquaculture Department
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy
Tel.: + 39 06 570 55467
Fax: + 39 06 570 53020
E-mail: nicoletta.milone@fao.org

CopeMed/EastMed

Marcelo VASCONCELLOS
Fishery Resources Officer
Marine and Inland Fisheries Branch (FIAF)
FAO Fisheries and Aquaculture Department
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy
E-mail: marcelo.vasconcellos@fao.org

Mark DIMECH
EastMed Technical Officer
Marine and Inland Fisheries Branch (FIAF)
FAO Fisheries and Aquaculture Department
Viale delle Terme di Caracalla, 1
00153, Rome
Italy
E-mail: mark.dimech@fao.org

SECRÉTARIAT DE LA CGPM

Abdellah SROUR
Executive Secretary
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organisation of the
United Nations
Tel.: +39 06 57055730
Fax: +39 06 57055827
E-mail: abdellah.srou@fao.org

Fabio MASSA
Senior Aquaculture Officer/CAQ Technical
Secretary
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organisation of the
United Nations
Tel.: +39 06 57053885
Fax: +39 06 57055827
E-mail: fabio.massa@fao.org

Nicola FERRI
Legal and Institutional Officer
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organisation of the
United Nations
Tel.: +39 06 57055766
E-mail: nicola.ferri@fao.org

Federico DE ROSSI
Data Compliance Officer
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organisation of the
United Nations
Tel.: +39 06 57053481
E-mail: federico.derossi@fao.org

Dominique BOURDENET
Scientific Editor/Translator
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organisation of the
United Nations
Tel.: +39 06 57055657
Fax: +39 06 57055827
E-mail: dominique.bourdenet@fao.org

Margherita SESSA
Liaison Officer
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organisation of the
United Nations
Tel.: +39 06 57052827
Fax: +39 06 57055827
E-mail: margherita.sessa@fao.org

Claudia ESCUTIA
Programme Associate
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organisation of the
United Nations
Tel.: +39 06 57054055
E-mail: claudia.escutia@fao.org

Elisabetta Betulla MORELLO
Fisheries Consultant
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organisation of the
United Nations
E-mail: elisabetta.morello@fao.org

Anna CARLSON
Consultant for Socio-economic matters
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organisation of the
United Nations
Tel.: +39 06 57056441
Fax: +39 06 57055827
E-mail: anna.carlson@fao.org

Olimpia SERMONTI
Liaison Consultant
General Fisheries Commission for the
Mediterranean
Fisheries and Aquaculture Department
Food and Agriculture Organisation of the
United Nations
E-mail: olimpia.sermonti@fao.org

Liste des documents

GFCM:41/2017/1	Ordre du jour et calendrier provisoires
GFCM:41/2017/2	Rapport sur les activités intersessions 2016-2017, les recommandations et le plan de travail pour 2017-2019 en matière de pêche
GFCM:41/2017/3	Rapport sur les activités intersessions 2016-2017, les recommandations et le programme de travail pour 2017-2019 en matière d'aquaculture
GFCM:41/2017/4	Report sur les activités intersessions 2016-2017, les recommandations et le programme de travail pour 2017-2019 en matière d'application
GFCM:41/2017/5 (CAF 8)	Rapport du Secrétariat sur les questions administratives et financières
GFCM:41/2017/6 (CAF 8)	Budget de la CGPM et contributions des parties contractantes pour 2017-2019
GFCM:41/2017/Inf.1	Liste des documents
GFCM:41/2017/Inf.2	Liste des participants provisoire
GFCM:41/2017/Inf.3	Accord portant création des la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (en anglais, arabe, espagnol et français)
GFCM:41/2017/Inf.4	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote de l'Union européenne et de ses États membres
GFCM:41/2017/Inf.5	Cadre de la CGPM pour la coopération et les accords avec les parties non contractantes et les organisations partenaires (en anglais uniquement)
GFCM:41/2017/Inf.6	Rapport de la quarantième session de la CGPM (Malte, 30 mai-3 juin 2016) (en anglais, arabe et français)
GFCM:41/2017/Inf.7	Proposition concernant la mise en place d'un groupe d'examen conformément à l'article XVI du règlement intérieur de la CGPM (en anglais et français)
GFCM:41/2017/Inf.8	Rapport de la onzième session du Comité d'application (CoC) (Siège de la FAO, 29-30 juin 2017) (bilingue)
GFCM:41/2017/Inf.9	Rapport de la dix-neuvième session du Comité scientifique consultatif des pêches (SAC) (Slovénie, 16-19 mai 2017) (bilingue)
GFCM:41/2017/Inf.10	Rapport de la dixième session du Comité scientifique consultatif de l'aquaculture (CAQ) (Turquie, 27-29 mars 2017) (bilingue)
GFCM:41/2017/Inf.11	Rapport de la sixième réunion du Groupe de travail sur la mer Noire (WGBS) (Roumanie, 15-16 juin 2017) (en anglais seulement)
GFCM:41/2017/Inf.12	Rapport du Groupe de travail sur la pêche artisanale et la pêche récréative (WGSSF) (Siège de la FAO, 13-14 septembre 2017) (en anglais seulement)
GFCM:41/2017/Inf.13	Rapport de la réunion intersessions de la Commission concernant la stratégie à moyen terme (Siège de la FAO, 22-23 septembre 2016) (en anglais seulement)
GFCM:41/2017/Inf.14	Projet de stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire (en anglais seulement)
GFCM:41/2017/Inf.15	Projet de lignes directrices sur la simplification des processus relatifs à la délivrance de permis et à l'octroi de concessions (en anglais seulement)

GFCM:41/2017/Inf.16	Projet de liste CGPM des navires pratiquant la pêche INDNR (en anglais seulement)
GFCM:41/2017/Inf.17	Conclusions de la réunion sur l'établissement d'un centre de démonstration sur l'aquaculture pour la promotion d'une aquaculture durable en mer Noire (Roumanie, 26-28 septembre 2017) (en anglais seulement)
GFCM:41/2017/Dma.1	Cadre de référence pour la collecte de données (DCRF) de la CGPM (version 2017.2) (en anglais et français)
GFCM:41/2017/Dma.2	Stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire (en anglais et français)
GFCM:41/2017/Dma.3	Actes de la Conférence de haut-niveau de la CGPM pour le renforcement de la coopération dans le domaine des pêches et de l'aquaculture en mer Noire (Roumanie, 24-25 octobre 2016)
GFCM:41/2017/Dma.4	Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever (Malte, 30 mars 2017) (en anglais seulement)
GFCM:41/2017/Dma.5	Recueil des décisions de la CGPM (en anglais et français)

**Discours prononcés à la quarante et unième session de la Commission
(dans la langue d'origine)**

S.E. Milutin Simovic

Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Monténégro

Ladies and gentlemen,
dear participants,

It is my honor and pleasure to welcome you, on behalf of the Government of Montenegro, to the 41st Session of the General Fisheries Commission for the Mediterranean, which is organized for the first time in Montenegro.

I already had the opportunity to greet you in this same place seven years ago, when Montenegro hosted a meeting of the Scientific Advisory Committee of GFCM which, along with the other meetings of working groups organized in recent years in Montenegro, was an introduction into one this big event for us.

The fisheries sector in Montenegro has an economic, ecological, sociological and cultural role. The largest part of fisheries represents coastal or small-scale commercial fisheries, which is done here for centuries, in a specific way. Bearing in mind such a long tradition, this type of fisheries must be preserved and cherished for future generations, as an expression of peculiarity and specificity of Montenegrin fisheries.

The lack of favorable financial resources, as well as continuously complex overall social and economic situation, are the key reasons for the insufficient development of Montenegrin fisheries sector. Montenegrin fishing fleet consists mostly of vessels with an average age of 40 years, equipped with outdated equipment which primarily should be renewed for the safety of fishermen on vessels, but also for the purpose of traceability and health safety of fish products.

The share of the catch from Montenegrin small pelagic fisheries in total catch on the Adriatic Sea is more than negligible and amounts to less than 1% of the total catch. The lack of valid and well-organized statistics on catches and landings of pelagic fish also represents one unrealistically small annual catch of these species. Montenegro still does not have landing data from the first landing places, so the only reliable are biological data, as well as data from scientific research expeditions. Therefore, we expect the fishing sector with such capacities and level of development, equally in Montenegro and other similar countries, to be treated differently from fisheries sectors in the areas with certain presence of overcapacity and overfishing.

The work of General Fisheries Commission for the Mediterranean, as well as all the other similar initiatives whose main objective is real and profound reform of fisheries management, has our full support, because we consider it the only way to contribute to the overall development of this sector. As always, we are ready to participate in all activities related to sustainable fisheries in the Mediterranean, especially in the Adriatic Sea.

We all have to be responsible in the implementation of conservation measures, especially for the resources of highly migratory species, but also for the other resources, and to be responsible to the need to develop our fishing fleets up to the level of responsible and sustainable catch, respecting the most demanding standards of selectivity of fishing gear. Montenegro has significantly increased the level of activities in the fight against illegal, unreported and unregulated fishing, in accordance with recommendations and measures of the GFCM and the EU in the fight against this type of fisheries. On

this plan, the obligations and responsibilities of the competent state institutions are recognized, with the significant participation and contribution of non-governmental organizations, professional and general public.

I would like to emphasize that we absolutely understand the current alarming situation in the state of resources in the Mediterranean, but in the process of adopting certain measures and recommendations, especially those related to limitations of investments in the modernization of fishing fleet, I recall that the specificity of the country has to be taken into account, and the level of development of the sector in particular. As one very important argument for this requirement, I have to mention the example of Montenegro which is currently only on 30% of the maximum fishing fleet capacity in relation to the available fish resources in its territorial waters.

This is why I expect an understanding of the need of both Montenegro and all similar countries to enable this sector to give one realistically possible contribution to our national economies through creating new jobs, hiring young people in particular and achieving a better status of fishermen, but also the need of this sector to provide added value to the tourist offer of our countries.

Therefore, the message is to exploit our fish resources responsibly, but also to allow and help the development of the fisheries sector, respecting the most stringent requirements of sustainability.

Through the establishment of the Directorate for Fisheries within the Ministry of Agriculture and Rural Development at the beginning of this year, and by employing new people, we are determined to develop this sector to the level which belongs to a Mediterranean country, responsibly manage such sensitive resources and prepare the sector to be competitive on the open market at the same time.

The work on further harmonization of domestic with the EU legislation has been continued, as well as the implementation of GFCM recommendations. In addition to this, we are very actively engaged in the preparation of projects for the EU pre-accession funds, and we are also in the final negotiations with the World Bank for the soon beginning of a new project in which the support to the fisheries sector will have a significant place. The preparation and realization of bilateral projects is also in progress.

Speaking of the resources that we have at our disposal, priceless scientific and administrative assistance is provided to the Ministry of Agriculture and Rural Development and the Institute for Marine Biology from the FAO AdriaMed project, whose partner Montenegro has been since 2004. Participation in this project gave a chance to Montenegrin scientists and administration to participate deeply and very seriously in the work of all GFCM bodies, exchange data, do the evaluations and give guidelines for the development of responsible and long-term sustainable fisheries in the Adriatic Sea and the Mediterranean in general.

Finally, only by responsible and rational management, respecting the principles of nature and respecting the law, we will be able to harvest the food from the sea for a long time, without disturbing the biological balance.

Montenegro will remain a reliable partner in the process of sustainable management of fish resources.

Finally, once again I want to wish you a nice stay in Montenegro, as well as a successful work in the coming days.

Árni M. Mathiesen

Sous-Directeur Général, Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO

At the outset, I'd like to welcome all participants, including high-level representatives, who came numerous to the 41st session of the GFCM, and express my gratitude to them. A special thanks to the hosting country, Montenegro, that has a strong cooperation with FAO in the context of the ongoing Country Programming Framework 2015-2019. We are pleased to see strong commitment by Montenegro to the work of FAO, including in connection with the Strategic Objective of the Organization, and we remain focused on country priorities identified by Montenegro. This includes fisheries and aquaculture through the work of the GFCM;

Today, 16 October 2017, marks the celebration of the World Food Day. This is by far the most important FAO sponsored celebration within the United Nations System. I would be remiss without recalling the importance of this day for the international community. Hunger continues to threaten sustainable development of many nations and FAO is at the forefront of the fight against this scourge. We are particularly concerned with food loss and waste, including fish loss and waste. FAO currently estimates that roughly 35% of fish and seafood is wasted, with 8% of fish caught globally thrown back into the sea. In most cases, this fish is dead, dying or badly damaged. We need to halt this negative trend as this is our collective responsibility. RFMOs have an important role to play in this respect;

The GFCM has pledged last year at its 40th session to revert the negative trend in the exploitation of most commercially exploited stocks at Mediterranean and Black Sea level. To this end, a visionary multiannual strategy has been adopted which is fully consistent with SDG 14 targets and is contributing to accelerate progress towards these targets at the regional level. To the best of my knowledge, the GFCM is the only RFMO that has adopted such a strategy.

Last June I participated in NY at the Oceans Conference on SDG 14, together with the FAO Director General and the GFCM Executive Secretary, among others. This conference recognized the key contribution that is expected from regional organizations in meeting SDG 14 related targets. These include Target 14.4. that calls upon countries to reduce overfishing, end IUU fishing and bring about the sustainable management of fisheries worldwide;

These calls have been echoed in Malta 10 days ago at the Our Oceans Conference, where I also participated together with the FAO Director General and the GFCM Executive Secretary. I was pleased to see that among those commitments presented during this conference there was also the mid-term strategy of the GFCM. This means that such instrument has been recognized at the regional level and beyond. As an indicator of its importance I'd like to refer to the Malta Ministerial Declaration MedFish4Ever, adopted last March under the auspices of the EU. I praise such an initiative because the Mediterranean Sea requires strong political willingness to address the many issues that affect fisheries and aquaculture;

The FAO is pleased to acknowledge progress being made by the GFCM to enhance cooperation in the Black Sea region as well. Last October, a high-level conference was organized under the stewardship of the GFCM in Bucharest. This conference was attended by high-level representatives from all the riparian countries as well as countries in the Black Sea area and resulted in the adoption of the Bucharest Declaration. This marks a formidable milestone in that there is common agreement among Black Sea countries on the need to work together in the interest of their fisheries and aquaculture sector. I'd like in particular to call upon those riparian countries that are yet to become Members to the GFCM to ratify the GFCM Agreement and join the Commission. I am well aware that Georgia and Ukraine have attained Cooperating non-Contracting Party status in the past and I am also aware of the ongoing cooperation between the GFCM and the Russian Federation. I believe though that efforts should be made towards full membership. The same applies, for the Mediterranean region, to Bosnia and Herzegovina, that is also a Cooperating non-Contracting Party to the GFCM. This Commission is also expected to grant the status of Cooperating non-Contracting Party to the Republic of Moldova. This is yet another token of the important work by the GFCM in strengthening cooperation;

Allow me also to underline the strong contribution that the FAO Regional Projects (AdriaMed, CopeMed, EastMed, MedSudMed) are giving to support sustainability of Mediterranean fisheries. This network of project has been in place for many years now and it has considerably underpinned the work of the GFCM at the country level. With the mid-term strategy in place the role of the projects become even more important and I do encourage strong coordination and synergies between the GFCM Secretariat and the projects. In this regard, I am glad to see that such coordination is already ongoing and that a number of country missions have been fielded together by the GFCM Secretariat and EastMed last month. This should become a trend and a reference point given the Organization's policy to act as one. In this regard, I am positive that FAO offices in the region will also lend support to ongoing endeavors. FAO is implementing a strong coordination policy with regional offices in the interest of all Members to the Organization;

I wish you success during this week and I am positive you will work with resolve to take important decisions for the management of Mediterranean and Black Sea fisheries, in line with the commitments you have already agreed upon for the sake of the Mediterranean and Black Sea region.

Stefano Cataudella

Président, Commission générale des pêches pour la Méditerranée

Excellencies,

Minister of Agriculture and Rural Development, H.E. Milutin Simovic,

FAO ADG-FI, Mr Arni Mathiesen,

GFCM Executive Secretary, Mr Abdellah Srour,

Dear national delegates,

Representatives of partner organizations and civil society organizations,

Ladies and gentlemen,

Colleagues,

I am honoured to be here in Montenegro today and I would like to add my voice in welcoming all of you here. I'd like to thank in particular the hosting country, Montenegro, which has made enormous efforts to organize the 41st session of the Commission, including the 8th session of CAF, in this scenic and beautiful setting. This has surely contributed to attracting such a high number of participants and I am positive that each of you will be instrumental in ensuring successful outcomes for this meeting.

Last year in Malta, the GFCM decided to empower itself to take action against the dire status of fish stocks in the Mediterranean and the Black Sea via a five year strategy. This instrument will guide our actions until 2020 against the background of global commitments stemming from the SDG 14, the FAO Strategic Objectives and the Aichi Targets. Our final goal is to contribute actively to the 2030 Agenda thus supporting sustainable development within the Mediterranean and the Black Sea region. Thanks to the mid-term strategy we now have in place a clear framework and specific targets that are to be met if we want to revert the overexploitation of fisheries resources in the interest of present and future generations. As you are aware, the targets span from the better assessment of fish stocks to the curbing of IUU fishing and the promotion of sustainable small-scale fisheries. Most importantly, we are now pursuing a holistic approach whereby all actions will be taken harmoniously and coherently.

An important aspect of the mid-term strategy that should not be overlooked is the recognition that it has already obtained at the regional level and beyond. Following the 40th session of the Commission, the High-Level Conference towards Enhanced Cooperation on Black Sea Fisheries and Aquaculture resulted in the adoption of the Bucharest Declaration. This declaration calls upon countries in the Black Sea area to work together in fisheries and aquaculture related matters in the context of the mid-term strategy. A similar plea was made for the Mediterranean Sea last March in Malta when the MedFish4Ever Ministerial Declaration was adopted as a follow up to the Venice Declaration. This instrument, too, acknowledges that the mid-term strategy is the point of departure for all fellow nations in the Mediterranean towards the greater sustainability of fisheries. Together, these declarations point to a strong political support throughout the GFCM area of application that is possibly unprecedented. In my experience, political support is the foundation of any serious effort and the one we are undertaking to save the fisheries in the region is most definitely a serious one. Let's not forget that the overexploitation rate is currently assessed at roughly 90%.

This week we will also have an opportunity to consider the adoption of a germane mid-term strategy for aquaculture. This sector remains a pillar of sustainable development and a strategic ally to sustainable fisheries. If we succeed in increasing the productivity of aquaculture and supplying our markets with more farmed products, we will remove significant pressure from our marine fisheries. To this end, important actions have to be taken in several domains, from the administrative and bureaucratic domain to the technical one. When I think of the future of aquaculture in our region the need for easier and less cumbersome procedures for the issuance of licences comes to mind. Similarly, I understand that without modern technologies that can help us to farm the species which are in demand on national

markets the sector will always lag behind. The GFCM has done important work in the past on indicators, allocated zones for aquaculture and market access. This has to become the basis for a deeper understanding of needs and priorities, as highlighted in the proposed mid-term aquaculture strategy. We also have the outcomes of the aquaculture task force, established two years ago, which will support us further.

Ladies and gentlemen,

Colleagues,

On the very celebration of the World Food Day we are gathered here to discuss the future of Mediterranean and Black Sea fisheries and aquaculture. These sectors, together, contribute significantly to the food supply in this region. The issues before us are therefore of the utmost importance and I am glad of the coincidence between the opening of our session and the World Food Day. We should not forget that by committing to more resilient and productive fisheries we will live up to the expectations that exist within the United Nations system, as well as among the people, to deliver a world without hunger. We have the moral obligation to take on this challenge and do as much as we can. The GFCM will not be able to make it alone, though. In addition to the FAO Fisheries and Aquaculture Department, I'd like to underline the contribution that the FAO Regional Projects AdriaMed, CopeMed, EastMed and MedSudMed provide in supporting the work of the GFCM. I look forward to seeing better synergies between the work of the projects and that of the GFCM, given the common challenges we are expected to tackle. Similarly, all the organizations that are present here today, most of which entered into a memorandum of understanding with the GFCM, have also a critical role to play. The fully-encompassing nature of the mid-term strategy will require concerted actions, close coordination and constant liaison so that everyone will contribute in the remit of its competence and mandate. In this respect, I would like to thank also the donors that are contributing to the work of the GFCM, namely the EU - that had made a special effort to support -, as well as Croatia, France, Italy, Monaco and Spain. These countries have all made extra-budgetary contributions to the work of the GFCM or that of the FAO Regional Projects, or both.

Before concluding, allow me to voice my concern for the administrative burden that is currently faced by the GFCM. The number of rules in place within the FAO continues to increase and this is causing unnecessary delays in conjunction with the smooth functioning of the GFCM Secretariat. I strongly believe in the importance of rules for strong organizational performance, but I would also like to recall that, as stated in the past by the Finance Committee of the FAO, the FAO should make a genuine effort to remove all obstacles that might hamper the operations of its Article XIV bodies. The GFCM, being an Article XIV body, has a special character which emanates from its constitutive agreement that must be recognized. Financial and operational autonomy of the GFCM must be ensured and I rely on the FAO to facilitate this process. In light of the great challenges that the Commission now faces there cannot be hurdles that might impact the daily routine of the GFCM Secretariat. I rely also on the Contracting Parties to the GFCM, which are also Contracting Parties to the FAO, to convey this important message to the organization.

I thank you all for your attention and I wish you success in your endeavour.

Karmenu Vella
Commissaire européen chargé de l'environnement, des affaires maritime et des pêches
Commission européenne

Ladies and gentlemen,

Thank you for giving me the opportunity to address you today.

Earlier this year we signed the "MedFish4Ever" Declaration in Malta, and 5 months before that we signed the Bucharest declaration for the Black Sea.

Neither would have been possible without your excellent work and ambition. The countries involved, industry, NGOs and, of course, the GFCM Secretariat, all came together, united in a common aim: safeguarding the sustainable use of fisheries resources, protecting the marine environment and reinforcing regional cooperation.

The MedFish4Ever Declaration has now been signed by 16 countries. It is our common roadmap for the next ten years. A roadmap fully in line with the GFCM 2017-2020 Strategy, which was also adopted this year.

With that, the time for signing declarations is over. The framework is in place. Now it's time to act, to turn words into reality and to deliver on our commitments.

For that to happen, the role of GFCM is paramount. Without your backing, all our nice words will remain just that.

That is why the European Union intends to make the most of this GFCM session. This year we are tabling a series of recommendations, recommendations that will allow us to better manage key stocks, that will strengthen the fight against IUU fishing and that will promote the development of sustainable aquaculture, all while protecting vulnerable marine ecosystems and fishing restricted areas.

The European Union's proposals are a sign of our unwavering commitment to the declarations all of us have signed.

In that spirit, I count on your support, and let me reassure you: the European Union will continue our backing for GFCM – financially and otherwise. Just as we stand ready to support our non-EU neighbours.

Let me close with a word of thanks to our friends from Tunisia, who are organising a follow-up Ministerial Conference on MedFish4Ever in 2019, and to our friends from GFCM and Bulgaria, for organising a follow-up Ministerial Conference on the Bucharest Declaration next year.

You can count on my support for both. The momentum is high. Let's keep building.

I wish you all a successful Annual Session

Roland Kristo

Ministre adjoint, Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Albanie

Dear Mr Chairman,

Dear Mr Executive Secretary,

Distinguish delegates,

Ladies and gentlemen,

On behalf of the Government of Albania and Ministry of Agriculture and Rural Development, I would like to emphasize the great interest the Albanian government has expressed for the GFCM and its willingness to further strengthen this cooperation.

Also, I would like to thank you very much the hosting country for the excellent hospitality and the GFCM Secretariat, for the organization of this 41st session of the Commission. Albania is very pleased to be in Budva and reiterate its support to the common work on Mediterranean fisheries and aquaculture;

GFCM as a regional fisheries management organization has made a major contribution to the fisheries and aquaculture sector in Albania, also in view of the obligations that my country has taken and will undertake in the near future, within the European integration process.

In this context, Albania has entered last February into a letter of agreement with FAO, on behalf of the GFCM, signed by the Minister of Agriculture and the FAO Deputy Director General at the FAO HQ. This letter of agreement aimed at ensuring the provision of technical assistance by the GFCM Secretariat to Albania under different areas of cooperation in the context of the GFCM mid-term strategy;

The GFCM Secretariat carried out several field missions to Albania and in a very practical manner helped us significantly to assess our system and the problems we were experiencing. Thanks to this support, it has been possible for the Ministry to prepare a new bid on technical requirements for the update of the existing national VMS. This is a welcome development given the obligations we have under the sub-regional management plan for the Adriatic Sea adopted by the GFCM as well as EU Regulations.

It is important that obligations are harmonized with incentives, such as technical assistance to cooperating countries. This was recognized last March in Malta when the MedFish4Ever Declaration was adopted, including with the participation of Albania in this important event. I would like to recall in particular the provisions in this declaration that recognize the need for a technical assistance system and the support needed for developing countries in meeting their obligations on the conservation of fisheries and aquaculture.

Taking into consideration the fact, that my country has implemented all GFCM Recommendations as well as the most relevant EU Regulations for the management of shared stocks, I hope that Albania will get the necessary support to ensure its commitment to our region.

In this framework, I would like to emphasize the support we have received and continue to take from the regional project FAO-AdriaMed, which has contributed significantly to the cooperation between management structures, research institutions and stakeholders

I look forward to contributing to the discussions in this session and I thank you very much for your attention.

Samir Majdalani

Chef du Département des pêches et de la faune, Ministère de l'Agriculture, Liban

Firstly, please give me the opportunity to address the hosting country and convey my gratitude to Montenegro for such an excellent organization of the annual session. Lebanon is very pleased to be again in Budva and we look forward to working with other fellow countries and colleagues from the participating organizations;

I would like to briefly inform the Commission, at the very opening, on the positive developments that have taken place since last year in relation to a sub-regional GFCM unit for the Eastern Mediterranean. You might recall that my country, at the 40th session of the GFCM, expressed its intent to host an office of the Secretariat in Beirut in the context of the sub-regional approach to fisheries being implemented by the Commission;

Significant efforts have been made internally during the inter-session by the Lebanese Ministry of Agriculture, including in close coordination with the FAO Representation in Lebanon and the GFCM Secretariat. We have come to a common understanding in that when the FAO Sub-Regional Office in Lebanon will move to its new and bigger premises, most likely by the first half of 2018, we can devote some office space to the sub-regional GFCM unit for the Eastern Mediterranean. This solution would be the more straightforward, from an administrative point of view, both for Lebanon and for FAO/GFCM;

We hope that we will be able to inaugurate the sub-regional GFCM unit for Eastern Mediterranean next year, insha-Allah, and take advantage of this outpost to increase the focus in the work of the Commission on the Eastern Mediterranean region. Such a unit will surely contribute to foster enhanced cooperation not only at country level but also at organizational level.

Déclaration de Hamdo Tinjak
Secrétaire Général, Ministère du Commerce extérieur et des relations internationales,
Bosnie-Herzégovine

Dear Executive Secretary, dear representatives of GFCM member countries, ladies and gentlemen,

It is my great pleasure to be here today on the 41 session of the GFCM Commission. This is the second commission that BiH participate to, after status of Cooperating non-contracting Party is granted to Bosnian and Herzegovinian last year.

Since the time we started our cooperation with GFCM we provided and exchanged statistical and other information and participated at the CoC meetings. Also our nominated contact points for cooperation on institutional matters and SAC and Aquaculture and Fisheries participated in different meetings and scientific bodies. Knowledge and experience exchanged with other colleagues is already used and have a positive effect to development of our fishery and aquaculture sector.

We are aware that this is just beginning and that we are still in the early stage when it comes to harmonisation of our legislation with GFCM measures and Common Fishery Policy of the EC. But there is commitment and strong interest in ensuring a prosperous future for fishery sector.

Cooperation with GFCM is also confirmed by BiH CoM (on the 22nd session held 9 September 2015), with conclusion that MoFTER – institution I represent today, in cooperation with the other competent authorities in the country should continue with the activities that will in due course lead BiH to full membership with the Commission.

Before we get membership status with GFCM we need to achieve certain level and bridge the existing gap, in particular, with EU countries and starting from the revision of our national legal framework. Cooperation with GFCM helps us to align with EU priorities and agenda too, but still there is a need for further technical assistance starting from the said revision of our national legislation and moving on to other important areas such as data collection in fisheries and the sustainable management of aquaculture. BiH has already filed an official request for technical assistance with the GFCM and we are now looking for the provision of such assistance to be initiated. We do hope this will be done very soon and we stand ready to welcome the GFCM to Sarajevo before the end of this year. Having in mind that BiH has potential candidate status with EC, and recently finalized EC questioner which includes fishery - chapter 13, further policy development in this filed is one of the priority for BiH.

Our country has been paying progressively more attention to the important of marine related issues, including the conservation of fisheries and ecosystems and is in the last stage of finalising procedure for signing MedFish4Ever declaration.

I wish to mention that we also started cooperation with the AdriaMed project and after signing project agreement we expect that project will become fully operational.

Looking forward to our future cooperation and I wish you successful meeting!

Thank you!

Martine Garcia-Mascarenhas

**Deuxième Secrétaire à l'Ambassade de la Principauté de Monaco en Italie et
Représentant suppléant adjoint de la Représentation permanente de la
Principauté de Monaco auprès de la FAO**

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire exécutif, Chers Collègues et Délégués,

Je souhaite remercier la CGPM et le Monténégro pour leur accueil dans ce magnifique lieu pour la 41ème session de la CGPM et rappeler deux éléments en lien avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, célébrée aujourd'hui :

L'Appel à l'action adopté le 9 juin 2017, reconnaissant que l'océan est notre avenir, en lien avec la mise en œuvre de l'ODD n°14, la conservation et l'exploitation durable des océans et des mers ainsi que de leurs ressources indispensables à notre survie ;

La conclusion de l'allocution de SAS le Prince Albert II au débat général de la 72ème session de l'AGNU le 19 septembre dernier sur l'apport scientifique fondamental à ces questions : « Qu'elle nous rassure ou nous effraie la science doit nous inciter à l'action et donc avancer ensemble pour le progrès et l'espoir d'un monde meilleur ».

Je vous remercie.

Sigrid Luber
Présidente, OceanCare

Distinguished Chair and Delegates,

At the last GFCM conference OceanCare was honoured to sign an MoU with the GFCM which defined areas of cooperation, including addressing ocean noise pollution and its harmful impacts on marine life including fish.

It is with pleasure that I am announcing a capacity building workshop on mitigating the impact of underwater noise on marine biodiversity with specific focus on seismic surveys in the south-east Mediterranean, which will take place in Split, Croatia, on November 22 and 23. I would like to warmly invite GFCM Members to attend this workshop. If you are interested please do contact me so that I can share the program with you.

The detrimental effect of ocean noise on fish, and therefore fisheries, undermines global efforts to restore fish stocks and requires the increased involvement of specialist UN agencies such as the Food and Agriculture Organization of the UN (FAO) and Regional Fisheries Management Organisations, including the GFCM whose area of application covers known underwater noise hotspots.

Recognising that the UN's Sustainable Fisheries Resolution has specifically encouraged further studies, including by the FAO, on the impacts of underwater noise on fish stocks and fishing catching rates, as well as associated socioeconomic effects, OceanCare has advocated at the United Nations that the FAO should be supported in initiating this work and we urge GFCM members to consider this matter in preparation of issues which can be raised at the next session of the FAO's Committee on Fisheries in July next year.

Having this in mind we would also like to inform you about the UNCLOS Informal Consultative Process meeting in May 2018 which will be dedicated to the ocean noise pollution issue. The UN Division on the Law of the Sea is calling for information on noise and marine life. OceanCare encourages GFCM Members to respond to this call and to submit information you might have especially also on areas where fishing activities are restricted, but other activities such as noise pollution may continue to affect fish stocks and negatively impact recovery rates.

Finally I would like to make you aware of a new scientific report which OceanCare has produced on this topic which provides a comprehensive review of all existing peer reviewed literature on the impacts of ocean noise on fish and invertebrates. I have copies of this report with me at this meeting and would be happy to share with interested GFCM members.

Thank you.

Recommandation CGPM/41/2017/1 relative à la communication de données et d'informations sur l'aquaculture, abrogeant la Recommandation CGPM/35/2011/6

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

RAPPELANT que l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) a pour objectif de garantir la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT le Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), qui préconise un développement durable de l'aquaculture et des pratiques aquacoles responsables;

RAPPELANT le rôle joué par la CGPM dans la promotion du développement durable de l'aquaculture en Méditerranée, en mer Noire et dans les eaux intermédiaires;

RAPPELANT l'Article XVII 1) b) du règlement intérieur de la CGPM, qui fait obligation aux parties contractantes et parties non contractantes coopérantes (PCC) de fournir des informations sur la production ainsi que d'autres données pertinentes aux travaux du Comité consultatif scientifique de l'aquaculture (CAQ);

CONSIDÉRANT le développement continu du Système d'Information pour la Promotion de l'Aquaculture en Méditerranée (SIPAM) au cours des dernières années;

RECONNAISSANT que le CAQ doit disposer de données fiables afin de mener efficacement ses travaux;

RAPPELANT que les normes en matière de collecte de données et de statistiques sur l'aquaculture doivent être arrêtées conformément aux lignes directrices définies par le Groupe de travail chargé de coordonner les statistiques aquacoles de la FAO (CWP-AS);

NOTANT la proposition présentée à la sixième session du CAQ (Albanie, décembre 2008) concernant la mise en place d'un système régional de collecte de données aquacoles;

NOTANT que la CGPM a recommandé, à sa trente-et-unième session (siège de la FAO, janvier 2007), que les responsabilités des coordinateurs nationaux du SIPAM soient officiellement confiées à une institution nationale,

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

1. Les PCC communiquent chaque année au Secrétariat de la CGPM, les données se rapportant à tous les paramètres énumérés ci-dessous:

Statistiques sur la production

- zones statistiques définies par le CWP-AS¹
- milieu d'élevage (eau saumâtre, eau de mer et eau douce)
- espèces élevées (nom scientifique et nom commun, y compris les espèces élevées après capture)

¹ Voir *The Coordinating Working Party on Fishery Statistics: its origin, role and structure*. FAO Circulaire sur les pêches. No. 193. Décembre 1995.

- système d'élevage (intensif, semi-intensif, extensif)
- type d'élevage (cages, bassins, passes, écloseries, etc.)
- type de produit (grossissement, œufs, alevins, etc.)
- intrants spécifiques à l'aquaculture fondée sur les captures (quantité de semences: œufs, alevins sauvages, poissons sauvages, etc.)
- quantité de la production (tonnes/unités)
- valeur de la production (devise)

Centres de production

- Unités (segments) de production (écloseries, exploitations de grossissement)
- Nombre de centres de production par unité (segment)
- Espèces élevées par unité (segment)
- Volume total (m³) des installations des centres de production par segment
- Destination de la production par segment (consommation, grossissement, repeuplement, ornement)

Marché

- Commerce et consommation
 - Importations et exportations de produits aquatiques d'origine animale (poids et valeur)
 - Importations et exportations d'espèces qui sont également produites en aquaculture (poids et valeur)
 - Cinq premières origines des importations et destinations des exportations des espèces élevées

2. Les données sont communiquées avant le 31 décembre, l'année de référence des données présentées étant l'année qui précède.

3. Les PCC désignent un point focal national responsable de la communication des données sur l'aquaculture.

Recommandation CGPM/41/2017/2
relative à la gestion des pêcheries de dorade rose en mer d'Alboran
(sous-régions géographiques 1 à 3) pour une période transitoire de deux ans

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable du point de vue biologique, social, économique et environnemental des ressources biologiques marines de la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité des activités de pêche sur le long terme, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM doit favoriser, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire;

CONSIDÉRANT que la CGPM adopte des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique des pêches pour garantir le maintien des stocks de poissons au-dessus des niveaux permettant d'obtenir un rendement maximal durable;

RAPPELANT que la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017 prévoit que, dans le contexte de l'établissement d'un cadre de gestion de la pêche fondé sur les écosystèmes, toutes les pêcheries clés soient gérées au moyen de plans de gestion;

CONSIDÉRANT que la CGPM doit appliquer l'approche de précaution, conformément à l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs du 4 août 1995 et au Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

CONSIDÉRANT que le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO dispose que les États «devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des ressources aquatiques vivantes afin de les protéger et de préserver l'environnement aquatique, en tenant compte des données scientifiques les plus fiables disponibles. L'insuffisance d'informations scientifiques appropriées ne devrait pas être une raison de remettre à plus tard ou de s'abstenir de prendre des mesures pour conserver les espèces visées, celles qui leur sont associées ou qui en dépendent, et les espèces non visées, ainsi que leur environnement»;

CONSIDÉRANT que l'évaluation scientifique et/ou de gestion de la dorade rose est placée sous la responsabilité de la CGPM, du Conseil International pour l'Exploration de la Mer (CIEM) et du Comité des pêches pour l'Atlantique Centre Est (COPACE);

CONSIDÉRANT que la dernière évaluation, effectuée lors de la quinzième session du Comité scientifique consultatif des pêches (CSC), a indiqué que la dorade rose est en état de surpêche et surexploitée en mer d'Alboran;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures formulées par la CGPM doivent être fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, en prenant en compte les facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

NOTANT que les données scientifiques disponibles pour évaluer le stock de dorade rose en mer d'Alboran restent insuffisantes, la gestion de la dorade rose, faisant l'objet de la présente recommandation pour une période transitoire de deux ans, s'appuie sur l'approche de précaution, en l'absence d'un avis scientifique solide;

NOTANT que, sur la base de l'avis scientifique du CSC, la CGPM devrait adopter un plan de gestion pour cette espèce lors de sa quarante-troisième session;

CONSIDÉRANT l'importance socioéconomique considérable des pêches, en particulier les pêcheries locales, exploitant la dorade rose et la nécessité d'assurer leur durabilité;

CONSIDÉRANT que la dorade rose est également ciblée par la pêche récréative;

CONSIDÉRANT que d'importantes pêcheries ciblant la dorade rose exploitent notamment un stock réparti dans le détroit de Gibraltar, comprenant la mer d'Alboran et les eaux adjacentes de l'océan Atlantique (à savoir la division CIEM IXa et la zone FAO 34.1.11);

NOTANT que la dorade rose figure sur la liste des espèces prioritaires de la CGPM pour la Méditerranée occidentale;

NOTANT qu'il existe un niveau élevé de captures illicites, non déclarées et non réglementées (INDNR) dans l'ensemble de la Méditerranée, notamment pour ce qui est de la dorade rose, et qu'un suivi adéquat des flottes de pêche qui se livrent à de telles activités, y compris la pêche récréative, est nécessaire;

NOTANT que le CSC est convenu de la nécessité, soulignée par le Comité sous-régional pour la Méditerranée occidentale, de fournir des avis concernant la mise en place éventuelle de mesures de gestion pour la pêche à la dorade rose en mer d'Alboran, notamment l'amélioration du suivi socioéconomique et la normalisation de l'effort de pêche;

CONSIDÉRANT la Résolution CGPM/40/2016/2 relative à une stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire, en particulier les cibles 1, 2 et 3;

ADOpte, conformément aux Articles 5 b), 8 b), et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Objectif général, champ d'application et définitions

Objectif général et champ d'application

1. Les mesures énoncées dans la présente recommandation visent à améliorer le mode d'exploitation des pêcheries de dorade rose ainsi que les connaissances scientifiques, techniques et socioéconomiques relatives à ces pêcheries en mer Méditerranée.
2. La présente recommandation s'applique à la mer d'Alboran (sous-régions géographiques 1, 2 et 3) pour une période transitoire de deux ans.
3. La présente recommandation s'applique à tous les navires de pêche commerciale et récréative pêchant la dorade rose.

Définitions

4. Aux fins de la présente recommandation, les définitions suivantes s'appliquent:

- a) «dorade rose» désigne les poissons appartenant à l'espèce *Pagellus bogaraveo*;
- b) «pêche ciblée de dorade rose» désigne les activités de pêche impliquant la détention à bord ou le débarquement d'une quantité de dorade rose constituant plus de 20 pour cent des captures en poids vif après triage par marée;
- c) «pêche récréative» désigne une activité de pêche non commerciale exploitant des ressources biologiques marines pour les loisirs, le tourisme ou le sport; et
- d) «navire autorisé» désigne un navire de pêche doté d'une autorisation de pêche l'habilitant à exercer des activités de pêche spécifiques pendant une période donnée, dans une zone ou pour une pêcherie déterminées et selon des conditions spécifiques.

PARTIE II

Objectifs spécifiques et mesures techniques transitoires

5. L'objectif opérationnel de la présente recommandation est de maintenir la mortalité par pêche de la dorade rose en deçà des points de référence de précaution et d'atteindre dès que possible ou de maintenir le rendement maximal durable.

6. Sur la base de l'avis du CSC, la CGPM établit les objectifs spécifiques du plan de gestion, au plus tard lors de sa quarante-troisième session.

7. L'objectif des mesures transitoires relatives à la dorade rose en mer d'Alboran pour une période de deux ans est de commencer à préparer le terrain en vue de l'élaboration d'un futur plan de gestion, qui ne sera établi que lorsque le CSC aura fourni une évaluation validée de l'état du stock, tout en réduisant le risque que, faute d'évaluation scientifique pertinente, le niveau de biomasse du stock ne tombe en deçà de valeurs indésirables, ce qui aurait également des conséquences négatives sur la viabilité économique des pêcheries concernées.

8. Dans l'attente d'un avis scientifique, en 2018 ou au plus tard en 2020, et suivant l'approche de précaution en matière de gestion des pêches, les parties contractantes et parties non contractantes coopérantes (PCC) concernées maintiennent la capacité de la flotte de pêche ou l'effort de pêche aux niveaux autorisés et appliqués ces dernières années pour l'exploitation de la dorade rose en mer d'Alboran.

9. Compte tenu des avis scientifiques, les PCC peuvent établir des restrictions spatio-temporelles, si celle-ci n'existent pas dans le cadre de la législation nationale, visant à interdire ou limiter les activités de pêche afin de protéger les zones d'agrégation des juvéniles et/ou géniteurs de la dorade rose. Les PCC notifient à la CGPM, au plus tard le 31 janvier 2019, les zones et les restrictions qui s'appliquent. Les engins de pêche passifs, y compris les marquages et bouées intermédiaires, affichent en permanence les lettres et numéros externes d'enregistrement indiqués sur la coque du navire de pêche auxquels ils appartiennent.

10. Sans préjudice des dispositions établies au paragraphe 1 et conformément au paragraphe 2 de la Recommandation CGPM/35/2011/1 concernant l'établissement d'un journal de bord de la CGPM, modifiant la Recommandation CGPM/34/2010/1, les PCC mettent en place un mécanisme permettant d'assurer que toutes les captures et captures accessoires quotidiennes de dorade rose soient déclarées, indépendamment du poids vif de la capture. En ce qui concerne la pêche récréative, les PCC s'efforcent d'enregistrer ou d'estimer les captures de cette espèce.

PARTIE III

Gestion et suivi de la capacité de pêche et de l'effort de pêche

11. Les PCC établissent un registre des navires de pêche autorisés à exercer la pêche ciblée de la dorade rose. Les navires de pêche ciblant la dorade rose ne sont autorisés à exercer des activités de pêche spécifiques que si celles-ci sont indiquées dans une autorisation de pêche valide délivrée par les autorités compétentes et précisant les conditions techniques dans lesquelles ces activités sont menées, telles qu'elles sont définies à l'annexe de la présente recommandation.

12. Les PCC tiennent et mettent à jour le registre des autorisations de pêche susmentionné. Sauf disposition contraire prévue au titre du Cadre de référence pour la collecte de données de la CGPM (DCRF), les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM:

- la liste des navires auxquels cette autorisation a été délivrée pour l'année en cours ou pour la ou les année(s) suivante(s), au plus tard le 28/29 février de chaque année; et
- un rapport sur les activités de pêche menées par les navires visés au paragraphe 8, sous forme agrégée, y compris les informations minimales suivantes: nombre de jours d'exploitation, zone d'exploitation et des captures de dorade rose, au plus tard le 30 novembre de chaque année, à compter du 30 novembre 2018 ou, au plus tard, du 30 novembre 2020.

13. Afin de faciliter l'échange d'informations concernant les inspections à effectuer, la liste des navires autorisés est mise à la disposition des PCC concernées qui peuvent également communiquer entre elles leurs informations sur les navires de pêche autorisés à exercer des activités de pêche à la dorade rose.

14. Tous les navires de plus de 12 mètres de longueur hors-tout autorisés à pêcher la dorade rose doivent être équipés d'un système de surveillance des navires par satellite (SSN/VMS) ou de tout autre système de géolocalisation permettant aux autorités de contrôle de suivre leurs activités.

PARTIE IV

Suivi scientifique

15. Les PCC dont les flottes de pêche ciblent la dorade rose et sont autorisées à cette fin veillent à ce qu'un mécanisme de suivi des pêcheries et des captures adapté soit dûment mis en place afin de permettre au CSC de fournir des informations descriptives et de formuler des avis au moins sur les aspects suivants:

- a) caractéristiques des engins de pêche, notamment la longueur maximale des palangres et des filets fixes, ainsi que le nombre, le type et la taille des hameçons;
- b) effort de pêche nominal déployé (par exemple, le nombre de jours de pêche/semaine multiplié par l'unité d'activité pertinente, par exemple les hameçons) et niveaux de captures globaux par les flottes de pêche commerciale. Une estimation des captures issues de la pêche récréative devrait également être fournie;
- c) points de référence pour la conservation et la gestion en vue d'établir des plans de gestion pluriannuels aux fins d'une pêche durable, conformément à l'objectif de rendement maximal durable et de faible risque d'épuisement du stock;
- d) effets socioéconomiques d'autres scénarios de gestion possibles, y compris des mesures reposant sur les intrants/extrants et/ou des mesures techniques, déterminés par la CGPM et/ou les PCC;

- e) éventuelles fermetures spatio-temporelles visant à préserver la durabilité de la pêche; et
- f) impacts potentiels de la pêche récréative sur l'état du ou des stock(s) de dorade rose;

16. Le CSC fournit, dans la mesure du possible, une situation à jour sur l'état des différents stocks et pêcheries de dorade rose en Méditerranée, d'ici à 2020.

17. Sans préjudice du paragraphe 13, le CSC, compte tenu des recommandations du Comité sous-régional pour la Méditerranée occidentale, fournit, au plus tard en 2019, une mise à jour de l'état actuel des stocks de dorade rose répartis en mer d'Alboran et dans les eaux adjacentes de l'océan Atlantique. À cet effet, le CSC s'efforce de procéder à une évaluation conjointe avec le CIEM et le sous-comité scientifique du COPACE.

18. Dans le cas où une évaluation, telle que décrite au paragraphe 15 ne serait pas possible, le CSC fournit un état actualisé des stocks de dorade rose en mer d'Alboran.

Partie V

Dispositions finales

19. Les communications de données mentionnées dans les parties III et IV sont effectuées conformément aux normes, procédures et protocoles appropriés en matière de communication de données, que le Secrétariat de la CGPM mettra à disposition en ligne et conformément aux recommandations existantes ainsi qu'au manuel technique du DCRF.

20. La présente recommandation, compte tenu de son caractère transitoire, reste en vigueur jusqu'à l'adoption par la CGPM, à sa quarante-troisième session, d'un plan de gestion pour la dorade rose en mer d'Alboran.

Sous réserve de dispositions plus détaillées dans le Cadre de référence pour la collecte de données de la CGPM, la liste visée au paragraphe 12 contient, pour chaque navire, les renseignements suivants:

- Nom du navire
- Numéro d'immatriculation du navire (code attribué par les PCC)
- Numéro d'enregistrement CGPM (code pays ISO alpha-3 + 9 chiffres, ex. xxx 000000001)
- Port d'immatriculation (nom complet du port)
- Nom précédent (le cas échéant)
- Pavillon précédent (le cas échéant)
- Détails relatifs à une radiation antérieure d'autres registres (le cas échéant)
- Indicatif international d'appel radio (le cas échéant)
- Système de surveillance des navires (indiquer oui/non)
- Type de navire, longueur hors tout (LHT) et tonnage brut (TB) et puissance des moteurs exprimée en kW
- Nom et adresse du ou des armateur(s) et opérateur(s)
- Principal/principaux engin(s) utilisé(s) pour pêcher la dorade rose et affectation du segment de flotte
- Période autorisée pour la pêche à la dorade rose

Recommandation CGPM/41/2017/3 relative à l'établissement d'une zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka en mer Adriatique

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

RAPPELANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines de la zone d'application de la CGPM;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures formulées par la CGPM sont fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, compte tenu des facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

CONSIDÉRANT que la CGPM applique l'approche de précaution conformément à l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs du 4 août 1995 et au Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

CONSIDÉRANT que le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO dispose que les États «devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des ressources aquatiques vivantes afin de les protéger et de préserver l'environnement aquatique, en tenant compte des données scientifiques les plus fiables disponibles» et que l'absence d'informations scientifiques appropriées ne devrait pas être une raison de remettre à plus tard ou de s'abstenir de prendre des mesures de conservation et de gestion;

VU l'Article 8 b) ii) de l'Accord de la CGPM «réduire à un niveau minimal les impacts des activités de pêche sur les ressources biologiques marines et sur leurs écosystèmes»;

VU l'Article 8 b) iv) de l'Accord de la CGPM relatif à l'établissement de «zones de pêche réglementées aux fins de la protection des écosystèmes marins vulnérables, y compris, mais pas exclusivement, des zones de reproduction et de frai [...]»;

RAPPELANT la Résolution CGPM/40/2016/2 relative à une stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire, et notamment la Cible 4, Résultat 4.2 a) qui vise à «œuvrer pour que soient définies et créées de nouvelles zones de pêche réglementée afin de protéger certaines zones prioritaires situées au sein d'aires marines revêtant une importance écologique ou biologique ainsi que les écosystèmes marins vulnérables contre les effets destructeurs des activités de pêche et de mettre en œuvre des systèmes de suivi et de contrôle en vue de veiller à l'efficacité de ces mesures spatiales, en lien également avec la Cible 3»;

RAPPELANT la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017, notamment son paragraphe 38;

CONSIDÉRANT que la fosse de Pomo/Jabuka est identifiée comme une aire marine revêtant une importance écologique ou biologique dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique de 1992;

NOTANT l'Objectif de développement durable (ODD) des Nations Unies 14.5 qui appelle spécifiquement à conserver au moins 10 pour cent des zones côtières et marines, conformément au droit national et international;

TENANT COMPTE de l'avis exprimé par le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC), à sa dix-neuvième session (Slovénie, mai 2017) concernant la création d'une zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka;

ADOpte, conformément aux Articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Objet, champ d'application et définitions

Objet et champ d'application

1. La présente recommandation établit une zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka en mer Adriatique, en vue de contribuer à la protection des écosystèmes marins vulnérables et des habitats halieutiques essentiels pour les stocks démersaux tels que le merlu européen et la langoustine.

2. Aux fins de la présente recommandation, la zone de pêche réglementée visée au paragraphe 1 est divisée en zone A, zone B et zone C et délimitée par les lignes reliant les coordonnées géographiques définies à l'Annexe 1.

Définitions

3. Aux fins de la présente recommandation, les définitions suivantes s'appliquent:

- a) «zone de pêche à accès réglementé» (FRA) signifie une zone géographique délimitée au sein de laquelle certaines activités de pêche spécifiques sont temporairement interdites ou restreintes afin d'améliorer l'exploitation et la conservation des stocks démersaux;
- b) «pêche récréative» signifie les activités de pêche non commerciale exploitant les ressources biologique marines, y compris la pêche de loisir, sportive, sous-marine et à bord d'embarcations affrétées;
- c) «point de débarquement désigné» signifie les ports ou les lieux situés à proximité du littoral désignés par les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC) conformément à la Recommandation CGPM/40/2016/1 concernant un mécanisme régional relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM, y compris les terminaux au large, ainsi que toute installation servant au débarquement, au transbordement, au conditionnement, à la transformation, à l'approvisionnement en carburant ou à l'avitaillement des navires de pêche où les débarquements, transbordements et opérations de transformation et/ou de conditionnement des produits de la pêche sont autorisés;
- d) «autorisation de pêche» signifie une autorisation autre que le permis de pêche, délivrée par les PCC pour exercer des activités de pêche avec des engins de pêche spécifiques, pendant une période déterminée et dans une zone donnée, ou pour une pêcherie donnée dans des conditions spécifiques;
- e) «navire autorisé» signifie un navire de pêche en possession d'une autorisation de pêche spécifique; et
- f) «jour de pêche» signifie toute période continue de 24 heures, ou partie de celle-ci, pendant laquelle un navire est en train de localiser le poisson, de mettre à l'eau, de déployer, traîner ou remonter un engin de pêche, de ramener des captures à bord, de transborder, de conserver

à bord, de transformer à bord, de transférer et de débarquer des poissons et des produits de la pêche.

PARTIE II
gestion et contrôle de la capacité et de l'effort de pêche
dans la zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka

Zone A

4. Toute activité de pêche professionnelle utilisant des filets maillants de fond, des chaluts de fond, des palangres calées et des pièges est interdite dans la zone A.
5. Toute activité de pêche récréative est interdite dans la zone A.

Zone B

6. Les activités de pêche utilisant des filets maillants de fond, des chaluts de fond, des palangres calées et des pièges sont interdites dans la zone B, du 1 septembre au 31 octobre de chaque année, et ce, à compter de 2017.
7. Sans préjudice du paragraphe 6, les activités professionnelles utilisant des filets maillants de fond, des chaluts de fond, des palangres calées et des pièges peuvent être autorisées dans la zone B, à condition que le navire ou son capitaine soit en possession d'une autorisation spécifique et que l'exercice historique d'activités de pêche dans la zone B soit démontré. Les PCC mettent en place un registre des navires de pêche autorisés à pêcher dans cette zone.
8. Les navires de pêche autorisés ne sont pas habilités à pêcher plus de deux jours de pêche par semaine.
9. Les navires de pêche autorisés utilisant des chaluts jumeaux à panneaux ne sont pas autorisés à pêcher plus d'un jour de pêche par semaine.

Zone C

10. Les activités de pêche utilisant des chaluts de fond, des filets maillants de fond, des palangres calées et des pièges ainsi que la pêche récréative sont interdites dans la zone C, du 1 septembre au 31 octobre de chaque année, et ce, à compter de 2017.
11. Sans préjudice du paragraphe 10, les activités professionnelles utilisant des filets maillants de fond, des chaluts de fond, des palangres calées et des pièges peuvent être autorisées dans la zone C, à condition que le navire ou son capitaine soit en possession d'une autorisation spécifique et que l'exercice historique d'activités de pêche dans la zone C soit démontré. Les PCC mettent en place un registre des navires de pêche autorisés à pêcher dans cette zone.
12. Les navires autorisés pêchant à l'aide de chaluts de fond sont habilités à pêcher les samedis et dimanches uniquement, de 5 heures à 22 heures.
13. Les navires autorisés pêchant à l'aide de filets maillants, de palangres calées et de pièges sont habilités à pêcher à partir du lundi à 5 heures jusqu'au jeudi à 22 heures.

PARTIE III
Mesures de contrôle

14. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 30 avril 2018, la liste des navires autorisés pour l'année 2018 et, par la suite, au plus tard le 30 avril de chaque année, la liste des

navires autorisés pour l'année à venir. Pour chaque navire, la liste contient les informations détaillées à l'annexe 2.

15. Les navires de pêche autorisés ne débarquent les captures de stocks démersaux que dans les points de débarquement désignés des PCC. À cette fin, chaque PCC désigne les points de débarquements où les débarquements de stocks démersaux de la zone de pêche réglementée de la fosse de Pomo/Jabuka sont autorisés. La liste de ces points de débarquement est communiquée au Secrétariat de la CGPM avant le 30 avril de chaque année.

16. Les navires de pêche autorisés à pêcher dans la zone B et/ou la zone C sont équipés d'un système de surveillance des navires par satellite (SSN/VMS) et/ou d'un système d'identification automatique (AIS) en état de fonctionnement correct, et les engins de pêche présents à bord sont dûment identifiés, numérotés et marqués avant le début de toute opération de pêche ou de navigation dans la zone de pêche réglementée.

17. Les navires de pêche équipés de filets maillants de fond, de chaluts de fond, de palangres calées et de pièges de disposant pas d'autorisation ne sont habilités à transiter par la zone de pêche réglementée que s'ils suivent une trajectoire directe, à vitesse constante d'au moins 7 nœuds, et sont pourvus d'un SSN/VMS et/ou d'un AIS actif à bord.

PARTIE IV

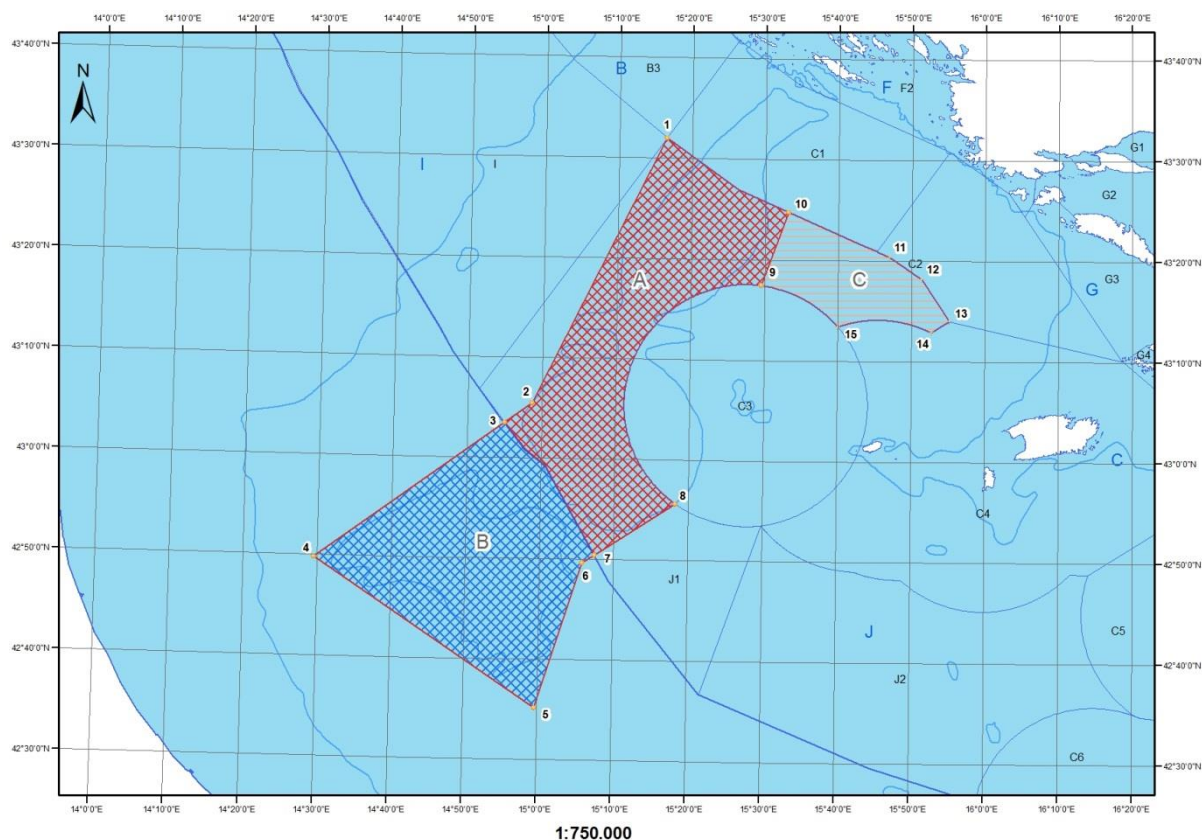
Dispositions finales

18. Les PCC attirent l'attention des autorités nationales et internationales compétentes afin de protéger la fosse de Pomo/Jabuka de toute activité susceptible de compromettre la préservation des caractéristiques de ces habitats particuliers.

19. La présente recommandation est sans préjudice de l'adoption de mesures plus strictes par les PCC pour les navires battant leur pavillon.

20. La présente recommandation s'applique jusqu'au 31 décembre 2020. Le CSC et le Comité d'application examineront chaque année sa mise en œuvre afin de formuler des recommandations, le cas échéant. Sur la base de l'avis du CSC, les mesures de gestion de la zone de pêche réglementée de la fosse de Pomo/Jabuka seront réexaminées en 2020.

**Coordonnées géographiques de la zone de pêche réglementée
de la fosse de Pomo/Jabuka (mer Adriatique)**



ZONE A		
Point	Latitude	Longitude
1	43° 32,044' N	15° 16,501' E
2	43° 05,452' N	14° 58,658' E
3	43° 03,477' N	14° 54,982' E
7	42° 50,450' N	15° 07,431' E
8	42° 55,618' N	15° 18,194' E
9	43° 17,436' N	15° 29,496' E
10	43° 24,758' N	15° 33,215' E

ZONE B		
Point	Latitude	Longitude
3	43° 03,477' N	14° 54,982' E
4	42° 49,811' N	14° 29,550' E
5	42° 35,205' N	14° 59,611' E
6	42° 49,668' N	15° 05,802' E
7	42° 50,450' N	15° 07,431' E

ZONE C		
Point	Latitude	Longitude
9	43° 17,436' N	15° 29,496' E
10	43° 24,758' N	15° 33,215' E
11	43° 20,345' N	15° 47,012' E
12	43° 18,150' N	15° 51,362' E
13	43° 13,984' N	15° 55,232' E
14	43° 12,873' N	15° 52,761' E
15	43° 13,494' N	15° 40,040' E

La liste visée au paragraphe 14 comprend, pour chaque navire, les informations suivantes:

- Nom du navire
- Numéro d'immatriculation du navire
- Numéro d'enregistrement CGPM (code pays ISO alphabétique à trois lettres + neuf chiffres, par exemple xxx000000001)
- Nom précédent (le cas échéant)
- Pavillon précédent (le cas échéant)
- Indications concernant toute radiation d'autres registres (le cas échéant)
- Indicatif international d'appel radio (le cas échéant)
- Type de navire, longueur hors-tout (LHT) et tonnage brut (TB)
- Nom et adresse de l'armateur (des armateurs) et de l'opérateur (des opérateurs),
- Principal(aux) engin(s) utilisé(s) pour pêcher dans la zone de pêche réglementée
- Période saisonnière autorisée pour la pêche dans la zone de pêche réglementée
- Nombre de jours de pêche pouvant être exercés par chaque navire
- Port désigné

Recommandation CGPM/41/2017/4 relative à un plan de gestion pluriannuel pour les pêcheries de turbot en mer Noire (sous-région géographique 29)

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité à long terme des activités de pêche, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM favorise, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la Méditerranée et de la mer Noire;

CONSIDÉRANT que la CGPM doit adopter des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique des pêches pour garantir le maintien des stocks au-dessus des niveaux permettant d'obtenir un rendement maximal durable;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures formulées par la CGPM doivent être fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, compte tenu des facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

CONSIDÉRANT que la CGPM doit appliquer l'approche de précaution conformément aux dispositions du Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

RAPPELANT que la Déclaration de Bucarest en faveur d'une coopération renforcée en matière de pêche et d'aquaculture en mer Noire invite les pays riverains de la mer Noire à renforcer la coopération multilatérale et à mettre en œuvre des mesures visant à améliorer la durabilité des ressources, notamment en ce qui concerne les avis scientifiques, la pêche artisanale durable, le suivi, le contrôle et la surveillance, le renforcement des capacités, ainsi que les actions émanant d'un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR);

RAPPELANT la Recommandation CGPM/37/2013/2 relative à la définition d'un ensemble de normes minimales pour la pêche au filet maillant de fond exploitant le turbot et pour la conservation des cétacés en mer Noire;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/39/2015/3 relative à l'établissement d'une série de mesures visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche au turbot illicite, non déclarée et non réglementée en mer Noire;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT la Décision CGPM/37/2013/2 relative à une feuille de route pour la lutte contre la pêche

illicite, non déclarée et non réglementée en mer Noire;

RAPPELANT la Décision CGPM/36/2012/1 relative à des lignes directrices concernant un cadre général de gestion et la présentation des informations scientifiques pour des plans de gestion pluriannuels en vue d'une pêche durable dans la zone d'application de la CGPM;

NOTANT que, s'agissant du turbot dans la sous-région géographique 29, le Groupe de travail sur la mer Noire (WGBS) a conclu, lors de sa cinquième session (Roumanie, juin 2016) que le stock est surexploité et en surexploitation avec quelques signes de reprise dans les eaux de l'Union européenne (UE) et a conseillé la mise en œuvre d'un plan de reconstitution;

CONSIDÉRANT que la mortalité par pêche devrait être maintenue en deçà des seuils de sécurité afin de garantir des rendements élevés à long terme tout en limitant le risque d'épuisement des stocks et en garantissant des pêches stables et plus viables;

NOTANT que, s'agissant du turbot et des espèces associées dans la sous-région géographique 29, le WGBS a souligné en 2017 que le niveau de captures INDNR était élevé;

CONSIDÉRANT l'importance socioéconomique des pêcheries exploitant le turbot et la nécessité d'assurer leur durabilité;

CONSIDÉRANT que certaines mesures de gestion des pêches doivent être révisées et adaptées à l'évolution de l'état des stocks exploités et des connaissances scientifiques, et qu'une méthode appropriée doit être établie à cette fin;

ADOPTE, conformément aux Articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Objectifs généraux, champ d'application et définitions

Objectifs généraux du plan pluriannuel et mesures transitoires

1. Un plan de gestion pluriannuel pour les pêcheries de turbot dans la sous-région géographique 29 est élaboré, conformément à l'approche de précaution. Ce plan est conçu de façon à produire des rendements élevés à long terme compatibles avec le rendement maximal durable et à garantir un faible risque d'effondrement des stocks tout en maintenant la durabilité et une relative stabilité des pêches.
2. Les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC) dont les navires pêchent activement le turbot dans la sous-région géographique 29 conviennent de mettre en œuvre ledit plan de gestion pluriannuel pour les pêcheries concernées, conformément aux objectifs généraux et spécifiques ainsi qu'aux mesures prévues par la présente recommandation.
3. Un ensemble de mesures de gestion de précaution transitoires pour la mer Noire est élaboré afin d'assurer que, dans l'attente d'un avis scientifique du WGBS, les stocks et les pêcheries soient maintenus à un niveau biologiquement durable.
4. Le plan de gestion pluriannuel pour les pêcheries exploitant le turbot vise également la réduction de la pêche INDNR dans la sous-région géographique 29.
5. Les PCC dont les navires pêchent activement le turbot dans la sous-région géographique 29 conviennent de mettre en œuvre les mesures établies au titre de la Décision CGPM/37/2013/2 relative à une feuille de route pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée en mer Noire.

Champ d'application géographique

6. Le plan de gestion pluriannuel prévu par la présente recommandation s'applique à la sous-région géographique 29 (mer Noire).

Définitions

7. Aux fins de la présente recommandation, les définitions suivantes s'appliquent:

- a) «mer Noire» signifie la sous-région géographique 29 telle que définie dans la Résolution CGPM/33/2009/2 relative à la création de sous-régions géographiques dans la zone d'application de la CGPM, modifiant la Résolution CGPM/31/2007/2;
- b) «navire pêchant activement le turbot» signifie tout navire équipé de filets maillants de fond et en possession d'une autorisation de pêche valable pour le turbot;
- c) «jour de pêche» signifie toute période continue de 24 heures ou partie de celle-ci, au cours de laquelle un navire est présent dans la sous-région géographique 29 et est à la recherche de poisson, tire, fixe, remorque, déploie ou remonte un engin de pêche, capture à bord, transborde, conserve ou transforme à bord, transfert et débarque des poissons et des produits issus de la pêche;
- d) «turbot» signifie les poissons appartenant à l'espèce *Psetta maxima*;
- e) «pêche illicite, non déclarée et non réglementée» ou «pêche INDNR» signifie les activités mentionnées au paragraphe 3 du Plan d'action international de la FAO de 2001 visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée;
- f) «point de débarquement désigné» signifie les ports ou les lieux situés à proximité du littoral désignés par les PCC conformément aux recommandations CGPM/40/2016/1 concernant un mécanisme régional relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM et CGPM/39/2015/3 relative à l'établissement d'une série de mesures visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche au turbot illicite, non déclarée et non réglementée en mer Noire, y compris les terminaux au large ainsi que toute autre installation servant au débarquement, au transbordement, au conditionnement, à la transformation, à l'approvisionnement en carburant ou à l'avitaillement des navires de pêche, dans lequel les débarquements, transbordements, opérations de conditionnement et/ou de transformation de produits de la pêche sont autorisés;
- g) «navire autorisé» signifie tout navire de pêche en possession d'une autorisation de pêche l'habilitant à exercer des activités de pêche spécifiques pendant une période déterminée, dans une zone ou pour une pêcherie données et selon des conditions spécifiques;
- h) «filet maillant de fond» signifie tout filet constitué d'une seule nappe de filet maintenu verticalement dans l'eau par des flotteurs et des lests, fixé ou susceptible d'être fixé par quelque moyen que ce soit au fond de la mer et pouvant se maintenir soit à proximité du fond soit flottant dans la colonne d'eau; et
- i) «autorisation de pêche» signifie une autorisation de pêche spéciale habilitant un navire à mener des activités de pêche au turbot pendant une période déterminée, dans une zone donnée.

PARTIE II
Objectifs spécifiques du plan de gestion pluriannuel et mesures transitoires
dans la sous-région géographique 29

8. L'objectif opérationnel du plan de gestion pluriannuel est de maintenir la mortalité par pêche du turbot dans les limites des points de référence de précaution convenus, afin que la mortalité par pêche atteigne le niveau du rendement maximal durable ou s'y maintienne, conformément aux objectifs décrits à la Partie I de la présente recommandation.

9. Sur la base de l'avis du WGBS, la Commission établit les objectifs spécifiques du plan de gestion pluriannuel, au plus tard à sa quarante-troisième session.

10. L'objectif des mesures transitoires pour le turbot dans la sous-région géographique 29 est de commencer à préparer le terrain pour l'élaboration d'un futur plan de gestion tout en réduisant le risque que, faute d'une évaluation scientifique pertinente, le niveau de biomasse du stock ne tombe en-deçà du niveau biologiquement durable, ce qui aurait des conséquences négatives notamment sur la viabilité économique des pêcheries concernées.

11. Dans l'attente de la définition de points de référence cibles conformément au rendement maximal durable, les objectifs généraux du plan de gestion pluriannuel établis au paragraphe 1 sont atteints tout en maintenant la capacité de la flotte ou l'effort de pêche aux niveaux autorisés et appliqués au cours des dernières années pour l'exploitation du turbot dans la sous-région géographique 29.

12. Pour les années 2018-2019, le total autorisé des captures (TAC) est fixé à 644 tonnes selon la répartition temporaire suivante:

Pays	UE	Turquie	Géorgie	Ukraine	Russie
Quotas (tonnes)	114	374	5	101	50

13. Cette répartition est sans préjudice des discussions qui se tiendront dans le cadre du groupe de travail visé au paragraphe 15 de la présente recommandation.

14. Dans le cas où l'avis émis par le WGBS en 2018 ne confirmerait pas la poursuite d'une évolution constructive de la mortalité par pêche propre à assurer un rétablissement de la taille du stock de turbot en mer Noire, le TAC et les quotas visés au paragraphe 12 peuvent être réexaminés par la CGPM.

15. Un groupe de travail est créé par la CGPM en 2019, dans les trente jours calendaires suivant la session du WGBS de 2019, afin:

- a) d'établir un système de répartition juste et équitable du TAC du turbot de la mer Noire, en prenant en considération les efforts déployés par les PCC pour gérer les pêcheries de turbot et la quantité des captures historiques, et d'appliquer dans certains cas des règles plus strictes que celles définies dans la présente recommandation, en s'appuyant également sur des observations socioéconomiques; et
- b) d'établir le mécanisme visant à gérer le TAC, y compris un mécanisme de réduction du TAC, le cas échéant.

16. L'approche décrite au paragraphe 12 reste applicable jusqu'à ce qu'une répartition du TAC

convenue d'un commun accord soit adoptée au moyen d'une recommandation supplémentaire.

17. Lorsque des données mises à jour sont disponibles, le WGBS évalue régulièrement l'état du stock de turbot et, en particulier, établit le niveau de mortalité par pêche actuelle et fournit à la CGPM les éléments nécessaires pour fixer des points de référence cibles.

18. La CGPM, sur la base des avis du WGBS, examine chaque année la mortalité par pêche cible (F_{target}).

19. Chaque PCC établit chaque année une saison de fermeture d'au moins deux mois pendant la période de frai du turbot (à savoir du mois d'avril au mois de juin).

20. Les objectifs opérationnels en matière de lutte contre les activités de pêche INDNR pertinents pour les pêcheries de turbot sont définis à la partie VII de la présente recommandation.

PARTIE III

Suivi scientifique, adaptation et révision du plan de gestion pluriannuel

21. Les PCC assurent un suivi scientifique annuel approprié de l'état du turbot et des espèces associées dans la sous-région géographique 29.

22. Le WGBS fournit annuellement, à partir de 2018, des avis sur l'état du stock de turbot dans la sous-région géographique 29, y compris des objectifs spécifiques afin de maintenir la mortalité par pêche dans les limites des points de référence de précaution convenus et de rétablir la taille du stock de turbot de la mer Noire à des niveaux permettant d'obtenir le rendement maximal durable, conformément aux objectifs énoncés au paragraphe 1.

23. Le WGBS évalue les conséquences sur le plan biologique, économique et social de la mise en œuvre de plusieurs scénarios de gestion dans l'objectif de reconstituer et de maintenir la population de turbot au-dessus des niveaux permettant d'obtenir le rendement maximal durable.

24. Sur la base de l'avis du WGBS, la CGPM peut examiner le contenu du plan de gestion pluriannuel.

25. Lorsque la CGPM, sur la base des avis du WGBS, constate que le niveau de mortalité par pêche précisé conformément au paragraphe 9 n'est plus approprié pour atteindre les objectifs définis au paragraphe 1, celle-ci révisé ces paramètres en conséquence. Lorsque l'avis du WGBS indique que les objectifs généraux ou spécifiques du plan de gestion pluriannuel ne sont pas atteints, la CGPM convient de mesures de gestion supplémentaires et/ou de mesures de gestion de remplacement afin de contribuer à la réalisation de ces objectifs.

26. Lorsque, pour quelque raison que ce soit (par exemple faute de données appropriées), le WGBS n'est pas en mesure de fournir un avis précis sur l'état du turbot et sur son niveau d'exploitation, la CGPM décide des mesures de gestion les plus appropriées pour assurer la durabilité de la pêche. Ces mesures se fondent sur l'avis du WGBS et tiennent compte de l'approche de précaution ainsi que des éléments environnementaux et socioéconomiques, de manière à garantir la durabilité des pêches.

27. En 2018, le WGBS évalue l'efficacité des mesures déjà appliquées à l'échelon national et émet un avis quant à l'applicabilité de ces mesures à l'ensemble de la sous-région géographique 29.

28. En vue de fournir des avis pour l'élaboration du plan de gestion pluriannuel, le WGBS organise des ateliers appropriés. À cette fin, le WGBS encourage la coopération scientifique ainsi qu'une approche harmonisée entre tous les pays riverains de la mer Noire.

PARTIE IV

Mesures de gestion de la flotte

29. Les navires autorisés à pêcher le turbot dans la sous-région géographique 29 doivent être mentionnés dans une autorisation de pêche spéciale et valable pour le turbot établie par les PCC qui précise les conditions techniques dans lesquelles ces activités peuvent être exercées. En l'absence d'une telle autorisation, aucun navire ne capture, conserve à bord, transborde, débarque, entrepose ou vend du turbot.

30. Les PCC tiennent à jour un registre des autorisations de pêche. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 31 janvier de chaque année, la liste des navires en activité pour lesquels une telle autorisation de pêche a été délivrée pour l'année en cours ou pour les années à venir. Cette liste comporte, pour chaque navire, les informations visées à l'Annexe 1 de la Recommandation CGPM/39/2015/3.

31. Les navires autorisés respectent les obligations établies par la Recommandation CGPM/37/2013/2 et fournissent un rapport détaillé de leurs activités de pêche aux autorités nationales, y compris les spécifications minimales relatives aux jours d'exploitation, à la zone d'exploitation et aux captures totales de turbot. Ces informations sont fournies au Secrétariat de la CGPM au moins une fois par trimestre.

32. Les PCC peuvent fixer des restrictions spatio-temporelles supplémentaires, outre celles déjà établies, selon lesquelles les activités de pêche peuvent être interdites ou limitées afin de protéger des zones d'agrégation de juvéniles de turbot. Le cas échéant, les PCC notifient au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 1er janvier 2018, la liste de ces zones et les restrictions qui s'appliquent.

33. Outre les dispositions définies pour les filets maillants de fond au titre des recommandations CGPM/37/2013/2 et CGPM/39/2015/3, les PCC coopèrent afin d'harmoniser leur législation concernant la longueur et la hauteur maximale des filets maillants, afin de parvenir à des normes communes à partir de 2018.

PARTIE V

Gestion de l'effort de pêche

34. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 31 janvier 2019, la liste de tous les navires autorisés à pêcher le turbot.

35. Ladite liste contient, pour chaque navire, les informations visées à l'Annexe 1 de la Recommandation CGPM/39/2015/3.

36. Tout navire de pêche ne figurant pas sur la liste établie en vertu du paragraphe 34 n'est pas autorisé à pêcher, conserver à bord ou débarquer du turbot si ce navire effectue une sortie de pêche dans la sous-région géographique 29.

37. Les PCC informent le Secrétariat de la CGPM dans les meilleurs délais de tout ajout, suppression et/ou modification concernant les flottes de pêche du turbot telles qu'identifiées au paragraphe 29, à tout moment où ces changements peuvent se produire.

38. Le Secrétariat de la CGPM tient à jour la liste des navires de pêche autorisés à pêcher le turbot et la publie sur le site internet de la CGPM, d'une manière compatible avec les règles et procédures en matière de confidentialité des données de la CGPM.

39. Les navires autorisés à pêcher le turbot dans la sous-région géographique 29, quelle que soit la longueur hors tout (LHT) du navire, ne dépassent pas 180 jours de pêche par an.

40. Chaque PCC veille à mettre en place des mécanismes adéquats pour enregistrer chaque navire de pêche dans un registre national de la flotte, enregistrer les captures et l'effort de pêche des navires au moyen du journal de bord et de la télédétection et effectuer le suivi des activités et des débarquements des navires de pêche au moyen d'enquêtes par échantillonnage sur les captures et l'effort de pêche, selon les règles stipulées par chaque PCC.

41. Les dispositions ci-dessus sont sans préjudice de la Recommandation CGPM/33/2009/7 relative à des normes minimales pour l'établissement d'un système de surveillance des navires par satellite dans la zone d'application de la CGPM.

PARTIE VI

Mesures spécifiques visant à lutter contre les activités de pêche INDNR

42. Les PCC veillent à ce que le turbot dans les eaux de la mer Noire soit exclusivement pêché au moyen de filets maillants de fond. Il est interdit d'exercer des activités de pêche avec des engins passifs qui ne sont pas identifiables, conformément à la Partie III de la Recommandation CGPM/39/2015/3. À cet effet, les engins passifs, y compris leurs repères et bouées intermédiaires, portent en permanence les lettres et numéros externes d'enregistrement indiqués sur la coque du navire de pêche auxquels ils appartiennent.

43. Les PCC établissent un mécanisme afin d'assurer que les navires de pêche dans la sous-région géographique 29 déclarent toutes les captures et captures accessoires de turbot. L'obligation de déclaration des captures s'applique indépendamment du volume des captures et des engins utilisés.

44. Chaque PCC désigne des points de débarquement où ont lieu les débarquements de turbot dans la sous-région géographique 29.

45. Pour chaque port désigné, la PCC du port précise les horaires et les lieux où sont permis le débarquement et le transbordement. La PCC du port assure également des inspections couvrant toutes les heures de débarquement et de transbordement et ainsi que tous les lieux de débarquement et de transbordement.

46. Il est interdit de débarquer ou de transborder de navires de pêche toute quantité de turbot pêchée dans la sous-région géographique 29 en tout autre lieu que les points de débarquement désignés par les PCC, conformément à la Recommandation CGPM/39/2015/3, Partie III.

47. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 30 novembre de chaque année, toute modification de la liste des points de débarquement désignés où peut avoir lieu le débarquement du turbot dans la sous-région géographique 29.

48. Les PCC s'engagent à coopérer dans le cadre de la lutte contre la pêche INDNR, notamment grâce à l'échange d'informations et à la collecte de renseignements afin de lutter contre les activités illicites.

49. La Partie VI est sans préjudice de la Recommandation CGPM/39/2015/3.

PARTIE VII

Programme en matière de suivi, contrôle, et surveillance

50. Tous les navires de plus de 12 mètres LHT autorisés à pêcher le turbot sont équipés d'un système de surveillance des navires par satellite (SSN/VMS) ou de tout autre système de géolocalisation permettant aux autorités de contrôle de suivre leurs activités.

51. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de la Recommandation CGPM/35/2011/1 concernant l'établissement d'un journal de bord de la CGPM, toutes les captures de turbot sont

consignées dans le journal de bord, indépendamment du poids vif des captures.

52. À la demande des PCC et avec l'assistance du Secrétariat de la CGPM et de l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECP), un projet pilote est établi en 2018 en vue de mettre en place un programme d'observation et d'inspections volontaires afin d'assurer l'application des mesures de conservation et de gestion prévues par la présente recommandation.

53. Ledit programme d'inspection et d'observation est fondé sur les résultats du projet pilote et adopté avant la fin de l'année 2019. Il comprend, entre autres, les éléments suivants:

- a) inspections en mer;
- b) procédures d'enquête effectives en cas d'infraction présumée aux mesures de conservation et de gestion au titre de la présente recommandation et de communication à la CGPM des mesures prises, y compris les procédures en matière d'échange d'informations;
- c) dispositions concernant des mesures appropriées à prendre lorsque les inspections mettent en évidence des infractions graves et prévoyant un suivi efficace et transparent de ces actions afin de faire respecter à l'État du pavillon la responsabilité qui lui incombe dans le cadre du programme envisagé;
- d) inspections au port;
- e) suivi des débarquements et des captures, y compris le suivi statistique à des fins de gestion;
- f) programmes de suivi spécifiques, y compris l'embarquement et l'inspection; et
- g) programmes d'observation.

54. Un groupe de travail est établi pour élaborer des mesures intégrées de suivi, contrôle, et surveillance, conformément à la présente recommandation. Les tâches de ce groupe de travail sont définies à l'annexe de la présente recommandation.

PARTIE VIII

Dispositions finales

55. La présente recommandation abroge la Recommandation CGPM/40/2016/6 relative au suivi scientifique, à la gestion et au contrôle du turbot en mer Noire (sous-région géographique 29).

Mandat du groupe de travail sur des mesures intégrées de suivi, contrôle et surveillance pour les pêcheries démersales ciblant le turbot en mer Noire

Le groupe de travail visé au paragraphe 54:

- 1) est appuyé par la CGPM;
- 2) établit un calendrier pour le déroulement de ses travaux et organise au moins une réunion en 2018, avant la prochaine réunion du Comité d'application;
- 3) invite les observateurs participant aux réunions de la CGPM, de la FAO et d'autres organisations régionales de pêche à participer à ses réunions; et
- 4) faire rapport sur ses conclusions et opinions au Comité d'application.

Le mandat du groupe de travail couvre les éléments décrits à la Partie VII de la présente recommandation.

Recommandation CGPM/41/2017/5 relative à la mise en place d'un plan régional de gestion adaptative pour l'exploitation du corail rouge en mer Méditerranée

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

RAPPELANT que l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) a pour objectif de garantir la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

CONSIDÉRANT que toutes les mesures formulées par la CGPM sont fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, compte tenu des facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

CONSIDÉRANT que la CGPM applique l'approche de précaution conformément à l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 Décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et au Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);

CONSIDÉRANT que le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO indique que les États «devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, la gestion et l'exploitation des ressources aquatiques vivantes afin de les protéger et de préserver l'environnement aquatique, en tenant compte des données scientifiques les plus fiables disponibles. L'insuffisance d'informations scientifiques appropriées ne devrait pas être une raison de remettre à plus tard ou de s'abstenir de prendre des mesures pour conserver les espèces visées, celles qui leur sont associées ou qui en dépendent, et les espèces non visées, ainsi que leur environnement»;

RAPPELANT que le corail rouge est inscrit à l'Annexe III du Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (Protocole ASP/DB) de la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (Convention de Barcelone), ce qui signifie que son exploitation doit être dûment réglementée aux niveaux national et international (conformément aux normes de conservation rigoureuses prévues par ces instruments);

CONSIDÉRANT le caractère international du commerce de corail rouge au vu de l'importance socioéconomique des pêcheries locales exploitant le corail rouge ainsi que la nécessité d'assurer leur durabilité;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/35/2011/2 relative à l'exploitation du corail rouge dans la zone d'application de la CGPM, notamment son paragraphe 10 relatif à l'élaboration d'un plan régional de gestion adaptative;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/36/2012/1 relative à des mesures supplémentaires concernant l'exploitation du corail rouge dans la zone d'application de la CGPM, notamment son paragraphe 5 selon lequel le plan régional de gestion adaptative devrait être élaboré, dans la mesure du possible, à partir des plans nationaux;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/40/2016/7 concernant l'autorisation d'utiliser des véhicules sous-marins télécommandés dans le cadre de programmes nationaux de recherche scientifique sur le corail rouge;

CONSIDÉRANT que la CGPM adopte des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique de la gestion des pêches afin de garantir le maintien des stocks de poissons au-dessus des niveaux permettant d’obtenir le rendement maximal durable;

NOTANT que le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) a reconnu que le niveau des captures illicites, non déclarées et non réglementées (INDNR) de corail rouge est probablement élevé, ce qui représente une menace considérable pour les populations de corail rouge et pour les activités de pêche licite autorisées;

NOTANT que le CSC a souligné l’utilité des Directives relatives à la gestion des populations de corail rouge en Méditerranée adoptées par la CGPM à sa trente-huitième session (Siège de la FAO, mai 2014) et figurant à l’Annexe I du rapport de la session;

NOTANT que le CSC, à sa dix-neuvième session (Slovénie, mai 2017), a reconnu que des lacunes considérables existent dans les données communiquées à la CGPM par les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC), par exemple en ce qui concerne les quantités totales récoltées par année et par zone et le pourcentage des colonies sous-dimensionnées;

NOTANT que le CSC, à sa dix-neuvième session, a rappelé qu’il était important de renforcer la collecte et la communication des données sur les captures et les débarquements, notamment afin d’améliorer les contrôles à bord et/ou sur les sites de débarquement ainsi que la qualité des données et la rigueur des mesures de surveillance et de gestion;

NOTANT que la coopération entre les chercheurs et les professionnels, notamment au moyen d’un programme d’observateurs à bord des navires, pourrait encourager et faciliter la participation des parties prenantes au processus décisionnel et renforcer ainsi le sentiment d’appartenance et l’application des règles;

NOTANT que le CSC, à sa dix-neuvième session, a approuvé les éléments d’un document de réflexion révisé relatif à un programme de recherche sur le corail rouge, et que la CGPM et les PCC jouent un rôle important pour appuyer la mise en œuvre d’un tel programme de recherche afin d’améliorer les connaissances scientifiques sur les populations exploitées et de procéder à des comparaisons avec les populations des pays où la récolte du corail rouge a été interdite;

PRENANT EN COMPTE les lignes directrices concernant un cadre général de gestion et la présentation des informations scientifiques pour les plans de gestion pluriannuels visant le développement durable de la pêche dans la zone d’application de la CGPM, adoptées par la CGPM à sa trente-sixième session (Maroc, mai 2012);

ADOpte conformément aux Articles 5 b), 8 b) et 13 de l’Accord de la CGPM la recommandation suivante:

PARTIE I

Objet, champ d’application et définitions

Objet et champ d’application

1. La présente recommandation établit un plan régional de gestion adaptative (ci-après dénommé «le plan») visant à assurer une exploitation durable des populations de corail rouge en mer Méditerranée.
2. Le plan s’appuie sur les recommandations CGPM/35/2011/2, CGPM/36/2012/1 et CGPM/40/2016/7 portant sur le corail rouge.

3. La présente recommandation s'applique à toutes les activités de pêche commerciale exploitant le corail rouge dans l'ensemble la zone d'application de la CGPM, à l'exclusion de la mer Noire.

Définitions

4. Aux fins de la présente recommandation, les définitions suivantes s'appliquent:

- a) «corail rouge» désigne les colonies appartenant à l'espèce *Corallium rubrum*;
- b) «autorisation de pêche» désigne un droit autre que le permis de pêche et délivré par les PCC pour exercer des activités de pêche avec des engins de pêche spécifiques pendant une période déterminée et dans une zone donnée ou pour une pêcherie donnée, sous certaines conditions;
- c) «navire autorisé» désigne un navire de pêche en possession d'une autorisation de pêche spécifique; et
- d) «poids vif» désigne le poids des colonies capturées récemment et pesées immédiatement après la fin des opérations de pêche et/ou, au plus tard, avant d'être débarquées au port désigné en cas de sorties quotidiennes. Le poids se réfère, dans la mesure du possible, aux colonies nettoyées sans espèces épibiontes ou roches attachées.

PARTIE II

Objectifs spécifiques

5. Le plan contribue à la réalisation des objectifs visés à l'Article 2 et des principes énoncés à l'Article 5 de l'Accord de la CGPM.

6. Le plan contribue à l'amélioration des connaissances scientifiques, techniques et socioéconomiques des pêches exploitant le corail rouge.

7. En particulier, le plan vise à:

- a) appliquer l'approche de précaution en matière de gestion des pêches;
- b) contrecarrer ou prévenir la surpêche en vue de garantir des rendements à long terme tout en maintenant la taille des populations à un niveau biologiquement durable; et
- c) établir des mesures visant à adapter les taux d'exploitation et la capacité de pêche afin de les maintenir à des niveaux durables.

PARTIE III

Mesures de conservation

Limitation des captures

8. Chaque PCC peut établir, en mer Méditerranée, un système individuel de limitation des captures quotidiennes et/ou annuelles. À la lumière des résultats du programme de recherche visé au paragraphe 28, la CGPM peut décider de mettre en place un système général de limitation des captures.

9. Dans l'attente de l'avis du CSC, conformément au paragraphe 25, les objectifs spécifiques énoncés au paragraphe 7 ci-dessus sont atteints tout en maintenant la capacité des flottes de pêche et l'effort de pêche aux niveaux autorisés et appliqués au cours des dernières années en ce qui concerne l'exploitation du corail rouge.

Fermeture préventive

10. Lorsque le niveau seuil des captures de corail rouge défini au paragraphe 11 a été atteint, les PCC ferment temporairement la zone concernée à toute activité de pêche au corail rouge.

11. Le niveau seuil des captures s'applique lorsque les spécimens de corail rouge sous-dimensionnés (c'est-à-dire les colonies dont le diamètre de base est inférieur à 7 mm) représentent au moins 25 pour cent des captures totales d'un banc de corail rouge donné pour une année donnée. Lorsque les bancs de corail rouge n'ont pas encore été dûment identifiés, le niveau seuil des captures et la fermeture prévue au paragraphe 10 s'appliquent à l'échelle des rectangles de la grille statistique de la CGPM¹.

12. Sur la base des informations reçues, chaque PCC s'assure que les mesures nécessaires à la mise en œuvre des fermetures ont été prises. La décision établissant la fermeture préventive définit clairement la zone géographique des lieux de pêche concernés, la durée de la fermeture et les conditions régissant les pêches dans cette zone pendant la fermeture.

13. Les PCC établissant des fermetures préventives pour le corail rouge en informent sans délai le Secrétariat de la CGPM. Les PCC veillent à ce que le capitaine des navires et/ou les autorités nationales de contrôle informent sans délai l'autorité compétente.

Fermetures spatio-temporelles

14. Nonobstant les fermetures spatio-temporelles déjà établies au niveau national, les PCC qui récoltent activement du corail rouge introduisent des fermetures supplémentaires pour la protection du corail rouge sur la base des avis scientifiques disponibles et au plus tard le 1er janvier 2019.

PARTIE IV

Mesures de gestion de la flotte

15. Les pêcheurs ou les navires de pêche autorisés à récolter du corail rouge en Méditerranée sont mentionnés dans une autorisation de pêche valable, qui précise les conditions techniques dans lesquelles la pêche peut être exercée. En l'absence d'une telle autorisation, aucun navire ne capture, conserve à bord, transborde, débarque, stocke ou vend du corail rouge.

16. Les PCC tiennent à jour un registre des autorisations de pêche. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 30 avril de l'année en cours, la liste des navires pour lesquels une telle autorisation a été délivrée pour l'année en cours et, le cas échéant, pour la ou les années à venir. Cette liste comporte pour, chaque navire, les informations visées à l'annexe de la présente recommandation.

17. Chaque PCC veille à ne pas augmenter le nombre d'autorisations de pêche jusqu'à ce que les avis scientifiques indiquent un état favorable des populations de corail rouge.

18. Chaque PCC remet un rapport détaillé sur ses activités de pêche au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 30 juin de chaque année. Ce rapport comprend au moins des informations sur les captures totales et les zones d'exploitation, et si possible sur le nombre de plongées et sur leurs captures moyennes.

¹ <http://www.fao.org/gfcm/data/map-statistical-grid/en/>

PARTIE V

Contrôle et mise en application

Ports autorisés

19. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 5 de la Recommandation CGPM/36/2012/1 sur l'exploitation du corail rouge dans la zone d'application de la CGPM, les pêcheurs ou navires de pêche autorisés ne débarquent les captures de corail rouge que dans les ports autorisés des PCC. À cette fin, chaque PCC désigne les ports dans lesquels le débarquement de corail rouge est autorisé et communique une liste de ces ports au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 30 avril de chaque année, lorsqu'un changement des ports désignés déjà communiqués a été effectué, conformément à la Recommandation CGPM/36/2012/1.

20. Dans les deux à quatre heures précédant le débarquement dans un port, les navires de pêche ou leur représentant notifient aux autorités compétentes les informations suivantes:

- a) heure d'arrivée estimée;
- b) numéro d'identification externe et nom du navire de pêche;
- c) quantité estimée en poids vif et si possible nombre de colonies détenues à bord; et
- d) informations sur la zone géographique où les captures ont été effectuées.

Enregistrement des captures

21. Les PCC s'assurent que les pêcheurs ou les capitaines des navires autorisés à récolter du corail rouge ont l'obligation d'enregistrer les captures en poids vif et si possible le nombre de colonies après les opérations de pêche et/ou au plus tard au moment du débarquement au port, s'il s'agit d'opérations de pêche quotidiennes.

22. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de la Recommandation CGPM/35/2011/1 concernant l'établissement d'un journal de bord de la CGPM, modifiant la Recommandation CGPM/34/2010/1, chaque PCC veille à la mise en place d'un mécanisme pour enregistrer dans le journal de bord toutes les captures quotidiennes de corail rouge, quel que soit le poids vif de la récolte.

Contrôle des débarquements

23. Chaque PCC établit un programme fondé sur l'analyse des risques, en particulier pour vérifier les débarquements et valider les journaux de bord.

Transbordement

24. Les opérations de transbordement en mer de corail rouge sont interdites.

PARTIE VI

Informations scientifiques

25. Les PCC qui possèdent des flottes de pêche ciblant le corail rouge veillent à ce qu'un mécanisme approprié de suivi scientifique des produits de la pêche et des captures soit dûment mis en place afin de permettre au CSC de fournir des informations descriptives et des avis au moins sur les éléments suivants:

- a) effort de pêche déployé (par exemple, nombre de plongées de pêche/semaine) et niveau total des captures par stock à l'échelon local, national ou supranational;

- b) points de référence de conservation et de gestion en vue d'améliorer le plan de gestion régional conformément à l'objectif de rendement maximal durable et de faible risque d'épuisement du stock;
 - c) effets biologiques et socioéconomiques d'autres scénarios de gestion, y compris des mesures fondées sur les entrées/sorties et/ou des mesures techniques, telles que proposées par les PCC; et
 - d) éventuelles fermetures spatio-temporelles dans le but de préserver la durabilité de la pêche.
26. En 2019, le CSC indique des niveaux de captures appropriés conformément aux connaissances scientifiques disponibles et aux objectifs définis dans la Partie II de la présente recommandation.
27. D'ici à la quarante-troisième session de la CGPM, en 2019, le CSC fournit un état actualisé des populations de corail rouge des principaux pays de récolte, y compris des avis actualisés sur les mesures de conservation établies au titre des paragraphes 8 et 14.
28. Le Secrétariat de la CGPM, avec le soutien du CSC, présente un mandat, mentionnant les coûts, services et conditions requises pour appuyer, au moyen d'un appel d'offres, la mise en œuvre d'un programme de recherche sur le corail rouge en Méditerranée, tel que décrit à l'Annexe 7 du rapport de la dix-neuvième session du CSC. Le programme de recherche est lancé au cours de l'année 2018.
29. Jusqu'au 31 décembre 2020, l'utilisation de véhicules sous-marins télécommandés (ROV) est exclusivement autorisée à des fins d'observation scientifique et n'est autorisée par les PCC que dans le cadre de programmes de recherche menés par des institutions scientifiques. Cette autorisation est sans préjudice de mesures plus strictes adoptées par les PCC.
30. La commercialisation de corail rouge récolté dans le cadre des programmes de recherche est strictement interdite.
31. Chaque PCC envisageant d'utiliser un ROV en vertu du paragraphe 29 communique au Secrétariat de la CGPM, au plus tard 20 jours avant le début de la campagne, les informations suivantes. Le Secrétariat de la CGPM, à son tour, communique sans délai ces informations à toutes les PCC:
- a) liste des navires autorisés à utiliser un ROV;
 - b) durée de la campagne de recherche impliquant l'utilisation de ROV; et
 - c) identification des zones où les ROV seront utilisés à des fins de recherche.
32. Chaque année, le CSC évalue l'utilisation des ROV conformément au paragraphe 29 et fait rapport à la Commission.
33. Les PCC peuvent déployer des observateurs scientifiques à bord de navires récoltant du corail rouge en Méditerranée. Dans ce cas, les PCC sont encouragées à communiquer au Secrétariat de la CGPM les informations collectées.

PARTIE VII

Dispositions finales

34. Le plan est évalué par le CSC et, si besoin, révisé par la CGPM lors de sa quarante-troisième session en 2019.

35. À la lumière des résultats du programme de recherche visé au paragraphe 28, la CGPM peut proposer et adopter de nouvelles mesures de contrôle appropriées, notamment la géolocalisation des activités de pêche et le contrôle de la taille réglementaire des colonies de corail rouge.

Sous réserve de dispositions plus détaillées dans le cadre du programme de collecte des données de la CGPM, la liste visée au paragraphe 16 doit comprendre, pour chaque navire, les renseignements suivants:

- Nom du navire
- Numéro d'immatriculation du navire (code attribué par les PCC)
- Numéro d'enregistrement CGPM (code pays ISO alphabétique à trois lettres + neuf chiffres, par exemple xxx000000001)
- Port d'immatriculation (nom complet du port)
- Nom précédent (le cas échéant)
- Pavillon précédent (le cas échéant)
- Indications concernant toute radiation antérieure d'autres registres (le cas échéant)
- Indicatif international d'appel radio (le cas échéant)
- Système de surveillance du navire ou tout autre système de contrôle en place (indiquer oui/non)
- Type de bateau, longueur hors-tout (LHT), tonnage brut (GT) et puissance motrice exprimée en kW
- Équipements de sûreté et de sécurité pour accueillir un ou plusieurs observateur(s) à bord (oui/non)
- Période autorisée pour la pêche du corail rouge
- Zone(s) autorisée(s) pour la pêche du corail rouge: sous-région géographique et rectangles de la grille statistique de la CGPM
- Participation à des programmes de recherche menés par des institutions scientifiques nationales/internationales (indiquer oui/non; fournir une description)

Recommandation CGPM/41/2017/6 relative à la communication de données sur les activités de pêche dans la zone d'application de la CGPM

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

CONSIDÉRANT qu'une gestion rationnelle visant à assurer une pêche durable repose sur l'utilisation scientifiques de données pertinentes sur la capacité de la flotte de pêche, les opérations de pêche effectuées, l'état des ressources biologiques exploitées et la situation économique et sociale des pêches;

RAPPELANT l'approche sous-régionale de la gestion des pêches telle qu'elle est inscrite dans l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM), en vue de mieux prendre en compte les spécificités de la région de la Méditerranée et de la mer Noire;

NOTANT qu'il est important de disposer de données et d'informations pluridisciplinaires afin d'assurer le suivi et l'évaluation des pêches et des ressources halieutiques en vue de garantir leur exploitation durable;

RECONNAISSANT la nécessité de constituer une base de données de la CGPM à partir des informations communiquées par les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC) selon un format normalisé;

RECONNAISSANT EN OUTRE que le Cadre de référence pour la collecte de données (DCRF) est un instrument qui contribue à la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire (stratégie à moyen terme) grâce à l'identification et à la collecte de données liées aux pêches nécessaires pour améliorer la formulation d'avis scientifiques solides par les organes subsidiaires compétents de la CGPM;

CONSIDÉRANT que la communication en temps opportun de données complètes et l'analyse de l'état des pêcheries et des ressources exploitées revêtent une importance primordiale pour l'efficacité et la crédibilité des mesures de gestion de la CGPM;

PRENANT EN COMPTE l'importance de la classification des groupes d'espèces prioritaires définis par le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC), de l'utilisation de la segmentation de la flotte de la CGPM aux fins de la collecte de données économiques et biologiques ainsi que de l'utilisation d'une mesure standard de l'effort de pêche nominal;

CONSTATANT que les données pertinentes relatives aux flottes de pêche, au corail rouge et à la coryphène commune définies par le CSC dans le DCRF sont déjà requises au titre des recommandations existantes CGPM/30/2006/2 concernant l'établissement d'une saison de fermeture pour les pêcheries de coryphène utilisant des dispositifs de concentration du poisson, CGPM/33/2009/5 concernant l'établissement du registre régional des navires de pêches de la CGPM, CGPM/33/2009/6 concernant l'établissement d'une liste de navires de plus de 15 mètres autorisés à pêcher dans la zone d'application de la CGPM, modifiant la Recommandation CGPM/29/2005/2 et CGPM/36/2012/1 relative à des mesures supplémentaires concernant l'exploitation du corail rouge dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT la décision prise par la Commission à sa quarantième session d'adopter, pour une période d'un an, la Recommandation CGPM/40/2016/2 relative à la mise en œuvre progressive de la communication de données conformément au Cadre de référence pour la collecte de données de la CGPM et de réexaminer son contenu lors de sa quarante et unième session;

ADOPTÉ, conformément aux Articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

1. Les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM les données nationales sur les captures, les captures accidentelles d'espèces vulnérables, l'effort de pêche, ainsi que les informations socio-économiques et biologiques (comme spécifié à l'Annexe 1) pour la première fois en 2018 et, par la suite, chaque année civile. Cette communication est effectuée conformément aux normes, procédures et protocoles de communication de données appropriés mis en ligne par le Secrétariat de la CGPM. Les données sont collectées suivant les spécifications relatives à la segmentation des flottes de la CGPM (Annexe 2) et à la mesure de l'effort de pêche (Annexe 3).
2. Outre les données susmentionnées, les PCC communiquent au Secrétariat de la CGPM, pour la première fois en 2018 et, par la suite, chaque année civile, les informations nécessaires pour évaluer l'état des stocks considérés prioritaires par la Commission. Cette communication est effectuée au moyen du formulaire d'évaluation des stocks (FES) mis en ligne par le Secrétariat de la CGPM et selon la structure des données spécifiée à l'Annexe 5.
3. Les PCC communiquent les données susmentionnées aux paragraphes 1 et 2 selon les spécifications en matière de communication des données (calendrier, année de référence et fréquence) définies à l'Annexe 4. En vue d'assurer la cohérence des séries chronologiques dans la base de données de la CGPM alimentée par les données communiquées conformément à la Recommandation CGPM/33/2009/3 relative à la mise en œuvre de la matrice statistique Tâche 1 de la CGPM, abrogeant la Résolution CGPM/31/2007/1 jusqu'à l'année de référence 2015, la première communication de données en 2018 couvre également la période de deux ans précédente, à savoir les années 2016 et 2017.
4. La qualité des données communiquées en application de la présente recommandation est régulièrement évaluée afin d'assurer la formulation d'avis scientifique pour la Commission.
5. Les organes subsidiaires compétents de la CGPM peuvent attirer l'attention de la Commission sur la nécessité éventuelle de procéder à une révision des Annexes 1-5 de la présente recommandation afin d'assurer l'efficacité de la collecte et de l'analyse des données.
6. La Recommandation CGPM/33/2009/3 est abrogée.
7. Toutes les références à la matrice statistique de la Tâche 1 et à la Recommandation CGPM/33/2009/3 contenues dans les précédentes recommandations et résolutions de la CGPM seront automatiquement remplacées par des références au DCRF au moment de l'entrée en vigueur de la présente recommandation.

CHAMPS DE DONNÉES DE LA CGPM (TÂCHES DU DCRF)

Les variables associées aux données énumérées ci-dessous sont celles qui doivent être communiquées au Secrétariat de la CGPM suivant les indications fournies par les organes subsidiaires compétents de la CGPM au moyen du manuel du DCRF, notamment la définition des champs, la liste des espèces (groupes 1, 2, 3 par sous-région de la CGPM), les engins de pêche, les espèces vulnérables et les stocks partagés. Conformément aux dispositions et procédures en matière de confidentialité des données de la CGPM, le «niveau de confidentialité des données» détermine les critères d'accès aux fins de la diffusion des données : public (P), semi-confidentiel (S), confidentiel (R).

CHAMPS DE DONNÉES (Tâches et sous-tâches du DCRF)		OBLIGATOIRE (X)	NIVEAU DE CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES
<i>Chiffres globaux sur les pêcheries nationales</i>	Nombre de navires	X	P
	Total des débarquements	X	P
	Capacité totale (JB)	X	P
	Puissance de moteur totale (kW)	X	P
<i>Captures</i>	Total des débarquements (par GSA et segment de la flotte)	Nombre de navires	P
		Total des débarquements	P
	Captures par espèce (par GSA et segment de la flotte)	Espèces	P
		Total des débarquements par espèce	P
		Total des rejets par espèce (le cas échéant)	S
		Captures totales par espèce	P
<i>Données relatives aux captures par espèce</i> (par GSA et segment de la flotte) ¹	Date	X	P
	Source des données	X	S
	Engin de pêche (le cas échéant)	X	P
	Groupe d'espèces vulnérables	X	P
	Famille (le cas échéant)	X	P
	Espèce (le cas échéant)	X	P
	Nombre total d'individus capturés	X	P
	Poids total des individus capturés (le cas échéant)	X	P
	Nombre d'individus relâchés vivants (le cas échéant)	X	S
	Nombre d'individus morts (le cas échéant)	X	S
	Nombre d'individus relâchés dans un état inconnu (le cas échéant)	X	S
<i>Effort</i>	Segments de la flotte (par GSA et segment de la flotte)	Journées de pêche	S
		Capacité	P
		Activité	S
		Effort nominal	S
		Nombre de navires	P
	Engins de pêche (par GSA)	Engin de pêche	S
		Journées de pêche (par engin de pêche)	S
		Engin de pêche	P
	CPUE (par GSA) ²	Espèce ²	P
		Effort nominal	S
		CPUE	S

¹ Obligatoire pour les espèces vulnérables de la CGPM.

² Obligatoire pour les espèces du groupe 1 et du groupe 2.

CHAMPS DE DONNÉES (Tâches et sous-tâches du DCRF)		OBLIGATOIRE (X)	NIVEAU DE CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES
Données socio-économiques	Données économiques et sociales (par GSA et segment de la flotte)	Capacité (jauge brute)	P
		Capacité (puissance de moteur)	P
		Nombre de navires	P
		Valeur totale des débarquements	S
		Nombre total de journées en mer	S
	Dépenses d'exploitation (par GSA et segment de la flotte)	Nombre de navires	P
		Frais de personnel	R
		Consommation de carburant (si disponible)	R
		Prix du carburant (si disponible)	R
		Coût total du carburant	R
		Frais de réparation et d'entretien	R
		Coûts commerciaux	R
		Autres charges variables	R
		Coût du capital	R
		Valeur du capital d'équipement	R
		Coûts d'exploitation fixes	R
		Emploi	R
		Devise	S
	Valeur de l'espèce (par GSA et segment de la flotte) ³	Nombre de navires	P
		Espèce ³	P
		Volume total des débarquements	P
		Valeur totale des débarquements	S
		Prix par espèce commerciale	S
		Devise	S
	Autres aspects économiques (par GSA et segment de la flotte)	Subventions d'exploitation	R
		Investissements en capital d'équipement	R
		Autres recettes	R
		Equivalent plein temps (EPT)	S
		Nombre de membres d'équipage de moins de 25 ans	S
		Nombre de membres d'équipage âgés de 25 à 40 ans	S
		Nombre de membres d'équipage de plus de 40 ans	S
		Devise	S
Informations biologiques	Données relatives à la taille (par GSA) ⁴	Source des données	S
		Nom de l'étude scientifique**	S
		Segment de la flotte (uniquement pour les données liées à la pêche)	S
		Espèce ⁴	S
		Taille	S
		Nombre d'individus échantillonnés (par catégorie de taille)	S
		Poids des individus échantillonnés (par catégorie de taille)	S
		Nombre d'individus extrapolé (par catégorie de taille)	S

³ Données obligatoires pour les espèces du groupe 1 et du groupe 2.

⁴ Données obligatoires pour les espèces du groupe 1, 2 et du groupe 3.

CHAMPS DE DONNÉES (Tâches et sous-tâches du DCRF)			OBLIGATOIRE (X)	NIVEAU DE CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES
Informations biologiques	Taille à la première maturité sexuelle (par GSA) ⁵	Espèce ⁵	X	P
		Sexe	X	S
		L50	X	S
		Référence (le cas échéant)	X	S
	Données relatives à la maturité (par GSA) ⁵	Source des données	X	S
		Nom de l'étude scientifique (le cas échéant)	X	P
		Segment de la flotte (uniquement pour les données liées à la pêche)	X	P
		Espèce ⁵	X	P
		Taille	X	S
		Sexe	X	S
		Maturité ⁶	X	S
		Nombre d'individus échantillonnés (par catégorie de taille, sexe et stade de maturité)	X	S
		Poids des individus échantillonnés (par catégorie de taille, sexe et stade de maturité)	X	S
		Nombre d'individus extrapolé (par catégorie de taille, sexe et stade de maturité)	X	S
	Anguille d'Europe	Habitat	X	P
		Site	X	P
		Types d'engins	X	P
		Maillage des filets (le cas échéant)	X	S
		Nombre de pêcheurs	X	S
		Journées de pêche	X	S
		Nombre moyen d'«unités d'engin» par jour et par pêcheur (le cas échéant)	X	S
		Captures totales d'anguilles argentées (le cas échéant)	X	P
		Captures totales d'anguilles jaunes (le cas échéant)	X	P
		Captures totales de civelles (le cas échéant)	X	P

⁵ Données obligatoires pour les espèces du groupe 1.

⁶ Selon l'échelle des stades de maturité (manuel du DCRF).

Segments de la flotte de pêche de la CGPM
(combinaison des groupes de navires et des classes de longueur)

GROUPES DE NAVIRES			CLASSES DE LONGUEUR (LHT)			
			< 6 m	6 - 12 m	12-24 m	> 24 m
Polyvalents	P	Petits bateaux sans moteur utilisant des engins passifs	P-01	P-02	P-03	P-04
			P-13			
		Petits bateaux avec moteur utilisant des engins passifs	P-05	P-06	P-07	P-08
			Navires polyvalents	P-09	P-10	P-11
Senneurs	S	Senneurs à senne coulissante	S-01	S-02	S-03	S-04
					S-09	
		Thoniers senneurs	S-05	S-06	S-07	S-08
					S-10	
Dragueurs	D	Dragueurs	D-01	D-02	D-03	D-04
				D-05		
Chalutiers	T	Chalutiers à perche	T-01	T-02	T-03	T-04
		Chalutiers pélagiques	T-05	T-06	T-07	T-08
				T-13		
		Chalutiers	T-09	T-10	T-11	T-12
Palangriers	L	Palangriers	L-01	L-02	L-03	L-04
				L-05		

Notes

- Un navire est affecté à un groupe de navires en fonction du principal engin utilisé en termes de durée: plus de 50 pour cent du temps en mer utilisant le même engin de pêche pendant l'année.
- Les «navires polyvalents» se définissent comme tous les navires utilisant plus d'un engin avec une combinaison d'engins passifs et actifs, aucun d'entre eux n'étant utilisé pas plus de 50 pour cent du temps en mer.
- Un navire est considéré comme «actif» lorsqu'il exécute au moins une opération de pêche dans la zone d'application de la CGPM au cours de l'année de référence.
- Dans les cellules en jaune sont indiqués les codes des segments de la flotte qui devraient être inclus dans la transmission des données de la CGPM. Si nécessaire, les segments de la flotte reportés dans les cellules de couleur orange peuvent être utilisés: P-13 (P-01 + P-02), P-14 (P-11 + P-12), S-09 (S-03 + S-04), S-10 (S-07 + S-08), D-05 (D-02 + D-03), T-13 (T-06 + T-07 + T-08) et L-05 (L-02 + L-03 + L-04). Toute proposition de regroupement différent des segments de la flotte devrait être portée à l'attention des organes subsidiaires compétents de la CGPM, en indiquant les motivations du choix ainsi que les références correspondantes (par exemple les études scientifiques disponibles). Il appartiendra ensuite à ceux-ci de confirmer la similitude/homogénéité des cellules combinées.

Tableau sur la mesure de l'effort de pêche

Mesure de l'effort de pêche par segment de la flotte

SEGMENTS DE LA FLOTTE		MESURES DE L'EFFORT			
Groupes de navires		Classes de longueur (LHT)	Unité de capacité	Unité d'activité	Effort nominal
P	Petits bateaux sans moteur utilisant des engins passifs	Tous	Longueur de filet ¹	Journées de pêche	Longueur de filet x Journées de pêche
	Petits bateaux avec moteur utilisant des engins passifs		Nombre de pièges/nasses/casiers ¹	Journées de pêche	Nombre de pièges/nasses/casiers x Journées de pêche
	Navires polyvalents		Nombre de lignes ¹	Journées de pêche	Nombre de lignes x Journées de pêche
S	Senneurs à senne coulissante Thoniers senneurs	Tous	JB	Nombre d'opérations de pêche ²	JB x Nombre d'opérations de pêche
D	Dragueurs	Tous	JB	Journées de pêche	JB x Journées de pêche
T	Chalutiers à perche Chalutiers pélagiques Chalutiers	Tous	JB	Journées de pêche	JB x Journées de pêche
L	Palangriers	Tous	Nombre d'hameçons ¹	Journées de pêche	Nombre d'hameçons x Journées de pêche

¹ Si cette information n'est pas disponible, «JB» peut être utilisée comme unité de capacité, après approbation au cas par cas par les organes subsidiaires compétents de la CGPM.

² Si cette information n'est pas disponible, les «journées de pêche» peuvent être utilisées comme unité d'activité, après approbation au cas par cas par les organes subsidiaires compétents de la CGPM.

Mesures de l'effort de pêche par segment de la flotte

Engin de pêche		Code engin	Unité de capacité	Unité d'activité	Effort nominal
Filets tournants	Avec coulisses (sennes coulissantes)	PS	JB	Nombre d'opérations de pêche ¹	JB x Nombre d'opérations de pêche
	Sennes manœuvrées par un bateau	PS1			
	Sennes manœuvrées par deux bateaux	PS2			
	Sans coulisse (filet lamparo)	LA			
Sennes	Sennes de plage	SB	Longueur de filet ²	Journées de pêche	Longueur de filet x Journées de pêche
	Sennes halées à bord	SV			
	Sennes danoises	SDN			
	Sennes écossaises	SSC			
	Sennes-bœufs	SPR			
	Sennes (non spécifiées)	SX			
Chaluts	Chaluts de fond	TB	JB	Journées de pêche	JB x Journées de pêche
	Chaluts de fond à perche	TBB			
	Chaluts de fond à panneaux	OTB			
	Chaluts-bœufs de fond	PTB			
	Chaluts de fond à langoustines	TBN			
	Chaluts de fond à crevettes	TBS			
	Chaluts pélagiques	TM			
	Chaluts pélagiques à panneaux	OTM			
	Chaluts-bœufs pélagiques	PTM			
	Chaluts à crevettes	TMS			
	Chaluts jumeaux à panneaux	OTT			
	Chaluts à panneaux (non spécifiés)	OT			
	Chaluts-bœufs (non spécifiés)	PT			
	Autres chaluts (non spécifiés)	TX			
Dragues	Dragues remorquées par bateau	DRB	JB	Journées de pêche	JB x Journées de pêche
	Dragues mécanisées	HMD			
	Dragues à main	DRH			
Filets maillants	Filets maillants calés (ancrés)	GNS	Longueur de filet ²	Journées de pêche	Longueur de filet x Journées de pêche
	Filets maillants dérivants	GND			
	Filets maillants encerclants	GNC			
	Filets maillants fixes (sur perches)	GNF			
	Trémails	GTR			
	Trémails et filets maillants combinés	GTN			
	Filets maillants et filets emmêlants (non spécifiés)	GEN			
	Filet maillants (non spécifiés)	GN			
Pièges	Filets-pièges fixes non couverts	FPN	Nombre de pièges/nasses/casiers ²	Journées de pêche	Nombre de pièges/nasses/casiers x Journées de pêche
	Nasses (casiers)	FPO			
	Verveux	FYK			
	Filets à l'étalage	FSN			
	Barrages, parcs, bordigues, etc.	FWR			
	Pièges aériens	FAR			

¹ Si cette information n'est pas disponible, les «journées de pêche» peuvent être utilisées comme unité d'activité, après approbation au cas par cas par les organes subsidiaires compétents de la CGPM.

² Si cette information n'est pas disponible, «JB» peut être utilisée comme unité de capacité après approbation au cas par cas par les organes subsidiaires compétents de la CGPM.

Engin de pêche		Code engin	Unité de capacité	Unité d'activité	Effort nominal
	Pièges (non spécifiés)	FIX			
Lignes et hameçons	Lignes à main et lignes à canne (manœuvrées à la main)	LHP	Nombre d'hameçons ²	Journées de pêche	Nombre de lignes x Journées de pêche
	Lignes à main et lignes à canne (mécanisées)	LHM			
	Palangres calées	LTL			
	Palangres dérivantes	LLS	Nombre d'hameçons ²	Journées de pêche	Nombre d'hameçons x Journées de pêche
	Palangres (non spécifiées)	LLD			
	Lignes de traîne	LL			
	Hameçons et lignes (non spécifiés)	LX			

Calendrier de communication des données

Chaque année (n), les données requises selon les spécifications fournies à l'Annexe 2 et relatives à l'année précédant la communication (n-1) sont communiquées au Secrétariat de la CGPM selon le calendrier suivant:

- Mai
 - Chiffres globaux sur les pêcheries nationales
 - Données socioéconomiques – Valeur de l'espèce¹
 - Données socioéconomiques – Autres aspects économiques¹
 - Données socioéconomiques – Dépenses d'exploitation¹
- Juin
 - Captures – Données relatives aux débarquements
 - Captures – Données relatives aux captures par espèce
 - Effort de pêche – Segments de la flotte
 - Effort de pêche – Engins de pêche
 - Effort de pêche – CPUE
- Juillet
 - Captures accidentelles d'espèces vulnérables
 - Informations biologiques – Données relatives à la taille
 - Informations biologiques – Taille à la première maturité sexuelle
 - Informations biologiques – Données relatives à la maturité
- Septembre
 - Informations biologiques – Formulaire d'évaluation des stocks²
 - Informations biologiques – Anguille d'Europe
- Novembre
 - Données socioéconomiques – Données économiques et sociales

¹ Les données doivent concerner l'année de référence «n-2» et la communication doit avoir lieu sur une base uniquement pour les pays qui n'ont pas mis en place d'enquêtes économiques annuelles. Les pays qui collectent ces données sur une base annuelle sont tenus de les communiquer chaque année (année de référence n-2).

² La date de communication des données dépend du calendrier des groupes de travail de la CGPM sur l'évaluation des stocks et peut varier par conséquent d'une année sur l'autre.

Formulaire d'évaluation des stocks

Le formulaire d'évaluation des stocks (FES) à utiliser pour communiquer les informations requises pour l'évaluation des stocks considérés comme étant prioritaires par la Commission doit être fourni par les organes subsidiaires compétents de la CGPM selon la structure suivante:

- Données d'identification de base;
- Informations biologiques et sur les stocks (unités de stock, croissance et maturité);
- Informations sur les pêches (description de la flotte, évolution historique, mesures de gestion, point de référence);
- Informations autres que sur les pêches (nom, brève description de la méthode choisie et des hypothèses utilisées, distribution spatiale des ressources, évolution historique);
- Informations écologiques (espèces protégées susceptible d'être affectées par les activités de pêche, indices environnementaux);
- Évaluation des stocks (nom du modèle, nom des hypothèses, scripts, données et paramètres de saisie, données de calibrage, analyse de la robustesse des données, analyse rétrospective, comparaison entre les modèles appliqués, analyse de sensibilité, évaluation de la qualité);
- Prévisions sur les stocks (à court, moyen et long terme);
- Projet d'avis scientifique.

Les FES sont révisés régulièrement par les organes subsidiaires compétents de la CGPM et la version la plus actualisée est diffusée en ligne par le Secrétariat de la CGPM.

Recommandation CGPM/41/2017/7 relative à un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

VIVEMENT PREOCCUPÉE par le fait que la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INDNR) continue de compromettre la gestion nationale et régionale des stocks de poissons, les écosystèmes marins et les moyens d'existence des pêcheurs opérant de façon licite, et que ces activités réduisent l'efficacité des mesures de conservation et de gestion de la CGPM;

NOTANT que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a rédigé un Plan d'action international visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (PAI-INDNR), qui reconnaît que la pêche INDNR entraîne la perte de perspectives sociales et de débouchés économiques, tant à court qu'à long terme, et a des effets négatifs sur la sécurité alimentaire;

NOTANT ÉGALEMENT que l'Objectif de développement durable 14 des Nations Unies reconnaît la nécessité de lutter contre la pêche INDNR afin de garantir la prospérité, la sécurité alimentaire et un développement durable pour tous;

RECONNAISSANT qu'en vertu du droit international, les États ont le devoir de coopérer dans le cadre d'organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) afin de promouvoir des pratiques de pêche responsables;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT les principes et les normes internationales concernant les pratiques de pêche responsables inscrits dans le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO, les plans d'action internationaux de la FAO, les Directives volontaires de la FAO pour la conduite de l'État du pavillon, les Directives d'application volontaire de la FAO relatives aux programmes de documentation des prises et les Directives volontaires de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté;

SE FÉLICITANT de la déclaration par la FAO d'une journée internationale de la lutte contre la pêche INDNR, qui serait célébrée chaque année le 5 juin, afin d'attirer l'attention sur les menaces associées à la pêche INDNR et de sensibiliser le public au moyen de campagnes et d'initiatives menées au niveau régional;

RAPPELANT que tant la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017 que la Déclaration de Bucarest reflètent le ferme engagement de la CGPM dans la lutte contre la pêche INDNR en Méditerranée et en mer Noire, respectivement;

CONSIDÉRANT qu'un plan d'action régional pour la lutte contre la pêche INDNR (PAR-INDNR) constitue un lien important entre la mise en œuvre du PAI-INDNR, les plans d'action nationaux et les mesures nationales correspondantes en matière de pêche INDNR que l'ensemble des États et des organisations d'intégration économique régionale sont encouragés à développer;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT que le PAR-INDNR devrait être conçu comme un instrument d'action évolutif qui pourrait être étoffé en temps voulu afin d'établir des relations avec d'autres mesures, telles que la cogestion et la création d'aires marines protégées, susceptibles également de contribuer à contrecarrer la pêche INDNR;

NOTANT que la CGPM a adopté la Résolution CGPM/40/2016/2 relative à une stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire, qui contient une

cible spécifique visant à faire reculer la pêche INDNR au moyen d'un PAR-INDNR;

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM), la recommandation suivante:

PARTIE I

Dispositions générales

Emploi des termes

1. Aux fins du présent plan, les termes sont déterminés conformément aux définitions déjà établies dans d'autres accords internationaux pertinents et dans les recommandations de la CGPM en vigueur.
2. Les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes sont ci-après dénommées les «PCC».

Objectif

3. Le présent plan a pour objectif de prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR en Méditerranée et en mer Noire en assurant aux PCC des mesures complètes, efficaces et transparentes qui leur permettent d'intervenir et de contribuer ainsi à garantir, sur le long terme, la conservation et l'exploitation durable des ressources biologiques marines et des écosystèmes marins dans la région, conformément à l'Article 2 de l'Accord de la CGPM.

Champ d'application et portée

4. La portée géographique du présent plan correspond à la zone d'application de la CGPM, qui comprend l'ensemble des eaux marines de la Méditerranée et de la mer Noire, conformément à l'Article 3 de l'Accord de la CGPM.
5. Le présent plan s'applique de manière équitable, opportune, transparente et non discriminatoire, en accord avec le droit international.

PARTIE II

Responsabilités de tous les États

Mise en œuvre des instruments internationaux pertinents

6. Le présent plan est compatible avec les instruments internationaux en matière de pêche existants et pertinents du point de vue de la gestion durable des ressources biologiques marines et de l'élimination de la pêche INDNR. Les PCC mettent en œuvre pleinement et efficacement ces instruments, dans la mesure du possible, et mettent en application les normes pertinentes du droit international afin de prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR.
7. Le présent plan est conforme aux recommandations, résolutions et décisions de la CGPM existantes et pertinentes du point de vue de la gestion durable des ressources biologiques marines en Méditerranée et en mer Noire. Les PCC mettent en œuvre pleinement et efficacement ces instruments, en particulier ceux relatifs à l'élimination de la pêche INDNR, y compris, mais pas exclusivement, les instruments suivants:
 - a) la Recommandation CGPM/40/2016/1 concernant un mécanisme régional relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM;
 - b) la Résolution CGPM/40/2016/2 relative à une stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur

de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire, en particulier la Cible 3 visant à faire reculer la pêche INDNR, harmoniser les mesures existantes pour améliorer le suivi, le contrôle et la surveillance, renforcer les procédures d'inspection dans le cadre des contrôles effectués par l'État du port, et améliorer le suivi, le contrôle et la surveillance modulaires au niveau régional, y compris au moyen d'un système régional de surveillance des navires par satellite et de contrôle;

- c) la Recommandation CGPM/39/2015/3 relative à l'établissement d'une série de mesures visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche au turbot illicite, non déclarée et non réglementée en mer Noire;
- d) la Résolution CGPM/38/2014/1 sur des directives relatives au système de surveillance des navires par satellite et systèmes de contrôle connexes dans la zone d'application de la CGPM;
- e) la Recommandation CGPM/35/2011/1 concernant l'établissement d'un journal de bord de la CGPM, modifiant la Recommandation CGPM/34/2010/1;
- f) la Recommandation CGPM/33/2009/5 concernant l'établissement du registre régional des navires de pêche de la CGPM;
- g) la Recommandation CGPM/33/2009/6 concernant l'établissement d'un registre des navires mesurant plus de 15 mètres autorisés à pêcher dans la zone d'application de la CGPM, modifiant la Recommandation CGPM/29/2005/2;
- h) la Recommandation CGPM/33/2009/7 relative à des normes minimales pour l'établissement d'un système de surveillance des navires par satellite dans la zone d'application de la CGPM;
- i) la Recommandation CGPM/33/2009/8 concernant l'établissement d'une liste des navires présumés avoir exercé des activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM, abrogeant la Recommandation CGPM/30/2006/4; et
- j) les deux feuilles de route adoptées par la CGPM afin de lutter contre la pêche INDNR en mer Noire (trente-septième session de la CGPM [Croatie, mai 2013]) et en mer Méditerranée (trente-huitième session [siège de la FAO, mai 2014]).

Législations nationales des PCC

8. Les PCC prennent des mesures afin de garantir que leur système juridique national contienne des dispositifs qui traitent efficacement tous les aspects relatifs à la lutte contre la pêche INDNR, y compris l'utilisation de preuves disponibles contre les navires s'adonnant à des activités de pêche INDNR.

Contrôle des PCC sur leurs ressortissants

9. Les PCC prennent des mesures pour s'assurer que les ressortissants placés sous leur juridiction ne s'adonnent pas à la pêche INDNR ou ne la favorisent pas.

10. Les PCC coopèrent entre elles et avec le Secrétariat de la CGPM pour identifier et dissuader leurs ressortissants qui sont les opérateurs et/ou les propriétaires bénéficiaires de navires s'adonnant à la pêche INDNR.

11. Les PCC prennent des mesures pour identifier leurs ressortissants et les dissuader de placer leurs navires de pêche sous la juridiction d'un État qui ne s'acquitte pas de ses obligations d'État du pavillon.

12. Les PCC évitent d'accorder tout soutien juridique, financier ou administratif, y compris des subventions, à des personnes physiques et morales se livrant à la pêche INDNR.

Navires sans nationalité

13. Les PCC prennent des mesures, conformément au droit international, en ce qui concerne les navires sans nationalité s'adonnant à des activités de pêche INDNR, conformément à l'Article 20 du PAI-INDNR.

Mesures des PCC visant à sanctionner les navires s'adonnant à des activités de pêche INDNR

14. Les PCC s'assurent que les sanctions applicables aux navires s'adonnant à des activités de pêche INDNR et aux ressortissants relevant de leur juridiction sont d'une sévérité suffisante pour prévenir, contrecarrer et éliminer efficacement la pêche INDNR et pour priver les contrevenants des profits qui en découlent. Ces mesures peuvent comprendre l'adoption d'un régime civil fondé sur un mécanisme de sanctions administratives, conformément à l'Article 21 du PAI-INDNR.

15. Les PCC assurent l'application cohérente et transparente de sanctions, en particulier en ce qui concerne les infractions graves suivantes:

- a) pêcher sans licence, autorisation ou permis valide délivré par l'État du pavillon;
- b) s'abstenir de consigner avec exactitude les données sur les captures et données connexes, comme l'exigent les dispositions des recommandations de la CGPM, ou faire une déclaration grossièrement inexacte sur les captures, au mépris des règles fixées par la CGPM en matière de déclaration des captures;
- c) pêcher dans une zone fermée, pêcher en saison de fermeture;
- d) pêcher dans les stocks faisant l'objet de plans de gestion pluriannuels adoptés par la CGPM d'une manière qui compromet leur mise en œuvre;
- e) utiliser des engins de pêche prohibés, falsifier ou dissimuler les marquages, le nom ou l'immatriculation d'un navire de pêche;
- f) dissimuler, altérer ou faire disparaître des éléments de preuve en lien avec les activités de pêche INDNR; et
- g) commettre des infractions multiples qui, ensemble, constituent une méconnaissance grave des recommandations de la CGPM ou commettre toute autre infraction susceptible d'être spécifiée dans les procédures et dispositions établies par la CGPM.

Mesures de suivi, contrôle et surveillance des PCC

16. Les PCC s'engagent à exercer un suivi, un contrôle et une surveillance complets et efficaces de la pêche, du commencement des opérations jusqu'à la destination finale, en passant par le lieu de débarquement, conformément à l'Article 24 du PAI-INDNR, notamment par les moyens suivants:

- a) en mettant au point et en appliquant des régimes d'accès aux eaux et aux ressources, y compris des régimes d'autorisation des navires;
- b) en tenant des registres de tous les navires et de leurs propriétaires et exploitants actuels autorisés à mener des opérations de pêche et placés sous leur juridiction;
- c) en mettant en place un système de surveillance des navires par satellite (SSN/VMS), conformément aux normes régionales adoptées par la CGPM, y compris en exigeant que les

navires placés sous leur juridiction aient à bord un SSN/VMS à bord;

- d) en mettant en place un programme d'observateurs, si les recommandations de la CGPM et/ou les mesures appliquées par les PCC le prévoient, en exigeant que les navires placés sous leur juridiction accueillent des observateurs à bord;
- e) en assurant la formation et la sensibilisation de toutes les personnes participant aux opérations de suivi, contrôle et surveillance;
- f) en planifiant, en finançant et en menant des opérations de suivi, contrôle et surveillance;
- g) en faisant mieux connaître les questions de suivi, contrôle et surveillance dans le cadre des systèmes judiciaires nationaux;
- h) en établissant et en maintenant des systèmes d'acquisition, d'archivage et de diffusion de données de suivi, contrôle et surveillance; et
- i) en assurant l'application effective de régimes d'arraisonnement et d'inspection nationaux, y compris dans le cadre de la Partie VII du présent PAR-INDNR.

PARTIE III

Responsabilités de l'État du pavillon

Juridiction de l'État du pavillon

17. L'interprétation et l'application du présent plan sont effectuées conformément au droit international relatif à la juridiction de l'État du pavillon. Chaque PCC, en sa qualité d'État du pavillon de la PCC, garantit, dans la mesure du possible, que le droit international décrivant les responsabilités de l'État du pavillon ait été intégré dans ses lois, réglementations, pratiques et permis nationaux.

18. L'État du pavillon de la PCC veille à ce que les navires autorisés à battre son pavillon ne compromettent pas l'efficacité des mesures régionales de conservation et de gestion adoptées par la CGPM, y compris en s'adonnant à la pêche INDNR et/ou en la favorisant.

19. L'État du pavillon d'une PCC s'assure que chacun des navires autorisés à battre son pavillon pêchant dans des eaux situées hors de sa juridiction détient une autorisation valide à cet effet. Les navires des États du pavillon des PCC pêchant dans les eaux d'une autre PCC sont dûment et préalablement autorisés par l'État côtier de la PCC et respectent sa juridiction et sa législation nationale.

20. L'État du pavillon de la PCC exerce efficacement sa juridiction et son contrôle sur les navires qui battent son pavillon.

Données relatives aux activités de pêche et aux navires

21. Les États du pavillon des PCC prennent des mesures afin de garantir que: a) les navires ne s'adonnent pas à des activités de pêche avant leur immatriculation; b) leur pavillon ne soit pas accordé à des navires qui, dans le passé, sont contrevenus aux dispositions en vigueur; c) les navires affrétés ne s'adonnent pas à la pêche INDNR; d) le changement de pavillon et les changements successifs de pavillon soient empêchés; et e) les navires soient dûment enregistrés dans les registres nationaux ainsi que dans le registre des navires de pêche de la CGPM.

22. Les États du pavillon des PCC tiennent des registres des navires de pêche qui comprennent notamment les informations suivantes: les noms précédents des navires, les noms/adresses/nationalités des propriétaires, les noms/adresses/nationalités des personnes physiques ou morales chargées de gérer l'exploitation du navire, les dimensions du navire et, le cas échéant, des photographies prises au moment

de son immatriculation ou après la dernière modification apportée à sa structure, montrant le profil latéral du navire, conformément à l'article VI de l'Accord d'application de la FAO et à l'article 42 du PAI-INDNR.

23. Les États du pavillon des PCC établissent un registre national des navires de pêche autorisés à battre leur pavillon et à pêcher dans la zone d'application de la CGPM, y compris les navires d'autres États autorisés par des accords d'affrètement, le cas échéant. Ce registre fait l'objet d'un suivi constant pour les mises à jour, suppressions, modifications ou erreurs, et d'une transmission régulière au Secrétariat de la CGPM.

24. Le dépôt au Secrétariat de la CGPM de données exhaustives et précises relatives aux navires et aux activités de pêche est nécessaire afin d'assurer la gestion, le suivi et la vérification croisée des bases de données des États du pavillon ainsi que l'élaboration par la CGPM de statistiques fiables sur la pêche. Toutes les PCC veillent à respecter pleinement les dispositions de la CGPM en matière de communication de données, telles que le prévoient les recommandations et résolutions de la CGPM pertinentes, notamment:

- a) la communication annuelle d'un ensemble de données complet et de mises à jour régulières relatives aux navires inscrits au registre régional des navires de pêche de la CGPM, conformément à la Recommandation CGPM/33/2009/5;
- b) la transmission électronique d'une liste des navires mesurant plus de 15 mètres autorisés à pêcher dans la zone d'application de la CGPM, conformément à la Recommandation CGPM/33/2009/6; et
- c) la liste des navires présumés avoir exercé des activités de pêche INDNR dans la zone d'application de la CGPM, conformément à la Recommandation CGPM/33/2009/8.

Sensibilisation du personnel concerné

25. Les États du pavillon des PCC établissent et diffusent des procédures relatives aux obligations nationales, régionales et internationales qui incombent aux propriétaires de navires, opérateurs et membres d'équipage ainsi qu'à leurs navires. Les États du pavillon des PCC veillent à ce que ces renseignements soient clairement communiqués à toutes les personnes ou entités considérées pertinentes afin qu'elles soient informées et en mesure de respecter leurs obligations nationales, régionales et internationales.

Mesures coercitives prises par l'État du pavillon

26. Les États du pavillon des PCC veillent à avoir mis en place un régime d'application de la loi qui comprend:

- a) la capacité à détecter les infractions aux lois nationales en matière de pêche, notamment les réglementations, permis et pratiques, ainsi que les infractions aux instruments internationaux en matière de pêche et aux recommandations de la CGPM; et
- b) un système de sanctions applicable aux infractions, qui soit d'une sévérité adéquate pour garantir le respect des mesures et dissuader les infractions partout où elles se produisent, privant ainsi les contrevenants des profits qui découlent des activités de pêche INDNR.

Conduite de l'État du pavillon

27. Les États du pavillon des PCC devraient être encouragés à s'engager dans un processus transparent et volontaire d'évaluation de la conduite par le biais de la CGPM, à leur demande et s'ils le souhaitent, conformément aux Directives volontaires de la FAO pour la conduite de l'État du pavillon.

PARTIE IV

Responsabilités de l'État côtier

Mesures du ressort de l'État côtier pour prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR

28. Les États côtiers des PCC prennent des mesures pour prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR dans les eaux placées sous leur juridiction. De telles mesures garantissent notamment que ces États:

- a) ont la capacité d'exercer un suivi, un contrôle et une surveillance efficaces de l'ensemble des activités de pêche dans leurs eaux;
- b) assurent la coopération et l'échange d'informations avec d'autres PCC et avec le Secrétariat de la CGPM;
- c) s'assurent qu'aucun navire ne s'adonne à la pêche dans les eaux placées sous leur juridiction sans autorisation de pêche valide;
- d) autorisent la pêche, dans les eaux couvertes par la réglementation de la CGPM, aux navires ne battant pas leur pavillon uniquement lorsque ces navires ont été inscrits au registre national des navires de pêche et au registre régional des navires de pêche de la CGPM;
- e) n'autorisent pas les navires qui, dans le passé, sont contrevenus aux dispositions en vigueur à s'adonner à la pêche dans les eaux placées sous leur juridiction;
- f) s'assurent que chaque navire pêchant dans les eaux placées sous leur juridiction tient un journal de bord faisant état de ses activités de pêche, le cas échéant;
- g) autorisent, surveillent et contrôlent rigoureusement le transbordement en mer et la transformation du poisson et des produits de la pêche dans les eaux placées sous leur juridiction; et
- h) disposent de réglementations qui régissent les activités de pêche dans les eaux placées sous leur juridiction afin de prévenir la pêche INDNR.

PARTIE V

Responsabilités de l'État du port

Mécanisme régional relatif aux mesures du ressort de l'État du port pour prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR dans la zone d'application de la CGPM

29. Chaque PCC, en sa qualité d'État du port, met en œuvre pleinement et efficacement le mécanisme régional relatif aux mesures du ressort de l'État du port de la CGPM défini dans la Recommandation CGPM/40/2016/1. Les dispositions de cette recommandation ont été harmonisées avec l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port [Accord PSMA]).

30. Les PCC qui ont ratifié l'Accord PSMA ou qui y ont adhéré mettent pleinement en œuvre cet accord.

31. Les PCC qui n'ont pas encore ratifié l'Accord PSMA ou qui n'y ont pas encore adhéré sont encouragées à le faire.

Coopération entre les États du port, les États du pavillon et le Secrétariat de la CGPM

32. Les États du port des PCC ont le devoir de coopérer avec le Secrétariat de la CGPM et les États du pavillon des PCC afin de renforcer le contrôle sur les navires et de prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR, notamment par le biais du système d'assistance mutuelle de la CGPM.

33. Dans l'exercice de ses droits d'inspection, et lorsque l'État du port de la PCC a des preuves raisonnables de penser qu'un navire s'est adonné à la pêche INDNR ou l'a facilitée dans la zone d'application de la CGPM, l'État du port transmettra, dans les plus brefs délais, les résultats de cette inspection à l'État du pavillon du navire et au Secrétariat de la CGPM.

34. Les États du pavillon et les États du port des PCC coopèrent pleinement entre eux et avec le Secrétariat de la CGPM pour échanger des informations à la suite d'une inspection de l'État du port de la PCC. À cet égard, le Secrétariat de la CGPM élabore un système d'échange et de collecte de données de l'État du port.

35. À la suite de l'inspection de l'État du port de la PCC, si l'État du pavillon de la PCC reçoit un rapport d'inspection présumant qu'il existe des raisons de penser que son navire s'est adonné à la pêche INDNR, l'État du pavillon de la PCC mène immédiatement une enquête approfondie et, sur le fondement de preuves suffisantes, prend sans délai des mesures coercitives, conformément à ses lois et réglementations nationales, tout en communiquant avec le Secrétariat de la CGPM par le biais du système d'assistance mutuelle de la CGPM.

PARTIE VI

Mesures relatives au commerce de produits de la pêche

Coopération liée au marché

36. Les PCC et le Secrétariat de la CGPM réduisent les captures de poissons illicites, non déclarées et non réglementées en collaborant à la mise en œuvre de mesures commerciales régionales destinées à identifier, surveiller, valider et promouvoir les captures de poissons en Méditerranée et en mer Noire à chaque étape de la chaîne de valeur et de commercialisation.

37. Le Secrétariat de la CGPM:

- a) collabore avec les PCC en vue d'élaborer, en temps voulu, un système de documentation des captures, validé par la suite par les PCC, qui respecte les principes, droits et obligations du droit international tels que définis par les Directives d'application volontaire de la FAO relatives aux programmes de documentation des prises, et qui contienne des informations permettant de démontrer la légalité du poisson et des produits de la pêche mis sur le marché. À cette fin, il convient de tenir dûment compte des systèmes de documentation des captures existants mis au point par les PCC; et
- b) collabore également avec les organisations compétentes, le cas échéant et suivant l'approbation des PCC, en vue de surveiller et d'analyser les marchés régionaux et les flux commerciaux existants et de renforcer les mesures commerciales concernant les poissons et les produits issus de la pêche licite.

38. Les États du marché des PCC:

- a) prennent toutes les dispositions nécessaires et conformes au droit international afin d'empêcher que les poissons capturés par des navires suspectés de s'être adonnés à la pêche INDNR, ou pour lesquels il existe des preuves de leur participation à de telles activités, ne soient commercialisés ou importés sur leurs territoires;

- b) prennent des mesures pour améliorer la transparence de leurs marchés, dans le but de permettre la traçabilité du poisson et des produits de la pêche;
- c) collaborent entre eux ainsi qu'avec le Secrétariat de la CGPM afin d'établir des mesures liées au marché efficaces capables de prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR dans la région; et
- d) collaborent également avec des organisations compétentes dans le but de surveiller et d'analyser les marchés régionaux et les flux commerciaux existants et de renforcer les mesures juridiques relatives à la commercialisation du poisson.

PARTIE VII

Rôle de la CGPM

Rôle de la CGPM

39. Mettre en œuvre des pratiques de pêche responsables et prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR sont des enjeux pour l'ensemble de la Méditerranée et de la mer Noire. La CGPM est l'ORGP compétente et pertinente pour élaborer et mettre en œuvre le PAR-INDNR dans ces régions.

40. La CGPM collecte toutes les données régionales pertinentes relatives aux pêches et aux navires afin d'aider les PCC à identifier les éventuels cas de pêche INDNR dans sa zone d'application et à prendre des mesures conformes au droit international afin de prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR.

41. À la demande des PCC concernées, la CGPM fournit un appui aux PCC au moyen d'un SSN et d'un système de contrôle, basé sur une approche modulaire, afin de surveiller les activités des navires de pêche qui opèrent dans sa zone d'application. Cela comprend notamment un appui direct aux PCC dans l'évaluation de leurs systèmes de contrôles nationaux afin de s'assurer que ceux-ci soient pleinement conformes aux normes régionales adoptées par la CGPM.

42. La CGPM collabore avec les PCC à la mise en œuvre de mesures commerciales régionales efficaces et conformes au droit commercial international, qui permettront d'identifier, de surveiller, de valider et de promouvoir les captures de poissons issues d'une pêche licite.

43. La CGPM surveille l'efficacité du PAR-INDNR et présente un rapport annuel sur sa mise en œuvre à la session annuelle de la Commission ainsi qu'un rapport biennal sur sa mise en œuvre au Comité des pêches de la FAO.

44. La CGPM facilite la définition de plans d'inspection conjointe en haute mer au niveau régional et sous-régional en ce qui concerne les espèces qui font l'objet de plans de gestion sous-régionaux adoptés dans le cadre des recommandations de la CGPM.

PARTIE VIII

États en développement

Besoins particuliers des pays en développement

45. Les parties au présent plan sont conscientes qu'un PAR-INDNR pleinement efficace exige une mise en œuvre techniquement compétente et une application opérationnelle par toutes les PCC et par le Secrétariat de la CGPM. À cette fin, la capacité des États en développement à mettre en œuvre les dispositions du présent plan sera prise en compte par la CGPM et par toutes les PCC, conformément à l'Article 17 de l'Accord de la CGPM.

46. L'ensemble des PCC et le Secrétariat de la CGPM reconnaissent pleinement les circonstances et les exigences particulières des États en développement des PCC. Le Secrétariat de la CGPM ainsi que les PCC, dans la mesure du possible, fournissent une assistance technique aux États en développement des PCC qui leur permettra notamment:

- a) de prédisposer et appliquer une base juridique nationale pour la mise en œuvre du présent plan, y compris la transposition des recommandations de la CGPM, conformément à l'Article 14 de l'Accord de la CGPM;
- b) d'améliorer et harmoniser la transmission au Secrétariat de la CGPM des données qui sont décrites dans le présent plan;
- c) de vérifier régulièrement leur application des recommandations de la CGPM en place; et
- d) de participer activement aux réunions de la CGPM qui sont organisées dans le but d'examiner, de développer ou de mettre en œuvre le présent plan.

47. Le Secrétariat de la CGPM fournit une assistance technique aux États côtiers et aux États du pavillon en développement dans le cadre de leurs efforts visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INDNR.

PART IX

Dispositions finales

Entrée en vigueur

48. Les PCC transposent, dans la mesure du possible, le présent plan dans leur législation nationale, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM. Le cas échéant, les PCC sollicitent le soutien du Secrétariat de la CGPM de manière à faciliter la transposition du présent plan dans leur législation nationale.

**Recommandation CGPM/41/2017/8 relative à un programme international conjoint
d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le
canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16)**

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) vise à assurer la conservation et l'utilisation durable du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité à long terme des activités de pêche, afin de préserver les ressources biologiques marines et la viabilité économique et sociale du secteur de la pêche, et que, lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets ainsi qu'aux impacts potentiels sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que, pour réaliser l'objectif de l'Accord de la CGPM, la CGPM doit favoriser, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire;

CONSTATANT que le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) a régulièrement estimé que les stocks de merlu européen et de crevette rose du large sont surexploités dans les sous-régions géographiques 12, 13, 14, 15 et 16;

CONSIDÉRANT que l'état des stocks évalué par le CSC requiert l'élaboration et l'adoption de mesures de gestion visant à assurer la conservation des stocks démersaux dans les sous-régions géographiques susmentionnées;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/40/2016/4 établissant un plan de gestion pluriannuel des pêcheries exploitant le merlu européen et la crevette rose du large dans le canal de Sicile (sous-régions géographiques 12 à 16);

RAPPELANT que, conformément à cette recommandation, «les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC), par l'intermédiaire de la CGPM, établissent, avant 2018, un programme d'observation et de contrôle afin de garantir le respect des mesures de conservation et de gestion contenues dans la présente recommandation»;

CONSIDÉRANT les résultats du projet pilote approuvé par les PCC lors de la onzième session du Comité d'application (Siège de la FAO, juin 2017) et mis en place du 15 juillet au 15 septembre 2017 avec l'aide de l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECP) et du Secrétariat de la CGPM.

ADOpte, conformément aux articles 5 b), 8 b) et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I
Champ d'application et principes généraux

1. La présente recommandation établit un programme international conjoint d'inspection et de surveillance (ci-après «le programme») dont le champ d'application se limite aux dispositions de la Recommandation CGPM/40/2016/4 qui portent sur les activités d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale des sous-régions géographiques 12, 13, 14, 15 et 16 (canal de Sicile).

2. Chaque PCC décide de participer aux inspections à titre volontaire. Les inspections sont menées par des inspecteurs désignés par les PCC. Chaque PCC notifie au Secrétariat de la CGPM, au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année, la liste des noms des inspecteurs habilités à effectuer des activités d'inspection et de surveillance dans la zone d'application de la CGPM. La liste complète des inspecteurs est publiée et tenue par le Secrétariat de la CGPM sur un portail en ligne sécurisé et protégé par un mot de passe.
3. Les inspecteurs sont munis d'un document d'identité approprié délivré par les autorités de l'État du pavillon et conforme au modèle figurant à l'Annexe 1.
4. Les noms des navires et aéronefs utilisés à des fins d'inspection et de surveillance, sont communiqués au Secrétariat de la CGPM par les PCC participantes, au plus tard le 15 décembre de l'année précédente, ou dès que possible avant le début des activités d'inspection. Le Secrétariat de la CGPM met à la disposition de toutes les PCC les informations concernant les navires et les aéronefs d'inspection désignés, y compris en les publiant sur un portail en ligne sécurisé et protégé par un mot de passe.
5. Les navires exécutant des fonctions d'arraisonnement et d'inspection conformément au programme battent un pavillon ou une flamme spéciale, tels que décrits à l'Annexe 2, approuvés par la Commission et délivrés par le Secrétariat de la CGPM.
6. Le Secrétariat de la CGPM veille à ce que les informations visées ci-dessus soient automatiquement mises à la disposition de toutes les PCC.
7. Une PCC, peut d'un commun accord avec une autre PCC, déployer des inspecteurs qu'elle a affectés au programme sur une plateforme d'inspection de cette autre PCC. Celle-ci en informe le Secrétariat de la CGPM avant le déploiement.
8. Chaque PCC veille à ce que toute plateforme d'inspection autorisée à battre son pavillon et opérant dans la zone d'application de la CGPM maintienne un contact sécurisé, quotidiennement dans la mesure du possible, avec toute autre plateforme d'inspection opérant dans la zone d'application de la CGPM, afin d'échanger les informations nécessaires pour coordonner leurs activités.
9. Chaque PCC procédant à des inspections dans la zone d'application de la CGPM veille à ce que ses inspecteurs traitent les navires qui opèrent dans la zone d'application de la CGPM sur un pied d'égalité, en évitant qu'un nombre disproportionné d'inspections ne soient menées à bord de navires autorisés à battre le pavillon de toute autre PCC.
10. Chaque PCC procédant à des activités d'inspection ou de surveillance dans la zone d'application de la CGPM fournit à chaque plateforme d'inspection, lors de son entrée dans la zone d'application de la CGPM, une liste des observations, arraisonnements et inspections qui ont été effectués au cours des dix jours précédents, y compris les dates, coordonnées et toute autre information pertinente.

PARTIE II

Conduite des inspections

11. Chaque PCC procédant à des inspections veille à ce que ses inspecteurs:
 - a) communiquent au navire de pêche, avant l'arraisonnement, le nom du navire d'inspection;
 - b) exhibent sur le navire d'inspection et le navire d'arraisonnement la flamme visée à l'Annexe 2;

- c) veillent, durant l'arraisonnement, à ce que le navire d'inspection se tienne à une distance de sécurité des navires de pêche;
 - d) n'exigent pas que le navire de pêche s'arrête ou manœuvre lorsqu'il remorque, lance ou remonte des engins de pêche; et
 - e) limitent chaque équipe d'inspection à un maximum de trois inspecteurs.
12. Une fois à bord du navire, les inspecteurs présentent au capitaine du navire de pêche leur carte d'identité telle que décrite à l'Annexe 1. Les inspections sont menées dans l'une des langues officielles de la CGPM et, si possible, dans la langue parlée par le capitaine du navire de pêche.
13. Les inspecteurs mènent les inspections conformément aux règles, procédures et pratiques internationales relatives à la sécurité du navire inspecté et de son équipage, réduisent au minimum les interférences avec les activités de pêche ou d'arrimage des produits et, dans la mesure du possible, évitent les actions qui pourraient avoir des conséquences négatives sur la qualité des captures se trouvant à bord.
14. Les inspecteurs limitent leurs investigations à la constatation du respect de la Recommandation CGPM/40/2016/4 en ce qui concerne l'État du pavillon du navire concerné. Au cours de l'inspection, les inspecteurs peuvent demander au capitaine du navire de pêche toute l'assistance nécessaire. Les inspecteurs établissent un rapport d'inspection à l'aide du formulaire figurant à l'Annexe 4.
15. Les inspecteurs signent le rapport d'inspection en présence du capitaine du navire, qui à son tour le signe et est en droit d'y ajouter toute observation qu'il ou elle juge appropriée.
16. Des copies du rapport sont remises au capitaine du navire ainsi qu'au gouvernement de l'équipe d'inspection, lequel transmet des copies aux autorités compétentes de l'État du pavillon du navire inspecté ainsi qu'au Secrétariat de la CGPM.
17. La taille de l'équipe d'inspection et la durée de l'inspection sont déterminées par le commandant du navire d'inspection en tenant compte des circonstances pertinentes. D'une manière générale, l'équipe d'inspection doit accomplir ses tâches dans les plus brefs délais.

PARTIE III **Infractions**

18. Aux fins de ces procédures, une infraction signifie les violations suivantes constatées en vertu des dispositions de la Recommandation CGPM/40/2016/4:
- a) pêcher sans licence, permis ou autorisation valable, délivré par la PCC du pavillon;
 - b) s'abstenir de consigner avec exactitude les captures et les données y afférentes comme l'exigent les dispositions de la CGPM en matière de communication des données, ou faire une déclaration grossièrement inexacte des captures et/ou des données y afférentes;
 - c) pêcher dans une zone fermée;
 - d) pêcher pendant une période de fermeture;
 - e) utiliser des engins de pêche prohibés;
 - f) falsifier ou dissimuler intentionnellement les marquages, l'identité ou l'immatriculation d'un navire de pêche;
 - g) dissimuler, altérer ou éliminer des preuves relatives à une enquête sur une infraction;

- h) commettre de multiples infractions qui, constituent ensemble une méconnaissance grave des mesures applicables;
- i) obstruer, intimider, interférer avec ou empêcher les inspecteurs autorisés d'exercer leurs fonctions; et
- j) interférer avec le système de surveillance par satellite et/ou opérer sans système de surveillance des navires par satellite (SSN/VMS).

19. Si, au cours de l'arraisonnement et de l'inspection d'un navire de pêche, les inspecteurs observent une activité ou situation susceptible de constituer une infraction telle que définie ci-dessus, les autorités de l'État du pavillon du navire d'inspection notifient sans délai l'État du pavillon du navire de pêche, directement et par l'intermédiaire du Secrétariat de la CGPM. Dans une telle situation, l'inspecteur informe également tout navire d'inspection de l'État du pavillon du navire de pêche dont la présence à proximité lui est connue.

20. Les inspecteurs de la CGPM enregistrent les inspections effectuées et les infractions constatées (le cas échéant) dans le journal de bord du navire de pêche.

21. La PCC de l'État du pavillon inspecté veille à ce qu'au terme de l'inspection visée ci-dessus, le navire de pêche concerné cesse toutes ses activités de pêche. La PCC de l'État du pavillon exige du navire de pêche qu'il se rende, dans les 72 heures, dans un port qu'il a désigné, où une enquête sera ouverte.

22. Dans le cas où une inspection a décelé une activité ou une condition susceptible de constituer une infraction, les actions et les mesures de suivi prises par la PCC de l'État du pavillon sont notifiées à leurs autorités nationales ainsi qu'au Secrétariat de la CGPM, en vue d'être examinées par le Comité d'application.

23. Le fait de s'opposer aux inspecteurs ou le non-respect de leurs instructions est traité par l'État du pavillon du navire inspecté de manière semblable à l'opposition à un inspecteur national ou au non-respect de ses instructions.

24. Les autorités des PCC examinent et traitent les rapports d'inspection (Annexe 4), les fiches de rapport d'observation (Annexe 5) et les déclarations résultant des inspections documentaires des inspecteurs étrangers en vertu de ces arrangements de la même manière que les rapports établis par des inspecteurs nationaux conformément à leur législation nationale.

PARTIE IV

Obligations du capitaine pendant les inspections

25. Le capitaine d'un navire de pêche faisant l'objet d'une inspection:

- a) facilite l'arraisonnement sûr et efficace des agents à bord selon les règles de navigation lorsque le signal approprié du Code international des signaux est donné ou lorsque l'intention d'arraisonner est établie par radiocommunication par un navire ou un hélicoptère transportant un agent;
- b) fournit une échelle de coupée conforme aux prescriptions de l'Annexe 3 afin d'assurer un accès sûr et facile à tout navire qui nécessite de franchir une hauteur supérieure ou égale à 1,5 m;
- c) facilite les fonctions d'inspection des inspecteurs, en fournissant une assistance de manière raisonnable lorsque celle-ci est demandée;

- d) permet aux inspecteurs de communiquer avec les autorités de l'État du pavillon, de l'État côtier et de l'État d'inspection;
- e) signaler aux inspecteurs les risques particuliers en matière de sécurité à bord des navires de pêche;
- f) fournir aux agents l'accès à toutes les parties du navire, à toutes les captures transformées ou non, à tous les engins de pêche ainsi qu'à toutes les informations et tous les documents pertinents;
- g) facilite le débarquement des inspecteurs en toute sécurité à la fin de l'inspection.
- h) à la demande de l'inspecteur, retire toute partie de l'engin de pêche qui ne semble pas conforme aux recommandations de la CGPM en vigueur; et
- i) lorsque l'inspecteur a effectué des saisies dans les journaux de bord, fournit à l'inspecteur une copie de chaque page où figure une mention, et à la demande de l'inspecteur, signe chaque page afin de confirmer l'authenticité de la copie.

PARTIE V

Dispositions finales

26. La présente recommandation s'applique en 2018, en fonction des capacités des PCC, et devient applicable pour toutes les PCC concernées en 2019.

27. Le Comité d'application assure le suivi et fait rapport à la Commission, à l'occasion de sa quarante-deuxième session, sur la mise en œuvre du présent programme. La Commission examine toute recommandation en vue d'améliorer la mise en œuvre du programme.

Modèle de carte d'identité pour les inspecteurs de la CGPM

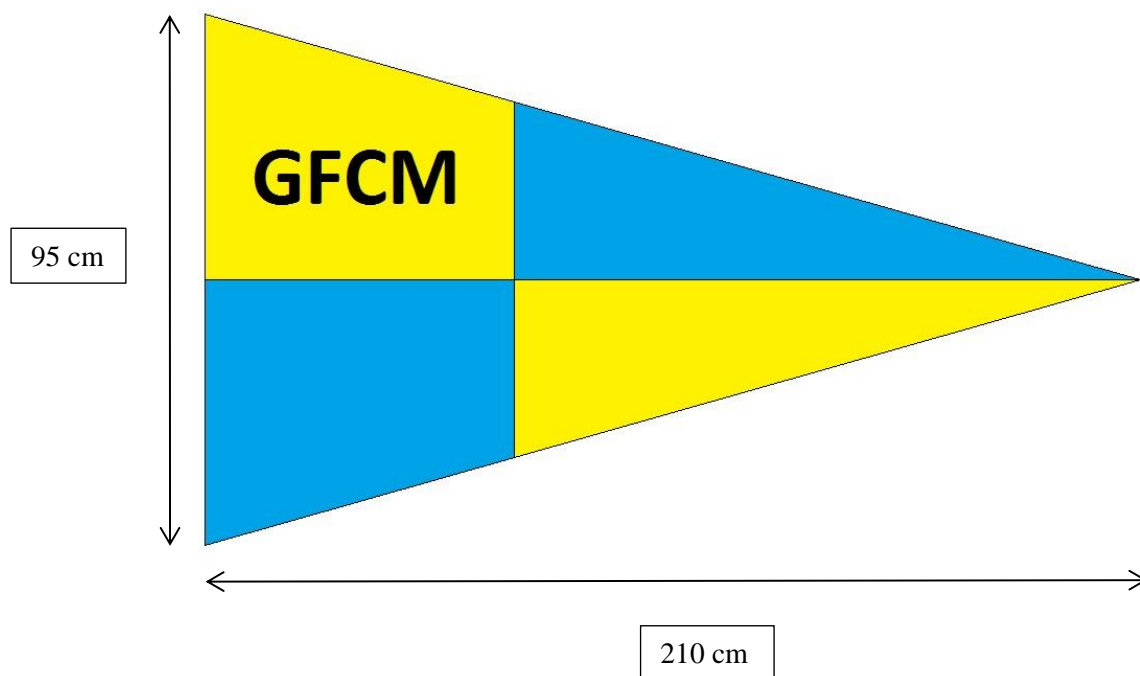
Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM)			CGPM
	CGPM	<p>Le titulaire de la présente carte d'identité d'inspecteur est un inspecteur de la CGPM dûment nommé selon les modalités prévues par le programme conjoint d'inspection et de surveillance de la CGPM et a le pouvoir d'agir en vertu des dispositions de la réglementation de la CGPM.</p>	
CARTE D'IDENTITÉ DE L'INSPECTEUR			
Photographie	Partie contractante		
	Nom de l'inspecteur:		
	Numéro de carte		
	Date de délivrance:	Valable cinq ans	<p>.....</p> <p>Autorité de délivrance</p>

Recto

Verso

Dimensions: largeur 10 cm, hauteur 7 cm.

Modèle de flamme d'inspection



Flamme à déployer sur chaque navire d'inspection de la CGPM. Un navire d'arraisonnement doit arborer une flamme, qui peut être en demi-format.

Construction et utilisation des échelles de coupée

1. Les dispositions de la présente annexe s'appliquent afin de garantir un accès sûr et aisé aux navires de pêche qui nécessitent de franchir une hauteur supérieure ou égale à 1,5 m.
2. Une échelle de coupée doit être fournie de manière à permettre aux inspecteurs d'embarquer et débarquer en toute sécurité en mer. L'échelle de coupée doit être maintenue propre et en bon état.
3. L'échelle doit être installée et sécurisée de manière à ce que:
 - a) sa position se situe hors de la trajectoire d'éventuels rejets du navire;
 - b) sa position se situe sur la partie rectiligne du navire et dans la mesure du possible à mi-longueur du navire; et
 - c) chaque échelon demeure fermement appuyé contre le flanc du navire.
4. Les échelons de l'échelle de coupée doivent:
 - a) être constitués de bois dur ou de tout autre matériau possédant des propriétés équivalentes et façonnées d'une seule pièce dépourvue de nœuds; les quatre échelons les plus bas doivent être en caoutchouc, de manière à offrir une résistance et une rigidité suffisantes, ou constitués de tout autre matériau présentant des caractéristiques équivalentes;
 - b) présenter une surface antidérapante performante;
 - c) mesurer au moins à 480 mm de long, 115 mm de large et 23 mm d'épaisseur, à l'exclusion de tout dispositif ou rainurage antidérapant;
 - d) être espacés de 300 mm minimum et 380 mm maximum; et
 - e) être fixés de manière à rester en position horizontale.
5. Aucune échelle de coupée ne doit posséder plus de deux échelons de rechange positionnés d'une façon différente par rapport à la construction initiale de l'échelle et les éventuels échelons de rechange ainsi fixés doivent être remplacés dès que possible par des échelons installés selon la méthode de construction initiale de l'échelle. Lorsqu'un échelon de rechange est fixé sur les cordes latérales de l'échelle de coupée au moyen des rainures situées sur le côté de l'échelon, ces rainures doivent être situées sur le côté le plus long des échelons.
6. Les deux cordages latéraux de l'échelle doivent être constitués de chanvre de manille non recouvert ou de corde équivalente d'au moins 60 mm de circonférence, de chaque côté; chaque cordage doit être continu et sans raccord jusqu'à l'échelon supérieur et ne doit être recouvert par aucun matériau; deux cordes principales, mesurant au moins 65 mm de circonférence et convenablement fixées au navire ainsi qu'une corde de secours doivent être gardées à disposition et prêtes à l'emploi si nécessaire.
7. Des traverses en bois dur ou constituées de tout autre matériau possédant des propriétés équivalentes, façonnées d'une seule pièce, dépourvues de nœuds et de dimensions comprises entre 1,8 et 2 m de longueur doivent être prévues à des intervalles de manière à empêcher l'échelle de coupée de subir des torsions. Le cinquième échelon à partir du bas de l'échelle doit être une traverse et l'intervalle entre chaque traverse ne doit pas être supérieur à neuf échelons.

8. Des dispositifs doivent être prévus pour assurer un passage aisé et en toute sécurité des inspecteurs embarquant ou débarquant du navire à partir de l'extrémité de l'échelle de coupée, ou de toute échelle ou encore de tout autre équipement fourni. Lorsque ce passage s'effectue au moyen d'une passerelle dans les lisses ou dans le pavois, des poignées appropriées doivent être prévues. Lorsque ce passage s'effectue au moyen d'une échelle de pavois, celle-ci doit être solidement fixée à la lisse de pavois ou à la plateforme et deux épontilles doivent être installées au point d'entrée ou de sortie de bord, espacées de 0,70 m au moins et de 0,80 m au plus. Chaque épontille doit être fixée de manière rigide à la coque du navire, à sa base ou à proximité de celle-ci ainsi qu'en un point plus élevé; elle ne doit pas être inférieure à 40 mm de diamètre et doit dépasser le pavois d'au moins 1,20 m.

9. Un éclairage doit être assuré la nuit, de façon à ce que l'échelle de coupée installée ainsi que le passage par lequel l'inspecteur monte à bord du navire soient convenablement éclairés. Une bouée de sauvetage munie d'un système d'allumage automatique doit se trouver à portée de main, prête à l'emploi. Une ligne d'attrape doit également se trouver à portée de main, prête à l'emploi si nécessaire.

10. Des dispositifs doivent être prévus pour permettre l'utilisation de l'échelle de coupée des deux côtés du navire. L'inspecteur responsable peut indiquer le côté où il souhaite que l'échelle de coupée soit déployée.

11. La mise en place de l'échelle ainsi que l'embarquement et le débarquement de l'inspecteur doivent être supervisés par un officier responsable du navire. Le responsable doit être en contact radio avec le pont.

12. Dans le cas où, dans un navire donné, des caractéristiques techniques telles que des bandes de protection entraveraient la mise en œuvre de l'une de ces mesures, des arrangements spéciaux doivent être pris afin d'assurer que les inspecteurs soient en mesure d'embarquer et débarquer en toute sécurité.

Rapport d'inspection de la CGPM

1. INSPECTEUR(S)

Nom..... Partie contractante..... numéro de carte d'identité
CGPM:.....

Nom..... Partie contractante..... numéro de carte d'identité
CGPM:.....

Nom..... Partie contractante..... numéro de carte d'identité
CGPM:.....

2. NAVIRE TRANSPORTANT LE OU LES INSPECTEUR(S)

2.1 Nom et numéro d'enregistrement.....

2.2 Pavillon

3. INFORMATIONS RELATIVES AU NAVIRE INSPECTÉ

3.1 Nom et numéro d'enregistrement.....

3.2 Pavillon.....

3.3 Capitaine (nom et adresse).....

3.4 Propriétaire du navire (nom et adresse).....

3.5 Numéro de registre de la CGPM.....

3.6 Type de navire.....

4. POSITION

4.1 Position déterminée par le capitaine du navire d'inspection à..... UTC; Lat..... Long.....

4.2 Position déterminée par le capitaine du navire de pêche à..... UTC; Lat..... Long.....

5. DATE ET HEURE DE DÉBUT ET DE FIN DE L'INSPECTION

5.1 Date..... Heure de montée à bord..... UTC — Heure de départ..... UTC

6. TYPES D'ENGINS DE PÊCHE À BORD

Chalut de fond à panneaux – OTB	
Chalut pélagique à panneaux – OTM	
Chaluts à crevettes – TBS	
Senne coulissante – PS	
Filets maillants ancrés (calés) – GNS	
Palangres calées – LLS	
Engins de pêche récréative – RG	
Autre (à préciser)	

7. DÉTERMINATION DU MAILLAGE — EN MILLIMÈTRES

7.1 Maillage légal à utiliser: ... mm

7.2 Résultat de la mesure moyenne du maillage: ... mm

7.3 Infraction: OUI ☐ NON ☐ ----- Si OUI, référence juridique:

8. INSPECTION DES CAPTURES À BORD

8.1 Résultats du contrôle du poisson détenu à bord

ESPÈCE (code alpha tri FAO)						
Total (kg)						
Présentation						
Échantillon inspecté						
Pourcentage de poissons sous-dimensionnés						

8.2 Infraction: OUI ☐ NON ☐ ----- Si OUI, référence juridique:

9. INSPECTION DES DOCUMENTS À BORD DU VMS

9.1 Journal de pêche: OUI ☐ NON ☐

9.2 Infraction: OUI ☐ NON ☐ ----- Si OUI, référence juridique:

9.3 Licence de pêche: OUI ☐ NON ☐

9.4 Infraction: OUI ☐ NON ☐ ----- Si OUI, référence juridique:

9.3 Autorisation spécifique: OUI ☐ NON ☐

9.4 Infraction: OUI ☐ NON ☐ ----- Si OUI, référence juridique:

9.5 VMS: OUI ☐ NON ☐ -----en état: Oui ☐ NON ☐

9.6 Infraction: OUI ☐ NON ☐ ----- Si OUI, référence juridique:

10. LISTE DES INFRACTIONS

- ☐ Pêche sans licence, permis ou autorisation délivré par la PCC du pavillon – référence juridique:
- ☐ Défaut dans la maintenance de registres satisfaisants de captures et des données y afférentes conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports de la CGPM, ou à une déclaration particulièrement erronée des captures et/ou des données y afférentes – référence juridique:
- ☐ Pêche dans une zone fermée – référence juridique:
- ☐ Pêche pendant une saison fermée – référence juridique:
- ☐ Utilisation de matériel de pêche interdit – référence juridique:
- ☐ Falsification ou dissimulation intentionnelle des marquages, de l'identité ou de l'immatriculation d'un navire de pêche – référence juridique:
- ☐ Dissimulation, altération ou élimination des preuves relatives à une enquête sur une infraction – référence juridique:
- ☐ Infractions multiples qui, ensemble, constituent une méconnaissance grave des mesures applicables en vertu des règles de la CGPM
- ☐ Agression, résistance, intimidation, harcèlement sexuel, interférence ou obstruction excessive ou retard d'un inspecteur autorisé
- ☐ Interférences avec le système de surveillance par satellite et/ou opération sans système VMS — référence juridique:

11. LISTE DES DOCUMENTS COPIÉS À BORD

.....
.....
.....
.....
.....
.....

12. COMMENTAIRES ET SIGNATURE DU CAPITAINE DU NAVIRE.

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Signature du capitaine:

13. COMMENTAIRES ET SIGNATURE DU OU DES INSPECTEUR(S)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Signature du ou des inspecteurs:

.....

Rapport d'observation de la CGPM

1. Date de l'observation:/...../..... Heure:.....UTC
2. Position du bateau observé: Latitude..... – Longitude.....
3. Cap:..... – Vitesse.....
4. Nom du navire observé:
5. Pavillon du navire observé:
6. Numéro externe/marquage:
7. Type de navire:
 - ☐ Navire de pêche
 - ☐ Navire de transport
 - ☐ Navire congélateur
 - ☐ Autre (à préciser)
8. Indicatif international d'appel radio:
9. Numéro IMO (le cas échéant):
10. Activité(s):
 - ☐ Pêche
 - ☐ Ebouillantage
 - ☐ Pêche aux filets dérivants
 - ☐ Transbordement
11. Contact radio: OUI ☐ NON ☐
12. Nom et nationalité du capitaine du navire observé:.....
13. Nombre de personnes à bord du navire observé:.....
14. Captures à bord du navire observé:.....
15. Informations recueillies par:
 - Nom de l'inspecteur:
 - Partie contractante:
 - Numéro de carte d'identité CGPM:
 - Nom du navire de patrouille:

Résolution CGPM/41/2017/1
relative à une stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

RAPPELANT que l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) a pour objectif de garantir la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

RAPPELANT l'Agenda 2030 pour le développement durable adopté dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur le développement durable (New York, septembre 2015) et les Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD), notamment l'ODD 14 «Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable», l'ODD 2 «Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable», l'ODD 6 «Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable», l'ODD 8 «Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous», l'ODD 12 «Établir des modes de consommation et de production durables», l'ODD 13 «Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions», l'ODD 15 «Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité» et l'ODD 17 «Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser»;

RAPPELANT que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a lancé l'Initiative en faveur de la croissance bleue dans le but d'aborder la question de la sécurité alimentaire et de l'atténuation de la pauvreté, en promouvant notamment la production de poissons de capture et d'aquaculture de qualité au moyen de processus intégrés et durables prenant en compte les aspects socioéconomiques;

RAPPELANT que la FAO a inscrit dans son Objectif stratégique 2 la recherche d'une aquaculture productive et durable pour atteindre la sécurité alimentaire;

RAPPELANT que, conformément au Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO, les États devraient établir, maintenir et développer un cadre juridique et administratif approprié facilitant le développement d'une aquaculture responsable;

RAPPELANT la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (Convention de Barcelone);

RAPPELANT l'approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture, telle qu'elle est inscrite dans l'Accord de la CGPM, en vue de mieux tenir compte des spécificités de la région de la Méditerranée et de la mer Noire;

CONSIDÉRANT l'Équipe spéciale, établie en 2015, chargée d'élaborer une stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire (Équipe spéciale sur l'aquaculture) et le vaste processus de consultation qu'elle a lancé.

ADOpte, conformément aux Articles 5 et 8 de l'Accord de la CGPM, la résolution suivante:

1. La CGPM établit une stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire (la stratégie) visant à soutenir l'accomplissement de son mandat, telle que reproduite en Annexe.
2. La mise en œuvre de la stratégie devrait assurer que, d'ici à 2030, le secteur de l'aquaculture atteigne son plein potentiel.
3. La stratégie s'articule autour des trois cibles suivantes, lesquelles proposent différents résultats et activités:
 - a) créer un cadre réglementaire et administratif efficace afin de garantir le développement durable de l'aquaculture;
 - b) améliorer les interactions entre l'aquaculture et l'environnement tout en assurant la santé et le bien-être des animaux; et
 - c) faciliter l'aquaculture axée sur le marché et améliorer la perception du public.
4. La CGPM examinera le contenu de la stratégie en temps voulu.

Stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire

Résumé

En Méditerranée et en mer Noire, l'aquaculture est une industrie florissante qui joue un rôle déterminant dans l'optique de la croissance bleue. Compte tenu de l'évolution actuelle de la production aquacole et de certaines stratégies aquacoles nationales, la production régionale des produits de la mer issus de l'aquaculture devrait augmenter sensiblement au cours des décennies à venir. Cette situation requiert une planification rigoureuse en vue d'assurer la durabilité sociale, économique et environnementale à long terme du secteur. Au niveau international, des étapes décisives ont été franchies en vue de promouvoir le développement durable et la coopération, au regard des nouveaux enjeux mondiaux. Les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, et en particulier l'ODD 14, soulignent l'importance d'une «exploitation durable des ressources marines, notamment grâce à une gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme». À l'échelon de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Code de conduite pour une pêche responsable préconise des pratiques aquacoles responsables; en outre, la mise en place d'une aquaculture durable et productive est inscrite dans l'Objectif stratégique 2 de la FAO. En Méditerranée et en mer Noire, la nécessité de promouvoir la croissance bleue et de développer une aquaculture durable à l'appui de la sécurité alimentaire a été réaffirmée à plusieurs reprises. Prenant acte de cette évolution croissante, et conformément à son mandat, qui vise à garantir le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire, la Commission générale des pêches pour la Méditerranée a mis en place en 2015 une Équipe spéciale chargée d'élaborer une stratégie en faveur du développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire (Équipe spéciale sur l'aquaculture). La stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire (la stratégie) a été élaborée dans le cadre d'un vaste processus de consultation, en prenant appui sur les principaux éléments fournis par l'Équipe spéciale sur l'aquaculture. Elle vise à soutenir les pays dans la réalisation de leurs plans de production nationaux pour permettre au secteur de développer pleinement son potentiel d'ici 2030. Selon cette stratégie, l'avenir de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire passe par un rééquilibrage des forces en jeu, ainsi que par des activités promotionnelles qui contribueront à rendre le secteur plus compétitif, plus durable, plus productif, plus rentable et plus équitable. Elle s'articule autour de trois grands objectifs (cibles) qui tiennent compte des principales vulnérabilités transfrontières et des problèmes transversaux et se fondent sur les piliers du développement durable. Grâce à un certain nombre de résultats et d'activités, la réalisation de ces objectifs contribuera de façon déterminante à atteindre l'objectif global visé par la stratégie.

Cible 1: Créer un cadre réglementaire et administratif efficace afin de garantir le développement durable de l'aquaculture

Résultat 1.1: les cadres réglementaires en matière d'aquaculture sont améliorés et la gestion du secteur public est rationalisée

Résultat 1.2: l'aquaculture est intégrée aux zones côtières

Cible 2: Améliorer les interactions entre l'aquaculture et l'environnement tout en assurant la santé et le bien-être des animaux

Résultat 2.1: les impacts sur l'environnement sont atténués et la protection de l'environnement est améliorée

Résultat 2.2: les conditions de santé et de vie des animaux aquatiques sont gérées de manière responsable

Résultat 2.3: la mutualisation des connaissances et des activités de recherche en matière d'aquaculture est renforcée

Cible 3: Faciliter l'aquaculture axée sur le marché et améliorer la perception du public

Résultat 3.1: le développement du secteur aquacole est axé sur le marché

Résultat 3.2: la sécurité sanitaire et la qualité des produits issus de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire sont améliorées

Résultat 3.3: la commercialisation et la communication concernant l'aquaculture et les produits aquacoles sont renforcées

PRÉSENTATION D'ENSEMBLE

La présente stratégie régionale aquacole intégrée est le fruit d'un vaste processus de consultation entamé à la suite de la décision, prise à la trente-neuvième session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), de mettre en place une Équipe spéciale chargée d'élaborer une stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire (Équipe spéciale sur l'aquaculture), en prenant appui en particulier sur les résultats de la Conférence régionale intitulée «La croissance bleue en Méditerranée et en mer Noire: développer une aquaculture durable à l'appui de la sécurité alimentaire» (Italie, décembre 2014). Ces résultats ont souligné qu'une bonne gouvernance implique que la gestion de l'aquaculture soit participative, efficace, responsable et cohérente et repose sur des cadres réglementaires solides et efficaces.

Le processus de coconstruction qui a été lancé pour élaborer la stratégie visait à assurer des conditions de concurrence équitables et à examiner des critères minimums communs afin d'aborder les problèmes transversaux et transfrontières relatifs à l'aquaculture dans les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire. Ce processus a associé des points focaux nationaux et des experts, qui se sont rencontrés à plusieurs reprises; les deux réunions de l'Équipe spéciale sur l'aquaculture organisées à ce jour en constituent les principaux jalons. La première réunion de l'Équipe spéciale sur l'aquaculture (Italie, mai 2016) a passé en revue les avancées récentes réalisées et les priorités du secteur aquacole dans la région et a permis de définir des éléments essentiels préliminaires, des domaines de travail, des actions concrètes, des outils de gestion ainsi qu'une feuille de route pour la stratégie. Les résultats de cette première réunion ont été endossés par la quarantième session de la CGPM. La deuxième réunion de l'Équipe spéciale sur l'aquaculture (Italie, novembre 2016) a passé en revue les stratégies et les plans de développement aquacoles en vigueur dans la région, à l'échelon national et supranational, et a examiné la structure et le contenu de la stratégie, en se penchant notamment sur les actions prioritaires et les besoins en matière d'assistance technique. Les participants se sont accordés sur les ajustements à apporter à la stratégie, notamment à sa structure, à son calendrier et à ses composantes portant sur la coopération et l'assistance technique. Une version remaniée de la stratégie a été soumise à l'attention de la dixième session du Comité scientifique consultatif de l'aquaculture (CAQ) (Turquie, mars 2017), qui a décidé de poursuivre les travaux en vue de finaliser la stratégie, afin que celle-ci soit présentée et adoptée par la quarante et unième session de la Commission.

La stratégie est en accord avec les domaines stratégiques de la Plateforme aquacole multi-acteurs de la CGPM et a été enrichie des résultats d'autres projets aquacoles menés jusqu'à présent au titre du programme-cadre de la CGPM. Elle s'articule en trois parties: i) une introduction générale décrivant la vision, la mission, la nature, la portée et les principes directeurs de la stratégie; ii) une section dédiée aux trois cibles de la stratégie, y compris leurs résultats et activités connexes; et iii) une section traitant de l'opérationnalisation de la stratégie.

INTRODUCTION**Pourquoi une stratégie régionale**

L'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire est un secteur florissant et en pleine croissance, qui joue un rôle de premier plan s'agissant de garantir la sécurité alimentaire, l'emploi et le développement économique tout en réduisant la dépendance envers les stocks de poissons sauvages, souvent surexploités. En 2014, la production des pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire a atteint

2 381 954 tonnes¹, pour une valeur économique estimée à environ 6,8 milliards de dollars des États-Unis. Selon certaines stratégies aquacoles nationales, la production des pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire devrait dépasser 4 600 000 tonnes en 2020-2030.

Cette croissance rapide pose cependant un certain nombre de défis pour la durabilité globale du secteur sur le long terme et soulève des préoccupations pour différents motifs. Une aquaculture durable implique non seulement que l'industrie soit viable sur le plan économique et environnemental mais également que les fermes fonctionnent d'une manière responsable d'un point de vue social et culturel. Les défis actuels liés à la gouvernance, à la planification spatiale, aux questions d'économie et de marché, aux préoccupations écologiques et environnementales et à la mondialisation du marché de la production aquacole soulignent la nécessité d'une stratégie régionale en faveur du développement durable de l'aquaculture dans les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire.

Dans l'optique de la croissance bleue, l'aquaculture représente un secteur stratégique pour l'avenir et détient un fort potentiel pour beaucoup de communautés côtières et de pays du pourtour de la Méditerranée et de la mer Noire. S'il est organisé et administré convenablement, ce secteur peut apporter de multiples bénéfices en fournissant des aliments nutritifs et des retombées socioéconomiques positives. Étant donné que l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire regroupe des systèmes d'élevage variés, à différents stades de développement, une approche globale est nécessaire afin d'assurer que le secteur se développe de manière à concilier l'ensemble des principes du développement durable tout en tenant compte de la complexité et des spécificités de l'aquaculture dans l'ensemble de la région.

La mise en œuvre de la présente stratégie aquacole régionale vise à contribuer à la réalisation de cet objectif en favorisant les processus coopératifs et en encourageant les synergies, afin de permettre au secteur de développer pleinement son potentiel d'ici 2030.

Vision et mission

La présente stratégie envisage un avenir où l'industrie aquacole en Méditerranée et en mer Noire sera compétitive à l'échelle mondiale, durable, productive, rentable et équitable. Dans le même temps, elle devrait apporter un soutien aux pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire dans la formulation d'activités et de plans d'actions harmonisés, en accordant une attention particulière aux priorités actuelles et aux nouveaux défis du secteur à l'échelon régional, sous-régional, national et local, et en tenant compte des stratégies nationales et supranationales ainsi que des exigences juridiques existantes.

Contexte international et institutionnel

La communauté internationale a récemment reconnu que, compte tenu des nouveaux défis mondiaux, des progrès supplémentaires devaient être accomplis pour garantir une coopération efficace à l'appui du développement durable. Le 1er janvier 2016, les 17 Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 pour le développement durable – adopté par les dirigeants mondiaux à un sommet historique des Nations Unies tenu en septembre 2015 – sont officiellement entrés en vigueur. Au cours des quinze années à venir, ils devraient mobiliser les efforts en faveur d'un monde plus prospère et durable. La conservation et l'utilisation durable de l'environnement marin ont un rôle crucial à jouer à cet égard, et l'ODD 14 «Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable» reflète particulièrement cette exigence. La cible 7, en particulier, vise, «d'ici à 2030, [à] faire mieux bénéficier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines, notamment grâce à une gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme». Cette cible reconnaît la fonction essentielle de la bonne gouvernance dans l'aquaculture dans le cadre des efforts consentis dans de nombreux domaines afin d'améliorer les conditions de vie, et souligne la nécessité «d'équilibrer les priorités entre croissance et conservation, et entre pêche et aquaculture industrielles et artisanales, afin de garantir des avantages équitables pour les communautés». D'autres ODD, tel que l'ODD 2 (Faim «zéro»), l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), l'ODD 12 (Consommation et production responsables), l'ODD 13

¹ En comptant la production de tous les environnements (eaux marines, saumâtres et douces) et la production de l'Atlantique.

(Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), l'ODD 15 (Vie terrestre) et l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs), revêtent également un intérêt pour l'aquaculture. En 2012, le document final «L'avenir que nous voulons» de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) avait déjà renouvelé l'engagement international en faveur du développement durable et de la coopération. Dans le prolongement de ces efforts, la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) s'est conclue par l'adoption historique, en décembre 2015, de l'Accord de Paris. Pour la première fois, 174 nations ainsi que l'Union européenne se sont mutuellement engagées à mener des actions ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques et s'adapter à leurs effets, jetant ainsi les bases d'une nouvelle ligne d'action mondiale en matière de climat.

À l'appui de ces efforts, la FAO a lancé l'Initiative en faveur de la croissance bleue dans le but d'agir sur la sécurité alimentaire et l'atténuation de la pauvreté en produisant des poissons de capture et d'aquaculture de qualité au moyen de processus intégrés, durables et tenant compte des aspects socioéconomiques. La FAO a inscrit la recherche d'une aquaculture productive et durable en faveur de la sécurité alimentaire dans son Objectif stratégique 2 (OS 2), qui vise à «rendre l'agriculture, la foresterie et la pêche plus productives et plus durables». Le Programme de travail de la FAO dans le domaine des pêches et de l'aquaculture au titre du Cadre stratégique de l'Organisation, élaboré par le Comité des pêches de la FAO¹, souligne que «certaines activités de l'Initiative [en faveur de la croissance bleue] liées à l'OS 2 requièrent des activités techniques transversales, notamment [...] la réduction de l'impact de l'intensification agricole sur les écosystèmes aquatiques, l'amélioration de la santé des animaux aquatiques, et la promotion de la gestion des zones côtières». En outre, le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO se penche sur la promotion de l'aquaculture responsable. L'article 9.1.1 du Code de conduite indique notamment que «les États devraient établir, faire fonctionner et développer un cadre juridique et administratif approprié qui favorise le développement de l'aquaculture responsable». L'article 9.2 aborde clairement la protection des écosystèmes aquatiques transfrontières par le soutien aux pratiques aquacoles responsables tandis que l'article 11 met en avant le droit des consommateurs à des produits sans danger et de qualité, encourageant à cet égard les États à établir des normes minimales et à encourager la certification.

En mer Méditerranée et en mer Noire, d'autres instruments juridiques internationaux ont été adoptés et participent à ces efforts, comme par exemple la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée de 1995.

À l'échelon régional, la nécessité de développer le secteur aquacole de manière durable figure dans l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM). Cet accord affirme clairement qu'«une aquaculture responsable contribue à réduire les pressions exercées sur les ressources biologiques marines et joue un rôle important dans la promotion et une meilleure utilisation des ressources biologiques aquatiques, s'agissant notamment de la sécurité alimentaire». L'élaboration d'une stratégie régionale s'inscrit pleinement dans l'esprit de l'article 5 e) de l'Accord de la CGPM, selon lequel la Commission s'attache «à favoriser, le cas échéant, une approche sous-régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire».

1. NATURE ET PORTÉE

La stratégie est associée à l'ODD 14 et à l'OS 2. Elle est pluriannuelle (2017-2020) et fournit des indications visant à permettre au secteur de développer pleinement son potentiel dans la région, en veillant à ce qu'il réponde aux besoins grandissants en produits aquacoles et participe à la sécurité alimentaire ainsi qu'à l'atténuation de la pauvreté, avec une attention particulière pour les communautés côtières. La responsabilité et la durabilité constituent les pierres angulaires de la stratégie, qui se place également dans le droit fil des principes et des approches inscrits dans les instruments juridiques modernes régissant les pêches et l'aquaculture au niveau international.

¹ FAO. 2016. Programme de travail de la FAO dans le domaine des pêches et de l'aquaculture au titre du Cadre stratégique de l'Organisation. Trente-deuxième session du Comité des pêches. Rome, Italie, 11-15 juillet 2016. Document COFI/2016/9.

La stratégie ne concerne pas les pêches étant donné que les défis associés à ce secteur sont abordés de manière spécifique dans une stratégie à moyen terme en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire.

Les trois cibles de la stratégie abordent un ensemble de vulnérabilités transfrontières fondamentales et de problèmes transversaux, et se fondent sur les piliers du développement durable. La réalisation de résultats et d'activités proposés est déterminante en vue d'accomplir les objectifs visés par chaque cible.

2. PRINCIPES DIRECTEURS

La mise en œuvre de la stratégie sera guidée par les principes ci-après, qui figurent dans l'Accord de la CGPM et sont appliqués au niveau de la FAO:

Durabilité: la vision de la FAO pour une alimentation et une agriculture durables est «celle d'un monde où la nourriture est équilibrée et accessible à tous, et dans lequel les ressources naturelles sont gérées de manière à préserver les fonctions des écosystèmes et leur aptitude à répondre aux besoins actuels et futurs». Selon cette vision, les communautés rurales «ont la possibilité de participer activement au développement économique et d'en profiter, et bénéficient de conditions d'emploi et de travail décentes, au sein d'un système de prix équitables. Elle [leur] permet de bénéficier de la sécurité alimentaire, de conserver la maîtrise de leurs moyens d'existence et d'accéder de façon équitable aux ressources [...]»¹. Cela se reflète particulièrement dans l'OS 2 et dans l'Accord de la CGPM, qui spécifie que la Commission s'attache à considérer «l'aquaculture, y compris la pêche fondée sur l'élevage, comme un moyen de promouvoir la diversification des revenus et du régime alimentaire et, ce faisant, à veiller à ce que les ressources biologiques marines soient utilisées d'une manière responsable, à ce que la diversité génétique soit préservée et à ce que les effets nuisibles sur l'environnement et sur les communautés locales soient réduits le plus possible» (article 5 d)).

Meilleures connaissances disponibles: la mise en œuvre de la stratégie doit être fondée sur les meilleures connaissances disponibles, notamment en ce qui concerne les évolutions de l'aquaculture, les écosystèmes et le milieu marin, ainsi que sur des informations pertinentes issues de sources diverses. Des efforts doivent être consentis pour recueillir toutes les informations disponibles, et des normes pour assurer la qualité de ces informations doivent être appliquées dans la mesure du possible et si nécessaire.

Objectivité et transparence: la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations sur la situation et les évolutions de l'aquaculture, des écosystèmes et du milieu marin doivent respecter des exigences de confidentialité. La transparence dans les processus décisionnels et les activités connexes doit être favorisée. Lorsque des données et des informations sur la situation et les évolutions du secteur sont incomplètes, l'incertitude qui en découle doit être indiquée, sans toutefois porter atteinte à l'application de l'approche de précaution, conformément à l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons de 1995 et au Code de conduite pour une pêche responsable.

Ponctualité: dans la mesure du possible, la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations sur la situation et les évolutions de l'aquaculture, des écosystèmes et du milieu marin doivent être réalisées en temps voulu.

Participation et coopération: la coopération entre les parties prenantes pertinentes et les structures et mécanismes en place devrait être facilitée afin de créer des synergies et d'éviter la duplication des connaissances et des initiatives déjà existantes. La mise en œuvre de la stratégie doit suivre le même processus participatif et consultatif appliqué lors de la phase préparatoire. Les acteurs pertinents de ce processus peuvent notamment regrouper les représentants d'États riverains de la Méditerranée et de la mer Noire et ceux d'organisations internationales, non gouvernementales et de la société civile.

Souplesse et équité: les activités doivent être suffisamment souples pour pouvoir être ajustées si nécessaire et tenir compte des différents stades de développement du secteur ainsi que de la diversité des contextes juridiques dans la région de la Méditerranée et de la mer Noire. À cet égard, les capacités des États en développement dans la région doivent être dûment prises en compte lors de la mise en

¹ FAO. 2014. Construire une vision commune pour une alimentation et une agriculture durables. Principes et approches.

œuvre de la stratégie et l'on cherchera à offrir des conditions équitables en vue de garantir la parité, l'impartialité et des opportunités égales pour l'ensemble des parties concernées.

3. CIBLES, RÉSULTATS ET ACTIVITÉS

CIBLE 1: CRÉER UN CADRE RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF EFFICACE AFIN DE GARANTIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'AQUACULTURE

La communauté internationale a reconnu à plusieurs reprises qu'une bonne gouvernance en aquaculture permettrait de contribuer à améliorer l'acceptabilité sociale du secteur et la confiance de l'ensemble des parties prenantes, ce qui permettrait de développer pleinement son potentiel socioéconomique, et de faire bénéficier des acteurs variés de nouvelles opportunités de développement.

Il est communément admis que les principaux défis auxquels est confronté le développement aquacole dans les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire sont: le manque de gestion administrative rationalisée et de cadres réglementaires dédiés à une planification spatiale concertée et permettant la sélection de zones adaptées à l'aquaculture (comme la mise en place de zones affectées à l'aquaculture [AZAs]), la superposition de nombreuses législations et autorités, et l'insuffisance de stratégies de programmation à long terme ainsi que de participation et de transparence dans les processus décisionnels. Ces difficultés entraînent un excès de bureaucratie, une faible coordination entre les autorités, des processus d'autorisation et d'octroi de concessions longs et fastidieux, des conflits entre des utilisations concurrentielles, une mauvaise affectation des ressources, un ralentissement de l'industrie et des dommages environnementaux irréversibles causés aux écosystèmes aquatiques transfrontières.

Partant de ce constat, des améliorations sont nécessaires afin de créer des cadres réglementaires et administratifs efficaces à l'appui de la durabilité du développement aquacole et de mieux intégrer l'aquaculture dans les zones côtières. Dans le cadre de sa cible 1, la stratégie aquacole vise à soutenir une aquaculture en Méditerranée et en mer Noire qui soit: a) régulée par un système solide et opérationnel et par la mise en place de régulations adaptées au secteur, conformément aux principes du Code de conduite pour une pêche responsable et avec le soutien de plans stratégiques; b) fondée sur des mécanismes participatifs efficaces et transparents au sein des processus décisionnels; et c) développée de manière cohérente, en harmonie avec les principes de planification de l'espace maritime et côtier et intégrée aux activités des autres usagers des zones côtières. Afin de progresser vers une bonne gouvernance de l'aquaculture dans la région, la stratégie a pour objectif de soutenir les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire dans la mise en place de conditions favorables, telles que: des cadres réglementaires améliorés et spécifiques, une gestion rationalisée de l'administration et du secteur public, et des processus décisionnels basés sur les principes de participation, de transparence et de responsabilité (résultat 1.1); une intégration de l'aquaculture dans les zones côtières et marines améliorée et durable, et une plus grande compatibilité du secteur avec les autres activités humaines existantes et futures (résultat 1.2).

Résultat 1.1: les cadres réglementaires en matière d'aquaculture sont améliorés et la gestion du secteur public est rationalisée

Selon des données récentes¹, les enjeux majeurs pour une bonne gouvernance de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire sont liés à l'absence de cadres réglementaires complets, de structures de direction bien définies et d'espaces affectés à l'aquaculture.

La plupart du temps, les cadres juridiques sont dépourvus d'une vision globale des activités aquacoles et n'abordent pas en détail les caractéristiques liées à l'implantation des activités aquacoles (à terre, en haute mer, dans les eaux littorales), au type de production (intensif, extensif) ou au type d'entreprise (petite, moyenne ou grande). Cela engendre des difficultés pour les responsables administratifs lorsqu'il s'agit d'appliquer les réglementations en matière d'aquaculture. Des enquêtes récentes révèlent que

¹ Chapela, R. 2016. Review of current approaches to spatial planning for aquaculture in marine and freshwater environments in Europe, non-EU Mediterranean and Black Sea countries. Rapport préparé pour le projet AquaSpace – Ecosystem Approach to making Space for Sustainable Aquaculture (<http://www.aquaspace-h2020.eu/>), soutenu par l'Union européenne.

62 pour cent des pays de la Méditerranée et de la mer Noire appliquent un plan de développement national consacré à l'aquaculture, tandis que 25 pour cent de ces pays seulement sont dotés de réglementations spécifiques au secteur. Dans les pays où il n'existe pas de réglementations spécifiques à l'aquaculture, le secteur est administré par les lois sur les pêches ou l'agriculture, qui ne sont pas conçues pour répondre aux besoins particuliers de l'aquaculture¹.

Selon les Orientations stratégiques pour le développement durable de l'aquaculture dans l'Union européenne de 2013, le délai d'attribution des licences pour les exploitations aquacoles dépasse les 17 mois dans la majorité des pays de l'Union européenne et, dans certains pays, les licences pour les activités aquacoles en mer ont une durée limitée (inférieure à 10 ans). Par ailleurs, avant la première vente, le temps nécessaire à la construction d'installations et au lancement de la production est en général assez long (entre 2,5 années et 3,5 années). Enfin, seul un nombre limité de pays en Méditerranée et en mer Noire sont dotés de forums participatifs fonctionnels tels que les plateformes multi-acteurs ou mécanismes similaires (plateformes miroirs, comités sur l'aquaculture, etc.) permettant le dialogue et la participation aux processus décisionnels.

Ce résultat nécessitera la réalisation des activités ci-après:

Activités à l'appui de l'amélioration des cadres réglementaires et de l'efficacité administrative

- a) Élaborer des **lignes directrices régionales pour des systèmes réglementaires solides**, comprenant des principes directeurs, des bonnes pratiques et des éléments clés pour une croissance durable du secteur aquacole (par exemple des lois et des mesures abordant spécifiquement les droits sociaux et l'équité des conditions de travail). Cette activité vise à apporter aux pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire des critères de base minimums pour les aspects liés à la gouvernance tels que l'octroi de licences, la planification spatiale et la compétitivité, ainsi qu'à garantir des conditions équitables.
- b) Recueillir des exemples de **pratiques réussies concernant la simplification des processus d'octroi de licences à l'échelon régional et à l'échelon mondial** afin de mener une analyse comparative des modèles et des options en matière de bonne gouvernance. Cette activité apportera le soutien nécessaire et des solutions concrètes pour aider les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire à améliorer leurs procédures administratives.
- c) Organiser des **formations et des programmes nationaux de renforcement des capacités** pour les exploitants et les décideurs, au niveau local et au niveau régional. Cette activité consolidera le rôle de l'aquaculture dans les plans de développement nationaux et régionaux (santé humaine, économie locale et nationale par exemple) et favorisera une prise de conscience sur les systèmes et les procédures de bonne gouvernance en aquaculture. Des ateliers pour améliorer la coopération entre les institutions pourront également être organisés.
- d) **Suivre les avancées du développement de l'aquaculture** dans la région de la Méditerranée et de la mer Noire. Cette activité a pour but d'assurer un suivi de la mise en œuvre du développement durable de l'aquaculture, en s'appuyant sur les indicateurs de durabilité identifiés jusqu'à présent par le CAQ ainsi que dans le cadre du projet InDAM².
- e) Mettre en place un **réseau (et/ou forum/atelier) régional sur la gouvernance de l'aquaculture** parmi les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire et les organisations partenaires, afin d'aborder les questions réglementaires de manière concertée et de mettre en commun des expériences et des connaissances. Cette activité vise à créer un environnement favorable à la coopération entre les principaux décideurs sur des sujets liés à l'aquaculture, dans le but de consolider les efforts vers une harmonisation régionale des réglementations.

¹ Chapela, 2016.

² Projet «Indicators for Sustainable Development of Aquaculture and Guidelines for their use in the Mediterranean».

Activités visant à améliorer la responsabilisation dans les processus de prise de décision et d'application

- f) Préparer des **lignes directrices pour renforcer la participation des organisations de producteurs aquacoles à la gestion du secteur**. Ces lignes directrices comprendront des dispositions visant à renforcer les mécanismes de participation des parties prenantes aux processus décisionnels, en vue d'assurer la contribution dynamique et une plus grande responsabilité des acteurs concernés.
- g) **Appuyer la mise en place d'outils participatifs nationaux et régionaux** tels que les plateformes multi-acteurs. Ces outils ont pour finalité de stimuler un réseau régional solide impliquant des spécialistes de l'aquaculture, des partenaires et des organismes de recherche à l'échelon national, de favoriser le dialogue et de faciliter la mise en commun de connaissances à différents niveaux géographiques, en vue d'apporter des solutions régionales face aux principales lacunes et priorités identifiées à l'échelon national.

Résultat 1.2: l'aquaculture est intégrée aux zones côtières

Il convient d'envisager le développement spatial de l'aquaculture marine dans le contexte plus général de la planification spatiale marine afin de minimiser les impacts négatifs sur les zones côtières, d'éviter la concurrence avec d'autres usagers et de conserver les services écosystémiques fournis par l'environnement. Dans la région de la Méditerranée et de la mer Noire, l'absence de planification spatiale robuste entrave considérablement le développement de l'aquaculture. Au niveau local, les principaux conflits résultent de la lutte pour l'espace marin et de la concurrence entre les différents usages et usagers des zones côtières; de ce fait, l'espace disponible pour développer de nouvelles activités de mariculture dans les zones côtières est fortement réduit. Les conflits habituellement signalés par les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire sont liés aux interactions avec le tourisme, les communautés locales, la conservation de l'environnement, la pêche artisanale et l'industrie du pétrole et du gaz¹.

La communauté internationale a reconnu à diverses reprises que la planification spatiale marine était nécessaire. Le Comité des pêches de la FAO² a lui aussi souligné l'importance vitale de la planification spatiale marine en vue de garantir l'affectation d'espace pour l'aquaculture et d'intégrer, de manière concertée, les activités aquacoles aux autres usages côtiers. À l'échelon de la CGPM, la Résolution CGPM/36/2012/1 relative à des lignes directrices concernant les zones affectées à l'aquaculture, adoptée en 2012, met l'accent sur le fait que le développement de l'aquaculture le long des zones côtières dépasse le concept de zonage et que la planification spatiale marine, l'évaluation d'impact environnemental et les programmes de suivi environnemental sont essentiels à la mise en œuvre d'une stratégie régionale portant sur les AZAs. La résolution considère la mise en place d'AZAs comme une priorité pour le développement et la gestion responsables des activités aquacoles en Méditerranée et en mer Noire. Elle contient également des dispositions sociales et économiques visant à réduire les externalités négatives de l'aquaculture tout en permettant le développement harmonieux d'activités de différents types dans une même zone. Par ailleurs, la résolution souligne que la mise en place d'AZAs devrait généralement être assortie d'un plan de gestion au sein duquel le secteur aquacole est développé.

Dans la région, plusieurs pays envisagent d'inscrire les activités aquacoles dans le cadre de la planification spatiale marine, notamment pour ce qui est de l'affectation spatiale et temporelle des espaces maritimes à différentes activités, afin de préserver les services écologiques fournis par les écosystèmes de l'océan. Par exemple, à l'échelon de l'Union européenne, la Directive sur la planification de l'espace maritime³ établit des principes généraux et des normes communes pour les activités humaines au sein de l'espace maritime de l'Union européenne en vue de réaliser des objectifs

¹ Chapela, 2016.

² Comité des pêches de la FAO. 2014. Rapport de la septième session du Sous-Comité de l'aquaculture. Saint-Petersbourg, Fédération de Russie, 7-11 octobre 2013. FAO Rapport sur les pêches et l'aquaculture. No. 1064. Rome, FAO. 53 pp.

³ Directive 2014/89/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 établissant un cadre pour la planification de l'espace maritime.

d'ordre environnemental, économique et social. Selon cette directive, la planification de l'espace maritime doit être mise en place dans l'ensemble des eaux de l'Union européenne, et les États membres doivent établir des plans intersectoriels de planification de l'espace maritime d'ici 2021. Toutes les activités prévues par la stratégie sont conformes aux processus de planification spatiale en vigueur à l'échelon international, régional, supranational et national.

Une étude menée récemment dans 21 pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire a révélé que 14 pays avaient mis en place la sélection des sites pour le développement de l'aquaculture. Plusieurs obstacles (conflits pour l'espace, préoccupations environnementales, non prise en compte des priorités en matière d'aquaculture, etc.) continuent néanmoins de limiter la mise en place d'AZAs. Il convient en outre de souligner que la sélection des sites en tant que telle n'implique pas l'établissement d'AZAs ni la planification ou la création de zones spécifiquement dédiées à l'aquaculture. Les répondants à l'enquête ont également indiqué que seuls 8 pays avaient établi des AZAs ou des zones d'aménagement aquacole. Il est par conséquent nécessaire de promouvoir la mise en œuvre de ces outils pour améliorer l'intégration de l'aquaculture dans les zones côtières¹.

Ce résultat nécessitera la réalisation des activités ci-après:

- a) **Déployer des projets et des mécanismes de coopération technique pour appuyer la mise en œuvre effective d'AZAs** dans la région. Cette activité comprendra un renforcement des capacités et une formation pour aider les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire à réaliser la mise en œuvre effective d'AZAs et pour favoriser une planification dynamique (conformément à la Résolution CGPM/36/2012/1). Sur demande, cette activité pourrait être adaptée s'il y a lieu à des exigences spécifiques, et celle-ci devrait être intégrée au processus plus large de planification spatiale de l'espace maritime de l'Union européenne.
- b) **Préparer et diffuser une boîte à outils sur les AZAs.** La boîte à outils sur les AZAs illustrera les avantages des AZAs et apportera des informations sur leur mise en place et leur gestion afin de tirer le meilleur parti des connaissances scientifiques en matière d'AZAs dans la région. Elle s'appuiera sur les réussites techniques et les connaissances actuelles, et sera adaptée aux spécificités de la région. Cette boîte à outils comprendra un guide ainsi que du matériel d'information sous forme de graphiques, fiches de synthèse, dépliants et un manuel de formation à l'attention des gestionnaires publics.

CIBLE 2: AMÉLIORER LES INTERACTIONS ENTRE L'AQUACULTURE ET L'ENVIRONNEMENT TOUT EN ASSURANT LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX

La nécessité d'améliorer les interactions entre l'aquaculture et l'environnement a été mise en avant dans diverses enceintes internationales et régionales. La Conférence Rio+20 de 2012 a reconnu que des écosystèmes marins sains sont plus productifs et sont essentiels pour des économies durables axées sur les océans. Dans ce contexte, le Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches de la FAO a suggéré, en 2016, que l'Initiative en faveur de la croissance bleue de la FAO ne se concentre pas uniquement sur des stratégies visant à réduire les impacts négatifs de l'aquaculture mais qu'elle contribue aussi à développer pleinement les effets positifs de l'aquaculture, tels que ceux de la conchyliculture, sur l'environnement². À l'échelon régional, la CGPM a reconnu l'importance d'établir un équilibre entre, d'une part, la réduction des effets sur l'environnement et, d'autre part, l'appui à la croissance de la production aquacole dans les zones côtières.

La Méditerranée et la mer Noire partagent un écosystème aquatique unique et sont caractérisées par des interactions complexes entre l'aquaculture et l'environnement. Les impacts de l'aquaculture sur l'environnement à l'échelle locale pourraient affecter négativement les services écologiques fournis par l'environnement et avoir des effets à plus grande échelle. À cet égard, le manque de coopération

¹ Chapela, 2016.

² FAO. 2016. Décisions prises et recommandations formulées par le Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches à sa huitième session, Brasilia, Brésil, 5-9 octobre 2015. Trente-deuxième session du Comité des pêches de la FAO, Rome, Italie, 11-15 juillet 2016. Document COFI/2016/4.

régionale sur les questions transfrontières et la faible harmonisation des normes et des règles rendent le suivi de ces interactions plus difficile. D'autres obstacles sont également à prendre en compte: le manque d'application et d'harmonisation de programmes de suivi environnemental dédiés à l'aquaculture, les faibles capacités pour réaliser et appliquer des analyses des risques, l'insuffisance de lignes directrices en matière de contrôle et de prévention (pathologies, espèces exotiques, poissons fugitifs, changement climatique et facteurs de stress liés à l'acidification des océans), la faible application de normes pour la prévention et le contrôle des procédures liées aux contaminants le long de la chaîne de valeur et le manque d'harmonisation des cadres réglementaires et de suivi.

Partant de ce constat, des efforts doivent être consentis en vue d'améliorer les interactions entre l'aquaculture et l'environnement tout en assurant la santé et le bien-être des animaux. Dans le cadre de sa cible 2, la stratégie vise à garantir que l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire soit: a) pleinement intégrée à un environnement dans lequel les services écologiques fournis sont préservés; b) apte à garantir des conditions de santé et de bien-être appropriées aux animaux aquatiques élevés; et c) appuyée par des activités de recherche et développement technologique (RDT) collaboratives, dynamiques, fondées sur les besoins de l'industrie, et dont les résultats sont transmis aux exploitants de manière efficace. Afin de progresser vers de meilleures interactions entre l'aquaculture et l'environnement et d'assurer la santé et le bien-être des animaux, la stratégie a pour objectif de soutenir les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire dans l'atténuation des impacts sur l'environnement et l'amélioration de la protection de l'environnement. La réalisation de cet objectif prévoit des actions promouvant: des activités aquacoles traditionnelles et intelligentes (résultat 2.1); une gestion plus efficace des activités productives et une santé et un bien-être des animaux améliorés (résultat 2.2); une mutualisation renforcée des activités de recherche et des connaissances à l'appui du développement durable de l'aquaculture (résultat 2.3).

Résultat 2.1: les impacts sur l'environnement sont atténués et la protection de l'environnement est améliorée

L'aquaculture a besoin d'eaux marines propres et salubres. Pour cette raison, la mise en œuvre d'une évaluation de l'impact sur l'environnement en amont de l'établissement d'activités aquacoles est impérative pour traiter les impacts environnementaux avant qu'ils ne se manifestent; par ailleurs, le suivi environnemental aux alentours des installations en mer est essentiel pour évaluer les effets et les impacts sur l'environnement ainsi que sur les activités aquacoles elles-mêmes. Conformément à la Résolution CGPM/36/2012/1, une zone d'effet admissible des activités aquacoles sur l'environnement devrait être définie à proximité immédiate de chaque exploitation et être assortie d'un programme de suivi environnemental. Constatant cette nécessité, la CGPM a élaboré des lignes directrices pour un programme de suivi environnemental de la pisciculture marine en cage. Les résultats récents d'une enquête menée dans le cadre du projet SHoCMed¹ ont souligné qu'en Méditerranée et en mer Noire, sur 8 pays interrogés sur 12 – soit 80 pour cent des pays riverains exerçant des activités de culture marine en cage – n'ont pas de système de suivi environnemental permanent. Ces observations ont aussi révélé que, lorsqu'un système de suivi environnemental existe, la coopération avec les exploitants dans les activités de suivi est insuffisante. Dans de nombreux cas, des données de suivi environnemental existent mais ne sont pas accessibles en raison d'un manque de coopération entre les différentes institutions et les fermes aquacoles.

Une autre étude récemment menée à l'échelle européenne² a montré que les accidents liés aux poissons fugitifs sont aussi relativement fréquents; dans six pays, dont trois pays du pourtour méditerranéen, où 242 accidents ont été déclarés, environ 8,9 millions de poissons se sont échappés. Cette situation résulte principalement de mesures de prévention insuffisantes au niveau des exploitations et engendre des risques de propagation des pathologies et des menaces pour la biosécurité. Des procédures strictes

¹ Rapport sur les résultats de l'enquête régionale concernant les lignes directrices pour un programme de suivi environnemental harmonisé de la pisciculture marine en cage (projet SHoCMed).

² Jackson, D., Drumm, A., McEvoy, S., Jensen, Ø., Mendiola, D., Gabiña, G., Borg, J.A., Papageorgiou, N., Karakassis, I. & Black, K.D. (2015) A pan-European valuation of the extent, causes and cost of escape events from sea cage fish farming. *Aquaculture*. (436):21–26.

devraient être en vigueur pour réguler l'introduction d'espèces exotiques et d'espèces localement absentes. À l'échelon de l'Union européenne, un Règlement du Conseil sur les espèces exotiques en aquaculture¹ établit un cadre régissant les pratiques aquacoles en lien avec les espèces exotiques et les espèces non indigènes dans le but d'évaluer et de minimiser l'impact potentiel de ces espèces et d'espèces associées non ciblées sur les habitats aquatiques. La stratégie tient également compte du contexte de l'Union européenne. À l'échelon des exploitations, la mise en place de pratiques de gestion réussies et correctement conçues peut soutenir les producteurs dans leurs efforts pour réduire ou atténuer les impacts sur l'environnement, accroître l'efficacité et la productivité, améliorer la sécurité sanitaire des aliments et la qualité des produits aquacoles, et amplifier au maximum les avantages sociaux des activités aquacoles tout en améliorant l'acceptabilité sociale et la durabilité du secteur.

Ce résultat nécessitera la réalisation des activités ci-après:

- a) **Élaborer des lignes directrices sur les méthodes et la saisie des données en matière d'analyse des risques.** Ces lignes directrices mettront en évidence l'importance du suivi et de la collecte de données sur des aspects spécifiques des activités aquacoles. Les questions environnementales qui d'ordinaire ne font pas l'objet d'un suivi et pour lesquelles les données ne sont pas enregistrées pourraient également être abordées (par exemple les espèces exotiques ou les espèces non indigènes, les fongiques, les pathogènes, les médicaments et les aliments, etc.).
- b) **Proposer des formations et apporter une assistance technique sur la mise en place de programmes de suivi environnemental.** Cette activité vise à favoriser le renforcement des capacités nationales pour la mise en place de programmes de suivi environnemental dans les AZAs ainsi qu'à éveiller l'intérêt pour l'utilisation pratique d'outils de gestion et de suivi.
- c) **Concevoir et diffuser une boîte à outils pour l'harmonisation des critères minimums communs** pour les zones d'effet admissible et les normes de qualité environnementale. Cette boîte à outils complètera et actualisera les normes et les exigences minimales existantes élaborées par le CAQ, en tenant compte des changements climatiques et des phénomènes associés qui pourraient représenter des menaces pour l'aquaculture.
- d) **Établir des plans privilégiant les «pratiques aquacoles intelligentes face au climat».** Cette activité a pour objet de soutenir les activités aquacoles qui ont un effet positif sur le réchauffement planétaire, de contribuer à la préservation des services écologiques apportés par l'environnement et d'optimiser les effets positifs de l'aquaculture sur l'environnement. Elle pourrait s'appuyer sur des initiatives en place à l'échelon local, national et régional – par exemple l'aquaculture extensive dans les zones lagunaires, les aires marines protégées et la mytiliculture – qui tiennent compte de l'empreinte carbone et des modèles durables dans une optique de bioremédiation en vue de garantir le stockage du carbone et préserver l'environnement.
- e) **Préparer des lignes directrices relatives à la promotion des meilleures pratiques de gestion aquacole.** Cette activité a pour but de sensibiliser les exploitants à la conservation de l'intégrité environnementale et d'augmenter leur responsabilité à cet égard. Les meilleures pratiques de gestion se concentreront sur les normes minimales concernant l'élevage des espèces principalement produites, notamment: la charge par unité de surface, la gestion des aliments, le suivi et la qualité de l'eau, le calendrier d'exploitation, la gestion des médicaments, les pathologies et la mise en place de plans de surveillance.

Résultat 2.2: les conditions de santé et de vie des animaux aquatiques sont gérées de manière responsable

Des préoccupations ont été exprimées récemment au sujet de la résistance aux antibiotiques et aux antimicrobiens, une question d'ampleur mondiale qui met en avant la nécessité de faire un usage responsable des traitements efficaces et de prévenir les pathologies. Le besoin urgent de se pencher sur la santé et le bien-être des animaux aquatiques est traduit dans l'OS 2, qui établit l'amélioration de la

¹ Règlement (CE) n° 708/2007 du Conseil du 11 juin 2007 relatif à l'utilisation en aquaculture des espèces exotiques et des espèces localement absentes.

santé des animaux aquatiques comme une priorité à compter de 2016-2017. À l'échelon international, le Codex Alimentarius de la FAO et de l'Organisation mondiale de la santé aborde de manière spécifique les questions de santé en s'appuyant sur le principe que les animaux et les cultures doivent être sains tout au long de la chaîne alimentaire. En outre, le Code sanitaire pour les animaux aquatiques de l'Organisation mondiale de la santé animale apporte des éléments importants, en particulier sur les infections.

Dans ce contexte, il s'agit d'harmoniser les actions visant à relever les défis liés à la santé et au bien-être des animaux aquatiques en adoptant une démarche tenant compte des caractéristiques de l'aquaculture dans la région. La gestion de la santé et du bien-être des animaux élevés, y compris la prévention des pathologies et l'usage responsable des médicaments vétérinaires, des produits biologiques et des produits chimiques, dépend de la gestion globale de l'exploitation. Une bonne gestion doit garantir la santé des animaux tout en assurant la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et en limitant les impacts éventuels sur la santé humaine et sur l'environnement.

Ce résultat nécessitera la réalisation des activités ci-après:

- a) **Renforcer les capacités des producteurs aquacoles** dans le domaine de l'analyse des risques (notamment l'évaluation et la gestion des risques ainsi que la communication), de la gestion adaptative, du diagnostic, des mesures de biosécurité, et de la sécurité sanitaire et alimentaire (utilisation responsable de médicaments et vaccins enregistrés, répertoriés et traçables). Cette activité améliorera les capacités des producteurs à prendre en charge la prévention des pathologies et des risques et les dangers éventuels émanant des activités aquacoles.
- b) Développer des **systèmes et des protocoles pour le diagnostic précoce des pathogènes** avec le soutien de laboratoires certifiés, équipés et compétents. Cette activité renforcera les capacités à contenir la diffusion des pathologies.

Résultat 2.3: la mutualisation des connaissances et des activités de recherche en matière d'aquaculture est renforcée

Le Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches de la FAO a récemment reconnu le rôle prépondérant de la formation et de la recherche en aquaculture ainsi que leur contribution potentielle au développement d'une aquaculture durable¹. Les activités de RDT sont essentielles car elles génèrent de l'innovation et favorisent des progrès technologiques rapides; elles représentent un aspect crucial de la compétitivité des exploitants et de l'industrie dans son ensemble.

En Méditerranée et en mer Noire, la recherche est bien développée, comme le démontre le projet AquaMed² qui a été mené dans 12 pays riverains de la Méditerranée. Selon les résultats de ce projet, en 2013, 115 instituts de recherche et 1 155 chercheurs étaient impliqués dans des activités de recherche en lien avec l'aquaculture, et 547 projets de recherche en aquaculture ont été mis en place de 2005 à 2010. Pour que la recherche soit efficace, la sélection des sujets de recherche devrait se baser sur les besoins actuels du secteur, et les résultats devraient être transmis à l'industrie. De plus, le dialogue entre l'industrie (en particulier les petites exploitations disposant de moyens de financement limités) et le milieu de la recherche devrait être renforcé. Des réseaux performants devraient être établis et la coopération dans le milieu de la recherche devrait être facilitée pour consolider le dialogue entre les parties prenantes, renforcer les synergies et mieux coordonner les activités de recherche en vue d'éviter leur duplication et leur fragmentation.

La région de la Méditerranée et de la mer Noire est considérée comme une région vulnérable aux changements climatiques, et cette situation entraîne des changements potentiels liés à la température, à l'eutrophisation, à la prolifération d'algues nuisibles, au stress hydrique, à l'élévation du niveau de la mer, à l'acidification et aux pathologies. Ces menaces pourraient affecter le secteur aquacole, et en particulier la production conchylicole; il est donc nécessaire de disposer d'informations scientifiques spécifiques tenant compte de la position, du segment de production, du système de production et des espèces élevées pour évaluer le degré de vulnérabilité du secteur aux changements climatiques et aux

¹ Comité des pêches de la FAO, 2014.

² www.aquamedproject.net

phénomènes qui y sont associés, en vue de déterminer des mesures d'adaptation et d'atténuation appropriées.

L'objectif premier de l'aquaculture étant de produire des aliments pour la consommation humaine, les aspects nutritionnels sont considérés comme essentiels dans la promotion et l'évolution du secteur. À cet égard, la coopération avec les chercheurs et experts en nutrition humaine devrait être renforcée dans l'optique de promouvoir les avantages des produits aquacoles en Méditerranée et en mer Noire.

Ce résultat nécessitera la réalisation des activités ci-après:

- a) **Préparer un programme de recherche pour consolider les activités de RDT axées sur l'aquaculture.** Ce programme devrait stimuler la mise en place dans la région de centres de démonstration pilotes présentant différentes méthodes de production aquacole à des investisseurs potentiels, ainsi que la recherche collaborative et la mutualisation des connaissances sur les questions transverses et transfrontières. Il devrait également comprendre un programme de transfert des résultats de la recherche appliquée à l'appui de l'utilisation des brevets en matière de RDT et de l'évaluation des performances dans la recherche. La sélection des priorités de la recherche devrait se fonder sur les besoins des utilisateurs finaux et sur des domaines stratégiques en matière de recherche et d'innovation (par exemple: épidémiologie des pathologies des animaux aquatiques, vaccins, technologies des aliments pour les animaux, bonnes pratiques en matière de repeuplement, utilisation efficace des ressources en eau et maintien de la qualité de l'eau, aquaculture multitrophique intégrée, systèmes à recirculation, etc.).
- b) **Apporter une assistance technique et coopérer pour mettre en place des technologies de production innovantes** (par exemple des systèmes à recirculation, des systèmes intégrés de production et de transformation). Cette activité garantira que les résultats de la recherche appliquée sont régulièrement transmis aux producteurs.
- c) **Organiser un atelier sur les défis posés par les changements climatiques et l'acidification des océans à l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire.** Cette activité a pour objectif de répertorier les nouveaux défis posés par les changements climatiques et de l'acidification des océans, en s'appuyant sur l'ensemble des connaissances actuelles et sur les projets en cours, et d'examiner les meilleures pratiques existantes pour intégrer les solutions d'adaptation aux changements climatiques, d'atténuation et d'innovation aux activités aquacoles en Méditerranée et en mer Noire.
- d) **Mettre en œuvre des activités de recherche régionales pour évaluer la vulnérabilité de l'aquaculture aux changements climatiques et cartographier les risques** et les phénomènes associés, notamment l'acidification des océans. Cette activité devrait permettre de déterminer des mesures d'adaptation et d'atténuation adaptées au contexte et de mettre en œuvre un système de suivi régional.
- e) **Établir une base de données d'experts en aquaculture** qui soit accessible aux administrations publiques et aux producteurs aquacoles.

CIBLE 3: FACILITER L'AQUACULTURE AXÉE SUR LE MARCHÉ ET AMÉLIORER LA PERCEPTION DU PUBLIC

Des stratégies de production axées sur le marché sont déterminantes pour un marché des produits aquacoles solide, attrayant et équitable et pour construire une image positive des activités et des produits aquacoles dans la région. Cela aiderait à renforcer la compétitivité de l'industrie et à tirer pleinement parti de la demande croissante en produits de la mer de haute qualité et à forte valeur ajoutée.

Néanmoins, dans les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire, l'aquaculture demeure un secteur très fragmenté avec un pouvoir de négociation irrégulier le long de la chaîne de valeur, étant donné que le secteur de la distribution semble bénéficier d'une part disproportionnée de la valeur créée. La capacité à faire face de manière proactive aux nouveaux défis posés par le marché et à répondre aux initiatives réglementaires des gouvernements continue de faire défaut parmi les producteurs, en raison

de l'absence de stratégies de commercialisation et d'initiatives promotionnelles coordonnées et de l'insuffisance des actions collectives et de coopération dans la production. Par ailleurs, un manque général est à constater en ce qui concerne la collecte de données sur le marché et leur diffusion aux fins de la planification de la production, de la préparation de plans de commercialisation et des prévisions sur l'offre et la demande. En Méditerranée et en mer Noire, les industries pâtissent également de la concurrence sur les marchés intérieurs et mondiaux. Enfin, la sensibilisation de l'industrie et des secteurs connexes à la responsabilité sociale des entreprises est insuffisante¹.

Partant de ce constat, des actions sont nécessaires afin de renforcer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments issus de l'aquaculture et d'améliorer les stratégies de commercialisation des produits aquacoles ainsi que la perception du public. Dans le cadre de sa cible 3, la stratégie vise à soutenir une aquaculture en Méditerranée et en mer Noire qui soit: a) une industrie prospère fondée sur des règles équitables et produisant des produits alimentaires salubres et sains vendus à des consommateurs informés; b) un secteur axé sur le marché, s'appuyant sur des données de marché bien structurées et sur des outils de diffusion efficaces; et c) intégrée aux chaînes d'approvisionnement modernes et appuyée par des organisations de producteurs aquacoles efficaces grâce à des services techniques, économiques et de promotion. Afin de doter le secteur aquacole d'une position forte sur les marchés nationaux et internationaux et d'améliorer la perception du public, la stratégie vise à aider les pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire à développer un secteur axé sur le marché (résultat 3.1), proposant des produits dont la sécurité sanitaire et la qualité sont accrues (résultat 3.2) et disposant d'une meilleure capacité de commercialisation et de communication pour promouvoir le secteur et les produits aquacoles (résultat 3.3).

Résultat 3.1: le développement du secteur aquacole est axé sur le marché

La région de la Méditerranée et de la mer Noire est caractérisée par une prédominance de petits producteurs. D'après une étude menée par la CGPM en 2007², on comptait approximativement 575 exploitations piscicoles produisant du bar européen et de la dorade royale en Méditerranée, et 82 pour cent d'entre elles produisaient moins de 500 tonnes par an. En 2015, il était estimé qu'environ 1 000 exploitations conchylicoles (ostréicoles et mytilicoles) étaient présentes dans la région et produisaient généralement moins de 50 tonnes annuelles par exploitation³. Il ressort que l'industrie aquacole repose sur des entreprises familiales à fort coefficient de main-d'œuvre, qui sont majoritairement des petites et moyennes entreprises, propriétés de la famille dans la plupart des cas. Les caractéristiques et les évolutions de l'industrie divergent entre les exploitations piscicoles (généralement de grande taille, évoluant vers une structure verticalement intégrée à fort coefficient de capital, produisant généralement plus de 1 000 tonnes par an et jusqu'à 5 000 tonnes dans certains cas) et les exploitations conchylicoles (généralement de petite ou de moyenne taille, familiales et à fort coefficient de main-d'œuvre, avec de faibles volumes de concentration des produits obligeant les producteurs à commercialiser leurs produits par le biais d'intermédiaires, générant ainsi de faibles marges bénéficiaires).

Traditionnellement, la fragmentation de la production primaire a contribué à l'abaissement du pouvoir de négociation des producteurs dans la chaîne d'approvisionnement. Pour faire face à cette situation, les petits producteurs ont mis en place des organisations de producteurs aquacoles, dont le rôle peut être essentiel en vue de faciliter l'intégration des petites et moyennes entreprises dans les chaînes d'approvisionnement modernes. La capitalisation des opportunités offertes par l'industrie et le marché

¹ Conférence régionale «La croissance bleue en Méditerranée et en mer Noire: développer une aquaculture durable à l'appui de la sécurité alimentaire» (Italie, décembre 2014); Conférence régionale «Les prévisions du marché du bar et de la dorade» organisée par la FAO, Eurofish et la CGPM (Turquie, novembre 2014); Réunion technique sur la commercialisation du Groupe de travail du CAQ de la CGPM sur la commercialisation des produits aquacoles (Maroc, octobre 2009) et projet MedAquaMarket «Élaboration d'une stratégie pour la commercialisation et la promotion des produits aquacoles méditerranéens», 2010.

² Barazi-Yeroulanos, L. 2010. Synthesis of Mediterranean marine finfish aquaculture – a marketing and promotion strategy. Studies and Reviews. Commission générale des pêches pour la Méditerranée. No. 88 Rome, FAO. 198p.

³ Rapport de la réunion d'experts sur la conchyliculture durable en Méditerranée et en mer Noire (Cattolica, Italie, 23-25 novembre 2015) (<https://gfcml.sharepoint.com/CAQ/Report/2015/InDAM/1/Cattolica%20shellfish-FinalReport.pdf>).

pourrait aisément se traduire par des gains d'efficacité et multiplier, ensuite, les retombées socio-économiques positives dans la région.

Ce résultat nécessitera la réalisation des activités ci-après:

Activités visant à satisfaire les exigences du marché en passant d'une approche axée sur la production à une approche axée sur le marché

- a) **Renforcer la collecte des données sur l'aquaculture et les systèmes statistiques à l'échelon national et régional.** Cette activité prévoit une évaluation régulière de la production aquacole, du commerce et des données générales sur le marché en Méditerranée et en mer Noire. Elle s'appuiera sur le Système d'information pour la promotion de l'aquaculture en Méditerranée (SIPAM) actuellement en place à l'échelon de la CGPM et abordera les implications socioéconomiques de l'aquaculture. Il est prévu qu'elle soit menée en coopération avec des organisations de producteurs aquacoles, des plateformes aquacoles multi-acteurs nationales pertinentes et des organisations partenaires de la CGPM, comme Eurofish et Infosamak. La coopération avec des institutions nationales et supranationales actives dans la collecte de données sur l'aquaculture et le marché (par exemple EUMOFA) sera également visée.
- b) **Organiser des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les producteurs aquacoles, portant sur les exigences du marché et l'innovation en conchyliculture et en pisciculture,** afin de renforcer la compétitivité, notamment des petites et moyennes entreprises. Les sujets abordés peuvent comprendre la gestion financière, la planification de la production, l'accès au crédit, les assurances pour l'aquaculture, le suivi du marché et des évolutions de l'aquaculture, les pratiques appropriées en matière de logistique et d'emballage, la sécurité sanitaire et la qualité des aliments, la certification et la traçabilité, la diversification des espèces et la différenciation des produits, la valeur ajoutée et les produits transformés, l'intégration de l'aquaculture à d'autres activités commerciales comme le tourisme, la restauration, les activités aquacoles non alimentaires et les biotechnologies bleues.

Activités visant à consolider le rôle des organisations de producteurs aquacoles et des plateformes multi-acteurs dans la commercialisation et la promotion

- c) **Organiser des actions pilotes coopératives avec des producteurs aquacoles et des organisations de producteurs aquacoles à l'échelon national** en vue de mettre en œuvre des activités concertées (par exemple la collecte et la diffusion de données et d'informations sur le marché, la fourniture d'assistance technique, le transfert de technologies et la formation, la promotion des ventes). Il est prévu de diffuser largement les résultats de cette activité et les informations issues de l'étude préliminaire menée par le CAQ sur les organisations de producteurs aquacoles¹ en vue d'augmenter la visibilité des organisations de producteurs aquacoles.
- d) **Promouvoir la mise en place de plateformes multi-acteurs à l'échelon national** dans le but de faciliter le dialogue et la coopération.

Résultat 3.2: la sécurité sanitaire et la qualité des produits issus de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire sont améliorées

Les consommateurs attachent désormais un intérêt grandissant à la sécurité sanitaire, à la qualité, à la fraîcheur et à la traçabilité des produits de la mer. Si le respect des normes sur la sécurité sanitaire des aliments et l'hygiène ainsi qu'un suivi approprié permettaient de minimiser les risques sanitaires d'origine alimentaire, la certification et la traçabilité pourraient servir de mécanismes pour garantir la qualité des aliments et aider la production aquacole à répondre aux attentes des consommateurs et notamment à la demande croissante en produits alimentaires durables et de haute qualité issus de l'aquaculture.

¹ Étude préliminaire menée par le CAQ et terminée en mai 2013 portant sur la situation actuelle, la structure et les fonctions de ces organisations.

La Commission du Codex Alimentarius a élaboré des normes alimentaires internationales harmonisées pour protéger la santé des consommateurs, et les documents du Codex Alimentarius servent régulièrement de base pour les lois et les réglementations propres à chaque pays préparées par les agences nationales de contrôle des aliments.

La certification en aquaculture pourrait être considérée comme un outil axé sur le marché permettant de réduire les impacts négatifs tout en augmentant l'acceptabilité sociale et la confiance des consommateurs dans le secteur et les produits aquacoles. Les Directives techniques de la FAO relatives à la certification en aquaculture de 2011¹ contiennent des critères minimums requis pour élaborer des normes relatives à la certification en aquaculture (santé animale et bien-être animal, sécurité sanitaire des aliments, protection de l'environnement et aspects socioéconomiques). L'un des principes sous-jacents de ces directives est que les systèmes de certification «devraient comporter des procédures adaptées permettant de maintenir la chaîne des responsabilités et d'assurer la traçabilité des produits et procédés aquacoles certifiés», ce qui souligne la relation étroite unissant la certification et la traçabilité.

En aquaculture, la traçabilité devrait tenir compte de l'ensemble des étapes du processus de production: origine des aliments, utilisation des vaccins et des médicaments, environnement de production, origine des œufs et des semences, transport des biens et des produits, traitement et étiquetage des produits finaux prêts à la vente.

Des systèmes privés de certification en aquaculture existent; cependant, la quinzième session du Sous-Comité du commerce du poisson de la FAO (Maroc, février 2016) a fait observer qu'ils pourraient éventuellement représenter des barrières commerciales. Elle a appelé la FAO à poursuivre les efforts dans le cadre du Codex Alimentarius et à continuer de coopérer dans le cadre de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce, pour s'assurer qu'une distinction soit établie entre les normes obligatoires et les normes volontaires.

Ce résultat nécessitera la réalisation des activités ci-après:

- a) Préparer et diffuser des **lignes directrices et des protocoles techniques sur la sécurité sanitaire pour les produits issus de l'aquaculture** en Méditerranée et en mer Noire. Cette activité tiendra compte des normes existantes à l'échelle internationale en vue de garantir l'application de pratiques aquacoles responsables et la sécurité sanitaire des aliments.
- b) Apporter une **assistance technique aux pays en matière de conformité avec les normes internationales**. Cette activité a pour objectif d'améliorer les cadres juridiques nationaux liés à la sécurité sanitaire et à l'hygiène des produits alimentaires issus de l'aquaculture, conformément au Codex Alimentarius et aux principes de l'Organisation mondiale du commerce.
- c) Fournir une **assistance technique aux pays** sur la qualité des aliments et la certification et la traçabilité en aquaculture, conformément au Codex Alimentarius et aux Directives techniques de la FAO relatives à la certification en aquaculture.

Résultat 3.3: la commercialisation et la communication concernant l'aquaculture et les produits aquacoles sont renforcées

Les initiatives de commercialisation sont étroitement liées à la perception qu'a le public du secteur et des produits aquacoles. Cette perception dépend de nombreux facteurs, notamment de l'expérience personnelle, des idées préconçues et du contexte démographique et régional². Au cours de la dernière décennie, des efforts considérables ont été consentis dans la région pour éduquer les consommateurs et promulguer de nouvelles législations qui contribuent à améliorer l'opinion publique sur les produits aquacoles³. La construction d'une image positive de l'aquaculture est essentielle à l'acceptabilité sociale du secteur qui est, à son tour, étroitement liée à la responsabilité sociale.

¹ FAO. 2011. Directives techniques relatives à la certification en aquaculture. Rome, FAO. 122 pp.

² Bacher, K. 2015. Perceptions and misconceptions of aquaculture: A global overview. GLOBEFISH Research Programme, Vol. 120, Rome, FAO. 35 pp.

³ Barazi-Yeroulanos, 2010.

Les stratégies de commercialisation devraient être soutenues à l'échelon national et à l'échelon régional en vue de promouvoir le secteur et les produits aquacoles de la Méditerranée et de la mer Noire, dans la région et dans le monde. Des efforts concertés de commercialisation permettraient d'améliorer les connaissances des consommateurs et l'image des produits d'élevage, et de favoriser ainsi une hausse de la demande des consommateurs. Pour développer pleinement la responsabilité sociale des entreprises du secteur aquacole, la production devrait appliquer les normes existantes et faire preuve d'un haut niveau de responsabilité sociale; dans le même temps, des pratiques socialement responsables devraient être efficacement communiquées aux consommateurs.

Ce résultat nécessitera la réalisation des activités ci-après:

Activités à l'appui du développement d'une stratégie de commercialisation et de communication pour la promotion de l'aquaculture et des produits aquacoles de la Méditerranée et de la mer Noire

- a) Mettre au point des **initiatives régionales de communication et de commercialisation**. Cette activité pourra éventuellement prévoir une collaboration au sein des segments entreprises-à-entreprises (producteurs, négociants, distributeurs, organisations et médias) au moyen d'initiatives de commercialisation conjointes ou de coopération entre l'industrie et les plus grands distributeurs. Des campagnes de promotion à l'attention du public, et en particulier des jeunes générations, pourraient également être envisagées, de même que la production de matériel promotionnel mettant en avant les attraits de la région, le caractère nutritionnel sain des produits aquacoles et les externalités positives de l'aquaculture. Il conviendrait de mener des enquêtes de marché en amont de ces campagnes pour garantir que les messages et les groupes cibles soient correctement définis.
- b) Apporter une **assistance technique pour l'élaboration et la mise en place de plans de communication et de commercialisation nationaux**. Cette activité stimulera la consommation intérieure de produits aquacoles en Méditerranée et en mer Noire. Elle comprendra des campagnes de promotion conjointes, la formation de parties prenantes concernées et leur participation à des initiatives nationales et régionales.

Activités visant à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises aquacoles

- c) Organiser des **formations et des programmes nationaux de renforcement des capacités portant sur la responsabilité sociale des entreprises** du secteur aquacole et la gestion des risques sociaux pour les producteurs et les décideurs. Cette activité contribuera à promouvoir des systèmes de santé et de protection sociale ainsi qu'un environnement de travail sûr, conformément à la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail de l'Organisation internationale du travail et aux orientations connexes.

4. MISE EN ŒUVRE ET MARCHÉ À SUIVRE

Il est prévu que la mise en œuvre de la stratégie fasse partie d'un processus conforme aux stratégies aquacoles nationales et supranationales des pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire. Le programme de travail du CAQ sera aligné sur les cibles et les résultats attendus de la stratégie.

La mise en œuvre de la stratégie passera par la mutualisation des connaissances et des résultats avec des institutions et des projets nationaux et supranationaux. Des initiatives bilatérales seront également prises en compte et une assistance technique sera fournie en cas de nécessité de renforcer les capacités nationales afin que toutes les parties puissent respecter leurs engagements de la même manière.

La CGPM, par l'intermédiaire de ses organes subsidiaires compétents, évaluera régulièrement les progrès réalisés en examinant la réalisation des cibles, des activités et des résultats; en passant en revue, en révisant et en actualisant, selon qu'il conviendra, les résultats attendus, et en formulant des indications sur la manière d'atteindre plus efficacement les objectifs. Les groupes de travail du CAQ et la Plateforme aquacole multi-acteurs de la CGPM appuieront également la mise en œuvre de la stratégie.

Les termes utilisés dans la stratégie sont définis dans le glossaire du CAQ et dans le glossaire de l'aquaculture de la FAO (disponibles en ligne).

Résolution CGPM/41/2017/2 relative à des lignes directrices pour la simplification des processus d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'aquaculture

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

RAPPELANT que l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) a pour objectif de garantir la conservation et l'utilisation durable du point de vue biologique, social, économique et environnemental des ressources biologiques marines, ainsi que le développement durable de l'aquaculture dans la zone d'application de la CGPM;

RECONNAISSANT l'importante contribution qu'apporte l'aquaculture au développement économique ainsi que son rôle fondamental en tant que source de nourriture et de revenus pour les communautés côtières des parties contractantes et parties non contractantes coopérantes (PCC);

CONFORMÉMENT au Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en particulier son Article 9, qui invite notamment les États à élaborer et mettre à jour régulièrement des stratégies et plans de développement, ainsi que de besoin, afin d'assurer que le développement de l'aquaculture soit écologiquement durable et de permettre l'utilisation rationnelle des ressources partagées entre l'aquaculture et d'autres activités;

CONSIDÉRANT les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, en particulier l'ODD 14 «Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable», dont la Cible 7 vise «d'ici à 2030, [à] faire mieux bénéficier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines, notamment grâce à une gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme»;

PRENANT ACTE de la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017 qui engage ses signataires à mettre en œuvre des mesures à l'appui du développement durable de l'aquaculture afin de contribuer à la sécurité alimentaire, grâce à la mise en œuvre d'une stratégie en faveur du développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire, qui favorisera notamment l'élevage durable ainsi que l'amélioration de l'accès au marché et de l'environnement commercial, créant ainsi des possibilités d'emploi et réduisant la pression actuelle exercée sur les pêches de capture;

RECONNAISSANT que la CGPM, à sa trente-neuvième session (Italie, mai 2015), est convenue d'élaborer des lignes directrices régionales sur la simplification des procédures administratives afin de rationaliser les processus d'autorisation en aquaculture;

RECONNAISSANT la nécessité de disposer d'un cadre réglementaire et administratif spécifique à l'aquaculture afin d'assurer le bon développement du secteur;

CONSCIENTE de la nécessité d'adopter une terminologie commune relative aux processus d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'aquaculture dans les PCC;

PRENANT EN CONSIDÉRATION la nécessité de soutenir le développement du secteur, y compris lors des demandes d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'exercice d'une activité aquacole;

ADOpte, conformément aux Articles 5 et 8 de l'Accord de la CGPM, la résolution suivante:

1. Les PCC devraient faciliter la mise en œuvre des lignes directrices pour la simplification des processus d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'aquaculture telles que reproduites en annexe.

LIGNES DIRECTRICES POUR LA SIMPLIFICATION DES PROCESSUS D'AUTORISATION ET D'OCTROI DE CONCESSIONS POUR L'AQUACULTURE

CONTEXTE

En Méditerranée et en mer Noire, la production aquacole a régulièrement augmenté au cours des dernières décennies et il est prévu que cette tendance se poursuive. L'industrie aquacole joue un rôle fondamental pour garantir la sécurité alimentaire, l'emploi et le développement économique et elle se caractérise par un large éventail de systèmes de production, d'espèces élevées et de technologies utilisées.

Les processus d'autorisation et d'octroi de concessions figurent parmi les principales contraintes entravant le développement du secteur en Méditerranée et en mer Noire. En effet, ils sont généralement longs et complexes et constituent des obstacles de fait au développement de l'industrie.

Les contraintes réglementaires affectant l'aquaculture et la nécessité de se coordonner pour simplifier les processus d'autorisation et d'octroi de concessions ont été reconnues à l'échelon régional et à l'échelon international, notamment lors de la Conférence régionale intitulée «La croissance bleue en Méditerranée et en mer Noire: développer une aquaculture durable à l'appui de la sécurité alimentaire» (Italie, décembre 2014) organisée par la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM).

OBJET

L'objectif général des lignes directrices est de soutenir les parties contractantes et parties non contractantes coopérantes (PCC) dans la simplification des processus d'autorisation et d'octroi de concessions en vue de faciliter le développement de l'aquaculture (la figure 1 représente un tel processus simplifié). Cet objectif devrait être atteint en mettant à disposition des lignes directrices et des critères communs minimums afin de: i) créer un environnement propice au développement de l'aquaculture et stimuler les investissements viables; ii) favoriser le développement harmonieux de l'aquaculture; et iii) contribuer à établir des règles du jeu équitables dans la région.

Les lignes directrices visent en particulier à:

- proposer des définitions, des concepts, des normes et des documents de référence communs pour soutenir des cadres réglementaires propices;
- appuyer la coordination entre les différents organes responsables des questions liées à l'aquaculture; et
- promouvoir des mécanismes non contraignants en vue de simplifier les procédures administratives relatives aux processus d'autorisation et d'octroi de concessions.

NATURE

Les lignes directrices ont un caractère consultatif et sont compatibles avec les instruments nationaux, supranationaux et internationaux existants. Elles devraient être considérées comme un outil à la disposition des PCC pour améliorer les processus existants.

Des organes compétents devraient évaluer et suivre la mise en place des lignes directrices.

PRINCIPES

Les lignes directrices sont fondées sur les principes de bonne gouvernance, d'efficacité, de transparence et de responsabilité, notamment sociale. Elles s'appuient sur les meilleures connaissances disponibles en matière de bonnes pratiques de gestion administrative et publique, de cadres réglementaires et administratifs efficaces et de processus décisionnels participatifs.

DÉFINITIONS

Aux fins des lignes directrices, les définitions suivantes s'appliquent:

- **«Aquaculture»**: élevage d'organismes aquatiques impliquant une intervention dans le processus d'élevage en vue d'en améliorer la production. L'élevage implique aussi la propriété individuelle ou juridique du stock en élevage (adaptation de la définition du glossaire de l'aquaculture de la FAO).
- **«Processus d'autorisation pour l'aquaculture»** (ou **«processus d'autorisation»**): ensemble des procédures nécessaires à l'obtention d'une licence d'aquaculture.
- **«Licence d'aquaculture»**: autorisation pour l'installation et l'exploitation d'un site aquatique décrivant l'activité qui peut être entreprise. Une licence d'aquaculture précise habituellement l'espèce et la limite de production (biomasse maximale autorisée) ou la charge par unité de surface qui sont autorisées dans une zone donnée.
- **«Processus d'octroi de concessions pour l'aquaculture»** (ou **«processus d'octroi de concessions»**): ensemble des procédures nécessaires à l'obtention d'une concession pour l'aquaculture.
- **«Concession d'aquaculture»**: droit exclusif à l'utilisation d'une zone aquatique ou d'une zone submergée propriété de l'État pour des activités d'aquaculture marine. Une concession d'aquaculture est habituellement octroyée pour une durée déterminée en échange d'une forme de paiement.
- **«Processus de consentement pour l'aquaculture»**: procédure comprenant les processus d'autorisation et d'octroi de concessions. Le processus de consentement pour l'aquaculture désigne l'ensemble des actions qu'un investisseur doit entreprendre auprès des organes de consentement pour l'aquaculture, dans un cadre administratif et réglementaire donné, afin d'exercer une activité aquacole.¹
- **«Organes de consentement pour l'aquaculture»**: toute entité chargée de prendre des décisions et, s'il y a lieu, de donner des indications sur le processus de consentement pour l'aquaculture.
- **«Planification spatiale marine»**: processus public d'analyse et de répartition spatio-temporelle d'activités anthropiques dans les zones marines visant à atteindre des objectifs écologiques, économiques et sociaux généralement spécifiés dans le cadre d'un processus politique.²
- **«Zone affectée à l'aquaculture (AZA)»**: zone marine où le développement de l'aquaculture est prioritaire sur d'autres utilisations, et qui sera ainsi essentiellement dédiée à l'aquaculture. La détermination d'une AZA résulte de processus de zonage et passe par une planification spatiale participative permettant à des organes administratifs d'établir juridiquement que le développement aquacole est prioritaire dans certaines zones d'une région.³
- **«Évaluation d'impact environnemental»**: groupe d'activités visant à identifier et prévoir les répercussions d'une action proposée sur l'environnement biogéophysique et sur la santé et le bien-être humains, et à interpréter et communiquer les informations relatives aux impacts et aux

¹ S'il y a lieu, les concessions et les licences peuvent également être renouvelées, modifiées, transférées, suspendues ou révoquées. Néanmoins, ces lignes directrices abordent spécifiquement les processus d'autorisation et d'octroi de concessions pour un nouvel investisseur.

² Ehler, Charles, and Fanny Douvère. *Marine Spatial Planning: a step-by-step approach toward ecosystem-based management*. Intergovernmental Oceanographic Commission and Man and the Biosphere Programme. IOC Manual and Guides No. 53, ICAM Dossier No. 6. Paris: UNESCO. 2009

³ Sanchez-Jerez, P., Karakassis, I., Massa, F., Fezzardi, D. and others. 2016. Aquaculture's struggle for space: the need for coastal spatial planning and the potential benefits of Allocated Zones for Aquaculture (AZAs) to avoid conflict and promote sustainability. *Aquacult Environ Interact* 8:41-54. <https://doi.org/10.3354/aei00161>

mesures d'atténuation éventuelles (adaptation de la définition du glossaire de l'aquaculture de la FAO).

- **«Programme de suivi environnemental»**: pour la pisciculture marine en cage, outil fonctionnel flexible et adaptable mis à la disposition des autorités et de l'industrie aquacole pour suivre les pratiques de gestion de l'aquaculture afin de garantir la durabilité environnementale du secteur (adaptation de la définition du glossaire du CAQ).

REPÈRES INSTITUTIONNELS

Les lignes directrices tiennent compte d'instruments et de jalons pertinents à l'échelon international, en particulier ceux liés au développement durable de l'aquaculture et à la pêche responsable, notamment:

- Le Codex Alimentarius, élaboré depuis 1963 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé, qui est un recueil de normes, de codes de bonne conduite, de lignes directrices et de recommandations reconnus au niveau international en lien avec l'alimentation et la production et la sécurité alimentaires.¹
- Le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO, adopté à l'unanimité par la Conférence de la FAO de 1995, qui définit les premiers contours d'un cadre pour la coopération internationale visant à garantir l'exploitation durable des ressources marines, en particulier son article 9.1.1: «Les États devraient établir, faire fonctionner et développer un cadre juridique et administratif approprié qui favorise le développement de l'aquaculture responsable».²
- La Déclaration de l'Organisation internationale du Travail (OIT) relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998, qui engage les membres de l'OIT à respecter et à promouvoir les principes et les droits en lien avec la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective, l'élimination du travail forcé ou obligatoire, l'abolition du travail des enfants et l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.³
- L'approche écosystémique de l'aquaculture, formalisée en 2007 à un atelier d'experts de la FAO comme une «stratégie pour l'intégration de l'aquaculture dans l'écosystème élargi de telle sorte qu'elle favorise le développement durable, l'équité et la résilience de l'interconnexion des systèmes socioécologiques».⁴
- La planification spatiale marine, notamment le document *«Marine Spatial Planning: a step-by-step approach toward ecosystem-based management»* élaboré en 2009 par la Commission océanographique intergouvernementale et le Programme sur l'Homme et la biosphère de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui vise à mettre en place une initiative de planification spatiale marine réussie susceptible de contribuer à la mise en place d'une gestion écosystémique.⁵
- L'évaluation d'impact environnemental, en particulier le Document technique de la FAO sur l'évaluation et le suivi d'impact environnemental en aquaculture *«Environmental impact assessment and monitoring in aquaculture»*, qui souligne le rôle de l'évaluation d'impact environnemental pour réglementer l'évaluation des effets sur l'environnement d'une vaste

¹ FAO/OMS. Commission du Codex Alimentarius. Codex Alimentarius.

² FAO. Code de conduite pour une pêche responsable. Rome, FAO. 1995. 41 p.

³ OIT. Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail. Genève, Bureau international du Travail. 1998. 13 p.

⁴ Soto, D.; Aguilar-Manjarrez, J.; Hishamunda, N. (eds). Building an ecosystem approach to aquaculture. FAO/Universitat de les Illes Balears Expert Workshop. 7–11 May 2007, Palma de Mallorca, Spain. *FAO Fisheries and Aquaculture Proceedings*. No. 14. Rome, FAO. 2008. 221p.

⁵ Ehler, Charles, and Fanny Douvère. Marine Spatial Planning: a step-by-step approach toward ecosystem-based management. Intergovernmental Oceanographic Commission and Man and the Biosphere Programme. IOC Manual and Guides No. 53, ICAM Dossier No. 6. Paris: UNESCO. 2009

gamme de projets publics et privés, y compris aquacoles, susceptibles d'avoir des effets conséquents sur l'environnement.¹

- La vingt-neuvième session du Comité des pêches de la FAO (31 janvier-4 février 2011), qui a fourni des recommandations sur le rôle de la FAO pour améliorer l'intégration entre la gestion et le développement des pêches et de l'aquaculture, la préservation de la diversité biologique et la protection de l'environnement.²
- Les Directives techniques de la FAO relatives à la certification en aquaculture, adoptées en 2011 à la vingt-neuvième session du Comité des pêches de la FAO, qui fournissent des avis sur le développement, l'organisation et la mise en place de systèmes crédibles de certification pour l'aquaculture.³
- La Résolution CGPM/36/2012/1 relative à des lignes directrices concernant les zones affectées à l'aquaculture (AZAs), qui invite les PCC à intégrer, dans leur stratégie nationale d'aménagement de l'espace marin pour le développement et la gestion de l'aquaculture, des mécanismes pour la définition et l'affectation de zones spécifiques consacrées aux activités aquacoles, et qui introduit les concepts de zone d'effet admissible et de programme de suivi environnemental.⁴
- La norme internationale ISO 14004:2016 de l'Organisation internationale de normalisation, qui apporte des indications pour l'établissement, la mise en œuvre, la mise à jour et l'amélioration d'un système de gestion environnementale robuste, crédible et fiable.⁵

¹ FAO. Environmental impact assessment and monitoring in aquaculture. *FAO Fisheries and Aquaculture Technical Paper*. No. 527. Rome, FAO. 2009. 57 p.

² Rapport de la vingt-neuvième session du Comité des pêches. Rome, 31 janvier-4 février 2011. *Rapport FAO sur les pêches et l'aquaculture*. No. 973. Rome, FAO. 2011. 59 p.

³ FAO. Directives techniques relatives à la certification en aquaculture. Rome, FAO. 2011. 122 p.

⁴ FAO Commission générale des pêches pour la Méditerranée. Rapport de la trente-sixième session. Marrakech, Maroc, 14-19 mai 2012. Rapport de la CGPM. No. 36. Rome, FAO. 2012. 71 p.

⁵ ISO 14004:2016. Systèmes de management environnemental – Lignes directrices générales pour la mise en application.

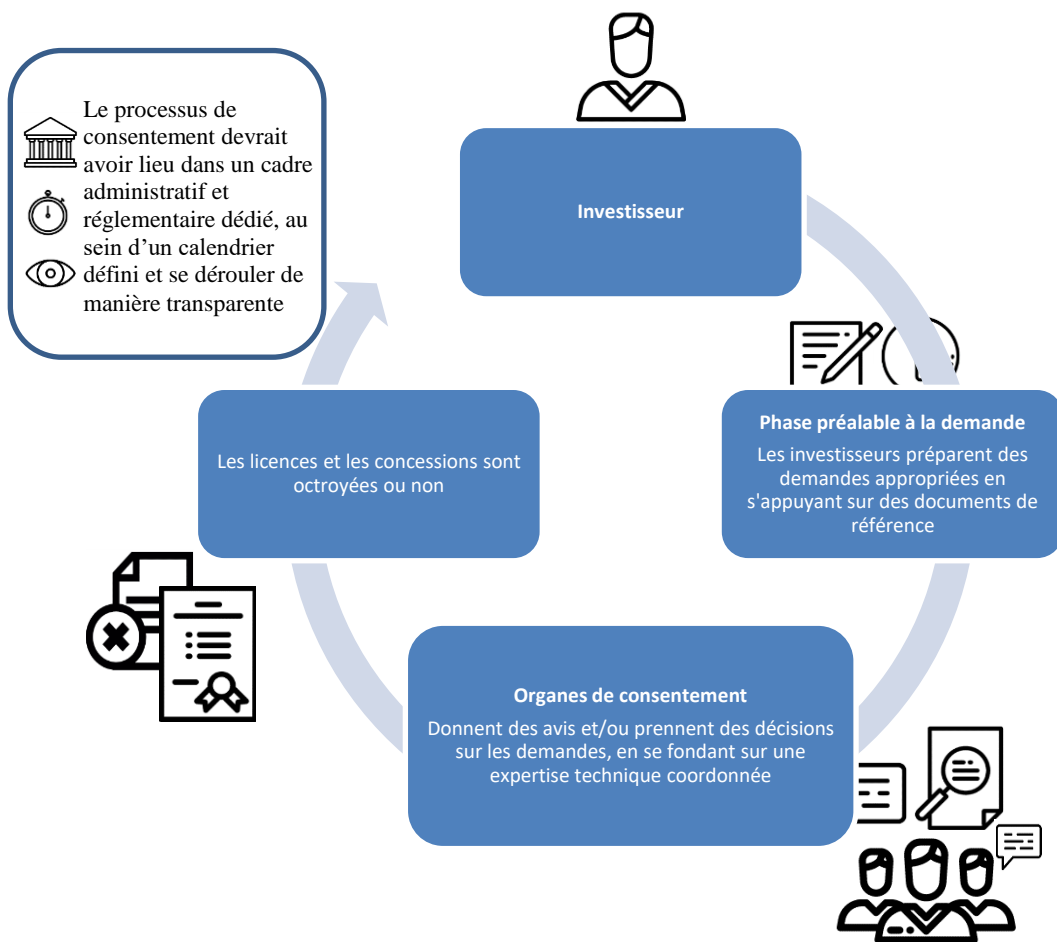


Figure 1: Processus simplifié d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'aquaculture

CADRE RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF

Un cadre réglementaire et administratif spécifique à l'aquaculture devrait être garanti en vue de renforcer la sécurité juridique de l'industrie aquacole et d'inscrire son développement, de manière durable, dans un cadre de gouvernance approprié.

Si nécessaire, une loi ou une réglementation spécifique à l'aquaculture devrait être établie et/ou modifiée afin d'améliorer le cadre réglementaire et administratif existant, en incluant des dispositions particulières sur:

- les procédures et les processus administratifs pour l'octroi de licences et de concessions, éventuellement intégrés dans une seule autorisation, garantissant la sécurité juridique de l'investisseur et de l'organe chargé de l'octroi des licences et des concessions;
- l'utilisation de l'espace public pour l'aquaculture, avec une référence spécifique à la planification aquacole (pour les nouvelles zones de développement aquacole et pour les zones dans lesquelles le développement aquacole est préexistant) et à la sélection des sites pour l'aquaculture, avec des critères et conditions associés;
- l'utilisation de manière coordonnée de la planification spatiale et d'outils associés (par exemple les systèmes d'information géographique);

- l'harmonisation des plans de développement aquacole avec d'autres planifications spatiales, plans d'aménagement, politiques et programmes à l'échelon national et supranational;
- l'établissement obligatoire d'AZAs;
- la qualité de l'environnement où ont lieu les activités aquacoles, notamment les exigences liées à la qualité de l'eau, la définition des niveaux de qualité chimique, écologique et de protection des écosystèmes et de la biodiversité, et les modalités de suivi environnemental; et
- la mise en place de mécanismes de communication, coopération et coordination entre les autorités nationales impliquées dans la planification, le développement, la conservation et la gestion des zones côtières.

Il convient d'encourager la cohérence des politiques et de la législation entre les différentes autorités, à différentes échelles et niveaux et entre les différents secteurs.

Des instruments juridiques non contraignants et de droit dérivé, comme des lignes directrices et des programmes volontaires, devraient être élaborés et adoptés pour simplifier les procédures administratives tout en garantissant que le processus pour l'octroi de licences et de concessions soit juridiquement solide.

ORGANES DE CONSENTEMENT

Les processus de consentement sont liés à des règles et à des procédures impliquant des organes de consentement variés.

Le nombre d'organes intervenant dans le processus de consentement devrait être limité au maximum afin de réduire les délais entre la demande et la décision finale, de limiter les processus de consultation et d'éviter la duplication des efforts de la part des investisseurs ainsi que la superposition des compétences entre les organes de consentement.

Le nombre d'organes de consentement devrait garantir une expertise suffisante pour obtenir des avis décisifs et des décisions éclairées, fondés sur les meilleures connaissances disponibles, sur la mise en place d'activités aquacoles.

Un organe de coordination pourrait être établi à l'échelon national pour améliorer la coordination institutionnelle et administrative. Il pourrait regrouper des représentants d'institutions ou de divers services publics compétents où se concentre l'expertise spécifique en aquaculture, et être mis en relation avec des initiatives nationales en place à l'échelon national dans le domaine de l'aquaculture.

POINTS DE CONTACT DE RÉFÉRENCE

La création d'un point de contact de référence pour le processus de consentement pour l'aquaculture, comme dans les approches de type «guichet unique», devrait être envisagée. Ce point de contact de référence pourrait être hébergé par une autorité compétente à l'échelon national (ou au premier échelon administratif approprié compte tenu de la répartition des compétences en matière d'aquaculture dans le pays, par exemple les régions, les départements ou les municipalités); si nécessaire, le consentement d'autres autorités pourrait être requis. La mise en place d'une plateforme en ligne pour le dépôt, l'analyse et le traitement des demandes de licences et de concessions pourrait être envisagée; cette plateforme pourrait fonctionner de manière interopérative avec d'autres systèmes utilisés par l'ensemble des organes de consentement pertinents.

Les points de contact de référence pourraient apporter les avantages suivants:

- servir de contact unique qui guiderait l'ensemble du processus de consentement pour l'aquaculture, ce qui rendrait le dépôt de demandes plus facile pour les investisseurs;
- Offrir une vue générale des législations et réglementations applicables aux activités aquacoles, favorisant ainsi un processus simplifié et coordonné, du dépôt de la demande jusqu'à la décision, de façon à ce que les consentements soient délivrés en même temps ou dans une séquence temporelle appropriée;
- fournir une vue d'ensemble et un accompagnement proactif dans toutes les étapes du processus

de consentement, de la phase préalable à la demande jusqu'à la phase de décision, pour tous les types de licences et de concessions (pisciculture marine, conchyliculture marine, algues, etc.) ainsi que sur les zones, les techniques de production et les conditions environnementales pour le développement de l'aquaculture;

- établir et mettre à la disposition des investisseurs des formulaires de demande à télécharger et compléter électroniquement; et
- stimuler un dialogue efficace entre les investisseurs et les organes de consentement pour l'aquaculture, dès lors que des informations supplémentaires seraient requises, et fournir aux investisseurs des informations sur les coordonnées des personnes clés au sein des organes de consentement pour l'aquaculture.

PROCESSUS DE CONSENTEMENT

Le processus de consentement comprend une série de procédures allant de la préparation de la documentation administrative à la délivrance des licences et des concessions.

Le processus de consentement s'applique, mais ne se limite pas, aux décisions suivantes:

- octroi d'une licence ou d'une concession d'aquaculture dans une AZA déterminée;
- modification d'une licence ou d'une concession d'aquaculture;
- renouvellement d'une licence ou d'une concession d'aquaculture;
- attribution d'une licence ou d'une concession d'aquaculture;
- octroi d'une licence ou d'une concession expérimentale spéciale; et
- réaffectation d'un site aquacole.

Le processus de consentement devrait être simplifié grâce à la mise en place formelle d'AZAs, qui sont conçues comme des outils de gestion pour assurer l'intégration correcte de l'aquaculture au sein de la planification spatiale marine et des zones côtières. La mise en place d'AZAs devrait être recherchée dans le but de réduire la durée du processus de consentement.

Des critères et des paramètres pour la détermination de zones appropriées à l'aquaculture devraient être adoptés, notamment au moyen de:

- l'analyse des paramètres techniques, logistiques, sociaux, économiques et environnementaux pour la définition des limites des écosystèmes et la sélection des zones;
- l'évaluation de la capacité de charge;
- l'évaluation des risques associés aux activités aquacoles sur des écosystèmes aquatiques spécifiques et sur la biodiversité (par exemple les espèces exotiques, les fugitifs et l'utilisation de produits chimiques);
- l'évaluation des mesures de gestion identifiées en lien avec la prévention des risques;
- l'identification de technologies aquacoles pertinentes pouvant être adaptées à chaque site et à chaque espèce élevée; et
- l'étude des utilisateurs existants dans la zone, dans le but d'éviter la concurrence entre eux.

Phase préalable à la demande

Avant de déposer une demande, les investisseurs sont tenus de préparer un ensemble de documents à présenter aux organes de consentement. La phase préalable à la demande est essentielle au processus de consentement et devrait aider les investisseurs à préciser la nature et les performances attendues de leur investissement.

La mise en place d'une phase préalable à la demande devrait être encouragée en vue d'amorcer la discussion entre les investisseurs et les organes de consentement pour l'aquaculture et de garantir que

des informations correctes soient mises à la disposition des investisseurs avant que la demande complète ne soit déposée.

La phase préalable à la demande pourrait notamment aider à signaler certains problèmes, à empêcher les avancées sur des sites non viables, à fournir des indications aux investisseurs et à déposer une demande plus efficace et ciblée.

Des procédures et des critères d'évaluation clairs pour les demandes de licences et de concessions, qui soient compatibles avec les exigences réglementaires, devraient être mis en place.

Des mécanismes de remontée de l'information devraient être instaurés afin de renseigner sur la phase préalable à la demande et d'améliorer les systèmes de gestion du dépôt des demandes finales.

Documentation

Documents d'orientation généraux

Un ensemble minimal de documents d'orientation portant sur l'octroi de licences et de concessions pour tous les types d'activités aquacoles, et tenant également compte des dispositions locales, devrait être mis à la disposition des investisseurs.

Ces documents devraient couvrir toutes les exigences relatives aux opérations aquacoles et devraient notamment:

- être rédigés d'une manière simple et claire et de façon à être aisément compris par un large public;
- apporter des informations cohérentes entre les différents organes de consentement pour l'aquaculture, dans le but d'améliorer la qualité des demandes et de réduire les délais nécessaires à l'approbation;
- dresser une liste des autorités compétentes (par exemple le ministère des Pêches, le ministère de l'Agriculture, le ministère du Développement rural, etc.) dont le consentement est nécessaire en vue de l'octroi de licences et de concessions;
- expliquer les procédures et les formalités pour l'obtention d'une licence et d'une concession pour l'aquaculture, éventuellement à l'aide de graphiques descriptifs indiquant les acteurs concernés et les échéances pour chaque étape de la procédure, y compris les procédures de recours;
- fournir des indications complètes sur le protocole et les documents requis si un processus précédant la phase préalable à la demande est requis;
- fournir une description détaillée de toutes les informations que l'investisseur doit fournir dans sa demande complète, notamment:
 - les informations techniques: système d'élevage et ses caractéristiques, espèces élevées et cycles de production, capacité de production, consommation annuelle de nourriture, plan complet de la ferme, etc.;
 - les informations environnementales: bathymétrie, température, salinité, vitesse des courants, communauté benthique, habitats sensibles, etc.;
 - les informations géographiques: cartes et position des zones d'élevage proposées, zones disponibles dans les AZAs, etc.;
 - la faisabilité et l'intégrité économiques du projet: informations sur l'investissement en capital, comme les coûts budgétaires de l'équipement et de la construction, les coûts de production unitaire estimés, les projections annuelles sur la planification de la production, les coûts d'exploitation annuels, les ratios financiers, l'analyse des rendements des investissements, etc.; et
 - les informations socioéconomiques: avantages associés aux activités dans les zones environnantes, comme les offres d'emploi relatives à l'activité aquacole;
- dresser une liste des procédures en lien avec le fonctionnement et le suivi des fermes aquacoles (programme de suivi environnemental);

- décrire les principales procédures en place sur le marché des produits aquacoles, y compris les réglementations en matière de production alimentaire et de sécurité sanitaire des aliments; et
- donner une vue d'ensemble des législations et des réglementations qui s'appliquent aux activités aquacoles.

Suivi et indications en matière d'évaluation d'impact environnemental

L'évaluation d'impact environnemental varie considérablement en fonction du contexte national et parfois du contexte local. Chaque fois que cela est possible, l'évaluation d'impact environnemental pourrait être intégrée au processus de consentement et facilitée par le point de contact de référence.

Les documents d'orientation traitant de l'évaluation d'impact environnemental devraient permettre aux investisseurs de procéder à une évaluation pratique et rentable. Lorsque cela est possible, les autorités à l'échelon approprié devraient indiquer les objectifs environnementaux et les indicateurs associés, les normes et les points de référence en vue de garantir la conformité avec les dispositions des réglementations environnementales nationales et supranationales et avec leurs calendriers.

Par ailleurs, les documents d'orientation sur l'évaluation d'impact environnemental devraient indiquer de façon claire les normes et les règles pertinentes, y compris les règles relatives au contrôle et à la gestion de la pollution et des rejets de déchets, et fournir des suggestions sur la manière d'intégrer des codes de meilleures pratiques de gestion.

Les documents d'orientation devraient également apporter des informations complètes sur les impacts éventuels de l'aquaculture sur les différents écosystèmes aquatiques, y compris les descripteurs et les normes environnementales, ainsi que sur les procédures conseillées pour atténuer ces impacts.

L'évaluation et le suivi d'impact environnemental devraient être envisagés dans un cadre de gestion plus ample. Ils devraient par ailleurs être accompagnés d'une explication sur la manière dont le programme de suivi environnemental devrait être mis en place, avec notamment une distinction entre les règles qui doivent être suivies par les autorités et celles qui doivent être suivies par les investisseurs, leurs responsabilités respectives et les procédures précises à appliquer dans le processus de suivi.

Des modèles et des systèmes de registres pour le suivi environnemental devraient être mis à la disposition des investisseurs.

L'évaluation environnementale dans son ensemble, y compris les rapports et les résultats de l'évaluation d'impact environnemental, devrait être accessible à un large public d'une manière transparente et compréhensible.

Promotion de licences et de concessions spécifiques

La promotion de certains types de production aquacole, pour un certain nombre d'années, devrait être envisagée.

Des licences et des concessions ad hoc devraient être encouragées et octroyées pour les activités aquacoles innovantes ou de recherche, en particulier pour les activités prévoyant une production qui contribue au maintien des services écosystémiques:

- Des licences de développement expérimental pourraient être octroyées pour les activités qui testent, développent ou utilisent des systèmes et des technologies d'élevage innovants (par exemple à faible empreinte carbone), diversifient la production, font de la recherche fondamentale et/ou appliquée, etc.
- Des licences et des concessions pourraient être octroyées pour les activités qui contribuent au maintien des services écosystémiques, comme: la conchyliculture et la culture d'algues, qui contribuent à éliminer le CO₂ de l'environnement; l'aquaculture multitrophique intégrée, qui aide à créer des systèmes équilibrés pour la remise en état de l'environnement (atténuation biologique) en associant la culture d'espèces nécessitant un apport de nourriture à la culture d'espèces filtreuses inorganiques et organiques; et l'aquaculture associée aux aires marines protégées, qui utilise la pisciculture marine et la conchyliculture à des fins de repeuplement dans un objectif de conservation.

Calendrier

Un calendrier, divisé par mois, devrait être établi pour chaque organe de consentement (ou étape) du processus de consentement, afin d'aider les investisseurs à planifier leurs investissements.

Le calendrier devrait indiquer les délais à prévoir pour:

- l'évaluation préalable à la demande et la fourniture d'indications; et
- l'évaluation des demandes et la communication des décisions, en tenant compte de la législation en vigueur et des organes de consentements connexes.

Conditions des licences et des concessions

S'il y a lieu, les organes de consentement pour l'aquaculture pourraient également être habilités à effectuer une ou plusieurs des actions suivantes: renouveler, modifier, transférer, suspendre et révoquer les licences et les concessions d'aquaculture.

Il convient d'encourager des licences et des concessions ayant une validité aussi longue que possible, et un nombre minimal d'années devrait être garanti pour assurer aux investisseurs un rendement de leurs investissements.

Des conditions de validité et de renouvellement pourraient être imposées sur les licences et les concessions en vue de garantir la meilleure utilisation des aires marines octroyées. Ces conditions pourraient se fonder sur des critères de conformité et de performance en ce qui concerne:

- les normes de qualité environnementale;
- les violations graves ou répétées des dispositions contenues dans les réglementations en matière d'aquaculture ou découlant de celles-ci;
- les cas où la licence n'est pas utilisée, ou est uniquement utilisée de façon limitée; et
- les conditions des licences promues.

Toute violation d'une condition fondamentale devrait impliquer la révocation ou la suspension de la licence et de la concession et/ou un blocage du processus de renouvellement.

CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE, COORDINATION ET PARTICIPATION DU PUBLIC

La sensibilisation des institutions à la pertinence du développement aquacole pour les communautés locales et côtières devrait être améliorée. Les capacités institutionnelles et administratives des organes de consentement devraient être renforcées à l'échelon national et à l'échelon local afin d'accroître les capacités du personnel à traiter les questions liées à l'aquaculture et les processus de consentement.

Des mécanismes et des programmes institutionnels devraient être mis en place dans ce but. Ils devraient notamment aborder:

- le partage des connaissances et les flux de communication en matière de développement aquacole et de processus d'autorisation et d'octroi de concessions d'aquaculture;
- des programmes de renforcement des capacités ad hoc pour accroître les compétences du personnel et leur aptitude à gérer les processus administratifs d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'aquaculture;
- la disponibilité de documents de référence et de lignes directrices reprenant les dispositions des réglementations environnementales nationales et supranationales (par exemple: descripteurs de la qualité de l'environnement, critères d'évaluation de l'état de l'environnement, exigences liées à la qualité de l'eau, impacts éventuels, programmes de suivi spécifiques et paramètres à évaluer et à suivre) pour le développement d'activités aquacoles; et
- la mise en place de méthodes de travail et de procédures visant à améliorer l'efficacité des institutions pour répondre aux besoins des investisseurs.

Des mécanismes et des programmes de consentement participatifs, impliquant les communautés locales et d'autres groupes d'intérêts dans la planification et le développement de l'aquaculture devraient

également être mis en place ou améliorés, éventuellement grâce à l'établissement de plateformes multi-acteurs ou d'autres comités consultatifs, dans le but d'accroître l'acceptabilité sociale de l'aquaculture.

MISE EN ŒUVRE DES LIGNES DIRECTRICES

Les spécificités liées aux différents degrés de maturité de l'industrie dans la région, ainsi que les caractéristiques régionales et les divers contextes juridiques des pays riverains de la Méditerranée et de la mer Noire devraient être dûment pris en compte. Les capacités des États en développement dans la région devraient également être prises en compte lors de la mise en œuvre des lignes directrices.

Afin d'assurer une mise en œuvre effective ainsi que des règles du jeu équitables dans la région, les lignes directrices devraient être souples afin de pouvoir être adaptées si nécessaire. Des travaux spécifiques portant sur leur mise en œuvre devraient être menés, selon qu'il conviendra et éventuellement au moyen d'une assistance technique.

Résolution CGPM/41/2017/3
relative à la reprise des activités du Groupe de travail sur la technologie des pêches

RECONNAISSANT les activités pertinentes du Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) et du Groupe de travail sur la mer Noire (WGBS) menées suite aux demandes des parties contractantes et des parties non contractantes coopérantes (PCC) en vue d'améliorer la technologie des pêches en Méditerranée et en mer Noire;

NOTANT la décision de la Commission, à sa trentième session (Turquie, janvier 2006), d'établir le réseau TechnoMed en tant que groupe de travail transversal du CSC;

RAPPELANT que le réseau TechnoMed a pour objectif d'aider la CGPM à faciliter l'échange d'informations entre les scientifiques qui participent à la recherche sur la technologie des pêches;

RAPPELANT ÉGALEMENT les résultats du Groupe de travail transversal sur la sélectivité de la CGPM qui s'est notamment réuni, dans le cadre du réseau TechnoMed, en 2008 et 2009 pour définir les termes et les concepts pertinents à la technologie des pêches;

PRENANT EN COMPTE les travaux en cours menés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en matière de technologie des pêches;

NOTANT la stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire ainsi que la nécessité d'inverser l'évolution actuelle de l'exploitation des stocks de la Méditerranée et de la mer Noire, y compris à travers le suivi et la réduction des interactions indésirables entre la pêche et les écosystèmes marins;

CONSIDÉRANT la nécessité de faire reprendre les activités du Groupe de travail sur la technologie des pêches (WGFiT);

ADOpte, conformément aux Articles 5 et 8 de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée, la résolution suivante:

1. Le WGFiT et ses activités sont intégrés de façon permanente dans le programme de travail de la CGPM.
2. Le mandat du WGFiT comprend les objectifs suivants:
 - soutenir le CSC et le WGBS dans la formulation d'avis scientifiques sur les aspects relatifs à la technologie des pêches;
 - promouvoir la coopération entre scientifiques de la Méditerranée et de la mer Noire qui participent aux études sur la technologie des pêches et sur la sélectivité;
 - assurer une veille permanente sur les questions en lien avec la technologie des pêches en Méditerranée et en mer Noire; et
 - assurer le suivi des questions liées à la typologie de la flotte de pêche.
3. Le WGFiT repose avant tout sur la mise en réseau par l'intermédiaire d'échange d'expériences pratiques et d'informations. Il organise des réunions sur les questions relatives à la technologie des pêches, en particulier la sélectivité des engins de pêche, à la demande du CSC et du WGBS, le cas échéant.

4. Le WGFiT continue à analyser et examiner les éléments techniques portés à son attention par le CSC et le WGBS, et fait rapport en conséquence.

Résolution CGPM/41/2017/4
relative à un groupe de travail permanent sur les écosystèmes marins vulnérables

RECONNAISSANT les Résolutions 59/25, 61/105 et 64/72 de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives à la pêche durable, en particulier en ce qui concerne l'obligation de prévenir les effets néfastes notables sur les écosystèmes marins vulnérables;

TENANT COMPTE des Directives internationales sur la gestion de la pêche profonde en haute mer de la FAO de 2009, qui fournissent aux États et aux organisations ou arrangements régionaux de gestion des pêches des indications pour la formulation et l'application de mesures adaptées de gestion de la pêche en eaux profondes, grâce à un ensemble d'outils et de mesures de gestion nécessaires pour assurer la conservation d'espèces ciblées et non ciblées ainsi que des habitats concernés;

PRENANT ACTE de la Cible 4 «réduire au maximum et atténuer les interactions indésirables des pêches avec les écosystèmes et l'environnement marins» de la stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire;

CONSIDÉRANT l'avis du Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) concernant la protection des écosystèmes marins vulnérables, qui s'appuie sur les résultats de la première réunion du Groupe de travail sur les écosystèmes marins vulnérables (WGVME) (Espagne, avril 2017);

CONSIDÉRANT la nécessité d'accorder un statut plus permanent aux activités du WGVME;

ADOpte, conformément aux Articles 5 et 8 de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM), la résolution suivante:

1. Le WGVME et ses activités devraient faire partie, de manière permanente, du programme de travail annuel de la CGPM;
2. Le mandat et les modalités de fonctionnement du WGVME, tels qu'ils figurent à l'annexe, devraient être révisés et complétés afin d'assurer la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies susmentionnées.
3. Le WGVME devrait continuer, en 2018, d'examiner et d'analyser les éléments techniques¹ pour la protection des écosystèmes marins vulnérables dans la zone d'application de la CGPM, fournis par le CSC à sa dix-neuvième session (Slovénie, mai 2017), afin de formuler un avis en vue de l'adoption par la Commission de protocoles spécifiques pour la protection des écosystèmes marins vulnérables, en accord avec les protocoles semblables mis en place par d'autres organisations régionales de gestion des pêches (ORGP).
4. Le WGVME devrait également contribuer à la définition d'éléments techniques concernant des mesures de gestion à appliquer pour:
 - les navires de pêche de plus de 15 m de longueur hors-tout (LHT) qui opèrent avec des engins de pêche de fond ciblant les espèces *Aristaeomorpha foliacea*, *Aristeus antennatus* ou *Plesionika martia*; et

1 Notamment sur la base des travaux réalisés par le WGVME.

- les navires de pêche de plus de 15 m LHT qui opèrent avec des engins de fond (chaluts de fond, filets maillants de fond, palangres de fond, casiers et pièges) à des profondeurs supérieures à 300 m.
-

Mandat du groupe de travail permanent sur les écosystèmes marins vulnérables

Comme convenu lors de la quarantième session de la CGPM, le Groupe de Travail sur les écosystèmes marins vulnérables (WGVME) a été créé en vue d'élaborer des mesures initiales relatives à la protection des écosystèmes marins vulnérables dans la zone d'application de la CGPM, conformément au mandat de la FAO. Une fois ces mesures initiales définies, le WGVME devrait également fournir des avis au CSC.

En particulier, le WGVME devrait accomplir les tâches suivantes:

- collecter des informations et cartographier la répartition des écosystèmes marins vulnérables (mise à jour annuelle);
- fournir des avis sur les nouvelles propositions de fermeture et l'application des mesures existantes (efficacité des zones de pêche réglementées existantes relevant de la protection des écosystèmes marins vulnérables);
- évaluer les informations techniques fournies par les pêcheurs et par d'autres institutions;
- fournir des avis au CSC sur toutes les questions liées aux écosystèmes marins vulnérables et coordonner l'élaboration des outils de gestion.

Le WGVME devrait également contribuer à:

- la conception et la gestion de la base de données géographiques sur les écosystèmes marins vulnérables en Méditerranée;
- la mise en place d'une étroite collaboration et de canaux de communication appropriés avec les organismes scientifiques d'autres ORGP (par exemple, le groupe de travail du CIEM sur l'écologie en eau profonde), les institutions scientifiques nationales et la FAO.

Résolution CGPM/41/2017/5 relative à l'établissement d'un réseau d'habitats halieutiques essentiels dans la zone d'application de la CGPM

RAPPELANT l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM), qui prévoit que la Commission adopte des plans de gestion pluriannuels fondés sur une approche écosystémique de la pêche pour garantir le maintien des stocks de poissons au-dessus des niveaux qui permettent d'obtenir la production maximal équilibrée et de créer des zones de pêche réglementées pour la protection des écosystèmes marins vulnérables, y compris les zones de reproduction et de frai, notamment pour compléter les mesures comprises dans les plans de gestion pluriannuels;

RAPPELANT la Cible 1 de la stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire «inverser l'évolution négative des stocks halieutiques grâce au renforcement des avis scientifiques à l'appui de la gestion» et le Résultat 1.3 «les réglementations de la CGPM sur la gestion des pêches sont améliorées et fondées sur des éléments scientifiques»;

RAPPELANT l'engagement pris par les ministères de la pêche méditerranéens des pays signataires de la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017 qui invite les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC) ainsi que le Comité scientifique consultatif des pêches (CSC) à présenter en 2018, à la quarante-deuxième session de la CGPM, des propositions pour la mise en place de nouvelles zones de pêche réglementées afin d'établir un réseau cohérent d'habitats halieutiques essentiels;

CONSIDÉRANT que le CSC a déclaré que plus de 80 pour cent des stocks halieutiques évalués en 2017 sont en état de surexploitation et que plus de 40 pour cent d'entre eux présentent une faible biomasse;

CONSIDÉRANT que, pour les stocks commerciaux clés tels que le merlu européen (*Merluccius merluccius*), le CSC a recommandé de prendre des mesures de gestion immédiates pour réduire la mortalité par pêche au moyen de plans de gestion pluriannuels et d'identifier de nouvelles zones de reproduction;

CONSCIENT de la nécessité de mettre en œuvre l'approche écosystémique en matière de gestion des pêches en Méditerranée;

ADOpte, conformément aux Articles 5 et 8 de l'Accord de la CGPM, la résolution suivante:

1. Compte tenu des zones de pêche réglementées existantes, le CSC devrait présenter en 2018, à la quarante-deuxième session de la CGPM, des éléments pour la mise en place de nouvelles zones de pêche réglementées, sans préjudice des droits souverains des États et conformément au droit international applicable, en particulier en vue d'établir un réseau cohérent d'habitats halieutiques essentiels¹ suivant un processus de consultation approfondi.
2. La Commission, lors de sa quarante-deuxième session, devrait convenir d'un calendrier progressif avec des objectifs chiffrés pour l'établissement de ce réseau.

¹ Les habitats halieutiques essentiels sont définis comme des habitats considérés essentiels aux exigences écologiques et biologiques des étapes critiques du cycle des espèces halieutiques exploitées et qui sont susceptibles de nécessiter une protection particulière pour améliorer l'état des stocks et la durabilité à long terme.

3. Pour atteindre cet objectif, le CSC est invité à:

- examiner les informations existantes sur la répartition des habitats halieutiques essentiels en Méditerranée;
 - examiner les informations existantes sur la répartition des habitats sensibles en Méditerranée¹;
 - identifier d'éventuelles lacunes dans les connaissances et fournir des avis sur les mesures permettant d'y remédier, y compris au moyen de la modélisation prédictive et d'une cartographie de l'aptitude des habitats indiquant la probabilité de leur présence;
 - définir un réseau cohérent d'habitats halieutiques essentiels qui devrait également prendre en compte les habitats sensibles et qui serait présenté à la quarante-deuxième session de la CGPM; et
 - fournir des avis concernant les modalités de mise en œuvre de la protection de ce réseau et renforcer celui-ci à partir de 2018, en vue de contribuer efficacement à l'obtention de la production maximale équilibrée et de mettre en œuvre l'approche écosystémique en matière de gestion des pêches, conformément aux objectifs de la CGPM.
-

¹ Les habitats sensibles sont des habitats fragiles qui sont internationalement reconnus comme étant importants du point de vue écologique et qui soutiennent d'importants assemblages d'espèces de poissons commerciales et non commerciales et sont susceptibles de nécessiter une protection particulière.

Résolution CGPM/41/2017/6
relative à l'application d'un numéro de l'Organisation maritime internationale

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

RAPPELANT que l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (Accord de la CGPM) a pour objectif de garantir la conservation et l'utilisation durable, du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines dans la zone d'application de la CGPM;

SOULIGNANT que l'identification des navires de pêche est une étape nécessaire dans la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR) et pour la gestion des activités de pêche, et que le numéro de l'Organisation maritime internationale (OMI), attribué selon le système de numéros OMI d'identification des navires, est un identifiant unique du navire établi et fiable, qui reste attribué à un navire de manière permanente, indépendamment de son changement de nom, de propriétaire, de pavillon ou de marquage;

PRENANT EN COMPTE la décision prise par l'Assemblée de l'OMI, lors de sa vingt-huitième session, en 2013, d'adopter la Résolution A.1078(28), qui étend l'application du système de numéros OMI d'identification des navires aux navires de pêche d'une jauge brute supérieure ou égale à 100, et la décision du Comité des pêches de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), adoptée lors de sa trente et unième session en 2014, d'utiliser le numéro OMI en tant qu'identifiant unique du navire pour les navires d'une jauge brute supérieure ou égale à 100 qui doivent être inscrits au Fichier mondial exhaustif des navires de pêche, des navires de transport réfrigérés et des navires de ravitaillement (Fichier mondial);

NOTANT la lettre circulaire de l'OMI No.1886/Rev. 6 du 8 août 2016, laquelle étend le système de numéros OMI d'identification des navires aux bateaux de pêche à moteur inboard d'une jauge brute inférieure à 100 et jusqu'à une limite maximale de 12 mètres de longueur hors tout (LHT), qui sont autorisés à pêcher en dehors des eaux sous juridiction nationale, et aux navires de pêche à coque non métallique d'une jauge brute supérieure ou égale à 100;

CONSIDÉRANT que la plupart des organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) exigent l'utilisation de numéros OMI par les grands navires de pêche autorisés à pêcher dans leurs zones de compétence respectives et que l'Assemblée Générale des Nations Unies, à plusieurs reprises, dernièrement dans sa Résolution 71/123 du 7 décembre 2016, a encouragé les ORGP qui ne l'ont pas encore fait à rendre obligatoire le numéro OMI dans leurs zones de compétence respectives pour tous les navires réunissant les conditions requises;

RAPPELANT la Recommandation CGPM/33/2009/6 concernant l'établissement d'un registre des navires mesurant plus de 15 mètres autorisés à pêcher dans la zone d'application de la CGPM, modifiant la Recommandation CGPM/29/2005/2;

RAPPELANT que la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017 indique que «d'ici 2020, [les ministres, les chefs de délégations nationales et le commissaire européen chargé de l'environnement, des affaires maritimes et de la pêche] doivent veiller à ce que soit attribué un identifiant unique du navire (numéro OMI) aux navires de pêche commerciale mesurant 24 mètres ou plus (à l'exception des navires en bois), conformément aux règles internationales applicables»;

CONSTATANT le développement rapide des critères d'obtention d'un numéro OMI pour les navires de pêche et la nécessité de fournir des précisions aux opérateurs des navires de pêche et aux États du pavillon à cet égard;

ADOpte, conformément aux Articles 5 et 8 de l'Accord de la CGPM, la résolution suivante:

Identification des navires qui disposent d'un numéro OMI

1. À compter du 1^{er} janvier 2019, les États du pavillon des parties contractantes et des parties non contractantes coopérantes (PCC) autorisent leurs navires de pêche de 24 mètres ou plus à pêcher uniquement si les navires remplissant les conditions requises disposent d'un numéro OMI attribué par le gestionnaire du système de numéros OMI d'identification des navires. Les navires remplissant les conditions requises au titre du système de numéros OMI d'identification des navires et qui ne disposent pas de ce numéro ne sont pas inclus dans le registre des navires mesurant plus de 15 mètres autorisés à pêcher dans la zone d'application de la CGPM (GFCM-AVL).
2. Les navires remplissant les conditions requises au titre du système de numéros OMI d'identification des navires qui ne disposent pas de ce numéro ne sont pas inclus dans le GFCM-AVL.
3. Les États du pavillon des PCC sont encouragés à autoriser tout autre navire de pêche remplissant les conditions requises pour l'obtention d'un numéro OMI, conformément au système de numéros OMI d'identification des navires, à pêcher dans la zone d'application de la CGPM, uniquement si ce navire dispose d'un numéro OMI attribué par le gestionnaire du système de numéros OMI d'identification des navires, tel que décrit à l'annexe.
4. Un navire sans numéro OMI peut exceptionnellement être inclus dans le GFCM-AVL, à condition que l'État du pavillon de la PCC fournisse une explication quant à son incapacité à obtenir un numéro OMI lorsqu'il communique les informations au Secrétariat de la CGPM. Le Secrétariat de la CGPM fait rapport de cette explication au Comité d'application.
5. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux navires en bois.
6. Le numéro OMI doit être inclus dans toutes les données utiles liées à la mise en œuvre des recommandations de la CGPM concernant l'établissement d'un registre des navires autorisés à pêcher dans la zone d'application de la CGPM.
7. Chaque PCC agissant à ce titre applique la présente résolution aux navires battant son pavillon.
8. La présente résolution est sans préjudice de la mise en œuvre de mesures nationales plus strictes.

Critères de recevabilité pour l'obtention d'un numéro OMI

Aux fins de l'application du paragraphe 3, les critères permettant de déterminer si un navire de pêche remplit les conditions requises pour l'obtention d'un numéro OMI sont fondés sur le régime établi par l'OMI et peuvent être actualisés à l'avenir. Sur la base de la Résolution A.1078 (28) de l'OMI telle que modifiée, du système de numéros OMI d'identification des navires et de la lettre circulaire de l'OMI No.1886/Rev. 6 du 8 août 2016, les navires de pêche suivants remplissent les conditions requises pour l'obtention d'un numéro OMI:

- les navires de pêche, y compris les navires de pêche à coque non métallique (c'est-à-dire les navires en bois), d'une jauge brute égale ou supérieure à 100; et
- les navires de pêche à moteur inboard d'une jauge brute inférieure à 100 jusqu'à une taille maximale de 12 mètres LHT, qui sont autorisés à pêcher en dehors des eaux sous juridiction nationale.

Demande d'attribution d'un numéro OMI

Le système de numéros OMI d'identification des navires est actuellement géré au nom de l'OMI par IHS Maritime & Trade, une société basée au Royaume-Uni. Les demandes d'attribution de numéro OMI peuvent être adressées directement à IHS Maritime & Trade, en ligne ou par courrier comme suit: demandes en ligne pour l'attribution d'un numéro d'un navire (<http://imonumbers.ihs.com>); demandes par courrier (à IHS Maritime & Trade; Sentinel House, 163 Brighton Road - Surrey, CR5 2YH, Royaume-Uni).

Les demandes d'attribution de numéro OMI peuvent être effectuées par les États du pavillon, les propriétaires/opérateurs de navires, les sociétés de classification ou les chantiers navals; les demandes d'attribution de multiples numéros OMI peuvent également être adressées aux gestionnaires du système de numéros OMI d'identification des navires à l'adresse électronique suivante: ship.imo@ihs.com.

Proposition de recommandation en attente relative à l'établissement d'une taille minimale de référence pour la conservation de la dorade rose en mer Méditerranée

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (ci-après le «CGPM»),

CONSIDÉRANT que l'objectif de l'Accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (ci-après «l'Accord») vise à assurer la conservation et l'utilisation durable du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines de la zone d'application;

CONSIDÉRANT que la CGPM adoptent des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique de la pêche pour garantir le maintien des stocks de poissons au-dessus des niveaux qui permettent de produire le rendement maximal durable;

RAPPELANT que la déclaration ministérielle de Malte «MedFish4Ever» exige que dans le contexte de la création d'un cadre de gestion de la pêche fondé sur les écosystèmes, l'ensemble des principales pêcheries doivent être gérées au travers de plans de gestion;

CONSIDÉRANT que la CGPM applique l'approche de précaution conformément à l'accord des Nations unies de 1995 sur les stocks de poissons et dans le Code de Conduite pour une Pêche Responsable de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies (ci-après dénommée «FAO»);

CONSIDÉRANT que la dorade rose a un cycle de vie biologique particulier (espèce *protandric hermaphrodite*) avec un pourcentage important d'individus changeant pour le sexe féminin lorsqu'ils atteignent environ 33 cm de longueur totale, tandis que la taille de première maturité (50 %) est de l'ordre de 30 cm pour les mâles et de 36 cm pour les femelles. Ces caractéristiques biologiques sont similaires à des stocks répartis dans les différentes zones géographiques;

CONSIDÉRANT l'importance socio-économique élevée du secteur de la pêche, en particulier les pêches locales, exploitant la dorade rose et la nécessité d'assurer leur durabilité;

CONSIDÉRANT que la dorade rose est également visée par la pêche récréative;

NOTANT que la dorade rose est incluse dans la liste des espèces prioritaires de la CGPM pour la Méditerranée occidentale;

NOTANT qu'il existe s'agissant de la dorade rose un niveau élevé de captures illicites, non déclarées et non réglementées (INN) dans l'ensemble de la Méditerranée et qu'un suivi adéquat des flottes de pêche impliquées, y compris de la pêche récréative, est nécessaire;

NOTANT que le CSC est d'accord sur les besoins, comme l'a mis en évidence le Comité Sous Régional pour la Méditerranée Occidentale, de fournir des conseils pour d'éventuelles mesures de gestion, notamment l'amélioration du suivi bioéconomiques et la normalisation de l'effort de pêche;

ADOpte les mesures suivantes, conformément aux articles 5 b, 8 b et 13 de l'Accord de la CGPM, la recommandation suivante:

PARTIE I

Dispositions objectif, champ d'application et définitions

1. L'objectif général de la présente recommandation est de protéger les juvéniles de «dorade rose» dans la mer Méditerranée.
2. Aux fins de la présente recommandation, on entend par «dorade rose» les poissons appartenant à l'espèce: *Pagellus bogaraveo*.

Partie II

Taille minimale de référence de conservation

3. La taille minimale de référence de conservation pour la dorade rose dans l'ensemble de la zone couverte par la présente recommandation est fixée à XX¹ cm de longueur totale.
4. Les spécimens de dorade rose doivent être mesurés de la pointe du museau à l'extrémité de la nageoire caudale.
5. Les spécimens de dorade rose inférieurs à la taille minimale de référence de conservation définie au paragraphe 3, en longueur totale mesurée comme indiqué ci-dessus et au centimètre le plus bas, ne doivent pas être capturés, conservés à bord, transbordés, transférés, débarqués, transportés, stockés, vendus, exposés ou mis en vente.
6. Nonobstant le paragraphe 5, si en raison de circonstances inévitables, des spécimens sous-dimensionnés de dorade rose ont effectivement été pêchés, le capitaine du navire de pêche doit enregistrer ces captures (poids estimé) de spécimens sous-dimensionnés.
7. Les parties coopérantes non contractantes (PCC) de la CGPM établissent un mécanisme adéquat d'enregistrement des captures de spécimens sous-dimensionnés de dorade rose.
8. Sans préjudice aux dispositions prévues au paragraphe 5 et lorsqu'un système d'élimination des rejets et d'obligation de débarquer toutes les captures a été établi par une PCC, sauf dans des cas justifiés où il existe une dérogation pour les obligations de débarquement (en particulier dans le cas des pêcheries où le taux élevé de survie est bien documenté), le capitaine du navire de pêche n'est pas autorisé à rejeter ses captures et doit donc débarquer tous les poissons capturés quelle que soit leur taille. L'ensemble des poissons débarqués n'ayant pas la taille requise doit être enregistré et ne doit pas être affiché, mis en vente ou utilisé directement pour la consommation humaine.

¹ To be defined in line with the scientific advice of the SAC in 2018.

Proposition de recommandation en attente relative à des mesures concernant les activités de pêche récréative en mer Méditerranée

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (ci-après la «CGPM»),

CONSIDERANT que l'objectif de l'accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (ci-après «l'Accord») vise à assurer la conservation et l'utilisation durable du point de vue biologique, social, économique et environnemental, des ressources biologiques marines de la zone d'application;

RAPPELANT que, afin de réaliser l'objectif de l'Accord, la CGPM adopte des recommandations concernant des mesures de conservation et de gestion visant à assurer la durabilité des activités de pêche sur le long terme, afin de préserver les ressources biologiques marines, la viabilité économique et sociale des pêches; Lorsqu'elle adopte ces recommandations, la CGPM accorde une attention particulière aux mesures visant à prévenir la surpêche et à réduire les rejets au minimum. La CGPM accorde également une attention particulière à l'impact potentiel sur la pêche artisanale et sur les communautés locales;

RAPPELANT que, afin de réaliser l'objectif de l'accord, la CGPM doit favoriser, le cas échéant, une approche sous régionale de la gestion des pêches et du développement de l'aquaculture afin de mieux prendre en compte les spécificités de la mer Méditerranée et de la mer Noire;

CONSIDERANT que la CGPM adopte des mesures de gestion fondées sur une approche écosystémique de la pêche pour garantir le maintien des stocks de poissons au-dessus des niveaux qui permettent d'obtenir le rendement maximal durable (RMD);

CONSIDERANT que toutes les mesures édictées par la CGPM sont fondées sur les meilleurs avis scientifiques disponibles, compte tenu des facteurs environnementaux, économiques et sociaux pertinents;

CONSIDERANT que le MMCF doit appliquer l'approche de précaution conformément aux dispositions du code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies (ci-après dénommée «FAO»);

CONSIDERANT que le code de conduite pour une pêche responsable indique que «les États devraient appliquer largement l'approche de précaution à la conservation, à la gestion et à l'exploitation des ressources halieutiques afin de les protéger et de préserver le milieu aquatique. Le manque de données scientifiques adéquates ne saurait être invoquée pour repousser ou renoncer à l'adoption de mesures de conservation et de gestion.»;

TENANT COMPTE de la nécessité de réglementer les activités de pêche récréative à garantir que ces activités ne portent pas atteinte à l'exploitation durable des stocks, dans la mer Méditerranée;

ADOpte, conformément aux dispositions applicables de l'accord portant création de la CGPM:

Partie I Définitions

1. La présente recommandation s'applique à la zone couverte par l'accord de la CGPM à l'exclusion de la mer Noire. La présente recommandation s'applique sans préjudice de mesures plus strictes déjà adoptées par la loi au niveau national.

2. Aux fins de la présente recommandation, on entend par «pêche récréative»: les activités de pêche non commerciales exploitant les ressources aquatiques marines vivantes à des fins récréatives, touristiques ou sportives.

Partie II

Mesures de gestion

3. Les parties contractantes à la CGPM et les parties coopérantes non contractantes prennent les mesures nécessaires pour interdire, dans le cadre de la pêche récréative, l'utilisation d'engins de pêche qui sont déjà interdits aux activités de pêche commerciale par des lois internationales et/ou nationales.

4. Les fusils à harpon sont interdits s'ils sont utilisés en conjonction avec un appareil respiratoire sous-marin et pendant la nuit entre le coucher et le lever du soleil.

5. Conformément aux règles applicables au niveau national, la pêche récréative pour chaque navire ou personne physique peut être subordonnée à l'autorisation délivrée par l'État du pavillon de la Partie contractante ou de la partie coopérante non-contractante, sur la base de la liste des espèces identifiées par le Comité Scientifique Consultatif (SAC), visé au point 8 ci-dessous.

6. La commercialisation des poissons capturés dans la pêche récréative est interdite.

Partie III

Suivi scientifique et évaluation

7. Le comité consultatif scientifique (SAC), identifié en 2017 et présentera à la Commission pour adoption, la liste des espèces pour lesquelles la pêche récréative ou les activités ont un impact important sur les ressources biologiques marines. Le SAC proposera également à la Commission les mesures appropriées pour la collecte de données et le suivi des activités de pêche récréative

8. Lorsque la pêche récréative a un impact considérable, la CGPM peut adopter de mesures additionnelles visant à renforcer les mesures de gestion spécifiques pour les pêcheries à caractère récréatif, telles que des autorisations de pêche et des déclarations de capture.

Proposition de recommandation en attente relative à des mesures de gestion des pêches pour la conservation des requins et des raies dans la zone d'application la CGPM, amendant la Recommandation CGPM/36/2012/3

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM),

RAPPELANT que les objectifs de l'accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée a pour objectif de promouvoir le développement, la conservation, la gestion rationnelle et l'utilisation appropriée des ressources marines vivantes;

RAPPELANT la déclaration de Johannesburg sur le développement durable de 2002, et notamment son Plan d'application;

RAPPELANT la déclaration de la Conférence ministérielle pour le développement durable des pêches en Méditerranée de 2003 (Déclaration de Venise de 2003);

RÉAFFIRMANT les principes du Code de conduite pour une pêche responsable de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et rappelant l'approche de précaution et l'approche écosystémique en matière de gestion des pêches;

RAPPELANT le Plan d'action international de la FAO pour la conservation et la gestion des requins;

RAPPELANT la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (Convention de Barcelone), ainsi que l'inscription de certaines espèces de requins à l'Annexe II ou à l'Annexe III de son Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (Protocole ASP/DB);

SOULIGNANT l'importance d'harmoniser les mesures de conservation et de gestion avec celles d'autres conventions internationales visant la protection de ces espèces;

TENANT COMPTE des avis du Comité scientifique consultatif des pêches (SAC) et, en particulier, de la nécessité d'identifier les espèces de requins et d'améliorer leur état de conservation, y compris en protégeant les zones côtières des engins de pêche les plus actifs;

ADOpte, conformément aux dispositions de l'article 3, paragraphe 1, points b) et h), et de l'article 5 de l'accord portant création de la CGPM:

PARTIE I
Champ d'application

1. Les parties contractantes et les parties non contractantes coopérantes (PCC) veillent à ce que les requins soient conservés à bord, transbordés, débarqués et commercialisés à la première vente d'une manière telle que les espèces soient reconnaissables et identifiables et façon à permettre, pour chaque espèce, le suivi et l'enregistrement des captures, des captures accidentelles et, le cas échéant, des libérations.

2. Les PCC adoptent des mesures de gestion des pêches afin de garantir un état de conservation approprié des requins.

Définitions

3. Aux fins de la présente recommandation, les définitions suivantes s'appliquent:

- «Requin» signifie toutes les espèces appartenant au taxon *Elasmobranchii*;
- «Nageoires de requin» signifie toutes les nageoires de requin, y compris les nageoires caudales, à l'exception des nageoires pectorales des raies qui font partie intégrante des ailes des raies;
- «Chaluts», les filets qui sont activement remorqués grâce à la puissance de propulsion du navire, constitué d'un corps conique ou pyramidal (le corps du chalut), fermé par un cul de chalut, et qui peut s'agrandir à l'ouverture par les ailes, soit être monté sur un cadre rigide. L'ouverture horizontale est soit obtenue par des panneaux, soit réalisée par une perche ou un cadre de forme et de dimension variables. Ces filets peuvent être remorqués soit sur le fond (chaluts de fond), soit entre deux eaux (chaluts pélagiques);

Partie II

Mesures de gestion de la pêche

4. Les PCC doit veiller à ce que:
 - a) il est interdit d'enlever les nageoires de requin à bord des navires et de conserver, transborder ou débarquer des nageoires de requin.
 - b) afin de faciliter le stockage à bord, les nageoires de requin peuvent être partiellement tranchées et repliées contre la carcasse, mais elles ne sont pas enlevées de la carcasse avant d'être débarquées.
 - c) l'étêtage et le dépeçage des spécimens à bord du navire et avant leur débarquement. Les requins étêtés et dépecés ne peuvent pas être commercialisés sur les marchés de première vente après leur débarquement;
 - d) Il est interdit d'acheter, d'offrir à la vente ou de vendre des nageoires de requin qui ont été enlevées, conservées à bord, transbordées ou débarquées en violation de la présente recommandation.
5. En ce qui concerne la réduction de la pêche au chalut dans les zones côtières afin d'améliorer la protection des requins côtiers:
 - a) Les PCC doivent veiller à ce que les activités de pêche réalisées au moyen de chaluts sont interdites à moins de 3 milles nautiques des côtes, à condition que la limite des 50 mètres isobathes ne soit pas atteinte, ou dans les 50 mètres isobathes lorsque cette profondeur est atteinte à une moindre distance de la côte.
 - b) Les PCC peuvent accorder des dérogations spécifiques et géographiquement limitées, à condition que celles-ci concernent un nombre restreint de navires, et que ces dérogations:
 - i. soient justifiées par des contraintes géographiques particulières, telles que l'exiguïté du plateau continental le long de l'ensemble du littoral d'un État membre ou la superficie restreinte des zones de chalutage due à différentes causes;

et/ou

 - ii. concernent des chalutiers de petite taille dont la longueur hors-tout est inférieure ou égale à 12 mètres et dont la puissance motrice est inférieure ou égale à 85 kW, qui sont traditionnellement utilisés dans les zones côtières;

ou

iii. concerne un nombre limité de navires pendant une campagne de pêche saisonnière;

et

iv. n'aient pas d'incidence significative sur le milieu marin.

6. Les PCC communiquent à la CGPM les modalités d'application de la dérogation prévue au point b) au plus tard le 31 mars 2013. Cette notification comprend:

i. la liste des navires autorisés pratiquant la pêche au chalut, ainsi que leurs caractéristiques,

ii. la liste des zones, définies selon leurs coordonnées géographiques, tant à terre qu'en mer, et par les rectangles statistiques CGPM prévus dans la Recommandation GFCM/35/2011/1 concernant l'établissement d'un journal de bord de la CGPM,

iii. les mesures prises pour surveiller et atténuer l'incidence sur le milieu marin.

c) Les PCC établissent un plan de surveillance spécifique pour la pêche au chalut pratiquée au titre de la dérogation prévue au point b).

d) Ces dispositions sont sans préjudice de l'application de règles plus détaillées ou plus strictes par les PCC.

Espèces d'élasmobranches inscrites à l'Annexe II (liste des espèces en danger ou menacées) et à l'Annexe III (liste des espèces dont l'exploitation est réglementée) du Protocole ASP/DB de la Convention de Barcelone

7. Les CPC assureront un niveau de protection élevé contre les activités de pêche des espèces d'élasmobranches énumérées à l'Annexe II du protocole ASP/DB de la Convention de Barcelone, lesquelles doivent être, dans la mesure du possible relâchées indemnes et vivants.

8. Les spécimens des espèces de requins inscrites à l'Annexe II du protocole ASP/DB ne peuvent pas être conservés à bord, transbordés, débarqués, transportés, stockés, vendus, exposés ou proposés à la vente.

9. Les PPC veillent à ce que les requin-hâ (*Galeorhinus galeus*) capturés au moyen de filets de fond, de palangres et de madragues soient immédiatement, relâchés indemnes et vivants, dans la mesure du possible.

Partie III
Surveillance, collecte de données et recherche

10. Les PCC doivent veiller à ce que:

a) les informations concernant les activités de pêche, les données relatives aux captures, les prises accidentelles, les remise à l'eau et/ou les rejets d'espèces de requins inscrites à l'Annexe II ou à l'Annexe III du protocole ASP/DB soient enregistrées par les propriétaires des navires sur le journal de bord ou dans un document équivalent, conformément aux exigences de la Recommandation GFCM/35/2011/1 concernant l'établissement d'un journal de bord de la CGPM;

- b) ces informations soient communiquées aux autorités nationales qui les notifient au Secrétariat de la CGPM aux moyens des rapports annuels nationaux transmis au SAC et dans le cadre de la matrice statistique de la Tâche 1 de la CGPM;
- c) toutes les mesures additionnelles soient prises afin d'améliorer la collecte des données nécessaires pour assurer le suivi scientifique de l'espèce.

11. Le cas échéant, la CGPM et ses PCC œuvrent, individuellement et collectivement, au renforcement des capacités et d'autres activités de coopération en matière de recherche afin d'améliorer les connaissances sur les requins et les pêcheries de requins et de soutenir à une mise en œuvre efficace de la présente Recommandation, notamment de conclure en concluant des accords de coopération avec d'autres instances internationales appropriées.

12. Les dispositions des paragraphes 4, 5, 6, 7, 8 et 9 sont sans préjudice de l'application de règles plus strictes par les PCC.

Mandats relatifs à certaines activités
(en anglais seulement)

Working Group on Small-Scale Fisheries (WGSSF)

The main objective of the Working Group is to coordinate technical, scientific and socio-economic activities relating to small-scale fisheries in order to fill the main data gaps relating to this sector, to produce advice for consideration and validation by the SAC and WGBS and to support the sustainable management and development of small-scale fisheries within a Blue Growth perspective. To this end, the WGSSF shall:

- Provide advice on the implementation of technical outputs of Target 2 of the mid-term strategy;
- Provide advice on the implementation of technical aspects of the FAO Voluntary Guidelines for Securing Sustainable Small-Scale Fisheries in the Context of Food Security and Poverty Eradication (SSF Guidelines) in the GFCM area of application;
- Promote the use of the GFCM Data Collection Reference Framework (DCRF) as a data collection tool for small-scale fisheries;
- Measure the biological and ecological impacts of small-scale fishing activity on fish stocks, particularly for priority species, and on the marine environment;
- Develop indicators to measure the economic and social impacts of small-scale fishing activity on coastal communities in the Mediterranean and Black Sea. Assess the access of small-scale fishers to resources and markets, in light of the United Nations Sustainable Development Goal (SDG) 14.b., and examine the interaction of small-scale fishing with related sectors, particularly fish processing, marine recreational fisheries and tourism;
- Identify interactions between small-scale and recreational fisheries, with a view to assessing potential conflicts, including competition for resources, competition for space and gear interactions.

Working Group on Recreational Fisheries (WGRF)

The main objective of the Working Group is to coordinate technical, scientific and socio-economic activities relating to recreational fisheries in order to fill the main data gaps relating to this sector, to produce advice for consideration and validation by the SAC and WGBS and to support the sustainable management of recreational fisheries within an Ecosystem Approach to Fisheries perspective. To this end, the WGRF shall:

- Provide advice on the implementation of technical outputs of Target 2 of the mid-term strategy in relation to recreational fisheries;
- Measure the biological and ecological impacts of marine recreational fishing activity on fish stocks, particularly for priority species, and on the marine environment;
- Measure the socio-economic impact of marine recreational fishing activity on coastal communities in the Mediterranean and Black Sea, including its interaction with related sectors such as tourism and small-scale fisheries;
- Harmonize methodologies for assessing recreational fisheries, towards improved data collection in support of sustainable recreational fisheries management;
- Identify interactions between recreational and small-scale fisheries, with a view to assessing potential conflicts, including competition for resources, competition for space and gear interactions

Budget autonome de la CGPM et contributions pour 2018

		USD	Part du total (%)
PERSONNEL	Personnel du cadre organique (10)	1 518 000	59.95%
	Personnel administratif (6)	488 000	19.27%
	TOTAL STAFF	2 006 000	74.73%
FONCTIONNEMENT	Personnel temporaire (agents de sécurité, soutien admin., heures supplémentaires)	30 000	1.18%
	Consultants (y compris les traducteurs de publications scientifiques)	20 000	0.79%
	Voyages (membres du personnel, membres du Bureau, coordonnateurs, interprètes, indemnités journalières de subsistance des experts et billets)	80 000	3.16%
	Formation	10 000	0.39%
	Services internes/externes (facturation à l'utilisateur)	100 000	3.95%
	Équipe spéciale	15 464	0.61%
	TOTAL FONCTIONNEMENT	255 464	10.09%
SOUS-TOTAL 1 (personnel + fonctionnement)		2 261 464	
COÛTS ANNEXES	Représentation et dépenses diverses (1 %)	22 615	
	Fonds d'aide à la participation (2,5 %)	57 102	
	SOUS-TOTAL 2	2 341 181	
	Dépenses d'appui de la FAO (4,5 % du sous-total 2)	105 353	
	SOUS-TOTAL 3	2 446 534	
	Fonds de roulement de la CGPM (3,5 % du sous-total 3)	85 629	
BUDGET AUTONOME (USD)		2 532 162	

Contributions au budget de la CGPM pour 2018
(sur la base des moyennes 2013-2015)

Parties contractantes	USD	%	USD	Coefficient	USD	Total pondéré	USD
Albanie	24 075	0.95	11 009	1	6 330	19 938	6 736
Algérie	83 085	3.28	11 009	1	6 330	194 611	65 745
Bulgarie	17 340	0.68	11 009	1	6 330		
Croatie	74 314	2.93	11 009	10	63 304		
Chypre	74 314	2.93	11 009	10	63 304		
Égypte	84 216	3.33	11 009	1	6 330	197 959	66 876
France	137 617	5.43	11 009	20	126 608		
Grèce	74 314	2.93	11 009	10	63 304		
Israël							
Italie	137 617	5.43	11 009	20	126 608		
Japon	137 617	5.43	11 009	20	126 608		
Liban	20 854	0.82	11 009	1	6 330	10 403	3 515
Libye	48 423	1.91	11 009	1	6 330	92 010	31 084
Malte	74 314	2.93	11 009	10	63 304		
Monaco	11 009	0.43	11 009				
Monténégro	12 287	0.49	11 009			3 783	1 278
Maroc	40 181	1.59	11 009	1	6 330	67 613	22 842
Roumanie	17 340	0.68	11 009	1	6 330		
Slovénie	74 314	2.93	11 009	10	63 304		
Espagne	74 314	2.93	11 009	10	63 304		
Syrie	19 294	0.76	11 009	1	6 330	5 784	1 954
Tunisie	135 782	5.36	11 009	1	6 330	350 599	118 442
Turquie	385 180	15.21	11 009	10	63 304	920 190	310 867
Union européenne	774 361	30.58	11 009			2 259 579	763 351
		100		140		4 122 470	
	2 532 162		253 216		886 257		1 392 689

Budget total	2 532 162	US \$
Contribution de base	10% du budget total	
	253 216	USD
Nombre de Parties contractantes*	23	
Budget total moins contribution de base	2 278 946	USD
Composante PIB	35% du budget total	
	886 257	USD
Composante captures	55% du budget total	
	1 392 689	USD

* Parties contractantes payant leur contribution au budget autonome

La quarante et unième session de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée et la huitième session du Comité de l'administration et des finances ont réuni les délégués de 22 parties contractantes, ainsi que les délégués de trois parties non contractantes coopérantes et d'une partie non contractante. Les représentants de 20 organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ses projets régionaux ainsi que des bureaux de la Commission et de ses organes subsidiaires étaient également présents.

Au cours de la session, les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie à moyen terme (2017-2020) en faveur de la durabilité des pêches en Méditerranée et en mer Noire ont été examinés, y compris au titre de la Déclaration ministérielle de Malte MedFish4Ever de 2017. Par ailleurs, les activités de coopération menées dans le cadre d'accords avec les parties contractantes, les parties non contractantes coopérantes et des organisations partenaires ont été discutées. À la lumière de la coopération croissante de la République de Moldova avec la CGPM, la Commission lui a accordé le statut de partie non contractante coopérante.

S'agissant de la gestion des pêches et de l'aquaculture dans la zone d'application de la CGPM, un total de huit recommandations contraignantes ont été adoptées et portait sur: la communication de données et d'informations sur l'aquaculture; la gestion de la pêche à la dorade rose en mer d'Alboran; l'établissement d'une zone de pêche réglementée dans la fosse de Pomo/Jabuka en mer Adriatique; un plan de gestion pluriannuel des pêcheries de turbot en mer Noire; la mise en place d'un plan régional de gestion adaptative pour l'exploitation du corail rouge en mer Méditerranée; la communication de données sur les activités de pêche dans la zone d'application de la CGPM; un plan d'action régional visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans la zone d'application de la CGPM et un programme international conjoint d'inspection et de surveillance en dehors des eaux relevant de la juridiction nationale dans le canal de Sicile. De plus, la Commission a adopté six résolutions, notamment: une stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Méditerranée et en mer Noire; des lignes directrices pour la simplification des processus d'autorisation et d'octroi de concessions pour l'aquaculture; la reprise des activités du Groupe de travail sur la technologie des pêches; un groupe de travail permanent sur les écosystèmes marins vulnérables; un réseau d'habitats halieutiques essentiels et l'application d'un numéro de l'Organisation maritime internationale.

Enfin, la Commission est convenue de son programme de travail pour la prochaine période intersessions et a adopté son budget, s'élevant à 2 532 162 USD pour l'année 2018, ainsi qu'une série d'actions stratégiques qui seront financées par des ressources extrabudgétaires. Elle a également approuvé à l'unanimité la nouvelle constitution des bureaux du Comité scientifique consultatif de l'aquaculture, du Groupe de travail sur la mer Noire et du Comité d'application.

ISBN 978-92-5-130379-5 ISSN 1020-7244



9 789251 303795

I8500FR/1/05.18